

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DÉFENDRE L'ORDRE ÉTABLI : L'AGENTIVITÉ RÉACTIONNAIRE DES FEMMES ANTIFÉMINISTES
DANS LES MÉDIAS TRADITIONNELS ET LES MÉDIAS SOCIAUX

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

HÉLOÏSE MICHAUD

SEPTEMBRE 2026

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Faculté de science politique et de droit
Département de science politique

La présente thèse intitulée

*Défendre l'ordre établi: l'agentivité réactionnaire des femmes antiféministes dans les médias
traditionnels et les médias sociaux*

Présentée par
Héloïse Michaud

A été évaluée par le jury composé de

Francis Dupuis-Déri
Direction de recherche

Léa Clermont-Dion
Évaluatrice externe

Magali Della Sudda
Évaluatrice externe

Geneviève Pagé
Présidente du jury

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce parcours doctoral fut riche. J’y ai développé de nombreuses compétences, participé à des discussions stimulantes et enrichissantes et créé des liens. J’y ai aussi vécu des défis personnels et des défis liés au contexte : immigration, pandémie mondiale, isolement et manque de reconnaissance des études féministes à l’université ont ponctué ces années que nous nous sommes efforcé·e·s d’appréhender du mieux que nous avons pu, avec beaucoup d’adaptation et de résilience.

Je tiens à remercier quelques personnes qui m’ont apporté leur soutien lors de ce parcours. En premier lieu je remercie mon directeur de recherche, Francis Dupuis-Déri, pour sa disponibilité, son grand pragmatisme, sa capacité de trouver des solutions rapidement et les opportunités offertes au cours du doctorat. Tu as aussi été une grande inspiration comme chercheur, auteur et dans ta lutte pour plus de justice sociale. Merci également aux acteur·trices du Chantier sur l’antiféminisme du RéQEF et en particulier à Mélissa Blais pour les cafés au début de ma thèse, tes corrections sur mon projet de thèse et tes lumières sur les antiféminismes.

Je remercie également mes collègues et ami·e·s du doctorat pour les discussions et les encouragements, et en particulier Denis Carlier pour la pratique vraiment aidante avant la soutenance. Merci à Danielle Coenga-Oliveira et Priscyll Anctil-Avoine pour les discussions féministes et les voyages, dont le voyage à Paris pour le Congrès international de recherches féministes dans la francophonie (CIRFF) en 2018. Je remercie également les collègues et ami·e·s du Groupe de recherche en études féministes : Marina Seuve, Sophie-Anne Morency, Geneviève de Breyne-Gagnon, Emma Le Lain, Mireille Allard, Audrey Pepin, pour le *care*, la sororité, le *queer*, l’esprit de lutte. Qu’elle continue!

Mes remerciements vont également à mes collègues de la Commission de la fonction publique du Canada, où je travaille présentement, de m’avoir écoutée parler de ma thèse. Un grand merci

en particulier à ma complice Verseau Pascale Canicchio pour sa présence quotidienne sur Teams et au bureau et ses encouragements continus!

Je tiens également à remercier les personnes qui m'ont apporté du soutien professionnel et du *care*: Maga-Li Monteilhet Labossière, un grand merci de m'avoir accompagnée et de m'avoir redonné de l'agentivité dans les moments difficiles. Merci également à mon amie Élise Petit, qui m'a accompagnée et soutenue à la fin de la thèse. Merci à mon chat Léon pour son grand soutien affectif! Merci aux cafés de Montréal, où l'on ne se sent plus seul-e parmi d'autres.

Un grand merci à mon alliée Janie Dussault, pour les discussions politiques stimulantes et éclairantes et pour ta présence et ton soutien indéfectibles. Merci de m'avoir écoutée et validée.

Enfin, merci et bravo à moi-même pour avoir persévéré et persisté.

TABLEAU

Tableau 7.1 Thèmes des arguments des participantes.....	178
---	-----

“Women’s antifeminism is a paradox awaiting explanation”

Susan Marshall, 1985, p. 7

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
TABLEAU	v
RÉSUMÉ	xi
ABSTRACT	xii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 LES ANTIFÉMINISMES EN CONTEXTE OCCIDENTAL.....	14
1.1 Des rhétoriques réactionnaires.....	15
1.2 L’antiféminisme comme « contre-mouvement ».....	16
1.3 Des « antis » aux « pros ».....	17
1.4 Le « backlash ».....	18
1.5 Une typologie des antiféminismes	19
1.5.1 L’antiféminisme « ordinaire ».....	20
1.5.1.1 Les résistances françaises au langage non sexiste	22
1.5.2 L’antiféminisme religieux et conservateur	26
1.5.3 Le fondement hétérosexiste des antiféminismes	28
1.5.4 Le masculinisme.....	30
1.5.4.1 Des femmes au service du masculinisme.....	32
1.5.5 « L’antiféminisme d’État ».....	34
CHAPITRE 2 LE RENOUVELLEMENT DES ANTIFÉMINISMES EN OCCIDENT DEPUIS LES ANNÉES 1990	36
2.1 Le moment « postféministe » ou la « complexification du « backlash »	36
2.2 Le « féminisme du choix ».....	39
2.3 Les « nouveaux féminismes » conservateurs et néolibéraux : une stratégie discursive de légitimation des antiféminismes	40
2.3.1 Le féminisme néolibéral	40
2.3.2 Les nouveaux féminismes conservateurs.....	43
2.3.2.1 Le « nouveau féminisme » prôné par Vatican II.....	43
2.3.2.2 Les campagnes « anti-genre ».....	44
2.3.2.3 La requalification conservatrice des féminismes aux États-Unis	46
2.4 Les antiféminismes et l’extrême-droite : un mariage opportun.....	49
2.4.1 Le projet fémonationaliste : l’instrumentalisation des droits des femmes au service du sécuritaire.....	49

2.4.2	Le nationalisme identitaire au féminin : le cas de la France	51
2.4.3	Le contexte étatsunien : un nationalisme blanc en pleine recrudescence	53
2.4.4	L'apparition de « l'alt-right »	56
2.4.5	Des liens entre « l'alt-right » et la manosphère	58
2.4.6	Vers une « intersectionnalité des haines »	60
2.4.7	La promotion des antiféminismes d'extrême-droite dans les médias traditionnels	63
CHAPITRE 3 L'AGENTIVITÉ		67
3.1	L'agentivité en sociologie	67
3.2	L'agentivité en études féministes et critiques	70
3.3	Le problème de la dichotomie agente vs victime.....	74
3.4	La dimension « réactionnaire » de l'agentivité des femmes antiféministes.....	77
CHAPITRE 4 PERSPECTIVES HISTORIQUES ET SOCIOLOGIQUES DU CAS DES FEMMES ANTIFÉMINISTES		79
4.1	Les féministes matérialistes françaises : « fausse conscience » et « haine de soi »	79
4.2	Les féministes étatsuniennes : la « résistance passive » au patriarcat.....	83
4.2.1	Le « test Dworkin » au 21 ^e siècle.....	87
4.3	Hors Occident : le « patriarchal bargain »	88
4.4	Au-delà de la variable « genre » : les alliances stratégiques d'hétérosexualité et l'hétéronormativité	90
4.5	Au-delà de la variable « genre » : les alliances stratégiques de classe	95
4.5.1	Les intérêts liés à la classe, au statut ou au réseau chez les anti-suffrage et les anti-ERA ..	95
4.5.2	La maximisation des intérêts de classe aujourd'hui.....	99
4.6	Au-delà de la variable « genre » : les alliances stratégiques de race.....	101
4.6.1	La croisade contre le droit de vote des personnes Afro-américaines.....	101
4.6.2	Les <i>Women of the Ku Klux Klan</i> (WKKK): un mouvement réactionnaire influent	102
4.6.3	Le rôle des femmes dans les mouvements racistes au 20 ^e siècle	104
4.6.4	Les femmes dans les mouvements nationalistes identitaires contemporains	107
4.6.5	Le maternalisme d'« alt-right »	110
4.7	Conclusion du chapitre 4	113
CHAPITRE 5 CADRES ANALYTIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE		115
5.1	Lacune analytique.....	115
5.2	De la pertinence de la notion « d'agentivité réactionnaire »	117
5.3	Approche méthodologique	118
5.3.1	Délimitation du terrain et sélection des cas.....	120

5.3.2	Choix des langues et des territoires	122
5.3.2.1	Limites de ces choix.....	125
5.3.3	Choix des espaces socio-numériques	125
5.3.4	Méthode d'analyse.....	128
5.3.5	Nature des sources mobilisées.....	130
5.3.6	Limites de la méthode	131
5.3.7	Traitement des données.....	132
5.3.8	Considérations éthiques.....	133
CHAPITRE 6 RHÉTORIQUES RÉACTIONNAIRES ET ANTIFÉMINISME EN FRANCE: LA CONTROVERSE DE L'ÉCRITURE INCLUSIVE		136
6.1	Introduction.....	138
6.2	Antiféminisme et conservatisme.....	140
6.2.1	Le <i>backlash</i> antiféministe	140
6.2.2	Le biais androcentré de la langue française	141
6.2.3	Le socle conservateur de l'antiféminisme	142
6.2.4	La mise en péril.....	143
6.2.5	L'inanité	144
6.2.6	Le mouvement anti-genre en France	144
6.2.7	L'effet pervers et l'antiféminisme ordinaire.....	145
6.3	Méthode de collecte des données	147
6.4	Discussion	148
6.4.1	L'antiféminisme conservateur et la mise en péril	148
6.4.2	L'antiféminisme conservateur : l'inanité.....	152
6.4.3	L'antiféminisme ordinaire : l'effet pervers.....	154
6.5	Conclusion	157
6.6	Des femmes antiféministes opposées à l'écriture inclusive en France.....	160
CHAPITRE 7 "BECAUSE MY BOYFRIEND TREATS ME WELL": A STUDY OF TUMBLR "WOMEN AGAINST FEMINISM"		165
7.1	Introduction.....	167
7.2	Women's antifeminism in online spaces.....	169
7.2.1	Links with the manosphere	170
7.3	The media <i>backlash</i> and the rhetoric of "postfeminism"	173
7.3.1	The media backlash	173
7.3.2	The discourse of "postfeminism"	174
7.4	Method and data collection	176
7.4.1	Detailing the object of study	177

7.5	Discussion	178
7.5.1	Individual responsibility and the meritocratic ideology	178
7.5.2	Postfeminism and "equality already there"	180
7.5.3	The defense of men and masculinity	182
7.5.4	Heteronormativity	183
7.5.5	The critique of the "women category"	184
7.5.6	Negativism and misinformation	186
7.6	Conclusion	186
CHAPITRE 8 LA CAMPAGNE NUMÉRIQUE #TRADWIFE: FABRIQUER UN ORDRE SOCIAL ALTERNATIF		
Étude de cas de deux influenceuses étatsuniennes.....		189
8.1	Introduction.....	190
8.2	Le <i>backlash</i> antiféministe et nationaliste blanc aux États-Unis	190
8.3	La campagne <i>Tradwife</i>	192
8.5	Méthodologie	198
8.6	Discussion	201
8.6.1	La trajectoire personnelle et l'autoprésentation	201
8.6.2	Les fausses équivalences avec les discours féministes et antiracistes.....	205
8.6.2.1	La sororité : les clubs des mamans et les groupes d'études bibliques	206
8.6.2.2	Le « backlash féministe »	206
8.6.2.3	Les hommes : des victimes du féminisme.....	207
8.6.3	Les mots-clics : un subterfuge pour rallier d'autres communautés réactionnaires.....	208
8.6.4	La mise en scène de la famille et de la maternité	209
8.6.5	La « tradition » : une parade pour la préservation de l'identité blanche	210
8.6.6	La sécurité face à l'ennemi intérieur et extérieur	211
8.7	Conclusion	213
CONCLUSION		216
BIBLIOGRAPHIE.....		228

RÉSUMÉ

Résumé

Cette thèse aborde la question de l'antiféminisme exprimé par des femmes. Elle étudie les discours de ces femmes dans les médias traditionnels et les médias sociaux dans deux contextes géographiques : la France et les États-Unis. J'y développe l'hypothèse selon laquelle l'antiféminisme exprimé par des femmes n'est pas paradoxal, contrairement à l'idée reçue, car ces femmes ne sont pas dénuées de conscience politique et ne luttent pas contre leurs propres intérêts. Au contraire, ces femmes sont privilégiées et se positionnent souvent de façon stratégique dans les rapports de pouvoir afin de conserver ou de maximiser certains avantages. Ce faisant, elles renforcent les systèmes inégalitaires en place, comme le patriarcat, l'hétérocissexisme et le racisme.

L'originalité de la thèse repose sur le fait qu'elle étudie les femmes antiféministes du point de vue de leur agentivité. Montrant que les théories existantes sur les antiféminismes offrent peu de catégories analytiques satisfaisantes pour comprendre la position de ces femmes, j'emprunte les théories sociopolitiques et féministes de l'agentivité pour analyser l'agentivité des femmes antiféministes. Je montre d'abord que cette agentivité n'est pas extérieure aux structures du pouvoir, mais qu'elle se situe à l'intérieur, dans ses interstices, et ensuite que, contrairement à l'*empowerment* féministe, elle ne vise pas à transformer le système, mais à le renforcer. Dès lors, je formule une nouvelle hypothèse, selon laquelle les femmes antiféministes sont motivées par une « agentivité réactionnaire ».

Cette thèse par articles en compte trois, qui mettent en relief les dimensions ou les indicateurs de l'agentivité réactionnaire des femmes antiféministes. Par ces études inductives et des analyses de discours qualitatives, la thèse souligne que le genre ne peut être le seul facteur explicatif de l'antiféminisme exprimé par des femmes : des privilèges associés aux autres facettes de leur identité, telles que la classe sociale, l'hétérosexualité ou la race blanche entrent en jeu pour influencer leurs positions antiféministes. En outre, la thèse met en lumière le fait que ces femmes bénéficient de ressources et se mobilisent pour préserver leurs propres intérêts, au détriment des autres communautés marginalisées. Elles emploient des tactiques visant à dépolitiser le mouvement féministe et à normaliser les mouvements sociaux conservateurs et réactionnaires et leurs idées.

Mots clés : antiféminisme, femmes antiféministes, agentivité, agentivité réactionnaire

ABSTRACT

Abstract

This thesis addresses the issue of anti-feminism expressed by women. It examines their discourse in traditional media and social media in two geographical contexts: France and the United States. I claim that anti-feminism expressed by women is not paradoxical, contrary to popular belief, because these women are not devoid of political awareness and are not fighting against their own interests. On the contrary, these women are privileged and often position themselves strategically in power relations in order to maintain or maximize some of their benefits. In doing so, they reinforce existing systems of inequality such as patriarchy, heterosexism, and racism.

The originality of this dissertation lies in the fact that it studies anti-feminist women from the perspective of their agency. Showing that the existing theories on antifeminism offer few satisfactory analytical categories for understanding the position of these women, I borrow sociopolitical and feminist theories of agency to analyze the agency of anti-feminist women. I first emphasize the fact that this agency is not external to power structures but is located within them, in their interstices. I then show that unlike feminist empowerment, it does not aim to transform the system but to reinforce it. Thus, I claim that antifeminist women are motivated by “reactionary agency.”

This dissertation consists of three articles that highlight the dimensions or indicators of the reactionary agency of antifeminist women. Through inductive studies and qualitative discourse analysis, it emphasizes that gender cannot be the sole explanatory factor for women’s antifeminism: privileges associated with other facets of their identity, such as social class, heterosexuality, or white race, come into play to influence their antifeminist positions. Furthermore, the thesis highlights the fact that these women benefit from resources and mobilize to preserve their own interests, often at the expense of other marginalized communities. They employ tactics aimed at depoliticizing the feminist movement and normalizing conservative and reactionary social movements and their ideas.

Keywords: anti-feminism, anti-feminist women, agency, reactionary agency

INTRODUCTION

Depuis une quinzaine d'années, les antiféminismes ont gagné du terrain dans de nombreuses sociétés occidentales. À partir des années 2010, plusieurs événements clés ont ravivé les tensions autour des questions de genre et d'égalité et ont amené à des *backlash*¹ antiféministes. La vague #MeToo en 2017, qui a mis en lumière l'ampleur des violences sexistes et sexuelles, a également engendré un *backlash* antiféministe virulent, les féministes étant accusées d'exagération, de censure et de misandrie. Dans le même temps, la montée de figures politiques conservatrices, comme Donald Trump aux États-Unis, Jair Bolsonaro au Brésil ou Éric Zemmour en France, a légitimé dans l'espace public et dans les médias traditionnels (Perrenot, 2025) un discours ouvertement sexiste et antiféministe sur le déclin de la virilité, « la décadence » de l'Occident ou le « grand remplacement » des personnes blanches par les populations migrantes. Des communautés comme la « manosphère », qui milite pour « la cause des hommes », ont prospéré en ligne, transformant leur antiféminisme en un projet idéologique plus large, souvent lié au nationalisme identitaire de l'extrême droite, qui rejette par ailleurs les progressismes maintenant qualifiés de *wokes*². En France, des mouvements portés par des organisations conservatrices catholiques, comme la Manif pour tous, les campagnes contre l'écriture inclusive ou les oppositions à l'éducation à l'égalité filles-garçons, témoignent également de la progression et de la radicalisation des antiféministes.

¹ Le terme *backlash* peut être traduit en français par « contre-coup » ou « retour de bâton ». Il désigne la réaction d'un mouvement social aux avancées progressistes pour l'égalité (Faludi 1991; Mansbridge et Shames 2012). Dans cette thèse, le terme en anglais sera privilégié, conformément aux usages des études sur les antiféminismes.

² L'usage de ce terme témoigne d'une récupération d'un terme progressiste par un contre-mouvement pour en détourner le sens : le terme « signifie "éveiller" et tire son origine dans le mouvement pour l'émancipation des personnes noires aux États-Unis. À l'origine, c'était un slogan, parmi d'autres, pour évoquer la conscientisation face aux problèmes de race et de classe. Son utilisation s'est répandue dans les années 2010 lors du mouvement *Black Lives Matter*, avant d'être ensuite détourné pour déprécier toute forme de lutte pour la justice sociale, l'antiracisme ou le féminisme. Les taxer de wokisme est alors devenu une manière de discréditer ceux qui adhèrent à ces mouvements émancipateurs (Barbezat, 2025).

Un rapport de 2024 de l'organisation non gouvernementale Southern Poverty Law Center (2025), qui répertorie les groupes et les influences haineuses aux États-Unis, rapporte le plus grand nombre de groupes anti-LGBTQ+ et nationalistes blancs jamais observés au pays. On compte ainsi 596 groupes haineux (antisémites, anti-immigrés, antiféministes, anti-LGBTQ+, etc.) en ligne et hors ligne en 2023, ce qui représente une progression de 14 % par rapport à 2022. Cette évolution s'explique principalement par une montée du nationalisme blanc.

Le rapport de 2025 sur l'année 2024 (SPLC, 2025) fait état d'une légère baisse de 5% du nombre de ces groupes. Toutefois, l'organisation souligne que cette baisse n'est pas due à une diminution d'influence de ces groupes, mais, au contraire, à une implantation progressive des idées d'extrême-droite, à tel point que celles-ci sont devenues normalisées au sein du gouvernement et dans le discours dominant (Tang, 2025). Dès lors, il y a moins urgence à s'organiser, car les idées réactionnaires ont déjà infiltré la politique, l'éducation et la société en général.

Par ailleurs, un autre rapport de l'organisation Anti-Defamation League datant de 2018 mettait en lumière la participation croissante des femmes dans les mouvements d'extrême-droite et même dans les groupes antiféministes. Ces rapports interrogent la progression des antiféministes, leur alliance avec d'autres mouvements réactionnaires, qu'ils soient conservateurs, nationalistes ou d'extrême-droite, et les dynamiques de normalisation des idées réactionnaires dans la société. Cette thèse avance que les femmes engagées dans les contre-mouvements antiféministes contribuent à la normalisation des mouvements réactionnaires et à leurs idées dans l'espace public. Loin d'être des soutiens passifs, elles sont bien actives dans la reproduction et la transmission des idéaux conservateurs et réactionnaires.

Ainsi, l'objet de cette thèse, soit la question des femmes qui contribuent à faire avancer les politiques contre l'égalité de genre, contre les discriminations et contre les féminismes revêt une importance sociologique et politique. Considérant la progression rapide des mouvements antiféministes et d'extrême-droite contemporains, cette question s'avère de plus en plus urgente

à traiter en recherche pour fournir de nouveaux outils pour lutter contre cette progression. Elle revêt aussi une importance scientifique et théorique, puisque l'antiféminisme des femmes demeure un objet d'étude peu abordé, au profit de l'antiféminisme des hommes, ce qui est soutenu par l'idée que les hommes sont plus actifs dans ces mouvements. Or, loin d'être passives ou absentes de ces mouvements, les femmes y jouent au contraire un rôle bien actif, que ce soit dans la communication, l'organisation, le recrutement, la normalisation ou l'élaboration de stratégies antiféministes, et elles peuvent y agir de manière autonome, en particulier sur les médias sociaux.

L'antiféminisme des femmes comme objet d'étude

Ainsi cette thèse s'intéresse à la question de l'opposition de femmes au féminisme, en proposant une analyse critique des discours des principales intéressées dans les médias traditionnels et les médias numériques. Mon questionnement autour de cet objet est apparu pour la première fois vers 2013. En tant que féministe d'origine française, j'ai été frappée par la poussée antiféministe et anti-genre qui a marqué la France à partir de cette année-là. La Manif pour Tous se mobilisait à l'échelle nationale contre la proposition de loi dite du « Mariage pour Tous » du gouvernement socialiste, visant à autoriser le mariage pour les couples de même sexe, ainsi que la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples lesbiens. De plus, en opposition à des propositions de ce même gouvernement pour l'égalité, les sorties publiques et les manifestations antiféministes se sont succédé : mises en garde autour de la supposée « théorie du genre » enseignée à l'école du programme « l'ABCD de l'égalité » qui visait à enrayer les stéréotypes sexistes à l'école, création d'une panique morale autour du concept de « genre » et diabolisation des études féministes et de genre dans le milieu académique (Kuhar et Paternotte, 2018). En France, en 2014, les idées anti-genre et antiféministes étaient désormais bien implantées et relayées par les médias traditionnels et les médias numériques. J'ai alors été particulièrement marquée par la volonté des manifestant-e-s de s'opposer aux droits et aux intérêts d'autres personnes, en l'occurrence de ceux des femmes et des personnes homosexuelles.

Parallèlement, vers 2014, j'ai pris connaissance du Tumblr³ « Women against Feminism » en parcourant les médias sociaux, ainsi que les commentaires de journalistes qui avaient couvert le phénomène. Dans le premier article de cette thèse, j'analyse la campagne « Women against Feminism », qui a été créée en réaction à la campagne « Who needs Feminism », lancée par des étudiant·e·s de l'Université Duke, qui visait à tordre le cou aux stéréotypes sur le féminisme. En réaction (*backlash*), la contre-campagne diffusait des témoignages de centaines de jeunes femmes américaines qui posaient en autoportraits avec une pancarte détaillant les raisons de leur rejet du féminisme. Cette campagne a connu une visibilité dans le monde entier, bénéficiant du fort potentiel de propagation des médias sociaux. En tant que féministe, ce mouvement m'a naturellement interpellée, tant il m'était cognitivement difficile saisir le sens d'une mobilisation antiféministe par des femmes, qui sont les sujets du projet d'émancipation de la politique féministe. Les femmes n'étaient-elles censées vouloir leur propre émancipation ? Comment, de toute façon, un état de sujétion ou de subordination pouvait-il — peut-il — être désirable ? Le Tumblr des « femmes contre le féminisme » contredisait toutes mes présuppositions concernant un idéal d'émancipation des opprimées dans le système patriarcal. Ces mobilisations de femmes antiféministes, un objet en apparence paradoxal, ont résolument contribué à influencer le choix du thème de ma thèse de doctorat.

Quelques années plus tard, en 2016, alors que Trump venait d'être élu à la présidence des États-Unis, plusieurs analystes ont souligné l'impact de l'électorat féminin : 53% des femmes blanches ayant voté ont appuyé un candidat ouvertement misogyne et raciste, qui faisait campagne contre une femme qui aurait pu être la première présidente du pays, Hillary Clinton (Rogers, 2016). Il convenait alors d'expliquer les raisons qui avaient motivé ces femmes. Bien qu'elles ne soient pas responsables à elles seules de l'élection du candidat, il n'en demeure pas moins que ces femmes constituent un bloc électoral important et décisif dans la politique étatsunienne.

³ *Tumblr* est une plateforme de blogage créée en 2007 qui permet à des utilisatrices de poster du texte, des images, des vidéos ou des fichiers audio sur leur « journal de bord ».

Dans ce même contexte, des enquêtes journalistiques ont été réalisées au sujet des femmes qui ont rejoint des mouvements d'extrême-droite, à l'instar de la manifestation « Unite the Right » de nationalistes blancs à Charlottesville en août 2017. Ces enquêtes révèlent que l'antiféminisme a souvent constitué une porte d'entrée dans l'extrême-droite pour ces femmes: « elles sentaient que l'agenda progressiste féministe ne les favorisait pas—parfois elles avaient l'impression qu'il ne les prenait pas en compte parce qu'elles aspiraient à des choses plus traditionnelles : le foyer, la famille, etc. Elles sont entrées dans le mouvement par ce canal et ont finalement adopté des idées pro blanches et pro nationalistes » (Bowman, 2017). Comprendre le rôle des femmes dans ces dynamiques s'avère de plus en plus essentiel considérant la montée de l'extrême droite en Europe et en Amérique du Nord, la normalisation de ses idées et de son projet politique et l'instrumentalisation des féminismes à des fins raciste ou néocoloniale.

La pertinence scientifique de l'objet d'étude

Le phénomène des femmes antiféministes a été documenté dès les années 1980, essentiellement aux États-Unis. L'antiféminisme des femmes a été plus spécifiquement abordé sous l'angle du conservatisme à propos du mouvement de femmes opposées au suffrage des femmes au 19^e siècle dans plusieurs pays (Marshall, 1985, 1997) et de la victoire de ce contre-mouvement (Marshall, 1985, 1997; Mansbridge, 1986; Steuter, 1992; Schreiber, 2017, 2018). Également, le succès du contre-mouvement de femmes opposées à l'*Equal Rights Amendment* (ERA) dans les années 1980 aux États-Unis fait l'objet de plusieurs recherches en contexte étatsunien, avec la conservatrice Phyllis Schlafly reconnue comme figure emblématique de ce contre-mouvement⁴. Enfin, il est également analysé au prisme de l'opposition à l'avortement aux États-Unis, de la participation des femmes dans les mouvements conservateurs et les partis de droite (Dworkin, 1983; Klatch, 1988; Marshall, 1991; Burkett, 1998; Blakely 2008; Schreiber, 2008; Klaus, 2010;

⁴ La série *Mrs America*, sortie en 2020 sur la plateforme Hulu, lui est d'ailleurs consacrée.

Lamoureux, 2015; Bugnon et *al.*, 2024) et de l'implication des femmes dans des mouvements nationalistes et identitaires en France et aux États-Unis (Darby, 2020; Della Sudda, 2022; Leidig, 2023; Alestra, 2025).

Or, selon des historiennes françaises (Bugnon et *al.*, 2024), les femmes conservatrices ont été « les grandes oubliées d'un pan de l'histoire déjà négligé en soi » (2024, p. 17), l'historiographie des droites en France les ayant négligées, au profit de l'étude des engagements féminins comme vecteurs d'émancipation⁵. En effet, ces engagements ont surtout été analysés au prisme des conquêtes autour des droits civils et politiques des femmes. Ainsi, les historiennes françaises remarquent que les mouvements féministes ont reçu une attention académique beaucoup plus importante que les mouvements antiféministes.

En effet, à l'exception de la recherche de Dworkin, d'articles scientifiques qui critiquent l'idéologie du « postféminisme »⁶ associée au rejet du féminisme par des femmes et des ouvrages récents au sujet des femmes nationalistes, l'antiféminisme des femmes est « rarement perçu comme un problème en soi, ou comme un défi à résoudre par la théorie et l'action féministes » (Portella Perreiras, 2020). De fait, les femmes antiféministes sont souvent dépeintes comme constituant un phénomène hors de l'ordinaire ou, plus péjorativement, comme des anomalies⁷. Pourtant, dans le climat politique post-2016, avec l'élection de Donald J. Trump à la présidence des États-Unis en 2016, puis sa nouvelle élection en 2024 et la montée de l'extrême-droite dans plusieurs pays, les femmes antiféministes et les militantes d'extrême-droite jouissent d'une plus grande visibilité et sont plus audibles que jamais dans les médias traditionnels et les nouveaux médias sociaux. De plus, encore peu d'études s'intéressent au militantisme de ces femmes en ligne,

⁵ Notons cependant que les recherches sur les femmes conservatrices en Europe ont été initiées par l'historienne allemande Rita Thalmann, qui a mis en évidence dans les années 1980 la participation de femmes allemandes au nazisme, soulignant ainsi les « liens ambigus entre nationalisme, nazisme et féminisme » (Bugnon et *al.*, 2024, p. 15).

⁶ J'expose ces recherches dans la section de revue de la littérature.

⁷ *Idem.*

pourtant le lieu par excellence de la coordination et de la propagation des idées antiféministes et ultraconservatrices, comparativement à leurs expressions hors ligne (Jarvis et Eddington, 2020)⁸.

Cette thèse s'inscrit dans le prolongement des études réalisées sur les antiféminismes et cherche à combler certaines lacunes théoriques relativement à la conceptualisation de l'engagement des femmes antiféministes, en explorant la façon dont l'agentivité des femmes antiféministes s'articule dans les médias traditionnels et les nouveaux médias sociaux. Elle propose une perspective originale qui aborde les discours antiféministes produits par des femmes depuis une dizaine d'années en contexte occidental (France et États-Unis) et qui vise à fournir des outils d'analyse pour lutter contre la progression des antiféminismes⁹.

La pertinence théorique : démystifier le paradoxe

Le supposé « paradoxe » de la position des femmes antiféministes est sous-tendu par trois postulats, que l'étude du militantisme et des discours de ces femmes remet en cause.

Le premier postulat s'adosse à l'idée selon laquelle ces mouvements sont uniquement menés par des hommes misogynes. La sociologue Kathleen Blee (2018), qui a étudié les femmes impliquées dans les mouvements racistes aux États-Unis, comme le Ku Klux Klan, avance que deux modèles ont prédominé pendant longtemps en recherche, inhibant l'analyse du rôle des femmes comme actrices importantes de la droite et de l'extrême-droite. Premièrement, le modèle de la figure masculine de droite ne permet pas de comprendre le rôle significatif joué par les femmes dans

⁸ Voir cependant les thèses de doctorat de Léa Clermont-Dion (2022) et d'Elena Waldispuehl (2022) pour une analyse des antiféminismes dans leur articulation en ligne et hors ligne.

⁹ Les antiféminismes sont pluriels au même titre que les féminismes, et traversent tout le spectre politique de la droite à la gauche (Bard, 2019). Certains sont plus ancrés dans le nationalisme, d'autres sont libéraux, certains sont d'extrême-gauche ou anarchistes. Dans cette thèse, le terme au pluriel sera conservé pour refléter cette diversité, bien que l'analyse se concentre sur les antiféminismes conservateurs de droite et d'extrême-droite.

les mobilisations d'extrême-droite. Deuxièmement, le modèle de l'Allemagne nazie sert de prototype de l'extrême droite, ce qui détourne le regard des spécificités de l'extrême-droite étatsunienne (Blee, 2018, p. 74). Or, les femmes antiféministes occupent une place centrale dans les mouvements antiféministes de la droite et de l'extrême droite étatsunienne et européenne contemporains (Dworkin, 1983; Marshall, 1985; Blee, 2002; Schreiber, 2017; Darby, 2020; Della Sudda, 2022; Leidig, 2023; Bugnon et *al.*, 2024, Alestra, 2025) et cette présente thèse cherche à penser l'agentivité politique de ces femmes.

Le militantisme des femmes antiféministes remet en cause l'idée de « paradoxe ». Selon Blee,

L'influence des théories du totalitarisme, des religions politiques, du fonctionnalisme et de la psychologie collective a façonné une tradition de recherche dans laquelle les femmes sont considérées comme réceptives à l'attrait de masse du fascisme, mais dénuées d'agentivité nécessaire pour en façonner l'orientation (Blee, 2018, p. 74, ma traduction).

Or, ces femmes mobilisent une forme d'agentivité et sont politisées : elles s'expriment publiquement, participent à l'élaboration de lois ou influencent les politiques publiques, à l'instar des militantes anti-avortement aux États-Unis, qui ont manœuvré pour parvenir à l'abrogation de l'arrêt *Roe v Wade* en 2022, lequel garantissait le droit à l'avortement. En outre, envisager la question de l'antiféminisme exprimé par les femmes comme un phénomène paradoxal ou comme une anomalie s'arrime au postulat selon lequel l'engagement des femmes au sein d'un mouvement social qui milite en leur faveur irait de soi. Or, l'opposition de certaines femmes aux féminismes prouve le contraire, et soulève des questionnements épistémologiques importants dont doit s'emparer la recherche féministe. Celle-ci doit se questionner sur ses catégories d'analyse à même de traiter la question de la résistance à un mouvement social, en l'occurrence le féminisme, par les sujets de sa propre politique.

Troisièmement, en s'opposant aux projets des féministes, les femmes antiféministes remettent en cause l'idée préconçue selon laquelle il y aurait une conscience féminine unique pour l'action collective des femmes. Ce faisant, elles remettent en cause « la catégorie femmes » qui fonderait la politisation des femmes sous le patriarcat. Cette catégorie est en réalité composée de femmes aux profils bien diversifiés : certaines s'engagent certes au nom des féminismes, mais d'autres peuvent s'aligner sur des idéologies antiféministes pour des raisons religieuses, économiques, identitaires ou stratégiques, par « alliance de classe » par exemple, à l'instar de Phyllis Schlafly qui met en échec l'*Equal Rights Amendment* dans les années 1970 qui visait à garantir l'égalité des droits, ou de la juge de la Cour Suprême étatsunienne, Amy Coney Barrett, qui utilise son influence pour contribuer au renversement de l'arrêt *Roe v Wade* en 2022.

Question de recherche et objectifs de la thèse

En s'opposant au féminisme comme mouvement qui milite pour l'égalité, l'autonomie et les droits des femmes, les femmes antiféministes semblent à première vue lutter contre leurs propres intérêts. Or, les études sur les femmes antiféministes ou nationalistes révèlent qu'il ne s'agit pas tant pour elles de « lutter contre leurs intérêts », ou de manquer de conscience politique, que de lutter pour leurs intérêts, par alliances stratégiques, au détriment des intérêts d'autres personnes. Ces intérêts s'arriment à des privilèges fondés sur d'autres dimensions de leur identité que leur genre, soit leur classe et leur orientation sexuelle (l'hétéronormativité), comme dans mes études sur les femmes du Tumblr « Women against Feminism » (Michaud, 2019 et le chapitre 7 de cette thèse) et les femmes contre l'écriture inclusive en France (Michaud, 2021 et le chapitre 6 de cette thèse), ou leur race et leur tradition religieuse, comme dans mon analyse de la campagne numérique #Tradwife (le chapitre 8 de cette thèse). Dans cette perspective, les femmes antiféministes se mobilisent plutôt pour préserver leurs privilèges, au détriment des droits et intérêts d'autres groupes sociaux plus marginalisés qu'elles.

À la lumière de ces considérations, cette thèse cherche à démystifier le supposé « paradoxe » de la position des femmes antiféministes et propose une théorie critique de leur agentivité, en présentant une nouvelle conceptualisation, celle de « l'agentivité réactionnaire ». Ainsi la question suivante sert de fil conducteur à la thèse : *Dans quelle mesure les discours antiféministes de femmes dans les médias traditionnels et les nouveaux médias sociaux traduisent-ils une agentivité réactionnaire ?*

Plusieurs questions spécifiques découlent de cette question principale et animent cette thèse¹⁰ :

- Comment les catégories de la classe, de la « race » ainsi que d'autres facettes de l'identité interagissent-elles avec le genre pour influencer l'antiféminisme des femmes ?
- En quoi l'implication de femmes antiféministes dans les mouvements conservateurs ou d'extrême-droite favorise-t-elle la normalisation de ces mouvements ?

En ce sens, cette thèse a pour objectif principal d'examiner une zone grise dans les études sur les antiféminismes, soit la question de l'agentivité des femmes antiféministes. Elle vise à élucider en quoi l'implication des femmes dans le contre-mouvement antiféministe en Occident relève d'une « agentivité réactionnaire ». Ainsi, elle cherche à problématiser les discours sur le féminisme produits par des femmes dans les médias traditionnels et les nouveaux médias sociaux, à contribuer aux conceptualisations théoriques féministes du « backlash » antiféministe et à conceptualiser la notion « d'agentivité réactionnaire », qui ne semble pas encore avoir été appliquée à l'étude du cas des femmes antiféministes.

Cette thèse s'inscrit en science politique, dans le sous-champ de la sociologie politique. La sociologie politique offre des outils d'analyse importants pour comprendre le rapport entre les individus et le système, ainsi que les rapports de pouvoir et les affrontements entre les divers

¹⁰ Je justifierai le choix des médias et des médias sociaux comme terrain d'analyse dans la section « Cadre méthodologique ».

acteurs et groupes politiques, motivés par des intérêts divergents. À ce titre, la sociologie politique offre des outils pour l'analyse de l'opposition des individus à un mouvement social. Cette thèse s'insère également dans le champ de la théorie féministe, et plus particulièrement dans le sous-champ des études sur l'antiféminisme. Les études féministes et de genre apportent un éclairage sur les rapports de pouvoir inhérents aux rapports sociaux de sexe, de race, de classe, etc. Adopter un cadre épistémologique féministe est pertinent pour analyser les motivations et les intérêts de femmes antiféministes, au regard du maintien de privilèges sociopolitiques.

La démarche méthodologique retenue pour l'analyse est celle de l'analyse de contenu numérique (Millette et *al.*, 2020) et de l'analyse féministe critique du discours (Lazar, 2005). L'analyse de contenu numérique est propice à la contextualisation des phénomènes numériques et en particulier des plateformes et des campagnes numériques utilisées par des femmes antiféministes; l'analyse féministe critique du discours permet d'étudier plus concrètement les représentations et les thèmes principaux des discours des femmes antiféministes pour en dégager une typologie révélatrice des motivations des femmes à soutenir des idéologies qui valorisent la suprématie masculine (voir les chapitres 6 et 7) et la suprématie masculine et blanche (voir le chapitre 8). Elle permet également de relever et d'examiner certaines tactiques utilisées par les femmes et leur effet au regard de la normalisation de valeurs et de discours conservateurs et réactionnaires (voir le troisième article).

Plan de la thèse

Cette thèse est articulée de la façon suivante : dans un premier temps, j'établirai une revue de la littérature qui permettra de circonscrire les concepts importants qui fondent les analyses des antiféminismes. J'y présenterai également les conceptualisations de l'agentivité en sociologie et en études féministes afin de préciser les contours du concept « d'agentivité réactionnaire ». Ensuite, je montrerai les différentes explications relatives à la position des femmes antiféministes fournies dans la littérature sociologique et historique. Cette revue de la littérature sera suivie par

un cadre théorique dans laquelle je présente les lacunes analytiques autour de la conceptualisation des femmes antiféministes, ainsi que par une présentation de mon approche méthodologique. Enfin, les trois derniers chapitres seront constitués des articles portant sur les discours antiféministes tenus par des femmes. Enfin, la conclusion comprendra une synthèse de l'étude et une discussion des résultats.

Cette thèse est composée de trois articles. Le premier article examine les arguments invoqués par les principaux adversaires de l'écriture dite « inclusive » dans les médias traditionnels français, soit : l'Académie française, des politicien·ne·s, des enseignant·e·s et intellectuel·le·s et l'organisation conservatrice la Manif pour Tous. Ces arguments antiféministes sont situés dans le cadre des thèses sur les rhétoriques réactionnaires d'Albert Hirschman (1991) pour en dégager la logique argumentative conservatrice. Cette étude révèle la logique conservatrice de l'antiféminisme et les rhétoriques réactionnaires qui la sous-tendent. Elle met également en évidence le rôle des médias français dans la diffusion des discours antiféministes. L'étude des discours des femmes opposées à cette initiative pointe vers des intérêts fondés sur la classe sociale (en tant que femme ayant accès à un pouvoir symbolique) et le genre (en tant que femmes cisgenre hétérosexuelles).

Le deuxième article interroge les discours des participantes à la campagne menée sur la plateforme numérique Tumblr, « Women against Feminism ». Il met en lumière leurs représentations du féminisme et les rhétoriques qu'elles mobilisent pour s'y opposer. Une analyse de contenu du *Tumblr*, réalisée à partir d'un corpus de publications de cent trente et un arguments au cours de la période d'août 2015 à février 2017, révèle une dépolitisation des inégalités entre les femmes et les hommes et une valorisation de l'agentivité individuelle, par l'entremise de la rhétorique du « postféminisme », et de l'idéologie méritocratique de la responsabilité individuelle, selon lesquelles l'égalité de genre serait déjà atteinte. L'étude met également en lumière une reprise des thèses du mouvement masculiniste, selon lesquelles les

hommes seraient désormais discriminés par le féminisme, ainsi qu'une contestation de la « catégorie femme » comme sujet de la politique féministe.

Le troisième article examine les publications de deux comptes tenus par deux influenceuses de la campagne #Tradwife sur la plateforme du média social Instagram, Ayla Stewart (@wifewithapurpose) et Lacey Lynn (@laceylaurenlynn). À l'issue d'une collecte de données des publications de ces comptes datant de 2018, une analyse thématique des données et des tactiques rhétoriques utilisées met en lumière la contribution des participantes dans la normalisation des idées antiféministes et nationalistes blanches portées par « l'alt-right ». Cette étude suggère la façon dont les discours de femmes *Tradwives* autour de la notion de « tradition » et des rôles traditionnels de genre sont sous-tendus par des intérêts de classe, de race ou liés à l'hétéronormativité, et montre comment l'antiféminisme peut s'associer à d'autres idéologies réactionnaires, comme le nationalisme blanc.

CHAPITRE 1

LES ANTIFÉMINISMES EN CONTEXTE OCCIDENTAL

Cette thèse sur les femmes antiféministes se fonde sur un cadre d'analyse féministe de l'antiféminisme. Ainsi dans cette section, j'examine les définitions de l'antiféminisme fournies par les recherches socio-politiques féministes en anglais et en français en Occident depuis les trente dernières années.

Plusieurs études sur le déploiement de l'antiféminisme ont été conduites depuis la fin des années 1990, notamment en Europe (Bard (dir.), 1999; Bard, Blais et Dupuis-Déri (dir.), 2019, 2025; Della Sudda, 2022; Leidig 2023; Bugnon et *al.*, 2024; Alestra, 2025), au Québec (Descarries, 2005; Blais, 2009, 2024; Blais et Dupuis-Déri, 2012; Dupuis-Déri et Lamoureux (dir.), 2015; Morency, 2021; Clermont-Dion 2022; Waldispuehl, 2022; Vestrheim 2023, 2025; Coenga-Oliveira, 2024; Carlier, 2025) et aux États-Unis (Dworkin, 1983; Faludi, 1991; Staggenborg, 1991; Meyer et Staggenborg, 1996; Marshall, 1997; Blakely, 2008; Marwick, Caplan, 2018). Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (2022) remarquent que la production des études sur les antiféminismes est en nette augmentation depuis les années 2000. À partir des années 2015, davantage d'études sont réalisées au sujet des antiféminismes sur le web, puis à partir de 2020, sur le lien entre les antiféminismes et l'extrême-droite (*Idem*). Les antiféminismes y sont conceptualisés majoritairement d'un point de vue occidental et cette thèse s'inscrit dans le prolongement de ces études.

Au sens large, l'étude de l'antiféminisme « recouvre pratiquement l'étude des mentalités et des pratiques patriarcales » (Rochefort, 1998, p. 147) ; l'étude d'un « ordre social dont l'équilibre est fondé sur la hiérarchie sexuelle et la domination masculine » (Descarries, 2005, p. 14) et plus spécifiquement, « le contre-mouvement de pensée et d'action qui s'oppose au féminisme » (Bard, 2019, p. 9). D'entrée de jeu, il convient de souligner que l'antiféminisme est d'abord théorisé comme un mouvement qui s'appuie sur le sexisme et la misogynie. Le terme *sexisme* souligne

« l'existence d'un système général et englobant, dont les manifestations concrètes varient selon les pays, les époques ou les luttes féministes et qui est fondé sur l'infériorisation des femmes » (Devreux et Lamoureux, 2012, p. 10) tandis que la *misogynie* désigne « une réalité sociale et un système social qui institue, nourrit, soutient et reproduit ces sentiments de haine et de mépris des femmes » (Devreux et Lamoureux, 2012, p. 8, 9). Ainsi l'antiféminisme « se confond parfois avec le sexisme » (Descarries, 2005, p. 142), « flirte avec la misogynie » (Christine Bard, 1999, p. 21) et repose assurément sur une conception essentialiste de la différence sexuée, qui hiérarchise les sexes : « l'antiféminisme de nos jours (...) tire sa légitimité d'une idéologie naturaliste latente qui continue de sanctionner l'idée que les hommes sont socialement supérieurs aux femmes et qu'ils ont droit, en conséquence, à des pouvoirs et à des privilèges sur la base de leur sexe » (Descarries, 2005, p. 142).

1.1 Des rhétoriques réactionnaires

Cela dit, l'antiféminisme revêt un caractère plus spécifique que le sexisme et la misogynie. En effet, pour Bard, (1999) si l'antiféminisme s'appuie assurément sur le sexisme et la misogynie, il s'en distingue par son caractère réactionnel, voire réactionnaire. Diane Lamoureux et Francis Dupuis-Déri (2015) abondent dans le même sens : contrairement à la misogynie, l'antiféminisme ne viserait pas toutes les femmes, mais particulièrement celles qui luttent pour leur émancipation.

S'inspirant de l'ouvrage d'Albert Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire* (1991), dans lequel il analysait les discours réactionnaires récurrents à travers l'histoire visant à discréditer les mouvements progressistes, Anne-Marie Devreux et Diane Lamoureux qualifient l'antiféminisme comme une « politique réactionnaire », comme un « combat rétrograde » (Devreux et Lamoureux, 2012, p. 18 et 19). De fait, Hirschman en dressait une typologie qui est encore aujourd'hui pertinente à l'étude des contre-mouvements conservateurs, comme les contre-mouvements antiféministes (voir la définition de contre-mouvement ci-dessous). Parmi ces thèses, celle de « l'effet pervers » prétend que « toute tentative d'instauration de la liberté

conduit à la tyrannie et correspond à la guerre des sexes », soutient que « les féministes sont allées trop loin » et que « les femmes sont perdantes ou victimes du féminisme » (Rochefort, 1999, p. 139). La thèse de « l'inanité » avance que « les prétendus changements laissent intactes les structures profondes de l'ordre social » (Rochefort, 1999, p. 142) et que la complémentarité — inégalitaire — des sexes est nécessaire. Enfin, la thèse de « la mise en péril » soutient que les nouvelles avancées pourraient mettre en danger ce qui a été acquis, ou perturber l'ordre social, naturel ou divin. En ce sens, la typologie sur les « rhétoriques réactionnaires » met en lumière leur caractère réactif : c'est une réaction qui vise à un retour en arrière; et leur dimension idéologique : elles visent à la préservation de privilèges fondés sur des inégalités perçues comme « naturelles ». Ainsi, cette typologie de rhétoriques est heuristique pour l'analyse de l'antiféminisme en tant que mouvement réactionnaire qui se mobilise en réaction aux avancées promues par les féministes.

1.2 L'antiféminisme comme « contre-mouvement »

La dimension « réactive » de l'antiféminisme a amené des sociologues à le qualifier de « contre-mouvement ». Il a été mobilisé récemment dans les analyses de l'antiféminisme, notamment par la sociologue Mélissa Blais dans sa thèse de doctorat sur les effets du contre-mouvement antiféministe sur le féminisme québécois (2018); et par la même chercheure et le politologue Francis Dupuis-Déri dans leur analyse du masculinisme (2012; 2015; 2018)¹¹.

Un contre-mouvement désigne un « mouvement qui réagit, généralement dans un sens conservateur ou rétrograde, contre un mouvement antérieur », généralement progressiste (Blais et Dupuis-Déri, 2012, p. 28). Ainsi, selon une approche plus « idéologique », portée entre autres par le sociologue français Alain Touraine, les contre-mouvements sont des mouvements

¹¹ Voir p. 25 de cette thèse pour une définition du masculinisme.

autoritaires conservateurs ou réactionnaires (comme l'antiféminisme) qui s'opposent aux mouvements initiaux progressistes (comme le féminisme) (Touraine, 1973, 1982). D'autres chercheur·e·s s'inscrivent dans un paradigme plus « mécanique » et définissent un contre-mouvement comme un mouvement qui naît et agit en réponse et en opposition à un mouvement antérieur, c'est-à-dire qu'il peut être progressiste ou réactionnaire, mais que les seconds mouvements sont en relation dynamique de dépendance avec les premiers (Zald et Useem, 1987; Meyer & Staggenborg, 1996). En bref, un contre-mouvement se place à la fois en réaction à un mouvement initial (la dimension idéologique) et en dépendance à son égard (la dimension mécanique) (Sommier, 2009, p. 156). Les stratégies des contre-mouvements consistent à créer des dommages au mouvement initial, de persuader et dissuader les individus de rejoindre l'autre mouvement et enfin, de recruter de nouveaux membres (Zald et Useem, 2009, p. 260).

1.3 Des « antis » aux « pros »

Ainsi la littérature sur les mouvements sociaux met en avant les dynamiques d'interaction et d'interdépendance entre un mouvement et son contre-mouvement, d'ailleurs souvent décrites en termes de « couple » (Sommier, 2009, p. 157). Ce principe est utile pour comprendre comment les antiféministes adoptent des postures féministes ou empruntent des éléments ou le registre de la gauche qui ont contribué à augmenter le capital symbolique des féministes et des progressistes. En effet, tactiquement, les antiféministes se définissent rarement comme « anti » et préfèrent adopter une identité positive. Bard affirme en ce sens que les antiféministes « avancent rarement à visage découvert » (2016, p. 16). Ces acteurs ne se disent pas par exemple « contre les droits LGBTQ+ », mais « pour la famille »; il·elle·s ne sont pas « contre l'avortement », mais « pour la vie ». Les masculinistes, quant à eux, prétendent qu'il faudrait un mouvement « pour » les hommes, car ils seraient les « vraies » victimes des féminismes. Ceux-ci tentent également, de façon fallacieuse et abusive, de symétriser les « oppressions » vécues par les hommes avec ceux des femmes et utilisent pour ce faire le langage des « droits » et de

« l'égalité » pour défendre « l'égalité pour les hommes » (Flood et *al.*, 2020)¹². Ce processus relève d'un « gender mainstreaming », qui « opère une symétrisation des situations des hommes et des femmes dans la société sans tenir compte de l'existence des rapports sociaux de sexe » (Lamoureux, 2019, p. 72).

Enfin, un contre-mouvement est plus susceptible de s'opposer à un enjeu pour lequel le mouvement initial a obtenu des gains : c'est la conclusion qu'en ont fait Meyer et Staggenborg (1996), qui remarquent que le mouvement anti-choix s'est mobilisé en réaction aux succès du féminisme en ce qui concerne l'enjeu de l'avortement. De la même manière, Blais et Dupuis-Déri (2012) montrent que le masculinisme s'est mobilisé autour des « droits des pères » dans les années 1980 et 1990, en réaction aux avancées féministes qui avaient eu lieu à partir des années 1970, notamment au Québec.

1.4 Le « backlash »

La dynamique des contre-mouvements est liée à la résistance aux changements qui remettent en cause le *statu quo*. Ainsi, l'antiféminisme, comme « contre-mouvement de pensée et d'action qui s'oppose au féminisme » (Bard, 2019), fait écho au concept de *backlash*, que les politologues américaines Jane Mansbridge et Shauna L. Shames (2012) définissent comme une « réaction à un mouvement social et politique progressiste » (p. 151). Pour ces chercheuses, les formes du *backlash* varient dans le temps en fonction des rapports sociaux existants. C'est donc un processus dynamique qui comporte trois traits distinctifs : c'est une réaction (1), qui comporte un élément de coercition (2) exercé par des personnes ou des groupes qui voient leurs privilèges menacés (3). Ainsi, le *backlash* est un mouvement de réaction des individus ou des groupes

¹² De la même manière, en France, les Antigones, un mouvement d'extrême-droite mené par des femmes, jouent sur un registre émancipateur et prônent un « alterféminisme » calqué sur le mouvement progressiste de l'altermondialisme (Labussière, 2017).

dominants qui « usent d'un pouvoir coercitif pour retrouver, en tout ou en partie, leur ancien pouvoir » (*Ibid.*, p. 154) qui avait été remis en cause par les mouvements progressistes. Le terme avait d'abord été popularisé par l'ouvrage éponyme de Susan Faludi (1991), qui analysait les réactions des médias américains contre le féminisme dans le contexte de la Nouvelle-droite des années Reagan aux États-Unis. Elle définissait le *backlash* comme une contre-réaction culturelle au féminisme et comme une réaction des hommes qui s'opposent aux avancées du féminisme, notamment à celles qu'allaient amener l'*Equal Rights Amendment* pour les femmes aux États-Unis. Les auteurs australiens Flood, Dragiewicz et Pease, adoptent quant à eux une définition plus restrictive du *backlash*, arguant que la résistance au changement social progressiste est inévitable; diverse et contextuelle et individuelle et collective, et qu'elle est exercée plus fréquemment par les groupes privilégiés (souvent les hommes) que par les groupes désavantagés (citant les femmes) (Flood et *al.*, 2020).

Le *backlash* peut aussi être anticipé en ce que l'antiféminisme peut simplement être provoqué par la crainte des changements qui pourraient avoir lieu, à cause du féminisme : il peut être déclenché simplement par la menace perçue aux privilèges de certains groupes, parce qu'ils perçoivent la perte réelle ou appréhendée de ces privilèges comme un outrage (Blais et Dupuis-Déri, 2012, p. 31)¹³.

1.5 Une typologie des antiféminismes

¹³ C'est aussi ce qui amène Bard à évoquer la « réaction par anticipation » des antiféministes (1999, 2019) : « à peine esquissée la transformation des rapports sociaux de sexe, l'on décrète la mort du féminisme qui aurait fait son temps ou qui serait allé trop loin, ou les deux à la fois, tout cela au nom de la "hantise de l'égalité" » (Bard 1999, p. 320). Cette réaction par anticipation qui vise un retour en arrière (Faludi, 1991; Mansbridge et Shames 2012, Flood et *al.*, 2020) aurait pour but de freiner les avancées des féministes pour empêcher une remise en cause de l'ordre dominant fondés sur des privilèges.

Les féminismes sont caractérisés par leur diversité de courants et épistémologies, et il en va de même en ce qui concerne les antiféminismes, qui leur font miroir ¹⁴. Les études sur l'antiféminisme en Amérique du Nord et en Europe ont ainsi identifié quatre formes principales d'antiféminisme : « l'antiféminisme ordinaire » (Descarries, 2005; 2015) qui inclut la rhétorique du « postféminisme » (McRobbie, 2008; Devreux et Lamoureux, 2012; Dupuis-Déri, 2015); l'antiféminisme religieux et conservateur (Couture, 2012; Devreux et Lamoureux, 2012; Garbagnoli, 2015; Kuhar et Paternotte, 2019); le masculinisme (Blais et Dupuis-Déri, 2015; Blais, 2018; Dupuis-Déri, 2018); et l'antiféminisme d'État (Dupuis-Déri, 2013). Il convient toutefois de préciser que ces caractérisations ne sont pas mutuellement exclusives. Elles doivent par ailleurs être situées dans un contexte sociohistorique spécifique, comme le souligne Bard (2019, p. 16), afin de « distinguer des registres d'opposition au féminisme ainsi que des moments particuliers de son histoire, des expressions et des modes d'actions singuliers ou plus ordinaires ». Dans le contexte français, par exemple, si l'opposition antiféministe à la citoyenneté des femmes était virulente lors de la Première Vague du féminisme, elle est aujourd'hui oubliée. Dans les années 1930, c'est l'opposition antiféministe au droit de vote des femmes, à la suite des mobilisations des « suffragettes »¹⁵, qui fait rage. La mobilisation contre les libertés sexuelles et reproductives dans les années 1970 fait suite, puis celle contre l'union de personnes de même sexe à partir des années 1980, quand la gauche ouvre des débats sur le Pacte civil de solidarité (PACS), et contre la « théorie du genre » et la Procréation médicalement assistée (PMA), quand le mariage pour les couples de même sexe en France est proposé par le gouvernement de François Hollande à partir de 2012 (Bard, 2019).

1.5.1 L'antiféminisme « ordinaire »

¹⁴ C'est la raison pour laquelle dans cette thèse j'utilise le terme « antiféminismes » au pluriel.

¹⁵ Mouvement féministe britannique mobilisé pour le droit de vote des femmes aux 19e et 20e siècles.

« L’antiféminisme ordinaire » (Descarries, 2005, 2015) a été conceptualisé par la sociologue québécoise Francine Descarries en 2005 et 2015, qui en donne la définition suivante :

Les discours et les pratiques qui, sans nécessairement recourir à des interprétations fallacieuses, extrémistes ou moralisantes, s’opposent, implicitement ou explicitement, aux projets portés par le féminisme et font obstacle aux avancées des femmes dans les différents domaines de la vie sociale, ces avancées vers l’égalité étant perçues comme menaçantes pour un ordre social dont l’équilibre est fondé sur la hiérarchie sexuelle et la domination masculine (2005, p. 142).

« L’antiféminisme ordinaire » est alimenté par les médias, qui reprennent les thèses du mouvement masculiniste¹⁶ et sont complaisants à son égard (Bard, 2019). Il peut toutefois également être véhiculé par la culture populaire et être porté par des politicien-ne-s. Dans sa discussion de « l’antiféminisme ordinaire », Descarries présente les « grands archétypes de la femme qui appartiennent à l’inconscient collectif de la tradition patriarcale » et qui « continuent encore de nos jours d’influencer les représentations sociales des femmes » (Descarries, 2005, p. 138). Ces archétypes sont la « femme-mère », la « femme faible-enfant », « la femme diabolique », la « femme objet » et la « femme rivale-ambitieuse ». Des « procédés de l’antiféminisme ordinaire », tels que la distorsion, le négativisme, les simplifications abusives, la victimisation et le féminisme de façade retransmettent et réinterprètent ces archétypes. La distorsion est l’idée selon laquelle le féminisme nuirait aux hommes, la société québécoise est un matriarcat, ou que « l’égalité-est-déjà-là », un mythe qui induit l’idée selon laquelle le féminisme est dépassé et qu’il faudrait passer à autre chose. C’est aussi ce que l’on retrouve dans la rhétorique du « postféminisme »¹⁷. Le négativisme correspond au refus de reconnaître les privilèges des hommes dans la société et induit l’idée selon laquelle les problèmes des hommes et des femmes seraient à mettre sur un pied d’égalité, ce qui établit une adéquation entre violences masculines et violences féminines, et repose souvent sur une manipulation des statistiques. Le procédé des simplifications abusives présuppose que l’égalité est une affaire

¹⁶ Voir page 32 de cette thèse.

¹⁷ Voir page 37 de cette thèse.

privée qu'il ne faudrait pas politiser. Cette logique néolibérale privilégie les arrangements individuels au détriment d'une lutte collective et a un impact sur les femmes elles-mêmes, qui vont se distancier du féminisme, voire s'affirmer antiféministes. De plus, selon le procédé de la victimisation, les hommes seraient en crise de la masculinité à cause de la « femme diabolique » et de la « femme rivale », qui sont les archétypes des féministes. L'histoire est ici réinterprétée, puisque les hommes ont toujours été en position de domination dans le système patriarcal. Enfin, le féminisme de façade considère que les revendications féministes sont de moindre importance ou secondaires dans l'élaboration des politiques publiques. On enjoint ici les femmes à « trier entre les bons et les mauvais féminismes », à privilégier un « féminisme plus doux », moins radical, en tout cas moins discriminant envers les hommes. Cette rhétorique avance l'idée que les femmes auraient davantage perdu que gagné par les luttes féministes ou que les avancées pour les droits des femmes compromettent d'autres réformes qui seraient plus urgentes à traiter.

Ainsi, l'antiféminisme « ordinaire » renvoie notamment aux discours de rectitude politique ou à un « féminisme de façade » des acteurs et actrices politiques qui instrumentalisent les rhétoriques d'égalité pour bénéficier d'un capital politique ou pour le marché dans une optique de profit capitaliste, tout en effaçant l'oppression vécue par les femmes et les minorités sexuelles et de genre. Descarries conclut qu'en étant plus subtils, ces discours sont potentiellement plus efficaces que les déclarations virulentes, les injures et les insultes antiféministes. La grille d'analyse de l'antiféminisme ordinaire a été mobilisée à plusieurs reprises par plusieurs chercheuses féministes, qui la croisent parfois avec d'autres grilles, comme celle du *backlash* et des rhétoriques réactionnaires. C'est notamment le cas de Sophie-Anne-Morency, qui s'intéresse aux controverses au sujet de propos d'humoristes québécois (2021) et de mon article (2021, et voir le premier article de cette thèse), au sujet des oppositions antiféministes à l'écriture inclusive en France.

1.5.1.1 Les résistances françaises au langage non sexiste

En France, « l’antiféminisme ordinaire » se déploie dans des lieux symboliques, plus subtils en apparence mais non moins politiques, comme c’est le cas de la langue. La controverse sur l’écriture non sexiste, ou l’écriture inclusive, qui persiste depuis une quarantaine d’années, est révélatrice de cette forme d’antiféminisme. Dans le premier article de cette thèse, j’aborde ces oppositions antiféministes à l’écriture inclusive en France en 2017.

Les débats souvent très animés autour des tentatives d’instauration d’une langue non sexiste démontrent non seulement le fort attachement des Français·e·s aux questions de langue (Perrier, 2023), mais révèlent aussi que la langue est un terrain privilégié où s’affrontent les camps partisans et opposants à la redéfinition des rapports genrés en faveur de l’égalité (*Idem.*) Ces mobilisations ne sont pas nouvelles et montrent que la question est fondamentalement politique, puisque, comme le démontre l’historienne de la langue Éliane Viennot (2019), des partisans de la masculinisation de la langue française s’étaient déjà mobilisés dès le 15^e siècle pour éradiquer les suffixes des titres prestigieux associés aux femmes (poétesse, peintresse, philosophe, capitainesse et autrice) et ainsi effacer les femmes de ces domaines de pouvoir, dans une optique profondément antiféministe¹⁸.

À l’ère contemporaine, les débats liés à l’usage non sexiste de la langue française ont resurgi en France en 1984, quand Yvette Roudy, alors ministre des Droits des femmes sous le gouvernement Jospin, demande l’instauration d’une commission chargée de réfléchir à la féminisation des noms de métier. D’emblée, l’Académie française, une institution ironiquement composée d’hommes blancs non-linguistes chargée de veiller au « bon usage » de la langue française, s’y oppose, en promouvant le masculin générique qu’elle assimile au « neutre »¹⁹. Elle prétend donc œuvrer en

¹⁸ En effet, les féministes ont montré qu’enlever la possibilité de nommer les titres féminins de ces professions contribue à effacer les femmes de la vie sociale et politique.

¹⁹ Elle déclare notamment que « l’instauration progressive d’une réelle égalité entre les hommes et les femmes dans la vie politique et économique rend indispensable la préservation de dénominations collectives et neutres, donc le maintien du genre non marqué chaque fois que l’usage le permet. Le choix systématique et irréfléchi

faveur des droits des femmes (c'est le procédé du « féminisme de façade » de « l'antiféminisme ordinaire »), prétextant que la féminisation des noms de métier entraînerait une « ségrégation » ou une division entre les hommes et les femmes, ce qui irait à l'encontre de la complémentarité des sexes (la rhétorique de la « mise en péril ») et de l'universalisme français.

En 2017, le débat est relancé lorsque le camp partisan de l'écriture inclusive promeut son utilisation dans les livres d'école. Intellectuel·les, politicien·n·es, enseignant·e·s et militant·e·s de « La Manif pour Tous » et l'Académie française s'insurgent alors contre cette tentative, la discréditant en avançant diverses rhétoriques réactionnaires qui relevaient d'un antiféminisme tantôt « ordinaire », tantôt « conservateur » (Michaud, 2021). Dans une note sur le site internet de l'Académie française, un de ses membres, Michael Edwards, explique qu'avec l'écriture inclusive, c'est « la chair même du français qui est ainsi rongée, et son esprit qui se trouve frappé d'une sorte de bégaiement cérébral » (Edwards dans Perrier, 2023, p. 111). Les médias français dominants, tels que France Inter, TF1, *Le Figaro* et *Les Échos* se font le relai de ces arguments conservateurs.

Perrier attribue les récentes résistances françaises à cette initiative progressiste à un antiféminisme « discret » combiné à un « anti-intellectualisme avéré ». En effet, cette opposition offre un terrain plus discret à l'antiféminisme : « elle n'attaque pas directement les groupes discriminés, mais seulement le féminin grammatical et les pronoms dégenrés, les oppositions au langage non sexiste peuvent ne pas être associées au conservatisme et à la discrimination – les pourfendeurs en question s'en défendent d'ailleurs souvent publiquement » (Perrier, 2023, p. 121).

de formes féminisées établit au contraire, à l'intérieur même de la langue, une ségrégation qui va à l'encontre du but recherché ». Académie française, « Féminisation des noms de métier, fonctions, grades et titres ». Voir : www.academie-francaise.fr/actualites/feminisation.asp.

De plus, la controverse intervient à un moment où les normes de genre visant l'égalité connaissent une certaine légitimité. En France, plusieurs mesures progressistes soutenues par les féministes et les groupes LGBTQI+ ont été institutionnalisées. C'est notamment le cas des lois sur la parité avec notamment des obligations de parité pour les candidatures, qui avaient déjà transformé la représentation des femmes en politique. Dans le monde du travail, la loi du 8 août 2016 avait consolidé la lutte contre le harcèlement sexuel au travail. Dans le domaine économique, la loi Copé-Zimmermann de 2011 avait imposé des quotas de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises. La loi du 17 mai 2013 sur le « Mariage pour tous » a ouvert le mariage et l'adoption aux couples de même sexe. En 2016-2017, cette réforme était donc déjà institutionnalisée, même si elle demeurait un enjeu politique et social très conflictuel. Les politiques publiques ont davantage intégré l'égalité filles-garçons, la lutte contre les stéréotypes de genre et l'éducation au respect et à la prévention des discriminations. Enfin, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles a pris une place croissante dans les politiques publiques. Or, Perrier remarque que dans le même temps, le gouvernement Macron tente de délégitimer les savoirs critiques et fait montre d'un anti-intellectualisme assumé. Dans ce contexte, l'écriture inclusive est présentée comme l'apanage d'une élite²⁰ (Perrier, 2023, p. 121), des « wokes », ou des « bobos gauchistes ». Le gouvernement français va traduire en action cette idéologie antiféministe et anti-intellectualiste, d'abord en 2021, lorsque le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer transmet une circulaire (Agence France Presse, 2021), dans laquelle il proscriit l'utilisation de l'écriture inclusive à l'école, prétendant que sa « complexité » et son « instabilité » constituent des « obstacles à l'acquisition de la langue comme de la lecture », puis en 2022, quand l'Assemblée nationale française dépose une proposition de loi « visant à protéger la langue française des dérives de l'écriture dite inclusive » (Assemblée nationale, 2024). Or, cet anti-intellectualisme est porté par des institutions qui se pensent intellectuelles et élitistes, comme l'Académie Française.

²⁰ Même si les faits démontrent le contraire étant donné que les usages se démocratisent dans le milieu scolaire, dans des communications syndicales et politiques, dans des documents produits par les pouvoirs publics et les médias, ou dans des publicités (cinéma, sport, séries télévisées).

1.5.2 L'antiféminisme religieux et conservateur

L'antiféminisme religieux et conservateur (Couture, 2012; Devreux et Lamoureux, 2012; Garbagnoli, 2015, 2019; Kuhar et Paternotte, 2019) a connu une recrudescence dans les dernières années, simultanément avec le retour du religieux sur la scène politique. Il vise la revalorisation de la famille traditionnelle, s'attaque aux droits sexuels et reproductifs et aux droits des personnes LGBTQ+, en entretenant une panique morale autour du concept de genre pour le diaboliser. En France, ce type d'antiféminisme a été visible lors des manifestations de la Manif pour Tous à partir de 2013, qui s'opposait farouchement à l'ouverture des droits pour les personnes de même sexe et reposait sur des arguments religieux. En 2017, La Manif pour Tous se décrivait ainsi sur son site internet²¹ :

La Manif pour Tous rappelle que la famille est le carrefour de la différence des sexes et de la différence des générations (...) La Manif Pour Tous défend le mariage et la filiation en cohérence avec la réalité sexuée de l'humanité, dont la conséquence est à la fois la différence et la complémentarité des sexes, incontournable pour concevoir un enfant et assumer la différence père-mère, paternité-maternité (La Manif pour Tous, 2025).

De la même manière, aux États-Unis, le renversement de l'arrêt *Roe v Wade* en 2022, qui autorisait l'avortement, a représenté une victoire pour le mouvement anti-choix, dont l'idéologie et les objectifs reposent également sur un socle religieux et conservateur.

La politologue Diane Lamoureux s'est attelée à la déconstruction de la logique de l'antiféminisme conservateur, qu'elle définit comme « la réticence aux changements brusques du cours des choses, inspirée par le traditionalisme, mais aussi par un certain pessimisme quant à la

²¹ Le site a depuis été fermé.

perfectibilité humaine » (2019, p. 57). Elle montre que ce discours repose sur une « compréhension naturalisée et hiérarchique des rapports sociaux de sexe » (Lamoureux, 2015, p. 92), tout en précisant que l'antiféminisme conservateur transcende le spectre politique puisqu'il peut être exercé par la droite comme par la gauche. De plus, la « nostalgie du “bon vieux temps”, soit un regard orienté vers un passé idéalisé plus que vers un futur hypothétique » (*Ibid.*, p. 60) caractérise également le conservatisme. Cette imbrication conservatrice de l'antiféminisme défend les « vraies valeurs familiales, mises à mal par le développement du féminisme en ce qu'il remet en cause la hiérarchie entre les sexes (...) et entreprend de critiquer l'institution de l'hétérosexualité » (*Idem*)²². Lamoureux souligne qu'aux États-Unis et au Canada, l'attaque antiféministe conservatrice a été portée principalement par la droite religieuse et par des groupes de femmes antiféministes (Lamoureux, 2019). À titre d'exemple, le groupe canadien *REAL Women of Canada* (REAL est l'acronyme de *Realistic, Equal, Active, for Life*)²³, créé en 1983, est constitué de femmes de droite qui valorisent la famille comme structure de base de la société et dénonce le féminisme comme mouvement qui s'en prendrait au mariage et à la famille et comme responsable de la « guerre des sexes » (Blakely, 2008; Lamoureux, 2015). Ces femmes se présentent comme les « vraies femmes », pour discréditer les féministes qui ne se conforment pas au cadre hétéronormatif et sont donc de *fausses femmes*. Par ailleurs, en insistant sur une commune oppression subie par toutes les femmes, les féminismes produiraient une culture de la victimisation des femmes qui « institutionnalise l'idée [qu'elles] sont des êtres dépendants, démunis, malheureux, incapables de se débrouiller face aux difficultés de la vie sociale, politique ou le monde des affaires sans une armure légale qui protège leurs intérêts » (Lamoureux, 2019, p. 67). L'organisme s'oppose aussi, entres autres, à l'équité salariale ou aux programmes de discrimination positive, qu'il voit comme des privilèges indus accordés aux femmes.

²² Le féminisme a toujours été la cible des conservateurs qui ont cherché à le caricaturer pour le discréditer, comme le politicien étatsunien Pat Robertson qui avait lancé cette accusation, laquelle a depuis fait l'objet d'une réappropriation par des féministes : « le féminisme encourage les femmes à quitter leur mari, à tuer leurs enfants, à pratiquer la sorcellerie, à détruire le capitalisme et à devenir lesbiennes ».

²³ Voir leur site web: Real Women of Canada - Women Building a Better Society.

Pour Anne-Marie Devreux et Diane Lamoureux, ce néoconservatisme des femmes antiféministes converge avec le néolibéralisme dans leur rejet des féminismes, « se languit d'un retour au "bon vieux temps" » et « attribue les différences sociales à des défaillances morales » (Devreux et Lamoureux, 2012, p. 19), tandis que le néolibéralisme « nie les rapports sociaux » et attribue les injustices sociales à des comportements individuels (*Idem*, 2012, p. 18). Or, cette convergence est nuisible pour les femmes, car elle affecte leur autonomie individuelle et collective.

De fait, la logique naturaliste de la binarité et de la hiérarchie des sexes sous-tend la convergence entre néolibéralisme et néoconservatisme et enferme les individus dans des identités distinctes et immuables, « ce qui permet de faire d'une pierre deux coups : renvoyer les femmes à des positions subalternes et réitérer les vertus de l'hétérosexualité » (*Idem*, p. 19), tout en « présentant la famille patriarcale comme moteur de solidarité sociale » (Lamoureux, 2015, p. 92). L'argumentaire des *REAL Women*, par exemple, renvoie à la nostalgie du temps où « les femmes étaient à la maison pour s'occuper des jeunes enfants, des malades, des vieux et pour cuisiner des bons petits plats qui nous protègent de ces fléaux modernes que sont la malbouffe et son corollaire, l'obésité, sans oublier la délinquance juvénile » (Lamoureux, 2015, p. 100). Dans cette logique, il s'agit de « développer l'indépendance économique des individus contre l'aide sociale, car les programmes publics viennent suppléer au travail gratuit fourni par les femmes au sein de la famille, au nom de l'Amour » (Lamoureux, 2015, p. 99). De fait, le refus de l'intervention de l'État est doublé d'une volonté de garder les femmes dans la sphère privée pour maintenir l'intérêt de l'appropriation du travail (gratuit) des femmes.

1.5.3 Le fondement hétérosexiste des antiféminismes

De plus, les antiféminismes reposent sur un fondement hétérosexiste, comme le mettent en lumière Diane Lamoureux et Christine Bard. Dans son texte « Toutes des lesbiennes! Antiféminisme et lesbophobie, une complicité à l'épreuve du temps » (2016), Christine Bard

analyse le renouvellement de l'imbrication entre antiféminisme et lesbophobie²⁴ à travers les époques. Elle montre notamment que la lesbophobie était déjà une « manière de dépeindre un féminisme immoral et décadent » à la fin du 19^e siècle, (*Idem*, p. 14). À l'époque de la Première Vague, l'association d'extrême-droite française l'Action française et des collectifs féminins réactionnaires mettent en œuvre un antiféminisme qui associe le nationalisme, la xénophobie et l'antisémitisme :

L'angoisse provoquée par la baisse de la natalité, baisse qui pouvait sans preuve être imputée au féminisme et à la « mode » de l'inversion sexuelle, occupait beaucoup de place et renvoyait à la crainte de l'immigration et du métissage des races, ainsi qu'au déclin national et à la fragilisation du pays en cas de conflit armé (Bard, 2016, p. 18-19).

Pour le Vatican et l'extrême-droite française, le féminisme a régulièrement été associé à un « lobby gai et lesbien » (aujourd'hui qualifié de « woke ») (Peault, 2021). Ainsi des intellectuels français d'extrême-droite comme Alain Soral déclarent que c'est une « toute puissance louche qui suppose des accointances avec d'autres forces elles aussi suspectes : les francs-maçons, les juifs, les protestants, etc. » (*Idem*, p. 14). Le terme lobby renvoie à un imaginaire et à des « mythes entretenus par l'extrême-droite sur les forces occultes qui mènent le monde, derrière les apparences de la vie démocratique » (*Ibid.*, p. 14).

Dans son texte « La matrice hétérosexuelle de l'antiféminisme » (2015), Lamoureux met en évidence le fait que les antiféministes conservateurs et réactionnaires reposent sur la binarité et la complémentarité des sexes et que cet ordre sexuel est au fondement de l'ordre divin et des

²⁴ Bard remarque que féminisme et lesbianisme créent le désordre, et suscitent la peur de l'indifférenciation des sexes, peur que l'on retrouve dans la dépréciation de la féministe que l'on qualifie de lesbienne: « Ce qui est sûr, c'est que dans le "toutes des lesbiennes !", l'intention n'est pas bienveillante et qu'à l'évidence, la lesbophobie est un moyen de dénigrer le féminisme. Un antiféminisme lesbophobe donc. Ou une lesbophobie antiféministe? Les dosages, instables, varient » (Bard, 2016, p. 7).

relations sociales. Par opposition, les féminismes sont accusés de participer à la destruction de cet ordre social naturel. La lesbo-homophobie se retrouve autour de la question du mariage et de la parentalité : les antiféministes, à l'instar des manifestant·e·s catholiques intégristes de la Manif pour Tous, affirment qu'un mariage doit être composé d'un homme et d'une femme. Aux États-Unis, les anti-choix (s'opposant aux libertés reproductrices) et la droite religieuse étatsunienne associent homosexualité, féminisme et liberté d'avorter (*Idem*, p. 91). Ces groupes conservateurs, dont les REAL Women, font pression pour ne pas accorder de subventions pour les activités de la communauté LGBTQ comme les défilés de la fierté. Ils se disent contre « l'endoctrinement » des élèves autour de l'enseignement du genre dans les écoles publiques.

Ainsi la famille patriarcale est vue comme « organisation naturelle sur laquelle devrait se fonder l'ordre social » (p. 98). Dans cette configuration, le rôle « naturel » des femmes s'inscrit dans la maternité, mais aussi dans le travail de reproduction sociale, c'est-à-dire le soin aux enfants ou aux personnes âgées et les tâches domestiques, qui est un travail gratuit fourni par les femmes, dont les antiféministes espèrent continuer à bénéficier. Les femmes doivent se placer sous la dépendance économique des conjoints, qui assument leur rôle « naturel » de pourvoyeur de la famille. Ainsi, en valorisant la norme hétérosexiste, les antiféministes conservateur·rices s'opposent par défaut à l'homosexualité, à l'homoparentalité et à l'identité trans. Finalement, la famille hétérosexuelle est vue comme « condition de la reproduction de la nation » (p. 101), ce qui fait écho à la devise pétainiste « travail, famille, patrie ».

1.5.4 Le masculinisme

Le masculinisme (Dupuis-Déri, 2012; Blais et Dupuis-Déri, 2012; 2015 ; Dupuis-Déri, 2019) constitue l'un des autres principaux courants de l'antiféminisme. Il désigne plus particulièrement un « mouvement social qui se constitue en Occident à partir des années 1980 pour défendre les "droits des hommes" dans une société qu'ils estiment désormais dominée par les femmes » (Bard, 2019, p. 14). Selon ses tenant·e·s, les conditions de vie et l'identité des hommes auraient été

mises à mal par les mouvements féministes. Depuis les années 2000, ce discours est relayé largement dans les médias, dans des livres et sur internet, dans des sites et sur les réseaux sociaux. Le mouvement comprend des militant·e·s, y compris certain·e·s qui pratiquent le lobbying auprès des institutions ainsi que des intellectuel·le·s, dont des universitaires (Blais et Dupuis-Déri, 2012). Les masculinistes se mobilisent autour d'enjeux liés aux « droits des pères et des conjoints », qui s'articulent autour de quatre thèmes principaux, à savoir les lois en lien avec le divorce, la pension alimentaire, la garde des enfants et la violence conjugale (Blais et Dupuis-Déri, 2012).

En 2018, Dupuis-Déri (2018) s'attèle à la déconstruction de ce discours récurrent au fil des âges, selon lequel les hommes seraient désormais « en crise » en conséquence de la transformation de la société par les féministes. Selon le politiste, ce discours véhiculé par les médias, dans les discours populaires et dans les politiques publiques, est un mythe façonné par les institutions politiques et religieuses. Il est non seulement fallacieux, mais dangereux, puisqu'il influence les politiques publiques et justifie les violences patriarcales. Les tactiques du masculinisme consistent entre autres à récupérer les cadres d'analyse et le répertoire d'action des féministes pour en détourner le sens, montrant ainsi que les hommes sont victimes de la domination par les femmes : « la notion de matriarcat remplace celle de patriarcat, et les hommes sont appelés à rejoindre des groupes d'hommes qui ressemblent aux groupes de prise de conscience mis sur pied par les féministes dans les années 1960 et 1970 » (Blais et Dupuis-Déri, 2012, p. 18). Ils évoquent le « masculinisme » par imitation du « féminisme » et inventent la « condition masculine » ils appellent à regagner un pouvoir d'action, qu'ils auraient perdu au moment où les femmes auraient acquis des bénéfices, qu'ils considèrent indus (*Idem*). Les masculinistes utilisent des stratégies de normalisation pour paraître plus légitimes, affirmant, par exemple, que "tous les hommes ne sont pas violents" ou que "les féministes se trompent de cible en attaquant les hommes" » (*Ibid*, p. 19). Cela dit, les masculinistes s'en prennent aussi directement aux féministes dans le cas des cyberattaques et du cyberharcèlement des femmes et des féministes²⁵.

²⁵ Voir la thèse de doctorat d'Elena Waldispuehl (2022) à ce sujet.

1.5.4.1 Des femmes au service du masculinisme

À partir de 2010, des femmes tentent de revaloriser la position des hommes dans la société et s'approprient les thèses du mouvement masculiniste défendues dans la manosphère (Blake, 2014), un « réseau informel de sites, blogues et forums dédiés à divers enjeux masculins, comme la défense du droit des pères ou de la masculinité, avec des positions souvent très antiféministes » (Waldispuehl et *al.*, 2018, p. 286) ²⁶. Ces militantes antiféministes font campagne contre le féminisme et la soi-disant « discrimination » à l'encontre des hommes. En réécrivant les faits, elles dénoncent notamment les « fausses déclarations de viol » et symétrisent les oppressions de genre. Ces soutiens féminins sont en général appréciés des hommes masculinistes, à l'instar de Dean Esmay, une figure importante du *Men's Rights Movement*, qui avait déclaré : « les gens croient que nous sommes de vieux *losers* pathétiques. La présence de ces femmes dans le mouvement crée une dissonance cognitive et souvent, cette dissonance rend les gens plus réceptifs qu'ils ne le seraient autrement » (Esmay dans Blake, 2014, ma traduction). Ces hommes masculinistes trouvent ainsi une légitimation dans les voix de ces femmes.

Créé en 2013, le subreddit *RedPillWomen*, dans le forum de discussion *Reddit*, témoigne de ces appuis de femmes au masculinisme (Ferrari, 2021). Constitué à l'intérieur du forum masculiniste des *Men's Rights Advocates* (MRAs) « *the Red Pill* », qui prétend lutter pour les droits des hommes selon les thèses masculinistes (Jarvis et Eddington, 2020), *RedPillWomen* rassemble des femmes qui se conforment aux rôles de genre et qui prônent les rôles de genre biologiquement

²⁶ Le terme « Red Pill », est un marqueur discursif de la manosphère qui sert à légitimer ces positions masculinistes et nationalistes blanches. Le concept est emprunté du film *La matrice* de Lilly Wachowski et Lana Wachowski sorti en 1999. Ce film de fiction est basé sur un univers parallèle où coexistent deux réalités antagonistes : celle de la « pilule bleue », qui correspond à la soumission à l'ordre dominant, et celle de la « pilule rouge », qui symbolise l'éveil à la connaissance et à la liberté et qui passe par la révélation d'une vérité dérangeante. Les masculinistes appliquent cette division aux relations de genre contemporaines, avançant que la pilule bleue correspondrait au féminisme et donc à la soumission, alors que la pilule rouge symboliserait la prise de conscience par les hommes d'une société gynocentrée (Han et Yin, 2022).

déterminés et la soumission aux hommes. Ce subreddit, qui comportait plus de 52 000 membres en date de 2020 en comporte 36 000 en 2025. Il permet aux femmes de discuter de sujets comme les relations amoureuses et sexuelles, l'entretien du foyer, l'éducation, ou la théorie *Red Pill* (Ferrari, 2021)²⁷. Les chercheur·e·s Jarvis et Eddington, qui ont analysé le forum en 2020, constatent que le réseau de The RedPillWomen utilise l'idéologie « postféministe » récupérer et détourner les idéaux du féminisme (Jarvis et Eddington, 2020), par exemple en recréant paradoxalement les espaces féministes de non-mixité de la « Deuxième Vague » du féminisme. D'une part, le forum permettrait aux utilisatrices de s'exprimer de façon anonyme en employant un pseudonyme, et d'autre part, il permet de communiquer des idéaux sur la féminité, les expériences de femmes et de critiquer le féminisme dans un esprit d'entraide et de solidarité. Ce forum permet donc *l'empowerment*, mais dans l'objectif paradoxal de dénoncer le féminisme.

Dans une étude de 2024, Pauline Hoebanx s'interroge sur les participations des femmes au subreddit, analysant environ 2000 commentaires publiés. Elle constate que les attentes genrées traditionnelles s'articulent avec les attentes autour de la féminité par le capitalisme néolibéral. En effet, ces femmes recherchent des avantages liés à la féminité, autour du statut social, de la sécurité financière et de l'accès à des partenaires « de grande valeur ». Elles s'approprient l'idéologie RedPill, mais de façon sélective, afin de « minimiser leur agentivité dans le cadre de RedPill » (Hoebanx, 2024, p. 177). Dès lors, ces négociations sont influencées par le cadre néolibéral qui « met l'accent sur la responsabilité individuelle et l'auto-optimisation au sein des structures patriarcales » (*Idem.*) Ainsi, ces femmes sont encouragées à optimiser leur valeur dans le système hétérosexuel capitaliste patriarcal. De plus, l'idée de « choisir », « de prendre ce qu'on veut et de laisser le reste » dans l'idéologie *Red Pill* est mobilisée pour donner l'impression d'une liberté dans le contexte d'une légitimation de normes sexuelles et de genre rigides.

²⁷ Ces femmes s'inspirent d'ouvrages antiféministes historiques, comme *Fascinating Womanhood* de Helen Andelin, paru en 1963 en réponse au livre de Betty Friedan, *The Feminine Mystique* (1963). L'ouvrage prodigue des conseils sur la soumission féminine, que l'autrice justifie par des passages tirés de la Bible.

1.5.5 « L’antiféminisme d’État »

Enfin, les revendications des masculinistes, notamment celles du mouvement pour les « droits des pères » aboutissent parfois à ce que Francis Dupuis-Déri et Aurélie Fillod-Chabaud nomment l’antiféminisme d’État (Dupuis-Déri, 2013; Fillod-Chabaud, 2018). De fait, le masculinisme, et notamment le mouvement pour les droits des pères séparés remet en question les politiques de l’État en ce qui concerne les séparations conjugales ou l’éducation des enfants, au motif que ces politiques ne prendraient pas en compte la masculinité (Fillod-Chabaud, 2018). En conséquence, il cherche à influencer les acteurs politiques dans le but de « faire barrage aux revendications féministes ou au travail d’associations et institutions œuvrant pour l’égalité » (Cardoso et Thévenet, 2018, p. 3). Cela a pour conséquence une baisse de financement accordé aux organismes féministes, notamment aux maisons d’accueil pour femmes victimes de violence conjugale (Dupuis-Déri, 2013). Le concept d’antiféminisme d’État a aussi été mobilisé par Danielle Coenga-Oliveira dans sa thèse de doctorat (2024) au sujet du contexte brésilien. Les discours antiféministes, qui étaient déjà présents avant l’arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir en 2019, ont gagné en force en s’institutionnalisant avec la « création d’agences publiques et de mécanismes étatiques » qui ont eu pour effet de « contrer et empêcher l’accès à la reconnaissance des droits des femmes et des personnes LGBTQI+ » au pays (*Ibid.*, p. 139). En d’autres termes, les représentant·e-s politiques brésilien·ne·s ont « institutionnalisé les politiques antiféministes-anti-genre pour promouvoir un antiféminisme d’État » (Coenga-Oliveira, 2024, p. 336).

En résumé, ces définitions de l’antiféminisme révèlent son caractère réactif, sa logique conservatrice et les rhétoriques réactionnaires qui la sous-tendent. L’antiféminisme est exercé principalement par des groupes en situation de domination : il peut être porté aussi bien par des hommes que par des femmes et traduit une réaction au mouvement social et progressiste du féminisme (soit un *backlash*). Il s’apparente à un désir de maintien des privilèges et du pouvoir qui étaient garantis à ces groupes sociaux avant les avancées engendrées par les mouvements sociaux progressistes.

Dans les sections suivantes, j'aborde la façon dont les antiféminismes se sont renouvelés à partir des années 1990, où le *backlash* s'est complexifié (McRobbie, 2008). J'explique comment, dans les trente dernières années, les acteurs antiféministes en Amérique du Nord et en France adoptent de nouveaux répertoires d'action et de nouvelles stratégies discursives pour faciliter le recrutement, pour convaincre un plus large public et pour se rallier à d'autres idéologies réactionnaires.

CHAPITRE 2

LE RENOUVELLEMENT DES ANTIFÉMINISMES EN OCCIDENT DEPUIS LES ANNÉES 1990

Dans *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui* (2019), Christine Bard propose de distinguer des « registres d'opposition au féminisme, ainsi que des moments particuliers de son histoire » (2019, p. 16), permettant ainsi une prise en compte du contexte sociohistorique dans l'analyse des expressions et des formes de l'antiféminisme. Ainsi, dans cette section, j'explore comment les antiféminismes se sont renouvelés depuis les années 1990, période durant laquelle un tournant idéologique « postféministe » s'est opéré dans les représentations culturelles et médiatiques. J'examine ensuite comment un « féminisme néolibéral » et un « féminisme conservateur » sont apparus dans les années 2000 et 2010 et ont été mobilisés par les acteur-trices antiféministes pour réécrire et détourner le message féministe. Enfin, j'interroge la dynamique de convergence entre l'antiféminisme et d'autres idéologies réactionnaires, particulièrement dans le contexte états-unien, où cette alliance s'est révélée saillante dans les dernières années, ainsi que leur nouvelle présence sur les médias sociaux.

2.1 Le moment « postféministe » ou la « complexification du « backlash »²⁸

Les recherches sociopolitiques récentes ont démontré que les forces conservatrices et néolibérales se reconfigurent en se parant des habits du féminisme pour mieux dissimuler une forme d'antiféminisme. Cette stratégie discursive permet au néolibéralisme et au conservatisme de gagner des points tout en bénéficiant du capital symbolique acquis par les féministes.

²⁸ Terme utilisé par Angela McRobbie, dans *The Aftermath of feminism* (2009).

Ainsi dans les années 1980, les médias étatsuniens tentaient alors de faire croire aux femmes que le féminisme était dépassé, ou qu'il était utile, mais qu'il comportait désormais un effet pervers. Faludi expliquait que la droite — le Parti républicain et la *Moral Majority* — voulait s'assurer le concours des femmes elles-mêmes contre le féminisme; ainsi, le discours dominant dans les médias faisait savoir aux femmes qu'elles avaient déjà tout obtenu, et que si elles demeuraient insatisfaites en dépit de ces gains, c'était à cause du féminisme victimaire. Or, le féminisme aurait provoqué un effet pervers, poussant les femmes à des choix qui leur sont néfastes, tandis que la liberté promue par les féministes se retournerait désormais contre les femmes. À titre d'exemple, la double journée aurait occasionné une surcharge de travail et des difficultés à trouver un mari et avoir des enfants, source ultime du bonheur des femmes. Si dans les années 1970, les médias présentaient la femme comme heureuse, car « libérée », au début des années 1980 au contraire, ils la présentent comme malheureuse, précisément parce qu'elle est libérée (Faludi, 1991). Susan Faludi décryptait les mécanismes de diffusion du message antiféministe, y compris par les médias en général et les magazines féminins. Elle constatait que ceux-ci insistent sur les effets prétendument pervers des féminismes, notamment en forgeant des expressions telles que la « pénurie d'hommes », l'« horloge biologique », et le « postféminisme ». Ce sont également les médias qui dépeignent les femmes célibataires comme « malheureuses » et prétendent avoir recours à des « expert·e·s » de toutes sortes et s'appuyer sur des études « scientifiques » pour justifier ces positions antiféministes ou simplement sexistes (*Ibid.*). L'auteure observe que « la fameuse angoisse de ne pas se marier n'a jamais existé avant que les médias décident de parler de l'étude de Harvard-Yale » (Faludi, 1991, p. 110). Cette étude de 1986, intitulée « Marriage Patterns in the United States » (les modèles matrimoniaux aux États-Unis), « révélait » que les femmes blanches diplômées de l'université, nées au milieu des années 1950 et célibataires à 30 ans n'avaient que 20% de chances de se marier et qu'à 35 ans, ce pourcentage s'effondrait à 5% (UPI Archives, 1986). L'étude est relayée massivement par les médias américains, et crée une vague de panique morale chez les femmes, qui s'inquiètent du fait qu'il soit devenu trop tard pour se marier et avoir des enfants.

Une dizaine d'années plus tard, dans les années 1990, le discours sur le « postféminisme »

complexifie cette dynamique. Selon la chercheuse britannique Angela Mac Robbie (2009), des éléments du féminisme ont été pris en compte et ont été intégrés dans la vie politique et dans la culture populaire. Le *backlash* se serait « complexifié » (Mac Robbie, 2009) en raison de la nouvelle reconnaissance des gains des féminismes : on souligne désormais régulièrement les gains du féminisme de la Deuxième Vague, mais pour montrer que « les choses ont changé » et que le féminisme n'est désormais plus pertinent. La sociologue Sirma Bilge corrobore cette analyse en affirmant que la rhétorique du « postféminisme », qui a commencé dans les années 1990, « se distingue du ressac antiféministe des années 1980 par son habile incorporation de certains éléments du féminisme pour mieux le congédier » (Bilge, 2015, p. 7). Enfin, selon Francis Dupuis-Déri, le « postféminisme » d'aujourd'hui est décliné sous forme de féminisme libéral individualiste, contre le féminisme « radical » ; il fait référence à un « individualisme narcissique, néolibéral qui fait la promotion de sa réussite personnelle, ou à une façon de faire la promotion d'un "nouveau féminisme" qui soit moins critique des hommes et qui les inclue » (Dupuis-Déri, 2015, p. 130).

Le « postféminisme » est lié à l'idéologie néolibérale qui cadre les femmes comme des « agentes néolibérales par excellence » (Scharff, 2012, 2014), dans la mesure où ce sont elles qui sont les plus appelées à se transformer, dans une optique de consommation capitaliste. En ce sens, l'agentivité « postféministe » néolibérale fait référence à la capacité individuelle des femmes à trouver leur force intérieure pour surmonter les épreuves, à faire les bons choix au prisme de la rationalité coûts/bénéfices. Ainsi, l'agentivité des femmes pensée selon un modèle (néo)libéral, soit plutôt comme une agentivité de « libre-choix » et indépendante des structures. Cette conception induit l'idée que si les femmes veulent, elles peuvent y arriver, tant qu'elles font les bons choix. À l'inverse, si elles subissent des oppressions comme des agressions, c'est parce qu'elles n'ont pas fait les bons choix, comme le bon choix du conjoint.

2.2 Le « féminisme du choix »²⁹

Cette conception de l'agentivité fait écho à ce que des Étatsuniennes libertariennes nomment le « choice feminism », « le féminisme du choix », dont elles se réclament. Contrairement aux stéréotypes négatifs associés aux féministes, le « choice feminism » met de l'avant une représentation positive du féminisme dans les médias et la culture populaire.

Ainsi les chercheuses britanniques Rosalind Gill et Christina Scharff présentent une série d'études d'émissions de télévision britanniques de *relooking*, des publicités, des séries et des films sortis dans les années 2000 (Gill et Scharff, 2011). Elles relèvent que le « sexisme » n'y est plus tellement évoqué, au profit des rhétoriques sur l'« *empowerment* » et le « choix » des jeunes femmes, ce qui, selon elles, participe d'un processus de légitimation de la re-sexualisation — hétérosexuelle — des femmes et des jeunes filles. Les chercheuses observent que, paradoxalement, ces discours contribuent à faire en sorte que les femmes se distancient du féminisme, voire le rejettent (Mac Robbie, 2009 ; Gill et Scharff, 2011) dans la mesure où l'*empowerment* consiste à être féminine, sexy ou désirable d'un point de vue hétérosexuel, contrairement à ce que prône « le vieux féminisme dépassé et anti-hommes ». Par ailleurs, l'*empowerment*, qui auparavant se situait au niveau du collectif et des solidarités, n'est désormais plus relié au pouvoir, à l'inégalité ou à l'oppression, mais il n'est pensé que comme un processus individuel et individualiste (Gill et Scharff, 2011).

Dès lors, le « féminisme du choix » est une interprétation du féminisme libéral selon laquelle l'*empowerment* des femmes se situerait dans la possibilité de faire des choix, possibilité que détiendraient virtuellement toutes les femmes, le concept de choix étant relié à celui de la liberté individuelle chère aux libertarien-ne-s étatsunien-nes. Le choix serait accessible à tous-tes puisque tous-tes seraient libres. Or, les féministes s'opposent à cette notion de l'agentivité, arguant qu'en

²⁹ Traduction de « choice feminism », qui est plutôt utilisé dans le monde anglo-saxon.

pratique, le « féminisme du choix » s'applique plutôt à une certaine classe de femmes, et occulte les inégalités systémiques dans la société et entre les femmes elles-mêmes: « dans la pratique, le féminisme du choix consiste trop souvent à préserver des privilèges sous le couvert de la liberté individuelle » (Darby, 2020, p. 122, ma traduction). En effet, n'importe quel « choix » serait valide tant qu'il est effectué par une femme et les femmes antiféministes utilisent leur genre comme validation ultime de leurs « choix » antiféministes. Ce faisant, une femme pourrait tout à fait soutenir l'oppression raciste, ou s'opposer à l'avortement, en se servant du « féminisme de choix » comme justificatif, alors que ces projets s'opposent aux projets politiques des féminismes.

2.3 Les « nouveaux féminismes » conservateurs et néolibéraux : une stratégie discursive de légitimation des antiféminismes

À partir des années 2010, le mouvement antiféministe capte le capital symbolique et la légitimité des féministes pour avancer « masqué » (Bard, 2019, p. 14) et susciter l'adhésion. De fait, comme argumente Christine Bard (2019), les arguments des antiféministes se sont modernisés, de sorte qu'ils et elles « empruntent davantage d'éléments de la culture de gauche » (*Ibid.*, p.16) et manœuvrent sur un brouillage entre féminisme et antiféminisme plutôt que sur un sexisme ou un antiféminisme explicites. Dans cette section, je montre en quoi l'antiféminisme est néanmoins sous-jacent à ces ambiguïtés.

2.3.1 Le féminisme néolibéral

Plusieurs études américaines et britanniques ont examiné la réécriture des idéaux féministes par le néolibéralisme, qui culmine dans l'apparition d'un « féminisme néolibéral » ou d'un « nouveau sujet féministe néolibéral » à partir des années 2010 (Klaus, 2010 ; Gill et Scharff, 2011 ; Rottenberg, 2014 ; Scharff, 2012; Schreiber, 2018 ; Banet-Weiser, Gill et Rottenberg, 2020). À

l'instar de l'idéologie « postféministe », ce « nouveau sujet féministe néolibéral » exacerbe l'approche individualiste de l'*empowerment* des femmes, sans pour autant remettre en cause les rapports de pouvoir structurels qui émanent du néolibéralisme. L'agentivité, dans cette conception, est envisagée comme la capacité individuelle des femmes à mobiliser leur force intérieure pour surmonter les épreuves, à faire les bons choix au prisme de la rationalité coûts et bénéfices. Cette technique, qui met en avant le « gouvernement du soi », en appelle à la transformation de soi, au changement de comportement et de manière de penser par la responsabilité individuelle et le *management* de sa propre vie (Hache, 2007). Dans le contexte néolibéral, les jeunes femmes sont construites comme des « agentes néolibérales par excellence » (Scharff, 2012, 2014), dans la mesure où ce sont elles qui sont les plus appelées à se transformer, à transformer leurs corps et leurs pratiques, dans une optique hétéronormative (Lebreton, 2017). Or, plusieurs recherches féministes ont montré l'impact du contexte sociohistorique sur les subjectivités de genre des femmes et *in fine*, sur leurs perceptions des féminismes (Mac Robbie 2009, Gill et Scharff, 2011, Scharff, 2012). Ainsi, l'autodiscipline du corps féminin peut être vue comme une forme de consentement à la domination (Achin et Bereni, 2013).

À l'instar du féminisme libéral, le féminisme néolibéral reconnaît les inégalités de genre, mais évacue de sa conception du monde les forces socio-économiques qui génèrent ces inégalités, de sorte que celles-ci ne sont plus perçues comme relevant d'un problème structurel, mais plutôt d'un problème (une faiblesse) individuel ou d'une anomalie (une malchance). Le féminisme néolibéral met l'emphasis sur trois éléments principaux : la responsabilité individuelle dans la résolution des problèmes comme le sexisme (il suffirait de faire les bons choix individuels et les efforts requis), une conciliation nécessaire entre vie de famille et vie professionnelle (une injonction faite aux femmes exclusivement) et un calcul coûts et bénéfices : les femmes ayant désormais accès aux ressources, comme l'accès au marché du travail et le contrôle de la reproduction, il n'en reviendrait qu'à elles de maximiser ces opportunités, dans une logique d'entrepreneuriat (Rottenberg, 2014).

Dans la même optique, dans une étude de 2010 menée en Allemagne, Elisabeth Klaus constate l'émergence d'un discours sur le « nouveau féminisme » conservateur, représenté par Ursula von der Leyen et Angela Merkel. Pour contrer la chute du taux de natalité et donc la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, le gouvernement met en œuvre une politique « féministe » qui encourage les femmes à poursuivre leur carrière tout en devenant mère. Klaus remarque que ce « nouveau féminisme » ressemble en fait à un « nouveau conservatisme féministe » qui s'entremêle avec des positions néolibérales, car il met en valeur la femme « self-made », celle qui a réussi (Klaus, 2010), c'est-à-dire qu'il se concentre surtout sur les femmes des classes supérieures blanches qui font carrière, tout en promouvant une vision hétéronormative de la famille.

Des organisations étatsuniennes conservatrices comme le *Independent Women's forum*³⁰ et le *Clare Booth Luce Policy Institute*³¹ valorisent un féminisme calqué sur la rationalité économique de marché, c'est-à-dire de libre-choix, de responsabilité individuelle, de mérite et d'indépendance face à l'État. Le *Independent Women's Forum* déclare par exemple que l'écart de salaire est causé par le fait que les femmes *choisissent* de rester à la maison, et non par les conditions socio-économiques ou la structure qui désavantage les femmes. Pareil discours a pour effet de culpabiliser les femmes qui « n'y arrivent pas ».

De plus, le féminisme néolibéral réifie le privilège blanc, de classe et l'hétéronormativité : dans la culture populaire, la féminité qui est valorisée est jeune, blanche, de classe moyenne ou aisée, et correspond aux standards de beauté conventionnels. Dans cette conception néolibérale méritocratique, les femmes peuvent *s'empowerer* en se réappropriant les normes patriarcales. De même, le « postféminisme » s'arrime à l'idéologie néolibérale et à l'hétéronormativité : en valorisant « *l'empowerment* » et « *l'agentivité* » (individuelle) des femmes, il invisibilise l'impact des forces structurelles et empêche l'examen critique des inégalités socio-économiques. Cette

³⁰ Voir le site: Home | Independent Women's Forum (iwf.org).

³¹ Voir le site: Home - Clare Boothe Luce Center for Conservative Women (cblwomen.org).

porosité avec le néolibéralisme évacue les rapports de pouvoir inhérents à ces idéologies et en ce sens, laisse le champ libre à la reproduction des inégalités.

En somme, ce « féminisme néolibéral » ressemble fort à une forme d'antiféminisme camouflé. La réappropriation des normes patriarcales, comme la conception hétéronormative de la famille ou la hiérarchisation entre les sexes, voire l'objectification des femmes sont des discours qui relèvent de l'antiféminisme conservateur, ainsi que du postféminisme comme composante de « l'antiféminisme ordinaire » : ils ne sont certes pas « réactionnaires » à première vue, mais ces discours sont tout de même fallacieux en ce qu'ils « s'opposent, implicitement ou explicitement, aux projets portés par le féminisme » et reposent sur un « ordre social dont l'équilibre est fondé sur la hiérarchie sexuelle et la domination masculine » (Descarries, 2005, p. 142).

2.3.2 Les nouveaux féminismes conservateurs

À l'instar du « nouveau sujet féministe néolibéral », un « nouveau féminisme » est préconisé par les sphères conservatrices et témoigne de la « complexification du *backlash* » antiféministe (Mac Robbie, 2009). C'est ce que j'aborde dans la section suivante.

2.3.2.1 Le « nouveau féminisme » prôné par Vatican II

L'antiféminisme porté par le Vatican met également en œuvre une réappropriation discursive des féminismes (Couture, 2012). Tout au long de son pontificat entre 1978 et 2005, le pape Jean-Paul II produit un nouvel ensemble argumentatif qu'il appelle la « théologie du corps », en réaction à l'essor des mouvements féministes et LGBTQI (Garbagnoli, 2019). Cette « théologie du corps » est caractérisée par une valorisation de la sexualité hétérosexuelle présentée comme une « composante fondamentale de la personne », un « don divin » (*Ibid.*, p. 252), et par une

« essentialisation des femmes » qui encense leurs « "vertus naturelles" : l'attitude maternelle, la capacité d'accueil et de soin, conçues comme un "moyen de salut" pour l'humanité tout entière » (*Idem*). Dans un article de 1995, le souverain pontife fustige le féminisme, qu'il considère comme dangereux et menaçant, mais invite les femmes à adopter un « nouveau féminisme » (Couture, 2012; Garbagnoli, 2019). Ce « nouveau féminisme » reprend les concepts des féminismes, comme l'égalité, mais en inverse la signification, de sorte que la subordination des femmes est promue à travers l'idée de déterminisme biologique qui les cantonne dans leur rôle de mère et d'épouse ou d'auxiliaire envers les hommes. Ainsi, au concept de soumission des femmes, qui ne convainc plus, le Vatican substitue celui « d'égalité dans la différence » : les hommes et les femmes sont égaux en dignité, mais différents par un déterminisme biologique qui les voue à occuper différentes tâches (et à les hiérarchiser), dans une perspective complémentariste. Ainsi, le Vatican s'emploie à diviser le « bon » du « mauvais » féminisme, le premier valorisant la différence, et le second « subvertissant les mœurs des femmes » (Garbagnoli, 2019, p. 251). Ce discours se déploie grâce à une tactique de « camouflage de l'antiféminisme » (*Idem*) : selon Sara Garbagnoli, ce « nouveau féminisme » contribue à légitimer l'antiféminisme et à « produire une audibilité nouvelle d'une vision du monde sexiste, antiféministe, homophobe et transphobe, ainsi qu'un discours d'infériorisation moins reconnaissable comme tel » (Garbagnoli, 2019, p. 255). Comme le souligne Denyse Couture, « la stratégie de camouflage du phallocentrisme fonctionne en partie : elle réussit à éviter l'opposition d'un auditoire, tant catholique que citoyen, pour qui la thèse de la subordination sociale des groupes des femmes aux groupes des hommes est inaudible et inacceptable » (Couture, 2012, p. 23). Le débat sur le genre ramené à l'ordre du jour par l'Église catholique lui permet de réaffirmer une doctrine centrée autour de la famille traditionnelle fondée sur le mariage hétérosexuel en tant que « cellule de base de la société » (Formule de Vatican II), mais aussi de retrouver une place dans un contexte où son influence était diminuée (Carnac, 2014).

2.3.2.2 Les campagnes « anti-genre »

La rhétorique « anti-genre » s'appuie sur des éléments des discours sexiste, antiféministe, homophobe et transphobe traditionnels, mais elle s'appuie également sur l'opposition au concept de « genre » lui-même, que ses détracteurs vont diaboliser en créant une vague de panique morale (Kuhar et Paternotte, 2018; Coenga-Oliveira, 2024). Ainsi depuis les années 2000, des campagnes « anti-genre » se sont fait connaître dans plusieurs pays. Ces protestations se posent en contre-mouvements aux mouvements féministes et LGBTQI et sont portées par des acteurs des mouvements familialistes et anti-avortement (Garbagnoli, 2019). Porté par le Vatican, le discours « anti-genre » s'oppose aux politiques d'égalité de genre dans les instances politiques.

Les campagnes anti-genre ont débuté dans les années 1980-1990, avec les Conférences mondiales des Nations unies sur les femmes, comme celle qui a eu lieu à Pékin en 1995, et auxquelles le Vatican participe (Coenga-Oliveira, 2024). Selon le sociologue français Éric Fassin, ces campagnes se propagent dans les années 2010 dans des cultures catholiques, comme la Pologne et la Hongrie en Europe, la Colombie et l'Argentine en Amérique du Sud, mais aussi évangéliques (Brésil et États-Unis) et orthodoxes (Russie). En France, des voix traditionalistes « anti-genre » se sont fait entendre dans les dernières années, avec l'apparition de la Manif pour Tous³², qui comporte à sa tête des femmes : l'improbable ex-humoriste Frigide Barjot, la catholique traditionaliste Ludivine de la Rochère, la Présidente du Parti Chrétien Démocrate Christine Boutin³³ et des religieux, qui célèbrent l'identité nationale et la « laïcité » (Fassin, 2020)³⁴. Les attaques anti-genre ont aussi alimenté les campagnes contre les droits reproductifs

³² Des slogans tels que « papa+maman, ya pas mieux pour un enfant », « nos différences ne se gomment pas », ou encore « pas touche à nos stéréotypes de genre », visent à réaffirmer l'essentialisme de genre qui sous-tend la pensée traditionaliste catholique.

³³ En 2014, le gouvernement français de Hollande expérimente « l'ABCD de l'égalité » dans les écoles, un dispositif pédagogique visant à sensibiliser les enfants aux stéréotypes sexistes. À la suite de ces événements, de nombreuses associations se mobilisent contre la « théorie du genre » soi-disant enseignée dans les écoles. L'opposition relèvera plus du fantasme que de la réalité, des militants et universitaires n'ayant cessé de rappeler que le genre n'était pas une « théorie » : Carnac montre que la théorie du genre s'avère être un « ennemi imaginaire, largement construit par le discours qui le dénonce » (Carnac, 2014, p. 125).

³⁴ Les militant·e·s de la Manif pour Tous reprenaient et détournaient les symboles, slogans, et répertoires d'action des mouvements d'émancipation depuis les années 1970. C'est notamment le cas des Hommen, un

et donné lieu à des théories conspirationnistes, notamment au Brésil lors de la campagne présidentielle de 2018, où une rumeur circulait sur le fait qu'un « kit gay » serait distribué dans les écoles. En 2017, une effigie de Judith Butler a même été brûlée à Sao Paulo (Fassin, 2020).

L'objectif des mouvements anti-genre est de « réaffirmer la pensée naturaliste, essentialiste et délégitimer la « révolution épistémologique » opérée par les théoriciennes féministes et queer (Garbagnoli, 2019, p. 247). Dans le contexte français, le *gender*, a été diabolisé comme une influence néfaste venue des États-Unis. Le maintien du terme anglais *gender*, « l'idéologie du *gender* » visait en effet à le discréditer, mais aussi à nier la scientificité des études sur le genre : le *gender* serait en effet vu comme le symptôme et la cause de l'individualisme néolibéral né en « Amérique », mais qui, dans l'imaginaire, « incarne l'avant-garde de la décadence de l'Occident » (Carnac, 2014, p. 135), c'est-à-dire qui menace l'identité chrétienne blanche occidentale.

2.3.2.3 La requalification conservatrice des féminismes aux États-Unis

La requalification des féminismes dans une perspective conservatrice a eu des effets dans le monde occidental, notamment aux États-Unis, où une nouvelle tendance émerge à la fin des années 2000 chez les femmes conservatrices. Certaines d'entre elles cherchent à se forger une place chez les conservateur-trices, et plus largement, à se forger une légitimité à la fois au sein des mouvements conservateurs et auprès du grand public. Cette manœuvre d'adaptation du discours religieux aux femmes sert alors un triple objectif : premièrement, il permet aux mouvements conservateurs de paraître sensibles aux intérêts des femmes. Deuxièmement, il vise à recruter plus de femmes dans le mouvement conservateur et ainsi acquérir davantage de

groupe d'hommes masculinistes qui s'est greffé à la mobilisation pour revendiquer des « droits » et « l'égalité » pour les enfants, qu'ils instrumentalisent au profit des « droits des pères ». Ils calquaient également le nom et le répertoire d'action des Femen, apparaissant avec des slogans inscrits sur leur torse nu.

légitimité (Schreiber, 2018). Enfin, l’invocation du « féminisme authentique » sert à disqualifier et neutraliser les féminismes, en particulier les courants les plus radicaux.

Le mouvement « anti-choix » aux États-Unis est emblématique de cette reconfiguration. Celui-ci aurait évolué dans le sens d’un recadrage « pro femmes » : ses militantes prétendent agir dans l’intérêt des femmes — et « reprennent le cadrage féministe autour du droit et de l’autonomie des femmes qui cimente les coalitions féministes, tout en les inscrivant dans des représentations traditionnelles de la féminité » (Della Sudda, 2022, p. 36). Les anti-choix affirment ainsi défendre la liberté des femmes de faire le « vrai » choix de ne pas avorter (Schreiber, 2017). L’organisation de femmes conservatrices *Concerned Women of America* par exemple, prétend, par son activisme anti-choix, vouloir préserver le bien-être émotionnel et physique des femmes (Schreiber, 2017), de même que la *Susan B Anthony List* (SBA-List), qui se dit à la fois « pro-vie » et « féministe ». Pourtant, le nom de l’organisation fait référence à Susan B. Anthony (1820-1906), une militante féministe qui a été présidente de la National Woman Suffrage Association entre 1892 et 1900 et qui a contribué au 19e amendement de la Constitution de 1920, permettant le droit de vote des femmes. Ces femmes anti-choix instrumentalisent donc la mémoire de cette militante pour le suffrage des femmes, au motif qu’elle s’est opposée à l’avortement. Partant, les anti-choix en concluent que le « vrai féminisme » est un féminisme conservateur. Elles prétendent incarner un « authentic feminism », « le véritable féminisme »³⁵.

Les femmes conservatrices renversent la rhétorique de « l’*empowerment* des femmes » ou des « droits des femmes » ou tentent de recadrer le féminisme pour y inclure les valeurs et les objectifs conservateurs (Schreiber, 2018). Aux États-Unis, la possibilité d’un féminisme conservateur pour les femmes s’est dessinée avec la candidature de Sarah Palin comme colistière républicaine à la candidature de John McCain à l’élection présidentielle de 2008. La gouverneure

³⁵ Comme je l’ai évoqué, l’expression « authentic feminism » provient du Vatican et en particulier de la « théologie du corps » formulée par Jean-Paul II (Garbagnoli, 2019).

de l'Alaska se réclamait du féminisme (et les médias la qualifiaient de féministe) parce qu'elle symbolisait la femme qui avait accédé à une position de pouvoir et de prestige (Schreiber, 2018).

De même, au cours des dernières années, certains médias étatsuniens présentent la très conservatrice Amy Coney Barrett, nommée par Donald Trump au département de la justice en 2021, comme une « icône féministe » (Bachiochi, 2020). Or, comme le précise l'avocate Shilpa Sadhasivam, le fait de placer des femmes à des positions de pouvoir, peu importe leur orientation politique, et de les qualifier ainsi de « féministes » a pour effet d'évacuer l'essence politique des féminismes :

les critiques ont noté que l'ascension de Barrett à la Cour suprême avait été rendue possible par les femmes progressistes ; cependant, la juge Barrett a le pouvoir de bloquer l'accès à la justice et à l'égalité pour les femmes dans tous les États-Unis. C'est là que réside le problème d'un féminisme purement symbolique plaçant à des postes de pouvoir des femmes qui ne reflètent pas les valeurs progressistes, féministes et antiracistes » (Shadhasivam, 2021, ma traduction).

Dans *Righting Feminism. Conservative Women and American politics* (2008), la politiste Ronnee Schreiber (2018) avance que les conservatrices mettent au défi le féminisme et en particulier sa politique identitaire. La focalisation sur le genre au détriment des autres oppressions (essentialisme de genre) aurait en effet rendu possible l'identification des femmes conservatrices au féminisme, cette politique étant sous-tendue par l'idée normative qu'une femme est nécessairement féministe parce qu'elle est femme. L'autrice étatsunienne Jessica Valenti (2010) abonde dans le même sens :

Si des féministes de renom continuent d'insister sur le fait que le genre est plus important que tout, le mouvement va perdre tout son sens. Si n'importe quelle femme peut devenir féministe simplement à cause de son genre, alors la droite va continuer d'utiliser ce faux féminisme pour faire avancer les valeurs conservatrices et faire régresser les droits des femmes (Valenti dans Schreiber, 2018, p. 75).

En ce sens, les féministes ne peuvent utiliser le genre comme seul paramètre explicatif de la mobilisation ou de la politisation des femmes, au risque de légitimer la récupération tactique des idéaux et des valeurs féministes par les mouvements réactionnaires ou conservateurs.

Ainsi, l'invocation des « féminismes néolibéraux, conservateurs et d'extrême-droite » (et la récupération stratégique des féminismes par ces mouvements) depuis les années 2000 présuppose une agentivité des femmes qui est complètement inconditionnelle en ce que le pouvoir d'agir n'est pas soumis à l'examen des rapports de pouvoir systémiques. L'agentivité des femmes est instrumentalisée par la rhétorique postféministe et par le néolibéralisme qui, par réappropriation et déformation du registre féministe, l'assimile à de l'*empowerment* et à des choix individuels où les inégalités structurelles n'existent plus : le pouvoir étant déplacé dans les corps, la femme « *self-made* », qui fait les bons choix individuels, est un idéal à atteindre.

2.4 Les antiféminismes et l'extrême-droite : un mariage opportun

En plus du néolibéralisme et du conservatisme, le nationalisme s'est également approprié la rhétorique des droits des femmes dans une optique réactionnaire à travers le « féminisme sécuritaire » du projet fémonationaliste. Aux États-Unis, le nationalisme blanc tente de se reconfigurer pour rallier plus largement en adoptant des termes moins stigmatisants comme celui de « l'alt-right », et en se déplaçant dans les réseaux en ligne. Ce sont ces processus que je décris dans les sections suivantes.

2.4.1 Le projet fémonationaliste : l'instrumentalisation des droits des femmes au service du sécuritaire

Ainsi dans le monde occidental, la rhétorique du « fémonationalisme » apparaît vers la fin des années 2010. Elle a d'abord été identifiée par Sarah Farris (2017) pour désigner une instrumentalisation de l'égalité de genre et des politiques féministes dans le but de promouvoir un programme politique réactionnaire, raciste et islamophobe. Le terme a été forgé par analogie avec le terme « homonationalisme » développé par la théoricienne queer Jaspir Puar, qui dans son ouvrage éponyme publié en 2007, analyse les politiques queer après les 11 septembre aux USA. Puar (2007) définissait l'homonationalisme comme une « collusion entre l'homosexualité et le nationalisme américain » (Puar, 2007, p. 76), forgée dans l'opposition au terrorisme islamique considéré comme homophobe, donc ennemi de la civilisation américaine. Selon elle, les groupes LGBTQ+, principalement occidentaux, seraient impliquées dans cette démarche d'imposition de valeurs dites « occidentales » à des pays jugés « homophobes ».

Le phénomène du fémonationalisme, ou ce que d'autres comme Christine Bard (2019) ou Éric Fassin (2020) nomment les « nationalismes sexuels », vise en effet à rejeter la domination masculine dans le domaine de l'Autre, de l'étranger, ce qui permet dans le même temps d'occulter ou de nier la domination patriarcale en Occident. Ainsi, dans cette rhétorique, les femmes et les minorités sexuelles et de genre sont présentées comme des victimes et non comme des acteur·e·s politiques : les femmes sont dépeintes comme des victimes passives qu'un État fort devrait sauver de la menace extérieure (lire les musulmans, construits comme des agresseurs en puissance) : « cette narration essentialise [l'identité des femmes] en les enfermant dans une posture d'impuissance, tout en fabriquant un « autre » menaçant, associé aux hommes des pays musulmans ou aux habitants des quartiers populaires » (Alestra, 2025, p. 57). Ainsi, loin de chercher à combattre les discriminations et les violences sexistes et LGBTQIaphobes, « ces discours les redéployent pour légitimer des politiques sécuritaires et racistes, tout en renforçant des hiérarchies de genre et de sexualité compatibles avec l'ordre nationaliste » (*Idem*).

Ce cadrage construit une incompatibilité entre le multiculturalisme et le féminisme, dans la mesure où la « culture » entrerait en conflit avec l'égalité de genre, défini comme marqueur

civilisationnel (Butler, 2009). Or, Farris montre que cette rhétorique sert principalement une fonction économique : sous le régime du néolibéralisme, ce sont les femmes immigrantes qui occupent le travail de *care*, qui est un travail exploité essentiel à la reproduction économique néolibérale³⁶.

Le fémonationalisme est néfaste à plusieurs titres : d'abord, il est opportuniste pour les partis de droite et d'extrême-droite car la cooptation de la rhétorique de l'égalité femmes-hommes sert à leur projet nationaliste qui met en œuvre des exclusions racistes. Le fémonationalisme vient neutraliser les luttes féministes et queer et stigmatise les communautés immigrées et musulmanes en particulier. Ensuite, il occulte les inégalités et les violences commises par les hommes blancs dans le monde occidental, ce qui relève de l'antiféminisme. Proclamer ou se revendiquer de valeurs républicaines universalistes, comme l'égalité ou la liberté sert deux objectifs : dissimuler le fait que l'égalité est loin d'être atteinte dans notre société, donc donner le champ libre à la reproduction de pratiques sexistes, lesbo-homo-bi-trans-queerphobes, et montrer que l'autre/l'étranger est à civiliser (légitimer l'acte (néo)colonial) (Michaud, 2018). Enfin, en faisant de l'égalité un thème « civilisationnel », « spécifique », le fémonationalisme entraîne une baisse du financement par les gouvernements néolibéraux attribué aux organisations féministes, ce qui engendre un antiféminisme insidieux de l'État (Dupuis-Déri, 2013; Fillaud-Chabod, 2018).

2.4.2 Le nationalisme identitaire au féminin : le cas de la France

³⁶ Ce cadrage dissocie la lutte antisexiste et la lutte antiraciste dans les sphères de l'État ainsi que chez certaines féministes. Les féministes noires au contraire réaffirment la nécessité de mener des luttes féministes qui soient intersectionnelles, c'est-à-dire qui prennent en compte l'imbrication des systèmes de domination (Combahee River Collective, 1979; Crenshaw, 1989 ; Hill Collins, 1991). Comme l'affirmaient Anne-Marie Devreux et Diane Lamoureux en 2012, « il devient de plus en plus évident que sexisme, racisme et capitalisme ont partie liée et qu'il semble utopique de penser se débarrasser de l'un de ces systèmes en laissant en place les autres » (Devreux et Lamoureux, 2012, p. 12).

Ainsi depuis les années 2010, on assiste dans les pays occidentaux à une instrumentalisation des féminismes par les nationalismes. Ces « féminismes » sécuritaires étatiques sont notamment mobilisés par des femmes identitaires ou nationalistes en France. Ils sont incarnés par des figures politiques comme Marlène Schiappa qui a été secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations en France entre 2017 et 2020 et par des collectifs de femmes françaises contemporains, tels que les Caryatides ou Génération identitaire, dont la porte-parole est Thaïs D'Escufon, et qui requalifient les féminismes à des fins identitaires. Le collectif les Antigones, par exemple, prônent un « alterféminisme », terme moins stigmatisant que l'antiféminisme (Labussière, 2017). Le mouvement a été créé en 2013 dans le sillage des mobilisations de la Manif pour Tous au printemps 2013. Il s'inscrit en porte-à-faux du mouvement féministe des Femen, lui-même actif au début des années 2010 en France, et profite de la visibilité médiatique des groupes féministes et antiféministes dans le contexte des lois autour du « Mariage pour tous ». L'organisation, qui se situe à l'intersection entre le féminisme et l'extrême-droite, valorise la féminité comme arme et propose de « penser l'émancipation des femmes, mais dans un cadre antisystème, anticapitaliste et identitaire (Labussière, 2017).

La politiste et socio-historienne française Magali Della Sudda (2022) fait la même observation. Elle note que les Antigones ou Némésis auraient comme point commun d'emprunter des éléments des féminismes, comme le répertoire de l'égalité, tout en défendant une féminité résolument traditionnelle. Elle constate notamment que, sur le modèle étatsunien, ces collectifs ont reformulé la cause « pro-vie » pour cadrer leur rhétorique dans le sens du bien-être et de la santé des femmes. Or, la chercheuse met en évidence l'héritage nationaliste et catholique, pas toujours revendiqué de ces collectifs : le collectif les Caryatides par exemple, fait la synthèse entre un catholicisme intégriste, la nation et l'héritage européen (Della Sudda, 2022). Selon la chercheuse, ce « nationalisme féminin » a été développé au sein du Front National à partir de 2012 et repose sur une instrumentalisation de la laïcité à des fins islamophobes. Dans le collectif Némésis, mené par Alice Cordier, la protection de « la » femme est mise de l'avant. Cela dit « la » femme est celle qui correspond à la norme hétérosexiste, classiste et raciste : ces femmes

blanches correspondent à la féminité hégémonique, blanches, hétérosexuelles et cisgenre et qui sont nécessairement mères, ou mères en devenir (Alestra, 2025).

Une autre stratégie des femmes dans les collectifs identitaires consiste à mobiliser la « virilité alternée », comme le montre la recherche de Léane Alestra publiée dans l'ouvrage *Les vigilantes. Surveillées et surveillantes, ces femmes au cœur de l'extrême-droite* (2025). La « virilité alternée » consiste à alterner entre des mises en scène où elles se montrent très « féminines » (cheveux longs, robes à fleurs), et des mises en scène en tant que combattantes, où elles arborent des armes à feu. Ces stratégies mettent en relief deux aspects de leur agentivité : d'une part, elles peuvent ainsi prouver aux hommes identitaires qu'elles sont capables de violence pour se faire respecter dans le mouvement, et d'autre part, elles sont ainsi en mesure de rassurer le grand public en paraissant inoffensives (car la féminité est associée à la douceur ou à la passivité). Ces femmes ne sont pas des « victimes », car elles jouissent d'un pouvoir certain de nuire aux communautés de la diversité, en particulier les communautés racisées. Cela dit, dans les mouvements d'extrême-droite comme le Rassemblement national en France, elles servent certes d'égérie ou de modèle pour mettre en avant le parti mais elles n'ont pas de pouvoir au sens où elles ne peuvent pas exercer un pouvoir décisionnel sur la ligne politique du parti (Alestra, 2025). Selon la chercheuse, ces femmes se retrouvent toujours « en funambule de la haine » (*Idem*), c'est-à-dire qu'elles sont contraintes d'adapter leur discours pour pouvoir être à même d'anticiper le sexisme et de promouvoir le racisme dans le même temps.

2.4.3 Le contexte étatsunien : un nationalisme blanc en pleine recrudescence

Dans le contexte étatsunien, à partir des années 2000, le nationalisme blanc connaît une résurgence (Main, 2018; Rauline, 2022; Dussault, 2025) et la trajectoire des antiféminismes converge avec celles du racisme et de la suprématie blanche. « L'alt-right » vise à normaliser l'extrême-droite en ligne. Les femmes sont mises au cœur de cette entreprise et utilisent leur agentivité pour normaliser ces mouvements réactionnaires (Alestra, 2025). Elles saisissent

l'opportunité qui leur est offerte par les médias sociaux pour dédiaboliser les mouvements, fédérer autour d'enjeux similaires et rallier plus largement.

À partir des années 2000, les États-Unis ont connu plusieurs crises économiques, sociales et politiques telles que les attentats du 11 septembre 2001, la guerre en Irak de 2003 à 2011, la crise économique de 2008 et la récession, et des changements importants comme l'élection d'un président noir et l'augmentation de l'immigration (Main, 2018; Darby, 2020). Ces grands bouleversements ont contribué à une résurgence du suprématisme blanc et du discours identitaire depuis la fin de l'ère ségrégationniste dans les années 1960 (Main, 2018). La victoire historique du premier président noir, Barack Obama, en 2008, a contribué à redonner de l'espoir dans l'affirmation et l'émancipation de la population Afro-américaine, mais elle a dans le même temps engendré une réapparition des manifestations racistes et des violences envers la communauté Afro-américaine. Cette résurgence du suprématisme blanc aux États-Unis a été qualifiée par les chercheur·e·s de « white backlash »³⁷ ou de « whitelash » (réaction blanche), qui désigne l'opposition au militantisme et aux droits de la communauté afro-descendante.

Selon l'historien Francis Langlois (2021), trois courants principaux caractérisent l'extrémisme de droite américaine: le suprémacisme blanc, le fondamentalisme chrétien et l'idéologie anti-gouvernementale. Le suprématisme blanc fait référence au système historique, politique, social et économique, qui promeut l'idéologie de la domination des Blancs sur les Noirs (Mills, 1997). Trois dimensions le caractérisent : le racisme, le nativisme et le patriotisme (Langlois, 2021). Ce

³⁷ Le terme aurait été inventé par le commentateur de CNN Van Jones, mais la réalité qu'il décrit est très ancienne. En effet, après chaque avancée des mouvements pour les droits des Afro-Américains s'est ensuivi un retour de bâton important du suprématisme blanc. Au 19^e siècle, les *Jim Crow Laws* ont empêché la citoyenneté des Noirs à l'époque de la Reconstruction qui a suivi la guerre civile. Le mouvement pour les droits civiques des années 1950 et 1960 a été suivi de la montée de la Nouvelle droite sous le président Ronald Reagan. Le « white backlash » a connu une résurgence avec l'élection de Barack Obama, puis avec l'élection de Donald J. Trump comme président en 2016, qui a contribué à normaliser et à rendre acceptable le suprématisme blanc dans la sphère publique (Hewitt, 2005; Tesler et Sears, 2010, Hughey, 2014; Abrajano et Zoltan, 2015; Glickman, 2020; Lippard *et al.*, 2020).

système existe depuis la fondation des États-Unis (Mills, 1997). Le nationalisme blanc, en revanche, est un mouvement politique spécifique, né aux États-Unis à la suite des mouvements des droits civiques des années 1950 à 1970, dans le contexte de la décolonisation à l'échelle internationale et repose sur l'idéologie du suprémacisme blanc (Hawley, 2019)³⁸. Le mouvement s'est développé dans les années 1990 et cherche à établir un « white ethnostate » (un État composé de personnes blanches) et convaincre la majorité blanche qu'elle va devenir une minorité, en avançant des théories conspirationnistes, comme l'idée que le gouvernement encouragerait ce déclin, voire qu'il serait l'initiateur d'un « génocide blanc » (Daniels, 2018; Stern, 2019)³⁹.

À ces mouvances de l'extrémisme de droite pourraient être ajoutés l'antiféminisme et la pensée conspirationniste (Stern, 2019; Darby, 2020; Leidig, 2023). En effet, l'antiféminisme repose sur le sexisme et la misogynie et prône un retour au temps où les droits des femmes et des minorités étaient bafoués, ce qui concorde avec l'idéologie de l'extrême-droite (Hermansson et *al.*, 2020; Ribeiro et *al.*, 2021; Cousineau, 2021). Par ailleurs, la pensée conspirationniste a pris de l'ampleur dans les dernières années, notamment grâce à la multiplication de médias d'extrême-droite et à son utilisation accrue des médias sociaux (Miller-Idriss, 2022).

³⁸ Ce mouvement prône un retour en arrière, avant l'implantation de l'*Immigration and Nationality Act* (1952), qui révoque la National Origins Formula (1920) (qui visait l'homogénéité de la population en favorisant l'immigration du nord-Ouest de l'Europe) et du *Civil Rights Act* (1964) (qui garantit les droits civiques et qui met fin à la période ségrégationniste). Le développement du nationalisme blanc fait écho au concept de *backlash*, élaboré par des auteures féministes pour rendre compte du ressac antiféministe à la suite des révolutions sexuelles et féministes. Il renvoie de la même manière à une « réaction conservatrice à un mouvement social et politique progressiste » exercée par des groupes qui voient leurs privilèges menacés (Mansbridge et Shames, 2012, ma traduction).

³⁹ Contrairement au fémonationalisme (Farris, 2017), qui dénote un État fort qui promeut les droits des femmes à des fins nationalistes ou xénophobes, comme c'est le cas dans le discours du parti d'extrême-droite français le Rassemblement national (Della Sudda, 2022), la rhétorique nationaliste en contexte étatsunien se base plutôt sur une vision identitaire, selon laquelle les immigré·e·s remettent en cause l'identité chrétienne blanche européenne. Elle ne préconise donc pas l'intervention de l'État pour y remédier : au contraire, l'État est fortement disqualifié, ses politiques « libérales » étant perçues comme ayant causé l'augmentation du nombre d'immigrant·e·s et les mariages interraciaux (*Idem*). En ce sens, le nationalisme étatsunien est identitaire et libertarien et c'est ce que l'on retrouve dans le discours des femmes nationalistes blanches étatsuniennes (voir le troisième article de cette thèse à ce sujet).

2.4.4 L'apparition de « l'alt-right »

« L'alt-right » (la droite alternative) est la version la plus récente du nationalisme blanc. « L'alt-right » s'est reconstituée en réaction à l'élection d'un président noir, Barack Obama, à la tête des États-Unis en 2008, l'arrivée de ce président symbolisant l'arrivée d'un « nouvel ordre mondial ». Le terme « alt-right » a été inventé par le suprématiste blanc Richard Spencer et fait partie de cette entreprise de normalisation par le nationalisme blanc : « l'alt-right » adopte un registre et des stratégies discursives visant l'acceptabilité sociale du suprématisme et du nationalisme blancs (Hawley, 2017). Le terme serait lui-même une tactique de camouflage par les nationalistes blancs qui prétendent qu'il s'agit d'une alternative au nationalisme blanc ou de sa reconversion et cherchent à se présenter comme une alternative au conservatisme traditionnel et au « système » (Aoun et Morin, 2021). Les chercheur·euses déconstruisent ce mythe, en montrant que des groupes identitaires de « l'alt-right » comme *Identity Evropa*, *Proud Boys* et *The Traditionalist Workers* s'inscrivent directement dans la lignée des groupes de haine plus anciens comme les *Aryan Nation*, *Blood and Honor*, *Storm front* et le *Ku Klux Klan* (Blee, 2018), tous engagés autour de la promotion d'une culture blanche et d'un État blanc (Mirlees, 2018).

Toutefois, si à l'origine le suprématisme blanc prônait la notion de « supériorité de la race », il convainc désormais plutôt avec l'idée de « racisme anti-Blancs » ou de « majorité opprimée », qui serait représentée par les personnes blanches (Bax, 2018). Ainsi Dussault (2025) analyse les stratégies discursives utilisées par les leaders nationalistes blancs étatsuniens (des hommes) sur le compte X/Twitter durant la présidence de Barack Obama et le premier mandat présidentiel de Donald J. Trump. Elle constate que ces acteurs s'y approprient le discours antiraciste et s'y victimisent, affirmant que les politiques de discrimination positive seraient en fait de la discrimination raciale contre les Blancs et se plaignant de ne pas pouvoir revendiquer le droit d'être fiers d'être blancs sur les réseaux sociaux, évoquant le droit de célébrer la « white pride » au même titre que la « black pride » ou la « LGBTQIA+ pride ».

La dynamique de « white backlash » a été visible aux États-Unis lors du rassemblement de néonazis *Unite the Right* à Charlottesville en 2017, organisé principalement sur les réseaux en ligne. Les manifestant·e·s étaient initialement venu·e·s s'opposer au déboulonnement, par les autorités, de la statue du général confédéré Robert E. Lee. Le jour suivant, des suprématistes blancs les ont rejoints et scandaient, flambeaux à la main⁴⁰, « vous ne nous remplacerez pas » et « les Juifs ne nous remplaceront pas ». L'événement tourne au drame lorsqu'un militant fonce dans la contre-manifestation antiraciste et tue une des manifestantes en plus de blesser des dizaines de personnes (Dussault, 2018). Trump évite de condamner l'extrême-droite, déclarant qu'« il y avait des bonnes personnes des deux côtés » (Drobnic et Holan, 2017). Ces contre-mouvements légitimés par Trump lors de sa première présidence ont continué d'exister dans les années suivantes, comme en témoigne l'attaque du Capitole en 2021 en réponse à l'élection de son opposant Joe Biden, où des suprématistes ont envahi le Capitole pour contester le résultat des élections et dans le même temps les fondements de la démocratie libérale. Cette attaque, qui s'est soldée par la mort de policiers, est considérée comme une victoire pour ces suprématistes, car elle leur a permis de gagner en visibilité mais aussi de recruter de nouveaux membres (DiMaggio et *al.*, 2024).

Ainsi la « droite alternative » étasunienne va plus loin que le conservatisme. Elle est constituée de jeunes nationalistes blancs qui rejettent le conservatisme et le néolibéralisme, qui cherchent à « démanteler l'"establishment" républicain et démocrate » (Mirrlees, 2018, p. 51) et à créer un État blanc (*white ethnostate*) (Stern, 2019) qui ferait en sorte que « toutes les institutions de la société seraient tenues de sécuriser les droits de l'homme » (avec un petit h) et de « promouvoir les valeurs d'une culture européenne blanche idéalisée » (Mirrlees, 2018, p. 51). Ses adeptes sont à charge contre les mouvements progressistes plus généralement, ou contre ce qu'ils appellent les « wokes » ou « l'idéologie woke ». Ils dénoncent le féminisme et la libération des femmes, au

⁴⁰ Imitant ainsi le répertoire d'action du Ku Klux Klan.

motif que ces mouvements « permettraient aux femmes de faire des choix, ce qui les rendrait moins susceptibles de se marier, d'avoir des enfants et de perpétuer la race blanche » (Anti-Defamation League, 2018, p. 7). À titre d'exemple, l'organisation *Proud Boys*, créée en 2016 par Gavin McInnes, se définit comme un groupe masculin exclusivement réservé aux « Western chauvinist men », c'est-à-dire aux hommes qui valorisent l'antiféminisme et la suprématie blanche (Anti Defamation League, 2018). Il s'appuie aussi sur une idéologie néolibérale et anti-gouvernementale. Son slogan : « Nous glorifions les entrepreneurs, nous vénérons la femme au foyer, nous chérissons la liberté d'expression, nous aimons nos armes » (Radio Canada, 2017, ma traduction). Les *Proud boys* cherchent à « défendre l'Occident » mais rejettent l'étiquette « d'alt-right », qu'ils jugent trop radicale. Le mouvement se fait connaître en 2020 lorsque le président Donald Trump, appelé à condamner le groupe qui a mené des actions violentes lors du rassemblement néo-nazi à Charlottesville, échoue remarquablement en leur demandant de « *stand back and stand by* » (« mettez-vous en retrait et tenez-vous prêts », ma traduction).

2.4.5 Des liens entre « l'alt-right » et la manosphère

Ainsi « l'alt-right » promeut l'idéologie du suprémacisme blanc, mais aussi celle de la suprématie masculine, comme en témoignent ses liens avec la manosphère (Marwick et Caplan, 2018; Ging, 2019; Barnes et Karim, 2025). Quatre groupes composent cette mouvance : les *Men's Rights Advocates* (MRAs), les *Men Go Their Own Way* (MGTOW), les *Pick Up Artists* (PUA), et les *Incels* (Involuntary Celibates) (Ging 2019). Née aux États-Unis dans les années 1970, la communauté des *Men's Rights Advocates* (MRAs) est la plus ancienne. Elle œuvre pour l'égalité pour les hommes, prétendant que les hommes sont désormais discriminés par les femmes et les féministes⁴¹. La communauté en ligne des *Men Go Their Own Way* repose sur l'idée que la société est gynocentrée

⁴¹ Le groupe transmet des fausses informations et nie des faits objectifs, en prétendant que les féministes exagéreraient au sujet de la violence conjugale et des accusations de viol. La communauté est très active en ligne et compte des sites comme *A Voice for Men*, où les MRAs se rassemblent pour discuter des enjeux entourant les « droits des hommes », ou *Return of Kings* qui promeut la misogynie.

et qu'en conséquence, les hommes devraient vivre séparément. Le *Southern Poverty Law Center* le catégorise comme groupe fondé sur l'idéologie de la suprématie masculine, ce qui est aussi le cas de la communauté des *Pick Up Artists*, un « mouvement d'hommes hétérosexuels qui cherchent à revaloriser la séduction envers les femmes de façon agressive, en exacerbant la masculinité dominante » (Han et Yin, 2022, p. 9). Enfin, les *Incels* sont un mouvement d'hommes « frustrés de ne pas obtenir de partenaire sexuelle, reprochant aux femmes leurs échecs personnels et leur solitude en tant qu'hommes » (*Idem*). Ce qui se dit dans la manosphère entraîne de graves conséquences hors ligne, qui peuvent aller jusqu'à des attentats terroristes antiféministes (Valenti, 2014; Vestrheim, 2025)⁴². La manosphère s'associe à la fachosphère, soit le réseau de partisans de l'extrême-droite sur internet, et « représente un foyer pour l'extrémisme de droite et le suprématisme blanc » (Waldispuehl, 2022, p. 50).

Ainsi les médias sociaux permettent l'organisation de communautés antiféministes, que ce soit au sein de la manosphère (Marwick et Caplan, 2018; Ging, 2019; Barnes et Karim, 2025) ou dans des campagnes numériques, comme la campagne #Tradwife (voir le troisième article de cette thèse). Bien que l'antiféminisme en ligne ait existé depuis l'arrivée de l'internet (Blais et Dupuis-Déri, 2022), le phénomène a connu un regain avec l'arrivée des médias socionumériques et la mobilisation accrue des féministes qui y dénonçaient le sexisme et les violences sexistes et sexuelles, comme dans le mouvement féministe mondial #MeToo (Ging, 2019). Ainsi, à partir de 2017, des contre-mobilisations antiféministes comme #HimToo ou #NotAllMen sont apparues, ainsi que des mobilisations mêlant misogynie et antiféminisme (Clermont-Dion, 2022; Waldispuehl, 2022)⁴³. Le procès de l'acteur étatsunien Johnny Depp en 2022 face à son ex-compagne Amber Heard qui l'accusait d'agressions, en témoigne: celle-ci avait été violemment accusée dans des campagnes en ligne, comme #justiceforjohnnydepp, #johnnydeppisinnocent ou

⁴² L'auteur d'un attentat à la voiture Bélier de Toronto en 2018, qui a tué plusieurs femmes, se réclamait de la tendance des *Incels*. Il déclarait dans une vidéo qu'il a diffusée sur Youtube : « ce n'est pas juste... Je ne sais pas pourquoi vous les filles n'êtes pas attirées par moi, mais je vais toutes vous punir pour cela ».

⁴³ Notamment dans le cadre des communautés en ligne, à l'instar des sites de jeux vidéo tels que jeuxvideo.com, des sites d'opinion comme Reddit.com ou des sites de divertissement comme 9gag.com

encore #Amberturd (« Amber est une merde ») (Ronfaut, 2022). Dans sa thèse de doctorat, Elena Waldispuehl analyse plus particulièrement les conséquences des cyberviolences sur les trajectoires individuelles de militant·e-s féministes en France et au Québec, en s'appuyant sur la notion de continuum en ligne et hors ligne. Elle identifie les stratégies que les contre-mouvements antiféministes utilisent en ligne dans le but de recruter, créer des dommages, démobiliser et neutraliser les féministes. Elle montre qu'il est nécessaire d'ajouter à ces stratégies celle de l'épuisement des féministes sur le plan personnel. En effet, des tactiques comme le trolling⁴⁴, les raids numériques⁴⁵ et la cybersurveillance participent d'une forme de répression des féministes et les cyberviolences en général sont utilisées comme des armes politiques (Waldispuehl, 2022) dans un contexte de *backlash* antiféministe en ligne et hors ligne. La montée de la manosphère s'accompagne également d'attentats terroristes visant des femmes, comme en témoigne l'attentat à la voiture bélier à Toronto en 2018 commis par un homme masculiniste Incel (Agence France Presse et La Presse Canadienne, 2021). Pourtant, en dépit de ces actes terroristes, les auteurs Barnes et Karim (2025) affirment qu'en 2025, encore trop peu d'attention est accordée par la science politique à la violence politique des groupes antiféministes de la manosphère, à la menace terroriste qu'ils représentent et à leur capacité de nuire aux femmes, aux féminismes et à l'égalité de genre dans nos sociétés.

2.4.6 Vers une « intersectionnalité des haines »

Ainsi, à partir des années 2010, les antiféminismes s'associent de plus en plus avec des mouvements réactionnaires d'extrême-droite. C'est ce qu'analyse Christine Bard en 2019. En examinant 1 367 articles abordant les sujets traitant des femmes, des questions de genre et de

⁴⁴ Trolling : « usurpation d'identité par la création de faux profils ou comptes dans le but de déranger, de dénigrer ou de causer des dommages au sein d'une communauté en ligne » (Waldispuehl, 2022, p. 281).

⁴⁵ Raids numériques : « actions répétées, groupées et concertées de cyberharcèlement contre un individu ou un ensemble de personnes. Cette forme de cyberviolence peut également être le fait d'inciter ses abonné·e-s à s'en prendre à une personne donnée (*Idem*).

sexualité publiés dans l'hebdomadaire d'extrême droite français *Minute*, elle constate qu'une convergence entre différentes formes de haine s'y déploie :

à l'instar d'un féminisme qui promeut les luttes intersectionnelles, *Minute* pratique l'intersectionnalité des haines, en associant « féminisme », « homosexualisme », « islamisme » et « immigrationnisme », l'idéal étant de dresser ces combats les uns contre les autres (Bard, 2019, p. 202).

Ainsi les travaux plus récents sur l'antiféminisme mettent en évidence le parallèle selon lequel « les haines sont souvent conjuguées » (Bard, 2019, p. 202), c'est-à-dire que l'antiféminisme converge avec la lesbophobie, la transphobie, l'islamophobie, le racisme (Browne, 2016; Bard, 2019; Mirlees, 2018; Dupuis-Déri, 2024). La notion « d'intersectionnalité des haines » est calquée sur le paradigme de l'« intersectionnalité », issu des États-Unis (Crenshaw, 1989, Hill Collins, 1991), qui met de l'avant une imbrication des oppressions de genre, de classe, de race, puis d'orientation sexuelle, de handicap ou de religion⁴⁶. Ces intersections caractéristiques de l'antiféminisme contemporain prendraient racine dans une « pensée de la décadence » de l'Occident (Bard, 2019), qui nécessiterait un retour à un mythique « âge d'or » où les rôles sociaux, raciaux et genrés étaient figés. Le terme aurait été utilisé pour la première fois aux États-Unis par l'intellectuel afro-américain Rembert Browne dans l'article « How Trump Made Hate Intersectional » (2016), paru dans le *New York Times* au lendemain de l'élection de Donald Trump, le 8 novembre 2016. Browne cherchait à analyser comment la droite alternative (« alt-right ») était parvenue à rassembler divers courants populistes porteurs de discours de haine pour soutenir le candidat à la présidence de l'époque, Donald J. Trump. Il affirmait que Trump avait remporté les élections « en rendant la haine intersectionnelle. Il a encouragé les sexistes à être également racistes et homophobes, en plus de dire en public des choses abjectes au sujet des

⁴⁶ La notion d'intersectionnalité a été élaborée par la juriste afro-américaine Kimberley Crenshaw en 1989 et les féministes noires aux États-Unis pour rendre compte de la réalité des oppressions que vivent les femmes Noires, façonnées notamment par le racisme, le sexisme et le classisme. Elles montrent que ces systèmes d'oppression s'imbriquent entre eux et qu'il n'est donc pas possible de réaliser une analyse des systèmes de domination individuellement, en silo, sans prendre en compte les autres systèmes avec lesquels ils interagissent.

immigrants, et en ligne au sujet des Juifs » (Browne, 2016). Le président Trump a en effet grandement contribué à la normalisation des idéaux réactionnaires aux États-Unis, depuis sa première élection en 2016.

Le rapport de l'Organisation des Nations Unies (Lennon, 2025) note que la manosphère a réalisé une forte expansion en ligne dans les dernières années et alerte sur la capacité des médias sociaux à propager les idées antiféministes et réactionnaires. La logique des algorithmes en particulier ont pour effet de normaliser la misogynie et de la rendre acceptable aux yeux du grand public. En effet, les algorithmes personnalisent les contenus, créent des bulles informationnelles et des dynamiques de chambre d'écho qui favorisent la polarisation idéologique et la radicalisation (Nagle, 2017; Sunstein, 2018). Tufekci (2018) et Ribeiro et *al.* (2020) montrent par exemple que l'algorithme de YouTube pousse les membres utilisateurs vers du contenu toujours plus extrême, mais de façon graduelle, grâce à la structure des plateformes comme les recommandations ou les contenus similaires qui favorisent un glissement ou une « radicalisation douce » (Ribeiro et *al.*, 2020). Ainsi plusieurs chercheur·e·s (Hermansson et *al.* 2020; Christou, 2020; Ribeiro et *al.*, 2020; Cousineau, 2021; Mamié et *al.*, 2021; Weiss et *al.*, 2024) ont montré que le sexisme, la misogynie ou l'antiféminisme agissaient souvent comme porte d'entrée dans les mouvements d'extrême-droite en ligne. Le terme « alt-right pipeline » (Das, 2023), la « tunnelisation » est parfois utilisé pour décrire le processus par lequel des individus sont progressivement exposés et radicalisés vers l'extrême droite via des contenus antiféministes de la manosphère : les utilisateurs·trices des médias sociaux qui s'intéressent au contenu misogyne ou masculiniste en viendraient souvent à adhérer à des thèses anti-immigration, nationalistes ou complotistes (Ribeiro et *al.*, 2020).

À ce propos, le sociologue Simon Copland (2023) examine les convergences idéologiques entre la manosphère et l'extrême-droite en étudiant les publications du forum de discussion masculiniste r/TheRedPill et le manifeste du tueur de l'attentat de Christchurch⁴⁷. Il montre comment la

⁴⁷ Les attentats de Christchurch sont une série d'attentats commis contre deux mosquées de la ville de Christchurch en Nouvelle-Zélande.

théorisation par les hommes de la manosphère sur la « féminisation de la société » comme menace contre la civilisation est cooptée par les activistes d'extrême-droite pour commettre de la violence ou des attentats terroristes contre les immigrant·e·s et en particulier contre les communautés musulmanes. L'idée selon laquelle la société aurait été féminisée constitue, selon l'auteur, le marqueur de connexion le plus important entre les deux communautés, qui construisent un discours de crise autour du genre, du déclin de la virilité et de la civilisation occidentale, supposément mises à mal par les féminismes, les rhétoriques sur la diversité et les valeurs progressistes. Ainsi, les deux communautés partagent des ennemis communs : féminismes, multiculturalisme, progressisme et les espaces en ligne constituent des lieux privilégiés de la formation, de la diffusion et de la circulation des idées antiféministes et réactionnaires. Dans cette thèse, le troisième article montre comment la campagne en ligne a priori antiféministe #Tradwife entretient des liens avec le nationalisme blanc étatsunien. Certaines de ses influenceuses sont en effet impliquées dans des organisations terroristes d'extrême-droite étatsunienne et mettent en avant des tropes antiféministes et nationalistes blanches mais de façon plus subtile, sur Instagram, permettant ainsi une « radicalisation douce » (Ribeiro et *al.*, 2020).

2.4.7 La promotion des antiféminismes d'extrême-droite dans les médias traditionnels

Cela dit, les nouveaux médias sociaux n'ont pas le monopole de la radicalisation. Dans les dernières années, les médias dits « traditionnels » ont également contribué à la dissémination des idées extrémistes de droite, comme en France, où le virage réactionnaire qu'ils opèrent apparaît de plus en plus évident. L'historien Mickaël Studnicki (2021) met en lumière le rôle prépondérant des médias audiovisuels dans la diffusion des idées réactionnaires et conséquemment, leur normalisation dans l'espace public. Il analyse comment les idéologues d'extrême-droite comme Alain Soral et Éric Zemmour ont pu bénéficier d'une tribune à la télévision à des heures de grande écoute entre les années 2000 et 2020 pour porter un discours masculiniste dénonçant une supposée « féminisation de la société ». Leurs discours s'inscrivent

dans une stratégie de revalorisation d'une masculinité considérée comme en déclin et menacée. Ces idéologues se portent à la défense d'un ordre genré hiérarchique qui est essentialisé, comme en témoigne l'ouvrage de Zemmour nommé *Le premier sexe*, publié en 2006, qui défend la suprématie du sexe masculin. De la même manière, le premier article de cette thèse, « Rhétoriques réactionnaires et antiféminisme en France : la controverse de l'écriture inclusive » (2021) met en lumière la façon dont certains médias de la presse et de la radio françaises mobilisent des stratégies discursives, comme celles de l'effet pervers des initiatives féministes et de la mise en péril de la civilisation pour présenter les revendications féministes comme exagérées, inutiles ou menaçantes. Ces procédés renforcent l'antiféminisme comme « contre-mouvement de pensée et d'action » (Bard, 2019) et contribuent à le légitimer dans l'espace public.

Dans les dernières années, les discours antiféministes s'arriment progressivement avec le discours « anti-woke »⁴⁸. Les médias audiovisuels participent à la construction de cet ennemi « woke », comme le magazine réactionnaire *Valeurs actuelles* et la chaîne de télévision CNews d'extrême-droite, qui se positionne comme la version française de la chaîne étatsunienne FoxNews (Labarre, 2024)⁴⁹. Elle martèle en effet les thématiques sécuritaires, identitaires, anti-islam et « anti-woke » (*Idem*). En 2016, elle est rachetée par le milliardaire français Vincent Bolloré et opère un virage réactionnaire à ce moment-là : Bolloré est accusé d'utiliser son empire médiatique pour peser dans la présidentielle de 2022 (Bacqué et Chemin, 2021). L'idéologue Éric Zemmour y est alors chroniqueur vedette jusqu'en 2021, soit un an avant d'être condamné pour la deuxième fois pour incitation à la haine raciale (Agence France Presse, 2022). La chaîne se fait régulièrement condamner à des centaines de milliers d'euros d'amende pour incitation à la haine

⁴⁸ En avril 2025, la prestigieuse maison d'édition française Presses universitaires de France fait paraître un ouvrage collectif qui fait la critique du « wokisme » intitulé « Face à l'obscurantisme woke », après avoir mis temporairement sur pause sa sortie sous la pression de plusieurs intellectuel·le·s et militant·e·s progressistes.

⁴⁹ Voir cette étude de Julien Labarre (2024) qui montre que les publics de FoxNews et de CNews ont les mêmes sensibilités idéologiques d'extrême-droite : Labarre, J. (2024). French Fox News? Audience-level metrics for the comparative study of news audience hyperpartisanship. *Journal of Information Technology & Politics*, 21(4), 510–527; Voir aussi une entrevue de l'auteur à ce sujet ici : « Le public de CNews est plus proche de celui de Fox News que d'aucun autre public de chaîne française » – Libération.

(Le Parisien, 2025). Pourtant, elle a connu une forte progression d'audience, au point de devenir en 2024 la première chaîne d'information de France (Sallé, 2024), son succès reposant sur le format d'opinion, la polarisation et une logique d'affrontements ainsi que des chroniqueurs vedette comme Éric Zemmour et Pascal Praud (Le Point, 2019).

En somme, dans cette section, j'ai montré que les antiféminismes se sont reconfigurés en contexte occidental depuis les années 1990, où un tournant « postféministe » a complexifié le *backlash* antiféministe: les femmes ont désormais intégré les acquis des féminismes, mais cette intégration est utilisée paradoxalement pour s'en distancier. À partir des années 2000, les antiféminismes se sont davantage associés au néolibéralisme et au conservatisme en mettant de l'avant un « féminisme de choix » néolibéral ou un « *empowerment* conservateur », ce qui donne une nouvelle visibilité aux femmes qui se mobilisent dans les mouvements antiféministes (Della Sudda, 2022). Ces manœuvres viennent brouiller les frontières avec les féminismes et les mouvements progressistes. À partir des années 2010, les antiféminismes se sont reconfigurés par leur convergence avec d'autres idéologies réactionnaires, comme celles du fémonationalisme et du nationalisme blanc et par leurs répertoires d'action : les antiféminismes se redéploient dans les espaces en ligne, bien qu'ils demeurent également très présents dans les médias audiovisuels traditionnels. Ainsi, la récente expansion de la manosphère (Lennon, 2025), l'augmentation de groupes haineux en ligne (Southern Poverty Law Center, 2025), la diffusion des idées réactionnaires par « l'alt-right » (Daniels, 2018) et les dynamiques de normalisation qu'elle met en œuvre (Darby, 2020; Leidig, 2023) ainsi que l'interconnexion entre divers mouvements de haine dans les espaces numériques (Hermansson et *al.*, 2020; Christou, 2020; Ribeiro et *al.*, 2021; Cousineau, 2021; Mamié et Ribeiro, 2021; Weiss et *al.*, 2024) alertent sur les dangers posés aux principes de la démocratie libérale tels que le multiculturalisme, le respect de la diversité et des droits humains.

Comme je l'ai évoqué, les femmes antiféministes et nationalistes participent à normaliser et à renforcer les discours et les mouvements réactionnaires. J'argumente qu'elles ont recours à une

agentivité politique au service de ces mouvements. Ainsi dans la prochaine section, je passe en revue les conceptualisations de l'agentivité en sociologie et en études féministes dans l'optique d'élaborer une conceptualisation de « l'agentivité réactionnaire » des femmes antiféministes.

CHAPITRE 3

L'AGENTIVITÉ

Dans cette section, j'examine les conceptualisations relatives à l'agentivité en sociologie et en études féministes. Je montre que l'agentivité s'inscrit dans un cadre qui présuppose une relation entre l'agent et la structure mais que dans le cas des femmes antiféministes, cette relation n'est pas transformatrice des structures : au contraire, elle vise à les renforcer. Cela m'amène à explorer la dimension « réactionnaire » de l'agentivité des femmes antiféministes.

3.1 L'agentivité en sociologie

Le terme *agentivité* a été popularisé par le sociologue britannique Anthony Giddens dans les années 1970. Dans les années 1970 et 1980, en Occident, d'autres sociologues, comme Pierre Bourdieu emploient la notion d'agentivité pour indiquer que « les façons dont les actions humaines sont liées aux structures sociales de façon dialectique et constitutive » (Ahearn, 1999, p. 12). En d'autres termes, les individus font la structure et la structure fait les individus et les actions sont toujours socialement situées. L'agentivité réfère ainsi à la capacité d'action du sujet, mais aussi à la contrainte dont dépend cette capacité. Ainsi l'agentivité se situe toujours dans un contexte social, historique, politique et culturel qu'il convient de prendre en compte pour analyser les actions des individus et au sein duquel les individus ont une marge de manœuvre (Bourdieu, 1980).

Toutefois, l'agentivité est parfois confondue avec la résistance aux structures de pouvoir (Ahearn, 1999), comme si l'agentivité des individu·e·s était toujours en soi transformatrice des structures. De fait, la notion aurait parfois été assimilée au « libre-arbitre » par des sociologues (*Idem*), qui considéraient que d'autres sociologues mettaient trop l'emphasis sur les structures, dans une optique déterministe, au détriment des agent·e·s et de leur capacité d'action (Szcepanik, 2013).

Bourdieu aurait lui-même alimenté la confusion dans sa théorie de *l'habitus* (1980), qu'il décrit par le fait que les structures sociales sont incorporées et s'impriment dans les têtes et dans les corps, si bien qu'elles façonnent durablement nos manières de penser, de sentir, de nous tenir dans l'espace social (Bourdieu, 1980). En effet, pour le sociologue, *l'habitus* acquis par les individus est vécu comme une évidence qu'il est difficile de percevoir et de questionner (*Idem*). Dès lors, d'autres approches sur l'agentivité ont cherché à revaloriser la capacité d'action des individus. Elles considéraient que dans le monde contemporain, en prenant compte la complexification de la société, les structures ne pouvaient plus « former » les individus. Ceux-ci pouvaient désormais se former de façon libre, volontaire et individuelle, en faisant des choix rationnels (Szcepanik, 2013). Cette rationalité individuelle soustraite aux forces sociales réfère au courant de l'« individualisme méthodologique », représenté notamment par des sociologues français comme Raymond Boudon (1992). Selon cette théorie, l'individu rationnel doit agir de façon stratégique, en faisant des calculs coûts/bénéfices pour maximiser ses propres intérêts (Boudon, 1992). Dans cette conception, les agent·e·s seraient certes motivé·e·s par les ressources dont il·elle·s disposent, mais peu ou pas par le contexte et les structures sociales qui contraignent ces choix.

La sociologue Sharon Hays (1994) réfute ces conceptualisations binaires et rappelle la relation d'interdépendance qui existe entre les structures sociales et les individus. Ainsi selon elle, l'agentivité peut être comprise de quatre façons, la notion de choix individuels y étant plus ou moins prégnante. Selon ce cadre, premièrement, les individus sont des agent·e·s en ce qu'il·elle·s sont les instruments des structures sociales. Deuxièmement, les individus font les structures en même temps que les structures font les individus. À travers les pratiques quotidiennes, les choix qui sont faits par les agents servent à créer et à recréer des structures en permanence. Troisièmement, les individus sont des agent·e·s dans la mesure où il·elle·s font des choix qui ont le potentiel de transformer les structures sociales. Quatrièmement, les individus sont des agent·e·s en ce qu'il·elle·s sont libres de toutes contraintes et peuvent complètement changer le monde social (Hays, 1994, p. 62).

Selon Hays, la première et la quatrième conceptions ne sont pas crédibles. La première est complètement structuraliste et annule la possibilité de changer les structures sociales, tandis que la quatrième est complètement volontariste et antisociale. En revanche, la deuxième et la troisième conceptions sont opérationnelles car elles sont basées sur le postulat d'un lien entre l'individu et la société. Hays fait référence à la deuxième conception comme « l'agentivité reproductrice des structures », et à la troisième, comme « l'agentivité transformatrice des structures » (Hays, 1994, p. 63-64). Dans cette thèse, je m'appuie sur la deuxième conception de l'agentivité proposée par Hays, c'est-à-dire l'agentivité reproductrice des structures ou du statu quo. Selon cette conception, les individus agissent, mais leurs actions ont pour effet de renforcer les structures existantes. Selon Giddens, « les propriétés structurelles des systèmes sociaux n'existent que dans la mesure où les formes de conduite sociale sont reproduites de façon chronique dans le temps et l'espace » (ma traduction, Giddens, dans Hays, 1994, p. 63). En ce sens, le capitalisme, l'État centralisé et les hiérarchies genrées et raciales sont tous des systèmes qui « requièrent la récurrence de formes d'interactions sociales » (*Idem*, ma traduction). Selon cette perspective, les choix que font les individus ont pour effet de reproduire les structures en place et les idéologies dominantes. Cela dit, les choix que font ces individus ne sont pas totalement déterminés : la structure sociale offre les conditions de possibilités de l'agentivité, mais d'autres possibilités d'action sont également virtuellement disponibles et l'agent-e pourrait ainsi exercer une forme d'agentivité pour agir différemment, pour prendre une autre voie au sein de la même structure.

Ainsi, l'agentivité se déploie sur un continuum allant de la reproduction structurelle à la transformation structurelle. S'inspirant de Giddens, Hays précise que ce continuum est « influencé par la profondeur et la durabilité de la forme structurelle en question, par le niveau de pouvoir détenu par ceux qui font les choix, et par le milieu culturel plus large dans lequel les choix sont faits » (Hays, 1994, p. 64, ma traduction). L'agentivité n'est donc pas « donnée à l'avance », mais influencée par trois éléments : les normes sociales, le pouvoir symbolique détenu par les acteur-trices et le contexte culturel (*Idem*). Selon ce modèle, dans le cas de l'antiféminisme, l'agentivité des antiféministes se produit grâce aux normes sociales

préexistantes, soit les normes inégalitaires liées au patriarcat, au capitalisme néolibéral, au racisme et à la suprématie blanche. Elle se produit par des acteur·trices qui détiennent un certain statut social, culturel, ou un pouvoir symbolique perçu comme tel par la société en tant qu'auteur·trices, philosophes, influenceur·euses, etc. Enfin, elle s'exerce par des idéologies à l'œuvre dans les sociétés, elles-mêmes influencées par la dynamique conflictuelle entre les mouvements sociaux et leurs contre-mouvements qui cherchent à les (re)définir, comme le féminisme et l'antiféminisme.

3.2 L'agentivité en études féministes et critiques

L'agentivité en études critiques (féministes, antiracistes et décoloniales) a été principalement pensée selon la troisième conception, c'est-à-dire comme transformatrice des structures. Par exemple, les révolutions, réelles ou symboliques, comme la révolution épistémologique qu'ont opérée les féminismes, sont des formes d'agentivité transformatrices de structures (sociales ou de pensée). L'agentivité des femmes a été théorisée en philosophie politique et en éthique féministes dans cette perspective (Meyers, 2014). En effet, dans la théorie féministe, affirmer l'agentivité des femmes s'arrimait à une reconnaissance de leur état de subordination dans la société (Avanza, 2019), dans l'objectif de transformer cet état de sujétion ou de subordination en *empowerment*. Ainsi, la notion d'agentivité (*agency* en anglais) réfère à la façon dont les sujets agissent malgré la contrainte : il réfère à « la capacité du sujet d'agir dans le monde » ; « la possibilité d'une action et d'une voix non subalterne » (Avanza, 2019, p. 16). Ainsi, l'agentivité désigne la capacité des individu·e·s à agir, à faire des choix et à exercer une influence sur leur vie et leur environnement, y compris dans des contextes marqués par des rapports de pouvoir ou des normes de genre oppressives.

Cela dit, la conception de l'agentivité par les féministes n'est pas monolithique : elle diffère selon les courants idéologiques des féminismes, qui accordent une importance variée à la structure ou au libre arbitre. Les courants marxistes du féminisme, par exemple, mettent de l'avant la grande

influence des structures et les « intérêts de classe ». Ces féministes s'inspirent du marxisme, c'est ce qui explique l'hypothèse par les féministes matérialistes et radicales de la « classe des femmes » comme classe dominée (Delphy, 1998, 2001; Guillaumin, 1992; Mathieu, 1991; Wittig, 2001). C'est aussi les cas des féministes radicales étatsuniennes (Firestone, 1970; Rich, 1976; MacKinnon, 1989; Dworkin, 1981, 1983), qui insistent sur les structures de l'oppression des femmes: la domination patriarcale, l'appropriation sexuelle, la violence, la pornographie, le contrôle reproductif. À l'inverse, les courants libéraux des féminismes, en particulier les courants étatsuniens (Okin, 1989; Paglia, 1990; Wolf, 1993; Hoff Sommers, 1994; Nussbaum, 2000) accordent une grande place aux droits individuels, à l'autonomie et la liberté. Cela se traduit par une valorisation de l'agentivité liée au libre arbitre, à la rationalité individuelle et au libre-choix, laissant beaucoup moins de place aux structures.

Dans *Feminism and the False Dichotomy of Victimization and Agency* (1995), Elizabeth Schneider fait la critique de la façon dont les discours féministes et juridiques tendent à opposer deux positions en ce qui concerne les femmes: soit elles seraient entièrement victimes (et donc dénuées d'agentivité), soit elles seraient des agentes autonomes, ce qui laisse de côté les contraintes structurelles comme la violence patriarcale ou la dépendance économique. Elle remarque que, dans les domaines des violences faites aux femmes, le viol, le harcèlement sexuel et la pornographie, les féministes se sont reposées sur un cadre théorique de la subordination des genres au sein duquel les femmes étaient principalement considérées comme des victimes. Selon l'autrice, cette conceptualisation était limitante puisqu'en présupposant les femmes comme des victimes inconditionnelles du patriarcat, les féministes ont eu tendance à occulter les efforts fournis par les femmes pour se protéger elles-mêmes, protéger les enfants et mobiliser des ressources pour survivre. À l'inverse, lorsque l'attention était portée exclusivement sur l'agentivité des femmes, les contraintes étaient évacuées. Par exemple, le fait de reprocher aux femmes de « ne pas partir » lorsque le conjoint est violent, portant l'attention sur l'autonomie, l'action et le contrôle individuels, fait fi des situations dans lesquelles les femmes ne peuvent tout simplement pas partir et des risques auxquels elles s'exposent si elles le font. En ce sens, l'attention exclusive portée sur l'agentivité de libre-choix peut avoir des effets antiféministes.

L'emphase sur la victimisation est tout aussi problématique selon Schneider. Dans les années 1980, des tensions internes au sein du mouvement féministe se structurent autour des questions sexuelles comme la pornographie ou la prostitution, et des féministes comme Catharine MacKinnon et Andrea Dworkin mettent l'accent sur la victimisation des femmes dans la sexualité, ce qui selon Schneider a pu avoir des effets tout aussi dangereux, ne laissant pas de place à l'agentivité sexuelle des femmes, par exemple en évacuant la notion de plaisir, et renforçant l'idée que les femmes sont passives ou fragiles. Cette conceptualisation a donné lieu à des critiques du féminisme par des autrices comme Naomi Klein, qui dépeignent alors « le » féminisme comme le « féminisme victimaire » (*victim feminism*) et proposent par opposition un féminisme de libre-choix, « le féminisme de pouvoir » (*power feminism*), qui reçoit alors une grande attention des médias. Or, cette revalorisation sans condition de l'agentivité a eu pour effet d'évacuer « la nature systémique de la subordination des femmes ainsi que les efforts des femmes à résister à cette subordination » (Schneider, 1995, p. 394, ma traduction). L'autrice ajoute que cela démontre également un manque d'empathie pour les femmes, « en particulier les femmes qui ne sont pas dans des situations où elles peuvent exercer un « féminisme de pouvoir » (*Idem*, ma traduction).

Schneider, quant à elle, réfute l'idée que ces positions soient mises en opposition, dans une perspective binaire. La victimisation seule évoque des stéréotypes autour de la passivité, à la pureté et à la protection des femmes, qui sont profondément ancrés dans les représentations sociales et culturelles sur les femmes. À l'inverse, l'agentivité inconditionnelle des femmes, qui repose sur les notions de choix et de responsabilité individuels, évoque un « monde composé d'individus atomisés, agissant seuls, sans contrainte des forces sociales, sans l'intermédiaire des structures sociales et des difficultés systémiques » (*Ibid.*, p. 396, ma traduction). Ainsi, Schneider plaide plutôt pour une imbrication des deux dimensions, soit la subordination et l'agentivité, qui coexistent dans les expériences des femmes de façon complexe et parfois ambiguë. En effet, les femmes ne sont pas des agentes libres dénuées de toutes contraintes, elles doivent plutôt naviguer à l'intérieur d'un système de contraintes.

Sue Clegg (2006) corrobore cette analyse. Elle soutient que de nombreuses théories féministes (notamment d'orientation poststructuraliste) ont eu du mal à articuler de façon satisfaisante la relation entre la structure et l'agentivité (*agency*): elles peuvent soit exagérer l'agentivité (en occultant les contraintes), soit exagérer les déterminations structurelles (en niant l'agentivité). Ce faisant, elle plaide pour un « réalisme critique », qui permet de penser l'agentivité dans le contexte historique qui fournit les conditions de possibilité pour les acteurs (individuels et collectifs). L'autonomie et l'action politique sont fonction de la contrainte des structures qui leur fournissent ses conditions de possibilité ou d'empêchement (Clegg, 2006). Cette perspective met en évidence la façon dont les structures de genre, de race ou de classe coexistent, s'imbriquent (ce qui est cohérent avec le paradigme de l'intersectionnalité (Crenshaw, 1989; Hill Collins, 1991), qui prend en compte les enchevêtrements des oppressions) et affectent l'agentivité des individus dans un contexte donné. Ainsi l'autrice propose d'adopter un « regard double », c'est-à-dire d'analyser comment les structures contraignent les agent-e-s, mais aussi comment les agent-e-s (les femmes ou d'autres groupes sociaux) travaillent, parfois subrepticement ou stratégiquement, à transformer, à contourner ou à résister à ces structures. Selon elle, cela ouvre la voie à un féminisme plus nuancé, qui est à même de penser la résistance, le changement, mais aussi la limitation ou la contrainte, plutôt qu'un féminisme fondé sur une vision binaire et dichotomique de « l'agent-e victime » vs « l'agent-e libre » (Clegg, 2006).

La perspective poststructuraliste de Judith Butler s'éloigne également de la perspective constructionniste du sujet qui serait extérieur au pouvoir, ou l'idée d'un sujet qui ferait face à des structures. Dans *Gender Trouble* (1990), Butler montre que la notion de liberté du sujet souverain fonde les théories libérales du contrat social. Or, selon Butler, il n'y a pas de sujet avant l'acte, le sujet se construit pendant l'acte par un processus performatif, c'est-à-dire qu'il est constitué par le pouvoir autant qu'il le constitue. En d'autres termes, nous nous opposons au pouvoir, mais nous en dépendons en même temps (que nous le voulions ou non). Cette reconceptualisation de l'agentivité est fondamentale : si le sujet ne préexiste pas à ses actes, l'agentivité ne peut être

entendue comme une agentivité libérale, c'est-à-dire de libre-choix ou de responsabilité individuelle. L'approche butlerienne de l'agentivité permet ainsi de prendre en compte l'agentivité des femmes conservatrices sans pour autant les qualifier de « féministes », ni occulter leur rôle dans la reproduction du statu quo.

Dans le même ordre d'idées, pour dépasser l'opposition entre subordination et résistance, qui n'est pas adéquate en ce qui concerne la posture des femmes antiféministes, la sociologue Sirma Bilge propose de repenser le concept d'agentivité à l'aune des théories poststructuraliste et intersectionnelle (Bilge, 2010). En étant intimement liée à l'idée de « résistance » face au pouvoir, l'agentivité libérale est homogénéisante et normalisante. La thèse de la subordination est cadrée comme étant l'antithèse de la résistance, laquelle serait l'*empowerment* néolibéral, qui présuppose un sujet autonome et non soumis aux contraintes. En d'autres termes, la subordination présuppose que les femmes conservatrices ne seraient ni plus ni moins que des victimes, alors que la résistance, dans son versant d'*empowerment* néolibéral, laisse entendre que les femmes conservatrices seraient en fin de compte des féministes. Les deux se basent sur la même conception problématique de l'agentivité, à savoir la capacité de se réaliser contre le poids des coutumes et des traditions: la théorie du choix rationnel, qui informe à la fois la conception libérale-humaniste et postcoloniale-émancipatrice, envisage le sujet comme extérieur au pouvoir et non comme contraint et produit en même temps par celui-ci.

3.3 Le problème de la dichotomie agente vs victime

Les conceptualisations dichotomiques de l'agentivité en termes binaires (victime vs agent-e) et les représentations des femmes comme des « victimes » inconditionnelles, nécessairement subordonnées et opprimées par le patriarcat, ont eu des impacts sur les conceptualisations par les féministes des femmes antiféministes et de leur agentivité. Ces conceptions ont parfois pu être biaisées ou lacunaires. En effet, les femmes antiféministes ont souvent été représentées comme des conservatrices arriérées, ignorantes de la lutte féministe ou dénuées de conscience

politique, dans la mesure où elles ne cherchent pas à transformer les structures ou à y résister. Susan Marshall (1997) observait à cet effet que la critique féministe avait eu tendance à détourner le regard de la question des femmes antiféministes, les identifiant à des conservatrices « arriérées », puisque celles-ci défendaient le maintien du statut traditionnel des femmes au sein de la sphère privée. Selon la chercheuse, cela a eu pour conséquence de renforcer l'interprétation commune selon laquelle le *backlash* par des femmes n'est que l'expression de femmes au foyer traditionalistes qui n'auraient pas de conscience politique. Elle souligne que cette interprétation rejoint celle des antiféministes à l'endroit des femmes, et qu'à ce titre, elle ne peut s'avérer en aucun cas productive pour la recherche féministe. Kathleen Blee (2002) abonde dans le même sens et relate que l'analyse des mouvements anti-ERA et anti-choix des études étatsuniennes d'avant les années 1990 étaient basées sur le postulat d'une vulnérabilité fondamentale des femmes, alors que les motivations des hommes étaient vues comme reliées à la défense de leurs privilèges et de leurs intérêts matériels. Enfin, Schreiber constate que « les chercheur·e·s adoptent souvent un cadrage réducteur des femmes conservatrices : elles manqueraient d'agentivité dans leurs choix » (Schreiber, 2008, p. 341, ma traduction). Elle précise qu'« au lieu de cela, ces chercheur·e·s devraient considérer les raisons qui poussent ces femmes à rejoindre des organisations conservatrices et à former des alliances avec des groupes qui sont opposés aux croyances et aux visions libérales et des féministes » (*Ibid.*, ma traduction).

À l'inverse, ces femmes sont parfois présentées comme autonomisées, « hyperagentes », en accord avec la notion de « power feminism », voire sont qualifiées de « féministes » (aujourd'hui le terme « choice feminism » est plus souvent invoqué par les antiféministes étatsuniennes), indifféremment de leur rôle dans la reproduction des structures conservatrices et réactionnaires. Ce cadre d'analyse est mobilisé fréquemment dans les médias aujourd'hui, à l'ère du capitalisme néolibéral qui met de l'avant le libre-choix et la responsabilité individuelle (Hache, 2007)⁵⁰ et

⁵⁰ Voir par exemple ici, où elles sont annoncées comme « l'autre mouvement des femmes », ce qui sous-entend une adéquation trompeuse avec le mouvement féministe : Cathy Young, *The Other Women's Movement – Foreign Policy*; sur le « féminisme » de la juge étatsunienne ultraconservatrice et anti-avortement Amy Coney

cette conceptualisation se retrouve dans la façon dont les femmes antiféministes refusent de reconnaître le statut de victime, car elles ne reconnaissent pas les inégalités et les discriminations comme étant (toujours) à l'œuvre dans nos sociétés hétéropatriarcales capitalistes⁵¹.

En somme, dans le premier cas, l'agentivité des femmes antiféministes est niée, dans le second, elles manifesteraient de l'agentivité sans condition, ce qui conduit à les surinterpréter comme étant féministes. Cette opposition binaire laisse transparaître un écueil autour de la conceptualisation de l'agentivité des femmes qui reproduisent le statu quo conservateur. Dès lors, il est nécessaire de penser l'agentivité des femmes antiféministes qui prenne en compte la relation de co-construction entre ces agentes et la structure, et sous l'angle de l'agentivité reproductrice, et non transformatrice, des structures et du statu quo. En effet, dans les mouvements et les idéologies réactionnaires, les femmes contribuent à renforcer le sexisme, le classisme, le racisme ou la suprématie blanche. Ainsi, leur agentivité est « réactionnaire » en ce qu'elle ne remet pas en cause le statu quo mais le renforce. Cette agentivité diffère radicalement de l'agentivité féministe, qui promeut l'autonomie, la liberté et les droits des femmes et de toutes les minorités, en particulier si ce féminisme comporte une perspective intersectionnelle.

Barrett : voir Erika Bachiochi, Opinion | Amy Coney Barrett: A New Feminist Icon - POLITICO, ou Katrina Trinko, Amy Coney Barrett: Some feminists think she is an enemy. Voir aussi cet article sur la campagne antiféministe #Tradwife (Sykes et Hopner, 2024), qui prend pour acquis que les *tradwives* s'inscrivent dans « le féminisme du choix » sans en faire la critique : « ce renoncement au féminisme dominant (...) peut être théorisé à travers les notions de « choice Feminism », une forme contemporaine de la théorie féministe qui offre la possibilité de choisir (...) le féminisme est considéré comme l'exercice de la capacité individuelle des femmes à faire leurs propres choix de vie, l'oppression étant considérée comme une incapacité à choisir. De ce point de vue, l'exercice du choix en tant qu'épouse et mère au foyer est tout aussi féministe que le féminisme d'une femme d'affaires carriériste » (ma traduction, p. 459).

⁵¹ Selon la logique du « postféminisme », les inégalités existaient par le passé mais ne sont plus d'actualité aujourd'hui. Dans ce discours, les antiféministes passent sous silence la façon dont ces inégalités ont été « éradiquées », ce qui révèle une des failles de leur argumentaire, car s'il n'y a « plus d'inégalités », c'est parce qu'il y a eu des féminismes qui ont connu du succès et qui ont gagné des batailles (Coste, 2007).

3.4 La dimension « réactionnaire » de l'agentivité des femmes antiféministes

L'agentivité diffère de l'*empowerment* ou de l'émancipation, théorisés en études féministes et critiques. Comme je l'ai relevé dans la section précédente, l'agentivité suggère une relation dialectique entre l'agent·e et la structure, si bien que l'agent·e peut rechercher des compromis ou des adaptations à l'intérieur de ces structures oppressives. L'agentivité fonctionne donc dans les interstices du pouvoir. L'*empowerment*, en revanche, implique une rupture marquée avec les structures de domination et d'oppression, et non une adaptation avec celles-ci. Dès lors, il serait un contresens d'évoquer l'*empowerment* ou « l'émancipation » des femmes antiféministes, qui sont davantage à la recherche de compromis à l'intérieur du système patriarcal ou qui mettent en œuvre des stratégies pour s'y adapter.

Ainsi les groupes dominés dans la société cherchent à compenser leur état oppressif en consolidant leur position individuelle privilégiée qui leur confère des bénéfices (Alestra, 2025). Selon la chercheuse féministe Alestra, c'est ce qui pousse certains hommes noirs à soutenir une cause raciste, ou certain·e·s gays et lesbiennes à soutenir des structures transphobes ou hétéronormées dans le but de paraître « respectables » et socialement acceptables : « ces individus cherchent à compenser la marginalisation liée à leur homosexualité en consolidant leur position au sein de l'ordre cishétéronormé, gagnant en légitimité personnelle au prix de la solidarité intercommunautaire » (Alestra, 2025, p. 96). De la même manière, les femmes se négocient la meilleure place, ou la plus belle part du gâteau dans le système : « ces groupes occupent une position ambivalente, ils sont à la fois suffisamment proches des centres du pouvoir pour en tirer parti et suffisamment éloignés pour y rester subordonnés » (2025, p. 95). La chercheuse cite les femmes blanches nationalistes qui sont « à la fois marginalisées par l'hétéropatriarcat et avantagées par leur position raciale » (*Idem*).

Ainsi, les femmes antiféministes ne se contentent pas de « reproduire » ou de conforter les structures oppressives ou le statu quo inégalitaire. Elles le *renforcent* au détriment d'autres

groupes plus marginalisés qu'elles. C'est ce que j'entends par le terme « réactionnaire » : les femmes antiféministes, en particulier celles qui tiennent un discours public, mettent en œuvre des stratégies, de façon plutôt consciente et volontaire, pour préserver leurs privilèges qui dépendent de l'invisibilisation, de la discrimination ou de l'exclusion d'autres femmes et d'autres groupes sociaux et raciaux. Alestra souligne les risques de ce genre de stratégies individualistes et de court terme : « ce choix repose sur un équilibre précaire : en s'alignant sur une idéologie qui repose sur l'exclusion, ils risquent à terme d'en devenir eux-mêmes les cibles, une fois la menace désignée déplacée » (*Idem*).

En ce sens, ces calculs opportunistes individuels pour se conformer à la norme oppressive sont l'inverse de ce en quoi consiste l'*empowerment* féministe, c'est-à-dire l'émancipation sur le plan collectif et la remise en cause profonde des systèmes de domination. Ainsi, si ces stratégies permettent d'obtenir des gains personnels, comme la reconnaissance, le pouvoir, la légitimité dans un parti ou un mouvement social ou encore des privilèges, ces gains sont de court terme car le système finit par les rattraper. Ainsi, en accord avec les perspectives de Schneider (1995) et de Clegg (2006), j'avance que ces femmes sont contraintes par ces mêmes structures. Le statu quo conservateur qu'elles agissent pour conforter, tel que le patriarcat, les contraignent et les limitent en tant que femmes car leur position stratégique antiféministe pour paraître « respectables » ne les exempt pas d'être touchées par le sexisme ou la misogynie.

CHAPITRE 4

PERSPECTIVES HISTORIQUES ET SOCIOLOGIQUES DU CAS DES FEMMES ANTIFÉMINISTES

La revue de littérature de cette recherche a permis d'aborder les définitions de l'antiféminisme contemporain et leur typologie en contexte occidental. Les concepts de l'antiféminisme offrent des perspectives complémentaires sur les dynamiques à l'œuvre dans la constitution des contre-mouvements antiféministes, les motivations de ses acteurs·trices, leurs discours et leurs répertoires d'action. La littérature a mis en lumière la logique conservatrice amenée par les contre-mouvements antiféministes, qui sont animés par une volonté de conservation de privilèges et du pouvoir. De plus, la littérature sur les contre-mouvements et le concept de *backlash* sont étroitement liés aux travaux sur les antiféminismes. En effet, les contre-mouvements s'organisent en réaction aux mouvements progressistes, en utilisant la coercition, et dans le but de restaurer du pouvoir ou des privilèges que les antiféministes estiment avoir perdus (Mansbridge et Shames, 2012).

Comme je l'ai mentionné, la littérature historique et sociologique sur les antiféministes s'est davantage concentrée sur les oppositions masculines ou politiques aux féminismes. Le phénomène de l'antiféminisme exprimé par des femmes y a longtemps été perçu comme paradoxal, y compris par la recherche féministe (Bard, 2019), qui a cherché à comprendre l'engagement de ces femmes qui semble contre nature, ou contraire à leurs intérêts. Les thèses explicatives des femmes antiféministes fournies par la littérature en études féministes, en socio-histoire et en sociologie politique, abordées dans la prochaine section, permettent d'évaluer en quoi l'antiféminisme au féminin relève d'un paradoxe ou, au contraire, d'une certaine rationalité.

4.1 Les féministes matérialistes françaises : « fausse conscience » et « haine de soi »

L'idée du « paradoxe » de la position des femmes antiféministes est sous-tendue par la notion que les femmes sont opprimées et subordonnées au sein du patriarcat et qu'en ce sens, elles ne disposent pas de l'agentivité nécessaire pour transformer cet état de subordination en *empowerment*.

Les premières analyses de la question des femmes antiféministes recensées ont été fournies par les féministes matérialistes françaises au cours des années 1970. Comme je l'ai mentionné dans la section sur l'agentivité, ce courant des féminismes accorde une place plus importante aux structures et au système qu'aux marges de manœuvre qui sont disponibles pour les femmes à l'intérieur de ce système. Ainsi ces féministes sont animées par la volonté d'élaborer une critique de la domination patriarcale. Le concept de « patriarcat » a été développé par la sociologue Christine Delphy, qui lui a conféré le sens de « système, d'état de domination masculine » (Delphy, 1975). Le patriarcat conditionne l'oppression des femmes et leur domination.

Pour se réapproprier le statut de sujet politique, les femmes doivent d'abord prendre conscience de l'oppression qu'elles vivent en tant que femmes, qui constituent une classe de sexe au sein du patriarcat. Les féministes marxistes reprennent le concept de « classe » du marxisme pour forger celui de « classe de sexe » et arguer qu'il existe une appropriation de la classe des femmes par la classe des hommes : ce ne sont pas seulement les hommes qui sont propriété du capital : les femmes sont également propriété de la classe des hommes, et vivent conséquemment une « oppression spécifique » (Guillaumin, 1978). Cependant, elles reprochent aux marxistes d'avoir subordonné la lutte de l'oppression des femmes à la lutte anticapitaliste. En effet, pour les marxistes, l'oppression des femmes est secondaire par rapport à l'oppression des ouvriers : ainsi, le patriarcat disparaîtrait de lui-même une fois le capitalisme aboli.

La classe bourgeoise occulte l'exploitation et les intérêts de classe inhérents aux rapports sociaux de classe. De cette occultation résulte une « fausse conscience » par la classe dominée, qui endosse l'idéologie de la classe dominante, de sorte qu'elle n'est pas en mesure de percevoir ses intérêts propres qui sont en contradiction avec ceux de la bourgeoisie (Eyerma, 1981). Selon les

féministes matérialistes françaises, la conscience de genre n'est donc pas donnée de par la situation ou la position que l'on occupe dans le système, mais atteinte, et elle implique de se reconnaître comme groupe social opprimé, le sujet de la lutte féministe contre le patriarcat :

la prise de conscience, le "devenir féministe" n'est pas une Pentecôte soudaine et brutale ; la conscience n'est jamais acquise en une fois et une fois pour toutes ; c'est un processus long et jamais terminé, douloureux de surcroît, car c'est une lutte de tous les instants contre les "évidences" : la vision idéologique du monde, et contre soi » (Delphy, 1975, p. 35).

La « fausse conscience » sert les intérêts du patriarcat et nuit à la lutte féministe. En vertu de cette fausse conscience, les femmes ne s'envisagent pas comme groupe social opprimé et ne peuvent donc pas lutter pour la libération de la classe des femmes. Ainsi dans un texte de 1977, « Nos amis et nous : Fondements cachés de quelques discours pseudo-féministes », Delphy écrit :

Quelles que soient leurs "opinions", les femmes sont opprimées. Leur antiféminisme étant a) un obstacle à la prise de conscience de leurs intérêts objectifs et b) plus directement le reflet de leur oppression dans leur subjectivité — est donc l'un des moyens du maintien de cette oppression (Delphy, 1977, p. 35).

Ainsi, les femmes sont confrontées à une contradiction entre la supériorité de la lutte des classes, selon la vision marxiste, et leur position de subordination dans le patriarcat. Cela entraîne un sentiment de culpabilité qui les amène à détester les femmes de la classe supérieure, bien qu'elles en fassent parfois partie elles-mêmes. Delphy (1977) analyse ainsi cette situation au prisme de la « haine de soi », laquelle serait déclenchée par des mécanismes patriarcaux :

L'antiféminisme des femmes diffère radicalement de l'antiféminisme des hommes; il lui est même diamétralement opposé. Ce qui est racisme chez l'opprimeur est haine de soi chez l'opprimée (...) Tandis que l'antiféminisme des hommes fait partie de l'oppression exercée, l'antiféminisme des femmes fait-il partie de l'oppression

subie (*Ibid.*, 35).

Delphy souligne que, puisque les personnes opprimées ne réalisent pas qu'elles le sont, les femmes qui s'opposent au féminisme sont des adversaires, mais jamais des « ennemies ». Le féminisme doit contribuer à la libération de toutes les femmes.

les féministes ne peuvent en aucun cas considérer sur le même pied les hommes antiféministes et les femmes antiféministes, ni même appeler ces dernières des "ennemies". Elles ne sont pas séparées de nous [les féministes] par des intérêts objectifs mais par une fausse conscience (*Ibid.*, p. 35).

Ainsi, bien qu'elles ne considèrent pas les antiféministes comme des « ennemies », les matérialistes opèrent une distinction de nature entre d'un côté les femmes qui agissent par la résistance – les militantes féministes et les lesbiennes (Wittig, 1992) (les sujets politiques du féminisme) – et, de l'autre, celles qui ne luttent pas pour leur libération et collaborent avec le système patriarcal : les femmes antiféministes. L'absence de lutte contre l'oppression, qui résulte de la fausse conscience, équivaut à une position antiféministe en tant qu'elle ne mène pas à la résistance à la domination patriarcale. Dès lors, la notion de « fausse conscience » laisse sous-entendre qu'il ne pourrait y avoir d'autres formes d'agentivité que celle reliée à l'implication dans le mouvement féministe. Selon cette conception, les femmes qui sont antiféministes luttent effectivement *contre* leurs propres intérêts, ce qui peut sembler paradoxal.

De plus, l'analyse des féministes matérialistes françaises, et radicales étatsuniennes (examinée dans la section suivante), repose sur le postulat d'une dichotomie entre la structure et l'agentivité : la structure détermine les individus, qui disposent de peu ou pas de marge de manœuvre. Ces analyses donnent l'impression d'un universalisme de la « condition » féminine, lequel est caractérisé par un état de subordination. Les femmes y sont envisagées de façon monolithique et homogène, sans prise en compte de leur position dans les rapports de pouvoir ni du contexte

historique, culturel et politique. Ces positions ne prennent pas en compte la complexité des vécus des femmes et leur position, parfois stratégique, dans les rapports de pouvoir pour survivre, se conformer, ou « résister » au patriarcat, ou en d'autres termes, leurs marges de manœuvre à l'intérieur même du patriarcat.

4.2 Les féministes étatsuniennes : la « résistance passive » au patriarcat

Les analyses subséquentes fournies par des féministes radicales étatsuniennes dans les années 1980 et 1990 (Dworkin 1983; Ginsburg, 1984; Marshall, 1985, 1991; Mansbridge, 1986) reposent également sur l'idée que les femmes sont opprimées. Elles revalorisent certes une forme d'agentivité des femmes conservatrices, mais considèrent que cette agentivité est passive : ces femmes sont complices d'un système au sein duquel elles ne font que se conformer. Selon cette perspective, les femmes antiféministes ne sont pas dépourvues d'agentivité ni motivées par une « haine de soi », mais elles se plient aux règles masculines en échange d'une protection au sein du patriarcat. Les femmes qui s'engagent dans la Nouvelle droite dans les années 1980 aux États-Unis sont en effet décrites par plusieurs autrices (Spretnak, 1982; Pohli, 1983; Dworkin, 1983) comme manipulées par les hommes du mouvement, c'est-à-dire comme manquant d'agentivité. Ces femmes n'agiraient pas dans leur propre intérêt, et à ce titre, elles ne seraient que des « laquais au service des hommes » (Dworkin, 1983, dans Blakely, 2008, p. 29, ma traduction), « un troupeau soumis à un lavage de cerveau » (Radl, 1983, dans Blakely, 2008, p. 29, ma traduction) ou les « auxiliaires d'une élite conservatrice » (Kaminer, 1996, dans Blakely, 2008, p. 29, ma traduction). Dès lors, le « réveil » féministe serait nécessaire pour se libérer du joug de la fausse conscience. L'implication dans les Églises évangéliques à cette époque n'est pas considérée comme un choix conscient ni comme une politisation, alors que c'est le lieu où beaucoup de femmes créent des réseaux de socialisation et de politisation et acquièrent des compétences organisationnelles importantes.

Dès lors, dans *Les femmes de droite* (1983), Andrea Dworkin reprend à son compte la perspective sur la fausse conscience et argumente que seul l'engagement politique dans le féminisme permet aux femmes d'exercer une véritable agentivité politique. Son analyse intervient notamment dans le contexte de la mobilisation conservatrice menée par Phyllis Schlafly contre l'*Equal Rights Amendment* aux États-Unis dans les années 1970 et 1980. Dworkin étudie les personnalités étatsuniennes qui soutiennent des mouvements conservateurs, antiféministes ou réactionnaires aux États-Unis, telles que Phyllis Schlafly, principale porte-parole de la campagne contre l'*Equal Rights Amendment* (ERA) ou Anita Bryant (miss Oklahoma), qui avait mené la campagne *Save Our Children* en 1977 pour abroger une ordonnance interdisant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle⁵².

Dworkin reconnaît que si les femmes de droite s'impliquent dans les mouvements conservateurs, parce qu'elles ont des bénéfices à y gagner en termes de protection et de sécurité. Elles se conforment au système dans l'objectif (illusoire) d'obtenir une protection individuelle. En effet, elles ne cherchent pas à changer le système, voire, parfois elles renforcent ses mécanismes de domination : Dworkin évoque le fait que ces femmes se montrent également souvent racistes et homo-lesbophobes.

Toutefois, à la différence des féministes, les femmes conservatrices antiféministes considèrent qu'il est vain et inutile de tenter d'abolir le système patriarcal. Elles considèrent les promesses de la gauche sur la possibilité d'exercer un emploi, ou de s'autonomiser en dehors du foyer, comme hypocrites, puisque sortir du foyer signifie s'exposer aux discriminations et au harcèlement sur le marché du travail. Les femmes de droite voient les féministes comme irrationnelles et impuissantes car elles sont, comme elles, en position de subordination :

⁵² S'appuyant sur des arguments religieux et moraux, elle associa l'homosexualité à une menace pour les enfants, suscitant à la fois le soutien des évangéliques, des militantes de la droite chrétienne évangélique et fondamentaliste, des femmes engagées dans les mouvements antiavortement et des épouses, mères et militantes conservatrices ordinaires.

Les femmes de droite regardent les féministes et voient des femmes : captives du même mur, victimes des mêmes crimes, des femmes pornographiées. Leur réaction à ce qu'elles voient n'est pas un sentiment de sororité ou de solidarité, c'est un sentiment autoprotecteur de répulsion. Les personnes sans pouvoir sont peu portées à miser sur d'autres personnes sans pouvoir. Elles ont besoin des puissants, surtout dans l'oppression de sexe parce que celle-ci est incontournable, omniprésente (*Ibid.*, p. 229).

Les femmes de droite imputent leurs difficultés au féminisme : elles considèrent que la révolution sexuelle, amenée par les féministes, les rend désormais davantage vulnérables à l'objectification et aux violences sexuelles. Dès lors, seule la droite traditionnelle est à même d'assurer à ces femmes un confort dans le système patriarcal, leur offrant une structure, un abri, la sécurité, des règles et l'amour. Or, selon Andrea Dworkin (1983), cette stratégie est vouée à l'échec car « les hommes respectent rarement leur part du marché, soit protéger [les femmes] contre la violence masculine » (p. 24, ma traduction). La droite traditionnelle exploite ces peurs. Elle propose comme alternative la chasteté, le mariage et la maternité. Le retour aux valeurs féminines, et non le féminisme, donnerait la possibilité (illusoire) de pouvoir échapper aux violences sexuelles. Il permettrait d'être reconnue comme ayant une grande valeur dans le monde à travers la maternité, alors que cette valeur serait dévaluée par l'avortement. En ce sens, le foyer, qui fournit une structure, un abri et un sentiment de sécurité, demeure le lieu par excellence des femmes conservatrices qui cherchent à composer avec le patriarcat.

Le mouvement profamille et anti-choix apparu dans les années 1980, peut être analysé selon ce prisme, c'est-à-dire comme une tentative désespérée de la part de femmes de réinstaurer des « bénéfices », comme la sécurité, au sein du système patriarcal. Dans le contexte étatsunien des années 1970, la réorganisation des sociétés industrielles amène des changements sociaux rapides, perçus comme une menace à la famille traditionnelle et aux rôles sociaux de sexe. Les mouvements pour les Droits civiques et les mouvements féministes et gay et lesbien sont en pleine effervescence. Les sphères domestique et professionnelle, auparavant clairement distinctes pour la classe moyenne, s'en trouvaient brouillées, ce qui aurait engendré une

confusion des rôles genrés, source d'angoisse (Steuter, 1992). Les femmes conservatrices, qui associaient à leur rôle d'épouse et de mère un certain prestige social, ont vu leur identité menacée par ces nouveaux mouvements progressistes (*Idem*). La Nouvelle droite, née dans les années 1980 sous la présidence de Ronald Reagan et fondée sur les valeurs fondamentalistes chrétiennes, exploite ces peurs d'abandon par les hommes ou d'agressions par les hommes. Ses leaders argumentent que les femmes ne peuvent pas vivre ou fonctionner de façon autonome sans les hommes, et qu'elles devraient bénéficier de leur soutien financier, au risque de finir dans la rue (Blakely, 2008). Les femmes qui sont dociles et soumises à leur époux et répondent aux besoins matériels et sexuels de ceux-ci seront épargnées.

Plusieurs arguments ont été avancés à l'encontre de l'autonomie des femmes et de leurs libertés reproductives, comme celui selon lequel les femmes qui obtenaient la totale maîtrise et le contrôle de la reproduction, s'exposeraient à l'abandon par les hommes de leurs responsabilités concernant les conséquences de leur activité sexuelle (Ginsburg, 1984). Ils déserteraient leurs foyers (le divorce ayant gagné en acceptabilité sociale), ce qu'il faudrait à tout prix éviter car il signifierait ne plus être en sécurité (*Idem*). En revanche, si elles ne leur sont plus fidèles, elles s'exposent aux risques d'agression des hommes en général (et non de leur propre époux, selon cette logique, les violences conjugales comme le viol conjugal n'étant pas reconnues). Or pour la féministe Deniz Kandiyoti, ces craintes auraient dû alerter les féministes et la société en général sur le « manque d'options disponibles pour les femmes seules qui vivent des difficultés matérielles et émotionnelles au foyer » (Kandiyoti, 1988, p. 283).

En résumé, Dworkin s'inscrit dans la perspective de la fausse conscience en ce qu'elle considère que les femmes de droite qui ne s'impliquent pas dans le mouvement féministe n'ont pas pleinement accès à la libération et à l'émancipation du système patriarcal. Elle considère également que les hommes et la droite manipulent ces femmes en leur faisant miroiter la protection et la sécurité. Toutefois, Dworkin reconnaît aussi une forme d'agentivité de ces femmes qui sont désespérées et préfèrent s'allier avec les puissants au sein du système de classe de sexe pour obtenir une forme de sécurité.

Cependant, Dworkin est très critique de cette stratégie car, pour elle, le foyer demeure sans conteste l'endroit le plus dangereux pour les femmes. Dans le premier chapitre, « La promesse de l'extrême droite », elle écrit :

Le foyer est en fait l'endroit le plus périlleux pour une femme, celui où elle est le plus susceptible d'être violée, tuée, battue, certainement celui où on lui dérobe la valeur de son travail. Ce que font les femmes de droite pour survivre au système de classes de sexe ne signifie pas qu'elles y survivront : si elles sont tuées, ce sera probablement aux mains de leur mari ; si elles sont violées, le violeur sera probablement leur mari, un ami ou une connaissance (Dworkin, 1983, p. 227).

Cette citation, qui date de 1983, reste malheureusement d'actualité : en 2025, les femmes ont toujours plus de risques d'être violées, agressées ou tuées par leurs conjoints, ex-conjoints ou amis que par des inconnus (Statistique Canada, 2023).

4.2.1 Le « test Dworkin » au 21^e siècle

En 2012, dans une postface de la réédition du livre de Dworkin (*Les femmes de droite*, 1983), Frédérick Gagnon propose de soumettre les États-Unis au « test Dworkin », soit d'évaluer en quoi la société étatsunienne de 2012 a évolué par rapport à la société étatsunienne de 1983. Il affirme que le pays échoue au test à plusieurs titres : d'abord, l'antiféminisme y est toujours bien relayé par des politicien·n·es, des organisations conservatrices et dans la culture populaire. Ensuite, le sexisme et la misogynie y sont toujours présents et même renforcés depuis les élections présidentielles de 2008 qui ont discrédité la candidate Sarah Palin en la considérant incapable d'occuper un tel poste. Pourtant, en dépit du sexisme, les femmes de droite ont gagné une nouvelle visibilité et influence en politique américaine, à l'instar de Sarah Palin, qui aurait pu accéder au poste de vice-présidente des États-Unis, ou de Nikki Haley, qui devient gouverneure de l'État de Caroline du Sud. Ces deux figures médiatisées prônent des valeurs rétrogrades. Elles

promeuvent certes la conciliation entre leur carrière et leur rôle au foyer, mais affirment que le rôle de mère et d'épouse est le plus fondamental. Elles insistent par ailleurs sur la responsabilité individuelle des femmes : les femmes doivent travailler fort, être débrouillardes et surmonter les épreuves, « au lieu de se voir comme des victimes qui doivent recevoir l'aide de l'État pour corriger toutes sortes d'injustices » (Gagnon, 2012, p. 248). L'avortement, par exemple, doit être banni au profit de la responsabilité des femmes à surmonter une épreuve qui leur a été confiée par Dieu. Le gouvernement ne doit pas intervenir par des aides à la contraception, ni fournir des structures ou des aides aux coûts liés à l'avortement, lequel représente une forme de trahison à la nation en incitant les femmes à « tuer leurs bébés » (*Ibid.*). Ces positions antiféministes explicites et disséminées dans la société propagent des valeurs morales traditionnelles, incluant l'idée selon laquelle la place des femmes est au foyer et que celles-ci se doivent d'être épouses et mères avant tout, au détriment des positions féministes de gauche, qui sont peu répandues au pays.

4.3 Hors Occident : le « patriarchal bargain »

Par ailleurs, d'autres analyses sociologiques fournies dans les années 1980 dans d'autres contextes géographiques revalorisent également l'agentivité des femmes antiféministes en montrant que cet antiféminisme s'arrime à des choix ou des calculs rationnels. Ainsi en 1988, dans l'article *Bargaining with Patriarchy*, la chercheuse turque Deniz Kandiyoti forge la notion de « troc patriarcal », pour expliquer le fait que les femmes développent des stratégies d'adaptation pour maximiser leur sécurité ou leur statut à l'intérieur même des systèmes patriarcaux. Sa recherche, basée sur des pays de l'Asie du sud et du sud-est et l'Afrique sub-saharienne, montre que certaines femmes recherchent la protection en échange de la soumission, y compris lorsque des avancées féministes sont réalisées : « quand le patriarcat traditionnel entre en crise, beaucoup de femmes vont continuer à rassembler leurs forces pour faire pression sur les hommes pour qu'ils remplissent leurs obligations (...) leur résistance passive consiste à demander la moitié de ce marché singulier : la protection en échange de la docilité et de la propriété » (Kandiyoti,

1988, p. 282). La résistance passive prend alors la forme d'un « troc patriarcal » (*patriarchal bargain*). Ainsi, quand la stricte séparation des sphères publique et privée est remise en cause par les évolutions sociales, comme le fait que les femmes occupent désormais un emploi en dehors du foyer, le marché patriarcal qui définissait auparavant les rôles sociaux ne fonctionne plus. Les femmes perdent alors le peu d'intérêts et d'avantages à court terme qu'elles parvenaient à retirer de leur position. Elles sont désormais « exposées » et « doivent maintenant utiliser tous les moyens symboliques à leur disposition pour signifier qu'elles sont encore dignes d'être protégées » (*Ibid.*, p. 282, 283).

Finalement, le « bargain » exercé par des femmes s'apparente à un compromis dynamique, qui met en lumière le fait que les femmes ne sont pas de simples victimes, elles s'adaptent, calculent, se positionnent dans les rapports de pouvoir en fonction de leurs intérêts. Les femmes, selon ces perspectives, sont vues comme des individus qui agissent en tant que femmes sur la base de ce qu'elles croient être dans leur meilleur intérêt (Dworkin, 1983; Marshall, 1985; Blakely, 2008; Schreiber, 2018). Les femmes « résistent » au patriarcat, mais de façon paradoxale, c'est-à-dire à l'intérieur d'un régime de subordination, dans une optique de survie. La résistance est encore considérée comme « passive » en ce que cet accommodement au patriarcat demeure individualiste.

En bref, les observations de Dworkin sur les femmes de droite et de Kandiyoti sur le « troc patriarcal » attribuent aux femmes antiféministes une capacité d'agir et une rationalité au sens de l'analyse stratégique : leur position antiféministe n'est plus considérée comme le résultat d'une fausse conscience, c'est-à-dire d'une absence de conscience politique de l'oppression. Toutefois, au lieu de s'efforcer d'abolir la domination masculine (résistance active au patriarcat), elles cherchent plutôt à en atténuer les conséquences, en effectuant des calculs coûts/bénéfices individualistes. Leur objectif est d'atteindre la situation qui serait « la moins pire » ou qui correspondrait au « moins mauvais choix dans une logique de survie, [ce choix étant] le modèle de la femme au foyer, et non pas le modèle, soutenu par les féministes, de la femme "libérée" en

réalité rendue sexuellement disponible » (Bard, 2019, p. 34). Cependant, ces études ne considèrent pas la possibilité que les femmes qui s'identifient comme antiféministes puissent renforcer les mécanismes de domination ou contribuer activement aux logiques de l'oppression et ainsi exercer une agentivité *réactionnaire*. Dans les sections suivantes, je fournis quelques exemples montrant que les femmes antiféministes manœuvrent pour conforter leurs avantages en mettant en place des stratégies d'alliance, et que celles-ci ont pour effet de conforter les systèmes inégalitaires en place.

4.4 Au-delà de la variable « genre » : les alliances stratégiques d'hétérosexualité et l'hétéronormativité⁵³

Le positionnement des femmes blanches dans la société est complexe, pris dans une double logique de soumission et de privilèges (Alestra, 2025). Cette logique remonte à la formation du contrat social par les théoriciens de la démocratie moderne. En effet, le contrat social définit un sujet autonome et rationnel qui présuppose un homme blanc propriétaire. Cela explique l'exclusion de certaines catégories de population dans l'accès aux droits et dans la possibilité d'être visibles dans certaines sphères de la société, comme les femmes, les non Blancs et les mineurs. Dans « Le Contrat sexuel », paru en 1988, Carol Pateman démontre que le contrat social est en réalité précédé d'un contrat sexuel, qui en constitue le substrat. Ce dernier suppose l'existence d'un individu, qui se révèle être en fait un homme blanc, hétérosexuel, bourgeois et cultivé, mais qui est camouflé comme tel. Pour être incluses dans le contrat, les femmes devraient

⁵³ Par souci de lisibilité, je procède en présentant les alliances d'hétérosexualité/hétéronormativité, de classe, puis de race les uns à la suite des autres, mais je suis consciente que ces trois axes se recoupent bien souvent dans la réalité (les femmes antiféministes bénéficient souvent de leur statut d'hétérosexuelle en même temps que de leur privilège blanc ou de leur position socio-économique privilégiée). De plus, j'ai donné la priorité à ces trois axes qui semblent les plus importants, mais il existe d'autres dimensions, comme la validité, l'âge, la langue parlée ou la religion des personnes qui sont tout aussi pertinentes pour décrire les privilèges dont ces femmes ont historiquement bénéficié.

se comporter comme des hommes, (ce qui est problématique car cela ne permet pas de rendre compte de leur situation et de leurs problèmes spécifiques). Le contrat sexuel exploite les femmes, les relègue dans la sphère domestique et les place sous la domination des hommes. D'autre part, le contrat social repose sur un « contrat racial » (Mills, 1997) : aux États-Unis, la citoyenneté s'est construite sur le genre et race, qui ont conditionné l'accès aux droits politiques. Le droit de vote, par exemple, était d'abord réservé aux hommes blancs propriétaires, puis aux hommes blancs non-propriétaires. Les femmes blanches ont un statut ambigu, puisqu'elles sont situées à l'intersection du contrat sexuel (subissant la domination et les violences hétéropatriarcales) et du contrat racial (bénéficiant de privilèges liés à la suprématie blanche dans le nationalisme blanc) (Alestra, 2025).

Cette double logique de genre et de race, d'exclusion et de privilèges, éclaire pourquoi les femmes et les personnes marginalisées dans la société peuvent chercher à se conformer aux normes (c'est-à-dire à ce qui se rapproche le plus du sujet libéral souverain et autonome du contrat social, le centre du pouvoir) afin d'accroître leurs avantages. Léane Alestra (2025) met en lumière ce phénomène :

rien d'étonnant donc à voir des femmes blanches privilégiées se distancier des femmes jugées « non respectables » – les lesbiennes, les femmes trans, les travailleuses du sexe, les femmes des minorités raciales... – dans l'espoir de gagner l'approbation des hommes au pouvoir (p. 84).

Ainsi il s'agit pour ces sujets de paraître respectables, dans une recherche d'acceptabilité sociale.

C'est dans cette recherche de respectabilité que des féministes blanches ont exclu les lesbiennes du mouvement féministe car ces femmes ne correspondaient pas à la norme hétérosexiste. C'est le cas de personnalités influentes dans les années 1970 comme Betty Friedan, présidente de la *National Organization for Women* (NOW), qui évoque la « menace lavande » (en référence aux

lesbiennes dans le mouvement féministe) et cherchent à s'en distancier pour ne pas nuire à l'image du mouvement. Selon Alestra,

l'objectif de cette stratégie de distanciation était et reste aujourd'hui une manière d'asseoir leur statut social tout en affirmant leur propre dignité morale. Cela peut se manifester de différentes façons : par l'invisibilisation des femmes jugées "non respectables", leur discrimination active, ou même par l'opposition directe aux droits des minorités (2025, p. 85).

De la même manière, en France, le mouvement antiféministe homo-lesbophobe la Manif Pour Tous dans les années 2010 comportait à sa tête plusieurs femmes blanches hétérosexuelles souvent issues des classes moyennes supérieures. En paraissant « respectables », elles ont gagné en visibilité et en influence tout en participant activement à renforcer le mouvement anti-genre. Ces figures étaient invitées sur les plateaux de télévision, à la radio, citées dans les journaux et magazines et publiaient des ouvrages pour promouvoir une vision hétérosexiste de la famille nucléaire. C'est notamment le cas des porte-paroles du mouvement Frigide Barjot et Ludivine de la Rochère, qui publiaient respectivement, au même moment, « Qui suis-je pour juger⁵⁴ ? » et « Familles, je vous aime »; de la journaliste au *Figaro* Eugénie Bastié, qui signait *Adieu Mademoiselle, la défaite des femmes* (2016); ou de la philosophe et essayiste Bérénice Levet, qui écrivait *La théorie du genre, ou le monde rêvé des anges* (2014). Lors de la Manif pour Tous, ces femmes assénaient des arguments autour de la binarité et la complémentarité des sexes, par des slogans comme « Tous nés d'un homme et d'une femme », « un papa, une maman, ya rien de mieux pour un enfant », ou « La France a besoin d'enfants, pas d'homosexuels » dans le but de refuser des droits aux minorités sexuelles, comme le mariage ou la parentalité, ou plus largement,

⁵⁴ La phrase a été prononcée par le pape François qui faisait référence aux couples homosexuels. Il estimait le mariage pour les couples de même sexe néfaste même s'il ne s'opposait pas à l'orientation homosexuelle en soi.

toute possibilité de reconnaissance dans la société⁵⁵. De fait, nombre de discours tenus par les femmes antiféministes comportent une dimension hétéronormative. La revue de littérature sur les antiféminismes a montré que les antiféminismes avaient un fondement conservateur en ce qu'ils reposaient sur une « compréhension naturalisée et hiérarchique des rapports sociaux de sexe » (Lamoureux, 2015, p. 92) et sur une « matrice hétérosexuelle » (*Idem*). Or, cet essentialisme de genre caractérisé par la binarité et la complémentarité des sexes engendre dans le discours antiféministe des tropes homo-lesbophobes.

Ainsi, dans le monde Anglo-saxon, les *Cultural studies* ont mis en évidence l'influence de la culture populaire dans la valorisation de l'hétéronormativité, et l'influence des représentations hétéronormatives dans les subjectivités antiféministes des femmes. Dans *The Aftermath of feminism* (2009), Angela Mac Robbie réalise une synthèse théorique d'éléments de la culture populaire britannique comprenant des films comme *Le journal de Bridget Jones* ou la série télévisée *What Not to Wear*. Elle fait le constat que la féminité qui y est valorisée est celle qui s'arrime aux codes hétéronormatifs, et que ces codes impliquent un rejet des féminismes, en particulier du féminisme de la Deuxième Vague, qui est construit comme un mouvement anti-hommes, anti-plaisir (*anti-fun*) et qui nie l'agentivité des femmes (Barker, 2013). Cette construction rhétorique a une visée dissuasive : ces médias cherchent à montrer aux femmes que le fait d'adhérer aux féminismes, en particulier les plus radicaux, comporte des risques.

Force est de constater que ces stratégies ont fonctionné. En effet, quelques années plus tard, dans *Repudiating Feminism: Young Women in a Neoliberal World* (2014), la chercheuse Christina Scharff réalise des entretiens de jeunes femmes pour sonder leurs représentations des féminismes : elle relève que les discours de ces femmes s'arriment à des performances de genre et de sexualité, au sens où le féminisme est opposé discursivement à la féminité et où réaffirmer

⁵⁵ Voir mon article à ce sujet : Michaud, Héloïse (2017). « La France a besoin d'enfants, pas d'homosexuels » : la « Manif pour Tous » et le conservatisme religieux en France, *Revista Descontamina*, vol. 4, no 2.

sa féminité hétéronormative permet de se distancier des féminismes. La féminité hétéronormative est construite discursivement comme antithétique aux féminismes, qui, par contraste, nieraient l'agentivité des femmes (hétérosexuelles) (Barker, 2013). Selon cette conception, l'agentivité des femmes est donc intimement reliée à l'hétéronormativité, ce qui est non seulement très excluant des autres orientations sexuelles et expressions de genre mais aussi plus généralement, de toute possibilité d'expression en dehors de l'hétérosexualité normative et obligatoire. Les lesbiennes, par exemple, ne sont pas vues comme des « femmes » au sens où elles correspondent aux normes hétérosexistes. bell hooks affirmait à cet effet que l'antiféminisme des femmes s'arrime à l'hétéronormativité et à la lesbophobie : « un grand nombre de femmes voient le féminisme comme un synonyme de lesbianisme. Leur homophobie les amène à rejeter toute association avec un groupe identifié comme pro-lesbien » (hooks, 1984, p. 23). Cette mise à distance permettrait de se protéger d'insultes antiféministes et lesbophobes basées sur l'hétéronormativité, telles que « man hater », « feminazi » ou « lesbian ».

Cette nouvelle subjectivité (Scharff, 2014) s'inscrit dans ce que McRobbie (2009) nomme un « nouveau contrat sexuel » (Gill et Scharff, 2011) où l'*empowerment* passe par la désirabilité envers les hommes et donc, en creux, l'hétéronormativité ou « l'hétérosexualité obligatoire » (Rich, 1980). Ainsi, afin de pouvoir bénéficier d'avantages en termes de perceptions sociales, un meilleur accès à des opportunités, en termes d'emploi ou un meilleur accès au logement, ainsi qu'une « place » dans la société de consommation, les femmes doivent s'efforcer de correspondre aux critères de beauté et de comportement conventionnels. Comme le montrent Gill et Scharff (2011), dans la société de consommation capitaliste néolibérale, l'*empowerment* au féminin passe nécessairement par l'adoption de codes hétéronormatifs. En somme, le rejet des féminismes par des femmes s'arrime à la recherche d'acceptabilité sociale et de respectabilité, laquelle est fondamentalement liée à l'adoption d'une posture hétérosexiste et capitaliste néolibérale. En performant le genre et la sexualité de façon hétéronormative (Butler, 1990), ces femmes promeuvent l'exclusion et la marginalisation d'autres femmes, en particulier des personnes homosexuelles, queer, non binaires et des personnes trans.

4.5 Au-delà de la variable « genre » : les alliances stratégiques de classe

Par ailleurs, les personnes subalternes peuvent mobiliser la norme classiste dans le but d'obtenir des bénéfices liés à leur classe sociale. Historiquement, de nombreuses femmes qui s'opposent au mouvement d'émancipation des femmes sont issues des classes privilégiées. Ces femmes issues des classes moyennes ou supérieures utilisent leur position sociale ou économique privilégiée pour s'opposer aux revendications des féministes. Elles peuvent ainsi soutenir les structures patriarcales par intérêt, lorsqu'elles y trouvent un avantage du point de vue de la classe sociale.

4.5.1 Les intérêts liés à la classe, au statut ou au réseau chez les anti-suffrage et les anti-ERA

Susan Marshall (1985, 1997) est l'une des premières féministes à avoir mis en relief une autre dimension qui animait les femmes antiféministes au-delà de la dimension genrée (celle qui argumentait autour de la « haine de soi », par exemple): la dimension de classe. Dans son analyse des écrits de la *Massachusetts Association Opposed to the Further Extension of Suffrage* et de la rhétorique de plus de deux cents écrits anti-suffragistes entre 1860 et 1920, Marshall (1985) argumente que le mouvement anti-suffrage féminin aux États-Unis ne se résumait pas à des femmes opposées au droit de vote pour des motifs de « bon sens » ou de « protection de la femme au foyer ». Plutôt, elle soutient que ces femmes ont agi en tant qu'actrices politiques conscientes, et que leur mobilisation était fortement influencée à la fois par des intérêts de genre (d'hétérosexualité, de par leur lien avec les hommes) et de classe. Les femmes « anti-suffrage » les plus actives (qui étaient plus nombreuses que leurs homologues masculins) étaient effectivement issues de classes supérieures, bien éduquées, et avaient accès à des réseaux de pouvoir informels (par les liens familiaux, un rôle dans des comités de bienfaisance, etc.). Les leaders du mouvement anti-suffragiste étaient éduquées et avaient souvent épousé d'éminents politiciens. Ces femmes avaient donc un accès direct aux réseaux qui organisaient les prises de décisions et pensaient, par conséquent, pouvoir tirer plus de bénéfices de leur mariage et de ces

réseaux, que de leur droit de vote. Ces femmes d'influence argumentaient autour de l'idée que les femmes exerçaient déjà une influence morale au sein de la famille et de la société, et que participer à la politique représenterait une déchéance de leur rôle naturel. Elles défendaient la notion de « vraie féminité » (*true womanhood*) comme parade pour dissimuler leur objectif, qui consistait à empêcher le vote des femmes des classes défavorisées, les illettrées et les femmes sans éducation — le « vote ignorant » — qui allait modifier l'équilibre social et donc nuire à leur statut et à leurs privilèges de classe (*Idem*).

Marshall met l'emphasis sur le fait que ces femmes n'étaient pas des victimes passives du patriarcat. Elles ont mobilisé des ressources, comme des associations, des campagnes de presse, etc. pour se désolidariser des autres femmes moins bien loties qu'elles. En termes stratégiques, les anti-suffragistes ont cherché à reformuler leur identité négative, (être contre un mouvement pour les droits des femmes), en une identité positive et se présenter comme les vraies défenseuses des intérêts des femmes (Marshall, 1997). Pour ce faire, elles ont eu recours aux symboles de la maternité, de la famille et de la cohésion de la nation (fondée sur la famille hétérosexuelle) (*Idem*), ce qui correspond à la féminité respectable, elle-même façonnée par des normes hétérosexistes et classistes.

La même motivation apparaît également dans les mobilisations contre l'*Equal Rights Amendment* dans les années 1970, où les féminismes apparaissaient comme des menaces à ces bénéfices de classe. La porte-parole du mouvement, Phyllis Schlafly, déclarait à cet égard : « la vérité est que les femmes américaines n'ont jamais été aussi bien loties. Pourquoi devrions-nous nous abaisser à "l'égalité des droits" alors que nous bénéficions déjà d'un statut privilégié? » (Schlafly dans Coste, 2007, p. 169). Schlafly, issue d'un milieu catholique conservateur et privilégié représentait une voix de femmes conservatrices, souvent blanches et de classe moyenne ou supérieure, qui voyaient le féminisme comme une attaque contre les valeurs familiales et religieuses.

Par ailleurs, au cours de l'Histoire, les femmes antiféministes ont privilégié leurs alliances avec les hommes, souvent leurs époux ou leur conjoint, pour s'opposer aux droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre. Ainsi, c'est l'alliance des femmes blanches avec les hommes blancs, qui a été mobilisée lors de la croisade contre l'*Equal Rights Amendment*. Schlafly capitalise sur les craintes des classes inférieures que l'ERA engendrerait l'abandon des femmes par les hommes. L'hétérosexualité est ici mobilisée pour signifier aux femmes que l'alliance avec les hommes peut représenter un rempart contre la pauvreté ou la précarité. De fait, dans les années 1970, l'accès au travail rémunéré pour les femmes avait certes offert des avantages aux femmes éduquées des milieux urbains mais pas aux femmes moins éduquées, qui étaient encore sous la dépendance économique de leurs maris : Ronnee Schreiber montre à cet effet que les femmes plus vulnérables, mères au foyer, non diplômées et qui exerçaient des emplois moins bien rémunérés étaient davantage susceptibles de dépendre de leurs maris, et donc de s'opposer à l'ERA que les femmes qui détenaient un diplôme d'études supérieures (Schreiber, 2017). Ainsi, la rhétorique selon laquelle l'ERA permettrait aux hommes d'abandonner leur famille a eu un fort écho chez ces femmes, qui reprochaient aux féministes d'avancer l'idée de l'autonomie et de l'indépendance des femmes, y compris de l'indépendance financière : « naturellement, elles étaient amères et (...) elles le reprochaient aux personnes qui en étaient en partie responsables : leurs consœurs qui avaient déserté leur maison pour des carrières rémunérées, de sorte que le foyer devenu vide paraissait désormais miteux » (Steuter, 1992, p. 292, ma traduction). Ainsi, à cette époque, le féminisme est dépeint comme une atteinte à des privilèges liés à l'hétérosexualité (elle-même caractérisée par une dépendance à l'égard du mari), à savoir au droit des femmes de recevoir un soutien financier de leur part.

Marshall (1985) a étudié l'issue des deux contre-mouvements antiféministes, le mouvement anti-suffragiste et le mouvement anti-ERA, susmentionné, pour comprendre quelles stratégies avaient été les plus efficaces dans les deux cas. Elle constate que si les anti-suffragistes ont perdu la bataille, c'est parce que les suffragistes étaient plutôt conservatrices : ces « maternal feminists » (Steuter, 1992) ne menaçaient pas l'ordre genré car elles avaient une vision plutôt traditionnelle de la famille et du statut des femmes. Les militantes pro-ERA, en revanche, paraissaient trop

révolutionnaires, alors que les anti-ERA ont su tirer profit de leur identité de femmes des classes relativement aisées pour bloquer la ratification de l'ERA. Elles misaient sur l'image de la « lady » qui se montrait respectable dans son maintien des rôles genrés, afin de ne pas paraître trop militantes ou agressives. Outre les marches et manifestations qu'elles organisaient, leur répertoire d'action consistait à organiser des activités perçues comme féminines, telles que la distribution aux législateurs de pains ou de gâteaux garnis de nappage rose (Marshall 1985; Schreiber 2017).

Ainsi, Marshall nous invite à repenser l'idée que l'agentivité des femmes antiféministes serait intrinsèquement liée à l'idée qu'elles sont des victimes, ou au contraire à l'idée selon laquelle elles *résistent* aux structures injustes. Son étude permet d'ajouter de la complexité sociale à l'analyse des femmes antiféministes, en prenant en compte l'association avec les intérêts du mari ou du conjoint, la classe, le statut et le réseau.

Cela dit, dans les années 1980, d'autres auteur·rices (Himmelstein, 1986) arguent que les explications par la situation socioéconomique des femmes et leur dépendance à l'égard des hommes ne sont que partielles, et soulignent l'importance du religieux dans le positionnement politique dans la mobilisation. L'implication dans les réseaux religieux, et les liens socioaffectifs qui en découlent, revêtaient une importance significative en ce qui a trait à la formation d'une conscience et d'un engagement politique antiféministes. En ce qui concerne la lutte contre l'ERA, Himmelstein note que les « anti » avaient tendance à recruter dans les églises et les communautés du voisinage, par les ami·e·s ou les membres de la famille, c'est-à-dire dans les sphères plus privées, contrairement aux « pro » ERA (les féministes), qui recrutent dans les réseaux et les organisations professionnelles de la sphère publique. Ces réseaux les exposaient ensuite à des idées anti-ERA et anti-avortement que les femmes antiféministes intégraient. Ces hypothèses concordent avec la théorie de la mobilisation des ressources en sociologie politique (McAdam et *al.*, 1996), qui met en avant l'importance des réseaux et des liens interpersonnels dans la formation des mobilisations sociales. Les réseaux et les liens communautaires ont

historiquement représenté des dimensions importantes de l'agentivité réactionnaire des femmes antiféministes. Aujourd'hui, bien que les réseaux hors ligne continuent d'exister, les réseaux sociaux en ligne permettent de tisser des liens entre membres d'une même communauté, comme le montrent les deuxième et troisième articles de cette thèse, au sujet des campagnes en ligne *Women against Feminism* et *Tradwife*.

4.5.2 La maximisation des intérêts de classe aujourd'hui

De plus, bien que le militantisme contre l'*Equal Rights Amendment* remonte aux années 1970-1980, l'influence de Schlafly reste perceptible aujourd'hui, et plusieurs jeunes femmes étatsuniennes d'influence s'en inspirent, à l'instar des autrices influentes Camille Paglia et Christina Hoff Sommers. Dans les dernières décennies, certaines femmes issues de milieux conservateurs, aisés ou religieux, ont utilisé leur position sociale pour s'opposer ou freiner certaines avancées féministes contemporaines. Elles utilisent leur capital culturel et leur influence médiatique ou politique pour défendre un ordre traditionnel basé sur des valeurs religieuses ou conservatrices. Des politiciennes conservatrices étatsuniennes comme Sarah Palin, dont la carrière a été rendue possible grâce aux avancées des féminismes, considèrent pourtant qu'elles ont réussi grâce à leurs talents individuels, et que si elles ont réussi, n'importe quelle autre femme pourrait le faire. Or, ces discours trahissent les privilèges de classe (qui ne sont par ailleurs jamais nommés comme tels), qui lui ont permis d'accéder aux échelons supérieurs.

De même, depuis les années 2010, l'élection de Donald Trump aux États-Unis a renforcé le bloc conservateur féminin, souvent composé de femmes blanches issues des classes moyennes ou supérieures. Certaines figures, comme Amy Coney Barrett (juge à la Cour suprême) ou Marjorie Taylor Greene (députée républicaine ultraconservatrice) incarnent ces voix conservatrices, faisant preuve d'une agentivité réactionnaire : elles se servent de leur position sociale ou médiatique pour faire entendre leurs revendications dans la sphère publique et revendiquent leur réussite dans des structures dominées par les hommes, tout en rejetant le féminisme comme

idéologie (Sadhasivam, 2021). Ainsi les alliances autour de la classe (le privilège socioéconomique) sont aussi bien souvent liées aux alliances avec ceux qui sont le plus en position de pouvoir dans la société, les hommes blancs. Pour ce faire, elles adoptent les codes de l'hétéronormativité dans une recherche d'acceptabilité sociale.

Enfin, les femmes antiféministes disposent généralement d'un fort capital culturel et économique en tant que journalistes, directrices ou auteures, pour pouvoir rédiger des ouvrages s'exprimer dans les médias de grande écoute. Ces femmes y font encore aujourd'hui régulièrement la promotion de leurs livres et de leurs idées antiféministes, bénéficiant ainsi non seulement d'une complaisance, mais d'une tribune de la part des médias français, qui apprécient les discours antiféministes. C'est le cas des femmes françaises qui se sont opposées récemment à l'utilisation de l'écriture inclusive (voir le premier article de cette thèse). L'initiative des féministes pour adopter l'écriture inclusive remet en cause cet antiféminisme et donc la possibilité de s'exprimer dans les médias dominants et d'y disposer une tribune. En ce sens, elle remet en cause leurs privilèges de classe. Ainsi les arguments contre l'écriture inclusive révèlent certes un *backlash* antiféministe, mais ils ne participent pas simplement d'une volonté de conserver certains privilèges patriarcaux, comme l'entend le concept dans sa définition. Ils semblent en effet plutôt relever d'une « réaction par anticipation » (Bard, 1999), c'est-à-dire être déclenchés par la menace perçue aux privilèges et non par la perte réelle de ces privilèges (Blais et Dupuis-Déri, 2012) : dans ce cas-ci, les femmes semblent se mobiliser pour pouvoir conserver le privilège de la visibilité et de la reconnaissance que leur confèrent les médias dominants. Ainsi, en s'opposant à l'écriture inclusive, ces femmes ne plaident pas simplement pour leur auto-effacement dans la langue (et donc dans les représentations mentales et sociales), dans une logique paradoxale. Elles plaident pour un auto-effacement *parce qu'elles* ont accès à une tribune dans les médias dominants qui leur permet d'être audibles dans l'espace public et leur confère un statut privilégié, et non *en dépit de* cette visibilité. Les intérêts ne sont pas niés mais au contraire, recherchés. Le paradoxe n'existe pas tant dans la négation des intérêts que dans la valorisation de l'oppression parce qu'elle permet de jouir d'un certain pouvoir et prestige. Pour ce faire, elles se positionnent contre les intérêts d'autres personnes, en particulier contre les minorités de genre : l'écriture

inclusive et non genrée vise à reconnaître les personnes aux identités de genre multiples, comme les personnes non binaires, dans la langue et donc dans les représentations mentales. En s’opposant à l’écriture inclusive ou au point médian, ces femmes s’opposent aussi à la visibilité des personnes non binaires ou queer.

4.6 Au-delà de la variable « genre » : les alliances stratégiques de race

En plus de la dynamique de classe, la race est un élément crucial pour comprendre l’agentivité réactionnaire de certaines femmes qui s’opposent au féminisme. Comme je l’ai évoqué, les femmes blanches se situent à l’intersection de la soumission hétéropatriarcale (le contrat sexuel) et des privilèges liés à la race blanche (le contrat racial, qui subordonne les personnes racisées). Cette question est cruciale, car elle met en évidence le fait que les femmes blanches peuvent tirer profit des structures racistes en s’y insérant pour accroître leurs avantages en tant que femmes blanches. Par exemple, elles peuvent adopter des positions nationalistes blanches. Dans le passé, de nombreux mouvements de femmes se sont organisés autour de la supériorité de la race blanche, contribuant ainsi à renforcer les hiérarchies raciales sous-jacentes à l’idéologie raciste (Blee et Yates, 2017). Ces mouvements de femmes ont été très importants de par leur influence, c’est pourquoi j’y accorde une attention particulière dans les sections suivantes.

4.6.1 La croisade contre le droit de vote des personnes Afro-américaines

Plusieurs exemples historiques témoignent des alliances créées par les femmes blanches autour de leur race. Je l’ai mentionné plus tôt : à la fin du 19^e et au début du 20^e siècles, aux États-Unis, des groupes de femmes blanches se forment dans le but d’accorder le suffrage des femmes blanches, grâce à l’adoption du 19^e amendement de la Constitution. Ainsi dans le Sud des États-Unis, les associations suffragistes cherchent à rallier les élites blanches locales à leur cause. Des militantes du *Woman’s Christian Temperance Union* (WCTU) ou de la *National American Woman*

Suffrage Association (NAWSA) et des figures comme Laura Clay, Kate Gordon, Susan Anthony ou Élisabeth Stanton (leaders suffragistes du Sud). Elles affirment qu'en tant que femmes blanches, elles méritent davantage le vote que les hommes noirs, et argumentent que ce vote aiderait à préserver la suprématie blanche après l'abolition de l'esclavage. Ainsi elles invoquaient la solidarité raciale entre les personnes blanches. Stanton aurait même proféré des arguments racistes, s'indignant du fait que l'on « puisse autoriser des personnes noires ignorantes et des personnes étrangères à faire des lois auxquelles elle devrait se plier » (Pauley, 2000, p. 388, ma traduction). Ainsi, la promotion des droits des femmes, dans une visée féministe, s'est effectuée au détriment de ceux des personnes noires, dans une optique de maintien de la suprématie blanche.

Ces manœuvres ont été identifiées dans la littérature comme participant de la « Southern strategy » (Maxwell, 2019), qui consiste en « la décision par plusieurs suffragistes blanches d'ignorer la question de la race pour gagner le soutien du Sud pour leur cause, ce qui a amené à des arguments racistes de la part de nombreuses suffragistes » (Pauley, 2000, p. 385). Selon l'écrivaine bell hooks (2015 [1987]), durant la lutte féministe pour la réforme du suffrage (1830-1920), les préjugés envers les femmes noires étaient plus sévères que ceux envers les hommes noirs, en raison de stéréotypes sexistes et racistes. En effet, ces femmes étaient perçues comme « moralement impures », et de nombreuses femmes blanches craignaient que leur statut de « lady » soit menacé s'il leur fallait s'allier avec des femmes noires (hooks, 2015 [1987]). Ainsi, la recherche de respectabilité a de nouveau été poursuivie pour obtenir des avantages, ce qui a eu pour résultat de renforcer la discrimination à l'égard des personnes les plus éloignées du pouvoir en l'occurrence des Afro-descendant·e·s.

4.6.2 Les *Women of the Ku Klux Klan* (WKKK): un mouvement réactionnaire influent

Après soixante-dix ans de lutte féministe, le droit de vote pour les femmes a finalement été inscrit dans le 19^e amendement de la Constitution en 1920, mais cette lutte pour l'égalité de genre en

politique a abouti dans l'implication de certaines femmes blanches dans des mouvements politiques réactionnaires d'extrême-droite. Ces femmes ont utilisé les compétences organisationnelles acquises dans les mouvements suffragistes et y ont vu une fenêtre d'opportunité pour « renforcer le pouvoir politique des Blancs et des citoyens natifs du pays » (Blee, 2002, p. 58).

C'est ce que documente la sociologue étatsunienne Kathleen Blee dans l'ouvrage *Women of the Klan: Racism and Gender in the 1920s* (1991). La branche féminine du Klan, les *Women of the Ku Klux Klan* (WKKK), est fondée en 1923 lors de la résurgence du Ku Klux Klan, dans les années 1910-1920⁵⁶. Ces femmes, qui souhaitaient être perçues comme un mouvement autonome du Klan des hommes, se sont rassemblées entre 1923 et 1930 pour s'opposer à l'immigration, à l'égalité raciale, aux entreprises tenues par des Juif·ve·s et à la « décadence morale » (*Idem*, p. 58). Elles se présentaient comme « protectrices de la pureté de la race et de la nation » (*Idem*) blanches, mais aussi de la famille (hétérosexuelle) comme moteur de la vie sociale et des droits des femmes :

Elles ont utilisé l'appel du KKK à la suprématie de la population protestante blanche de souche et l'ont interprété d'une manière genrée, comme un moyen de protéger les femmes et les enfants, de préserver le foyer et la vie de famille, et de mettre en

⁵⁶ Le premier Ku Klux Klan est né après la guerre de Sécession en 1865 et s'est terminé dans les années 1870. Il visait à réaffirmer la suprématie blanche et s'opposer aux droits des Afro-américains pendant la période de la Reconstruction, période où l'on intègre les ex-États confédérés du Sud à l'Union et où les Afro-américains commencent à être intégrés à la société. Au terme de la guerre de Sécession (1861-1865), plusieurs amendements sont adoptés dans la Constitution, comme le Treizième amendement, qui abolit l'esclavage, le Quatorzième amendement, qui interdit la restriction à citoyenneté des personnes nées ou naturalisées au pays, et le Quinzième amendement, qui vise à accorder le droit de vote à tout citoyens américains, donc aux anciens esclaves. La population Afro-américaine commence à s'émanciper, notamment en occupant des fonctions dans les instances du pouvoir. En réponse à ces premiers signes d'émancipation, l'élite blanche et pro-esclavagiste des États du Sud commence à s'organiser, notamment par le biais d'organisations terroristes comme le KKK et commet des actes de violence et d'intimidation envers la communauté Afro-américaine. Un système ségrégationniste et un dispositif légal, les lois Jim Crow Laws, se mettent en place pour restreindre les droits et les libertés de la population Afro-américaine. Les Jim Crow Laws et la période ségrégationniste vont prendre fin avec la signature du *Civil Right Act* en 1964 et du *Voting Right Act* en 1965.

application les droits nouvellement acquis par les femmes (Blee, 2002, p. 58, ma traduction).

Ainsi par cette étude, Blee déconstruit les idées reçues sur la passivité ou la docilité des femmes dans les mouvements réactionnaires et amène ainsi à penser l'agentivité réactionnaire des femmes du point de vue du racisme, dans le cadre de la suprématie blanche. Elle montre que la plupart du temps, les femmes entraient dans le Klan par elles-mêmes et non par imposition par leurs maris. Parfois, ce sont même les épouses qui ont convaincu les hommes de rejoindre le Klan (Blee, 2002) et certaines auraient même rejoint le Klan contre la volonté de leurs époux et de leur famille. De plus, la plupart étaient éduquées, ce qui contredit l'idée selon laquelle le manque d'éducation pourrait amener à la radicalisation. En effet, ces femmes occupaient déjà des emplois qualifiés, comme ceux de médecin, agente immobilière, propriétaire d'un internat, couturière, employée de bureau ou étudiante en soins infirmiers, et d'autres étaient déjà engagées dans des mouvements politiques, comme le mouvement pour la revalorisation des salaires.

Ainsi, les femmes du Klan manifestaient leur agentivité en militant pour l'égalité de genre pour les Protestantes blanches en politique, au travail et pour la revalorisation de leurs salaires. Cependant, cette agentivité n'était ni féministe, ni progressiste, car elle s'exerçait toujours au détriment des personnes noires, juives, catholiques, mormones, immigrantes, des « syndicats radicaux » et des socialistes (Blee, 2002).

L'adhésion aux structures du suprématisme blanc par des femmes aux États-Unis s'est renouvelée au cours du 20^e siècle. C'est ce que j'aborde dans la section suivante.

4.6.3 Le rôle des femmes dans les mouvements racistes au 20^e siècle

Les analyses sur la participation des femmes dans les mouvements d'extrême-droite aujourd'hui donnent à croire qu'il y a continuité historique dans le rôle qu'elles jouent dans la promotion du nationalisme de la suprématie blanche aux États-Unis (Blee et Yates, 2017; Darby, 2020; Leidig, 2023). Dans *Inside Racism, Women in the Hate Movement* (2002), Blee analyse la place et les activités des femmes qui manifestaient une agentivité réactionnaire dans les mouvements suprématistes, comme le Ku Klux Klan ou racistes, comme les néonazis, au cours du 20^e siècle. Elle montre que ces activités étaient certes souvent invisibles, mais essentielles aux mouvements.

La majeure partie de ces activités étaient d'ordre familial. En effet, les femmes devaient œuvrer à produire et élever leurs propres enfants, mais aussi à maintenir la grande « famille » qu'était l'organisation et à créer un fort sentiment d'appartenance au groupe qui serait susceptible de renforcer l'implication des membres. Dans les années 1980-1990, dans l'organisation *Christian Identity* et les groupes néonazis, les femmes devaient remplir leurs obligations envers leurs partenaires de produire des enfants aryens, et de les élever pour participer à une « guerre démographique » (2002, p. 126)⁵⁷. Les tout-petits apprenaient que « les Juifs étaient la progéniture de Satan », tandis que leurs frères et sœurs plus âgés apprenaient à appeler les non-Blancs des « gens de la boue » (ma traduction, p. 126). L'école à la maison était fortement encouragée de manière à éviter la confusion des enfants sur les valeurs raciales.

Les femmes jouaient aussi un rôle social très important, en agissant comme facilitatrices sociales. Les liens entre les membres devaient être forts, de manière à développer une identité collective. Les femmes nationalistes reconnaissaient elles-mêmes en général cet accomplissement, elles étaient conscientes que la plupart des gens étaient recrutés grâce au réseautage qu'elles organisaient, par exemple en « mettant en contact des femmes ordinaires avec des activistes

⁵⁷ Blee relate que si plusieurs d'entre elles acceptaient cette mission avec enthousiasme, dans les faits, d'autres émettaient plus de réserves quant au fait d'avoir plus de trois enfants, prenant en considération leurs conditions économiques.

pures et dures dans les groupes d'étude de la Bible qu'elles organisaient », (p. 133). Blee évoque la dangerosité de ce genre de pratiques :

La plus grande menace posée par le racisme organisé moderne n'est peut-être pas dans les défilés très visibles [du Klan] mais dans les publicités banales pour des sièges de voiture pour enfants et de livres de cuisine aryens qui apparaissent dans les bulletins d'information du suprématisme blanc et sur les tableaux d'affichage électroniques aryens (ma traduction, p. 133).

Ces femmes ont joué un rôle essentiel dans la normalisation de ces mouvements, en opérant sur plusieurs tableaux : les domaines familial, social et opérationnel⁵⁸. Cela dit, bien que l'agentivité de ces femmes a pu être renforcée par ces mobilisations dans des mouvements racistes, ces engagements se sont accompagnés de coûts. En effet, malgré les récompenses présentées aux femmes pour leur participation, les femmes finissent toujours par jouer un rôle subordonné à celui des hommes en raison de la structure hiérarchique des mouvements (et paramilitaire dans d'autres mouvements, voir Belew, 2019). Ces mouvements demeurent profondément antiféministes car ils prescrivent la division sexuelle du travail et des rôles, relèguent les femmes au second plan et mettent en place un système de punitions en cas de non-conformité à ces rôles

⁵⁸ À cet égard, Blee décrit les groupes racistes comme « d'une banalité troublante, notamment dans l'évocation de la communauté, de la famille et des liens sociaux » (Blee, 2002, p. 2, ma traduction). Elle relate les propos d'une membre du Ku Klux Klan, au sujet de l'un des rassemblements du Klan: « c'était l'éclate. Je me suis bien amusée. C'était comme une grande réunion de famille. Nous jouions au volley-ball. Et nous avions notre petit truc à l'église le dimanche. Pendant longtemps, j'ai cru que je m'ennuierais. Mais je ne me suis pas ennuyée du tout ». Une autre femme a décrit une enceinte nazie comme étant « presque organisée comme une colonie de vacances. Il y avait juste un grand hall, comme une sorte de dortoir où l'on pouvait manger. Et puis il y avait la chapelle. Seules les personnes qui vivaient là et assuraient la sécurité disposaient d'un véritable endroit pour dormir. Les femmes indépendantes avaient des maisons et des cabanes pour dormir. On montait des tentes. Les règles étaient très strictes : interdiction de boire, de fumer, de faire ceci ou cela. Lorsque les femmes se réunissaient, c'était très amusant. C'était comme une grande réunion de famille. Cela ne semblait pas du tout nuisible ou menaçant, sauf pour les hommes [qui] s'occupaient de protéger les personnes invitées » (Blee, 2002, p. 2, ma traduction).

prescrits⁵⁹. De plus, les hommes sont en position de pouvoir et les objectifient. Si certaines femmes obtiennent des postes clés dans les organisations, c'est uniquement lorsqu'elles s'identifient à un homme, en tant qu'épouse, mère, veuve, etc. (Belew, 2019, p. 166) et bien que d'autres ont gravi des échelons en créant des organisations féminines racistes, leur pouvoir s'avérerait limité puisque ces organisations étaient toujours affiliées à celles de leurs maris. Cette stratégie d'alliance autour de la race révèle un paradoxe éloquent : l'engagement de femmes dans les mouvements nationalistes identitaires du 20^e siècle aux États-Unis s'avère influent, mais en retrait. L'agentivité de ces femmes est « réactionnaire » en ce qu'elle mène à la reproduction du racisme, mais elle n'est pas reconnue et à cet égard, elle ne mène pas par conséquent à un « empowerment » féministe : ces femmes sont invisibilisées ou humiliées et privées de pouvoir décisionnel.

4.6.4 Les femmes dans les mouvements nationalistes identitaires contemporains

Au cours des dernières années, les femmes nationalistes blanches états-uniennes ont poursuivi la mission de consolidation du mouvement. Elles renforcent l'idéologie nationaliste et les hiérarchies de race et de classe qui la sous-tendent par leurs actions quotidiennes, en participant à des actions collectives visant à soutenir et renforcer les structures économiques du privilège racial, que ce soit en affaiblissant les politiques de discrimination positive en faveur des Afro-américain·e·s, les droits de vote des immigrant·e·s, ou en restreignant les politiques d'accès à l'immigration (Blee et Yates, 2017).

⁵⁹ C'est notamment aussi le cas des Chrétiens identitaires d'aujourd'hui dans le contexte étatsunien, qui « ont tenté de renforcer un modèle de soumission et de servitude pour les femmes tout en s'appuyant souvent sur les mêmes femmes pour effectuer les tâches sociales les plus importantes qui lient la famille, le clan ou la tribu ». Selon Darby, « il en résulte une contradiction : des femmes puissantes mais sans pouvoir reconnu de manière indépendante » (Darby, 2020, p. 164, ma traduction).

Dans *Sisters in Hate, American Women on the Front Lines of White Nationalism* (2020), Darby s'interroge sur les motivations des femmes à rejoindre le mouvement nationaliste blanc qui promeut le racisme et l'antiféminisme. Elle enquête sur trois femmes qui ont rejoint le mouvement nationaliste blanc de « l'alt-right » dans l'ère post 11 septembre 2001 aux États-Unis. Les trois sont nées en 1979 et se sont radicalisées dans la période post 11 septembre 2001 : il s'agit de Corinna Olsen, une ancienne néo-nazie, qui exerce comme embaumeuse professionnelle qui a finalement renié le mouvement et s'est convertie à l'Islam; Lana Lokteff, une personnalité importante du suprématisme blanc qui dirige une entreprise de médias d'extrême-droite qu'elle a fondée avec son mari, Radio3Fourteen et Red Ice TV, laquelle a finalement été bannie de Youtube en 2019 pour cause de promotion du nationalisme blanc et Ayla Stewart, une chrétienne mère de six enfants qui a vécu une transformation personnelle allant de féministe à personnalité importante de l'extrême-droite en ligne. Darby montre que ces femmes ont rejoint le mouvement pour des raisons différentes : Olsen a été motivée par un sentiment d'appartenance, Lokteff par une recherche du pouvoir et de la reconnaissance et Stewart par la croyance religieuse.

Ces parcours mettent en lumière des explications et motivations diverses qui peuvent nourrir l'agentivité réactionnaire des femmes. Les femmes bâtissent des liens avec les autres membres au sein de leur communauté, ce qui renforce leur sentiment d'appartenance et ainsi leurs croyances, qu'elles soient notamment antiféministes, religieuses ou suprématistes blanches. Par ailleurs, la médiatisation de l'antiféminisme offre aux femmes antiféministes des places de premier plan et leur confère une forme de visibilité et de la reconnaissance, ce qui peut renforcer le sentiment d'exercer du pouvoir ou une influence dans le monde.

Comme influenceuse de « l'alt-right », Lokteff reconnaît son influence : dans une entrevue, elle déclare que « lorsque les femmes s'impliquent, un mouvement devient une menace sérieuse » et affirme « qu'une femme douce qui dit des choses dures peut avoir des répercussions dans toute la société » (dans Chapin, 2020, ma traduction). En effet, les stéréotypes liés à la féminité et la maternité sur la docilité, la douceur des femmes sont instrumentalisés par le nationalisme blanc,

dans une optique de recherche d'acceptabilité sociale (*Idem*). Plusieurs d'entre elles s'approprient cette mission de normalisation et déclarent : « nous voulons simplement aimer notre patrimoine. Nous voulons juste aimer nos enfants. Regardez-moi, je ne suis qu'une gentille femme blanche qui essaie de vivre sa vie. Qu'y a-t-il de mal à cela? » (*Idem*). Les femmes mettent alors en avant leur « normalité » et utilisent leur maternité comme bouclier raciste, affirmant : « ce n'est pas que je déteste les personnes noires, je veux simplement ce qu'il y a de mieux pour mes propres enfants. Je veux donc vivre dans une communauté entièrement blanche ou scolariser mes enfants à la maison » (*Idem*). Pour Darby, ce genre de rhétorique est manipulatrice mais fonctionne, dans la mesure où elle parvient à convaincre d'autres femmes blanches, qui avaient déjà un fond de sentiments racistes plus ou moins intériorisés, de rejoindre le mouvement. Celles-ci répondent au sentiment d'urgence éveillé par les nationalistes blancs de « l'alt-right », ce qui consiste à « protéger les siens, porter des enfants blancs, mettre un visage souriant devant une idéologie odieuse, promettre la camaraderie aux femmes qui rejoignent leur croisade et remettre en question la réputation misogyne du nationalisme blanc » (Darby, 2020, p. 11, ma traduction). Ces engagements leur confèrent un sentiment d'agentivité lié au statut de combattantes en « mission » ou en croisade pour la race blanche, et leur apportent une reconnaissance et une valeur au sein des mouvements racistes. « L'égalité » et « l'empowerment » des femmes (blanches) sont avancés au détriment des droits d'autres groupes sociaux, renforçant les hiérarchies de genre, de classe et de race, dans une optique nationaliste et (néo)coloniale. Ainsi Lokteff promeut des rôles de genre rétrogrades et oppressifs sous l'angle de l'empowerment. Elle affirme : « les femmes de "l'alt-right" sont présentes pour montrer que notre véritable autonomisation vient en épousant notre féminité, en apportant du soutien à nos hommes et en élevant des familles blanches fortes » (Anti Defamation League, 2018, ma traduction).

Cela dit, à l'instar des femmes du Klan, ces influenceuses peuvent aisément s'impliquer dans des causes qui limitent paradoxalement leurs libertés. Étudiant les vidéos de propagande que Lokteff a réalisées avec son mari Henrik Palmgreen sur les médias Radio3Fourteen et RedIce, elle montre que les discours de Lokteff articulent deux paradigmes contradictoires concernant le statut des

femmes dans le nationalisme identitaire: d'un côté, les femmes ne peuvent pas être de bonnes cheffes puisqu'elles demeurent subordonnées aux hommes, mais de l'autre, elles sont appelées à s'engager activement, à être des « guerrières » dans la lutte menée par « l'alt-right » pour la défense de la culture blanche. Certaines femmes élaborent des manœuvres rhétoriques pour contourner ce problème, montrant qu'elles peuvent être à la fois dociles et combattantes : c'est notamment le cas de Lokteff, qui mobilise la figure viking de la « vierge au bouclier »⁶⁰, cherchant à montrer que le combat des femmes réside dans la complémentarité des sexes et que leur rôle consiste à donner la vie pour la postérité blanche et européenne (Mattheis, 2018).

4.6.5 Le maternalisme d'« alt-right »

Enfin, comme le relèvent de nombreuses recherches sur les femmes nationalistes blanches (Marshall, 1985; Blee, 1991, 2002; Blakely, 2008; Mattheis, 2018; Miller-Idriss, 2020; Leidig, 2023), la dimension pro-famille et la maternité représentent souvent le point de départ de l'implication des femmes dans les mouvements nationalistes et identitaires. Elles s'engagent comme mères, épouses et gardiennes de la collectivité et cherchent à protéger les leurs (Blakely, 2008). Selon Leidig, « la maternité donne le droit aux femmes de faire des revendications sociales, politiques et culturelles, étant donné que leur valeur est reconnue dans ce rôle » (2023, p. 110, ma traduction). L'identité de mère a été mobilisée à plusieurs moments de l'histoire, que ce soit par les *Women of the Ku Klux Klan*, par les femmes opposées au suffrage des femmes ou par celles luttant contre l'*Equal Rights Amendment* aux États-Unis, qui déployaient une stratégie maternaliste pour convaincre et recruter. C'est aussi ce que l'on retrouve dans la récente campagne sur les médias sociaux des *tradwives* (voir le troisième article de cette thèse).

⁶⁰ Ma traduction de « Viking shieldmaiden ».

La maternité est de fait instrumentalisée par le nationalisme blanc aux États-Unis et le nationalisme identitaire en France dans un objectif nativiste. Si, comme je l'ai relevé dans la revue de littérature, l'antiféminisme produit dans son idéologie des stéréotypes sur la féminité et des « archétypes » de « la » femme, comme la femme-mère ou la femme-objet (Descarries, 2015 [2005]), le nationalisme blanc récupère ces stéréotypes et les instrumentalise dans son projet racial. Les femmes y adoptent la mission de produire un héritage blanc pour contrer la théorie conspirationniste du « Grand Remplacement » des personnes blanches par les personnes immigrées, et y voient une façon de contribuer à cette cause raciale (Mattheis, 2018; Miller-Idriss, 2020; Leidig, 2023). Elles se défendent d'être racistes, mais s'opposent à la mixité raciale dans les écoles, pour en préserver leurs enfants. Elles font l'école à la maison pour ne pas créer de la confusion pour les enfants quant aux valeurs sociales et raciales. En justifiant leur implication par la « protection de la famille et des enfants », la féminité et la maternité sont utilisées comme des armes puissantes de l'extrême-droite contemporaine.

En ce sens, l'arrimage entre le sentiment anti-étranger et la défense du foyer et de la vie de famille s'inscrit dans un paradigme réactionnaire de l'agentivité des femmes, qui mettent en place des stratégies autour de la « race ». Cette idéologie de la maternité, le maternalisme (Blee, 1991, Blee, 2003; Blakely, 2008; Mattheis, 2018) constitue ainsi un vecteur important de l'affirmation de ces femmes puisqu'elle est légitimée dans les milieux réactionnaire. Le maternalisme se rapporte à une « maternité couplée de tropes anti-multiculturalistes, ethnonationalistes blancs et haineux » (Mattheis, 2018, p. 143). À titre d'exemple, en 2020 les influenceuses nationalistes blanches étatsuniennes Robyn Riley et Rebecca Hargrave ont lancé la chaîne Youtube *Motherland*, qui se dit « pro-natalisme, pro-famille et pro-nation » (Leidig, 2023, p. 108, ma traduction)⁶¹, avec l'objectif de « permettre [aux femmes] de discuter de tout, de la tentative de conception à la grossesse, en passant par le planning familial, l'éducation à l'accouchement et tout ce qui concerne la tentative de devenir une mère » (*Idem*, ma traduction).

⁶¹ Les femmes que Leidig a interrogées se disent reconnaissantes d'avoir cette communauté et la sororité : des femmes avec qui elles peuvent échanger sur des sujets liés à la maternité.

De fait, les discours sur les enfants qui ont besoin d'être protégés servent régulièrement de stratégie de légitimation de la rhétorique réactionnaire. Les femmes se servent de la maternité pour justifier leur participation dans un militantisme dont les valeurs sont réactionnaires, car la maternité est associée à des perceptions de douceur, de bienveillance ou d'honnêteté. En ce sens, la maternité permet de dépolitiser leurs actions en prétendant qu'elles agissent au nom de leurs enfants ou de leur famille, comme le souligne Cynthia Miller-Idriss, autrice de *Hate in the Homeland. The New Global Far Right* (2020). Cela a une efficacité certaine pour le recrutement. Le mouvement conspirationniste « Pastel QAnon », sur les médias sociaux *mainstream* comme Instagram, Facebook et Youtube par exemple, cherche à attirer les jeunes femmes avec une esthétique « douce » et « féminine », et des thèmes comme la protection des enfants (Argentino, 2021). Les « QAnon moms », des influenceuses qui propagent des théories conspirationnistes, auraient attiré des parents et des mères en particulier à se mobiliser contre « l'élite pédophile sataniste » ou « les adeptes de Satan » grâce à des mot-clics comme #SavetheChildren. De nombreuses mères non politisées se sont retrouvées dans les réseaux QAnon par l'entremise de ce mot-clic (North, 2020).

Récemment, certaines se sont même engagées dans des actions violentes, leurs actions antidémocratiques étant justifiées et légitimées au nom de la maternité. Lors de l'assaut du Capitole à Washington le 6 janvier 2021, 102 femmes ont été arrêtées, selon un rapport paru en 2022 (Matfess et Margolin, 2022). Elles représentaient 13% des arrestations et 82% des affaires intentées contre ces femmes comprenaient des informations liées aux réseaux sociaux. Selon les auteur·rices du rapport, ceux-ci ont constitué des endroits déterminants dans la politisation des femmes : « les réseaux sociaux et l'environnement en ligne ont donné aux femmes de nouvelles possibilités et de nouveaux moyens d'agir en tant que porte-parole des mouvements d'extrême droite, rendant souvent leurs messages plus acceptables pour le grand public » (Matfess et Margolin, 2022). De plus, lors des procès, les avocats de la défense des femmes ont mis de l'avant la naïveté, la vulnérabilité et les rôles traditionnellement féminins de ses clientes (*Idem*), comme

leurs rôles de mères dévouées, dans l'espoir de paraître plus sympathiques devant les juges (Miller-Idriss, 2020).

Même s'il est possible de reconnaître les bénéfices que confère la maternité aux femmes à l'intérieur du système patriarcal (la validation, la sécurité, la solidarité, la visibilité, etc. — Leidig, 2023, p. 144), il est tout aussi important de reconnaître les limites du maternalisme en tant que moteur du pouvoir des femmes dans les mouvements nationalistes et identitaires. Une fois de plus, l'autonomie des femmes antiféministes et nationalistes n'est pas « l'empowerment ». Elle est conditionnée et limitée par les structures des mouvements réactionnaires qui briment le pouvoir des femmes : « les analyses de l'extrême droite passent souvent sous silence la façon dont la valorisation de la maternité est un moyen de maintenir les femmes soumises aux hommes en les convainquant qu'elles ont plus de pouvoir qu'elles n'en ont en réalité » (Leidig, 2023, p. 144, ma traduction). Ainsi, pour les chercheur·e·s, il convient de réfléchir à la façon dont la maternité est mobilisée pour légitimer des idées et des pratiques réactionnaires aux yeux du grand public, mais aussi pour recruter davantage de femmes conservatrices qui n'ont initialement pas nécessairement d'affinités avec l'extrême-droite dans des mouvements d'extrême-droite illibéraux.

4.7 Conclusion du chapitre 4

En résumé, la littérature en sociologie et en science politique sur les femmes antiféministes révèle deux schémas explicatifs de leur engagement : la « fausse conscience » ou la « résistance passive », ainsi que les alliances en matière d'hétérosexualité, de classe et de race. J'ai soutenu que la notion de « fausse conscience » ne permettait pas de reconnaître l'autonomie de ces femmes, tandis que celle de « résistance passive » renforçait effectivement leur autonomie, mais dans une optique individuelle qui minimisait leur impact sur la perpétuation des valeurs et des structures conservatrices et réactionnaires. Dans les dernières sections, j'ai montré que les femmes antiféministes s'alliaient de façon stratégique avec les puissant·e·s, que ce soit en

favorisant l'hétérosexisme, le classisme ou le racisme, pour maximiser leurs avantages et leurs privilèges. Ces stratégies d'alliance mettent en relief la dimension réactionnaire de l'agentivité des femmes antiféministes et en particulier ses implications au regard de la consolidation des structures inégalitaires du statu quo. De plus, la réalité de ces alliances stratégiques contredit l'idée d'une domination absolue des femmes dans le système patriarcal. Elle remet en question l'idée que ces sujets seraient inévitablement soumis ou des victimes passives : les femmes peuvent en effet être à la fois opprimées et oppresseuses.

Cela dit, il est important de noter que les alliances hétérosexuelles, de classe et raciale se chevauchent fréquemment, démontrant ainsi la façon dont les idéologies réactionnaires entretiennent souvent des liens entre elles. Ces dynamiques soulèvent la question de l'interdépendance entre plusieurs systèmes de domination, notamment celle entre l'antiféminisme et le racisme, et c'est-ce que le concept « d'intersectionnalité des haines » (Browne, 2016; Bard, 2019) permet d'analyser. Les haines raciales, islamophobes, misogynes et transphobes sont combinées dans les discours et les actions des femmes antiféministes pour promouvoir une vision conservatrice blanche, patriarcale et chrétienne de l'Amérique.

Dans la prochaine section, j'aborde le cadre méthodologique et analytique qui structure cette thèse. Je discute des limites analytiques des études féministes sur l'antiféminisme émanant de femmes, ainsi que du cadre théorique proposé pour les surmonter.

CHAPITRE 5

CADRES ANALYTIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

5.1 Lacune analytique

Plusieurs lacunes peuvent être identifiées dans les conceptualisations des antiféminismes au regard de l'explication des femmes antiféministes. Premièrement, les présupposés selon lesquels les antiféminismes « reposent sur le sexisme et la misogynie » (Devreux et Lamoureux, 2012), qu'ils sont « fondés sur l'infériorisation des femmes » (*Idem*) et sur « la hiérarchie sexuelle et la domination masculine » (Descarries, 2005) amènent à conceptualiser les antiféminismes comme un mouvement de pensée et d'action qui est orchestré par des hommes cherchant à préserver la hiérarchie sexuelle et leurs privilèges patriarcaux qui en découlent. Susan Faludi par exemple, définit le *backlash* comme une réaction des médias et des hommes qui s'opposent aux avancées des féminismes (1991), tandis que Flood, Dragwiesky et Pease (2020) affirment que le *backlash* est exercé plus fréquemment par les groupes privilégiés (souvent les hommes) que par les groupes désavantagés (citant les femmes). Dès lors, ces définitions ne rendent pas bien compte de l'implication des femmes dans les mouvements politiques organisés comme les antiféminismes.

Deuxièmement, le présupposé définitionnel selon lequel les antiféminismes sont sous-tendus par le sexisme et la misogynie fait abstraction des autres dimensions de l'identité qui entrent en interaction dans l'opposition aux féminismes par des femmes : la classe, la race ou l'hétérosexualité, par exemple peuvent rendre compte des privilèges de ces femmes qui les amènent à s'engager dans des mouvements antiféministes ou à s'allier avec les forces plus puissantes de façon générale.

Troisièmement, le *backlash* tel que conceptualisé par Mansbridge et Shames (2012), soit comme « réaction » des individus ou des groupes qui cherchent à restaurer un pouvoir qu'ils avaient

perdu en utilisant la coercition, ne rend pas bien compte des implications des femmes dans les contre-mouvements antiféministes ou d'extrême-droite. Ces chercheuses donnent en exemple des hommes blancs de classe moyenne qui manifestaient en 2007 contre la « censure » de certains commentateurs sexistes qui s'exprimaient dans les radios poubelle et qui y tenaient des propos misogynes et violents (2012, p. 154). Ainsi cette conceptualisation du *backlash* évoque un pouvoir politique qui est implicitement lié au genre masculin. Les femmes ne cherchent pas à un restaurer un pouvoir politique lié à leur genre car elles sont elles-même opprimées de ce point de vue-là en raison du sexisme et de la misogynie dans la société. Elles ne cherchent alors pas à « restaurer » un pouvoir politique ou des bénéfices liés à leur genre qu'elles auraient perdus. De plus, l'aspect coercitif, même symbolique, est loin d'apparaître comme évident dans le cas des femmes antiféministes, à l'instar des femmes nationalistes aux États-Unis dont le répertoire d'action consiste à créer et renforcer les liens sociaux, à créer du réseautage et à protéger la « famille » qu'est l'organisation. Ainsi, le *backlash* tel qu'il est conceptualisé dans les études sur les antiféminismes ne semble pas adapté à l'analyse de la position des femmes antiféministes.

L'engagement de femmes dans des mouvements néolibéraux, nationalistes et d'extrême-droite, évoque la possibilité que les motivations conservatrices de ces femmes découlent d'autres facettes de l'identité que le genre, à savoir l'orientation sexuelle (le privilège de l'hétérosexualité), la classe (le privilège socio-économique), ou la race (le privilège blanc). Ainsi, la question formulée en termes de « lutter contre leurs propres intérêts » ne tient plus : il ne s'agit plus tant de « lutter contre ses propres intérêts », dans une optique paradoxale, comme l'avaient postulé les féministes matérialistes et les radicales par le biais de la notion de « fausse conscience », mais plutôt de lutter contre ceux des autres, par l'invisibilisation, la marginalisation et l'exclusion. En d'autres termes, la question n'est pas de savoir si l'on possède ou non une conscience politique, mais plutôt de déterminer quels intérêts politiques sous-tendent les discours des femmes opposées au féminisme (au nom de quoi elles s'y opposent). À titre d'exemple, le comportement électoral reflète cette dynamique Dworkin (1983) avait observé que certaines femmes préféreront voter pour le candidat qui favorisera le mieux les intérêts de leur mari, dans l'espoir de pouvoir bénéficier des privilèges résultant de ce vote et de passer dans la catégorie la moins

opprimée de femmes (Delphy dans Calvini-Lefebvre, 2018). Ces dynamiques ne relèvent alors plus d'un « troc patriarcal » ou d'une « résistance passive » au sein du patriarcat, mais s'arriment à des privilèges de classe et d'hétérosexualité (ayant épousé un homme relativement aisé), d'hétéronormativité et de race (bénéficiant des privilèges blancs par rapport à la communauté afro-américaine). L'appui des femmes blanches à un candidat ouvertement misogyne et raciste, Donald Trump, en 2016 puis 2022, est également révélateur à cet égard.

5.2 De la pertinence de la notion « d'agentivité réactionnaire »

Ainsi, j'estime que les seules hypothèses de la « résistance passive » ou du « troc patriarcal » ne sont pas satisfaisantes pour rendre compte de l'antiféminisme des femmes. Elles revalorisent certes leur capacité d'action, mais font tout de même écho à la théorie du choix rationnel⁶² qui met de l'avant les « intérêts » : ce modèle peut induire l'idée que leurs choix ne sont pas influencés par les structures sociales, mais plutôt par une « rationalité » individuelle, dans une optique purement individualiste. De plus, les bénéfices recherchés, comme la protection et la sécurité, sont liés exclusivement au genre en ce que les femmes assument des positions antiféministes pour sécuriser des avantages ou des privilèges liés au fait d'être une femme. Selon cette conception, la dimension politique « réactionnaire » de l'agentivité, soit les implications socio-politiques de l'adhésion des femmes à des valeurs conservatrices ou réactionnaires, n'est pas prise en compte. Ainsi, ces thèses font défaut par leur occultation du renforcement des structures de domination par les femmes antiféministes.

En ce sens, la position des femmes antiféministes défie la notion de « paradoxe ». En effet, les femmes antiféministes ne sont pas des « victimes » en puissance, nécessairement opprimées ou dénuées d'agentivité pour résister à l'oppression. Elles sont des agentes qui s'emploient, souvent

⁶² Voir page 63.

stratégiquement, non pas à transformer, à contourner ou à résister aux structures, en accord avec les conceptualisations féministes de l'*empowerment*, mais à y naviguer pour maximiser leur position privilégiée ou leurs bénéfices. Les stratégies d'alliance qu'elles mettent en œuvre avec les dominants sont arrimées à ces privilèges d'hétérosexualité, de classe et de race, qui interagissent pour aboutir à une position antiféministe. Ce faisant, les hypothèses sur les « alliances » stratégiques d'hétérocisnormativité, de classe et de race représentent des catégories d'analyse pertinentes pour comprendre les motivations et les intérêts des femmes antiféministes, et ainsi fournir des outils analytiques pour penser « l'agentivité réactionnaire », soit l'agentivité qui reproduit le statu quo.

5.3 Approche méthodologique

Dans cette section, je mets en évidence la méthodologie adoptée afin de répondre à mes objectifs de recherche, en lien avec la problématique au sujet de l'agentivité réactionnaire des femmes antiféministes. Je décris dans un premier temps la méthodologie générale employée pour les trois articles qui composent cette thèse, justifiant le choix de la temporalité de la recherche, du contexte géographique, de la méthode d'analyse et des cas étudiés. Cette méthodologie est également décrite de façon plus détaillée dans chaque article. J'expose ensuite les limites de la démarche méthodologique pour enfin préciser certains enjeux éthiques entourant la recherche.

Il existe deux façons d'étudier les antiféminismes. La première consiste à étudier les antiféminismes eux-mêmes, leurs modes actions et leurs discours. C'est ce que réalise entre autres Kristin Blakely dans sa thèse de doctorat sur le contre-mouvement de femmes conservatrices canadiennes *REAL Women of Canada* (2008). La deuxième consiste à examiner les effets des antiféminismes sur les femmes et les féministes, par exemple en étudiant les antiféminismes en ligne du point de vue des féministes ou les effets du contre-mouvement sur le mouvement féministe. C'est la démarche qu'entreprennent Mélissa Blais (2018) et Léa Clermont-Dion (2022) dans leur thèse de doctorat au sujet des effets du contre-mouvement antiféministe

québécois sur les féministes, et Elena Waldispuehl (2022) au sujet des conséquences des cyberviolences sur les trajectoires des féministes au Québec et en France. Cette thèse s'inscrit dans la première démarche, c'est-à-dire que je m'attèle à l'étude des antiféminismes eux-mêmes et non aux effets des antiféminismes sur les femmes et les féministes.

La méthodologie de ce travail est qualitative et principalement inductive. Je m'appuie sur le cadre d'analyse proposé par Myles (2020) et Latzko Toth, Bonneau et Millette (2020) sur une méthodologie adéquate pour étudier des phénomènes en ligne de manière qualitative. L'analyse qualitative permet la compréhension des phénomènes sociaux, ainsi que l'interprétation des pratiques et des expériences (Millette et *al.*, 2020). Elle est en ce sens appropriée à l'étude des antiféminismes : en effet, elle offre un moyen de comprendre le contexte et le sens derrière les traces numériques, en allant au-delà des données quantitatives. Dans le cas de cette thèse, elle permet d'étudier les thèmes et les discours tenus par les femmes antiféministes. L'analyse de contenu numérique désigne un ensemble de méthodes utilisées pour examiner, interpréter et comprendre des contenus publiés sur des supports numériques (sites web, réseaux sociaux, vidéos, forums, etc.) (Millette et *al.*, 2020). Elle permet de dégager des significations et des tendances à partir de données textuelles ou visuelles, comme des publications sur les réseaux sociaux (tweets, publications Facebook, commentaires Instagram, etc.) ou des articles de blogs, de forums ou de sites web (*Idem*).

Ces modèles permettent de partir du contexte du phénomène à l'étude pour s'intéresser aux discours et en particulier aux rhétoriques et aux pratiques discursives d'un groupe donné (Myles, 2020). Ainsi dans un premier temps, l'analyse de contenu numérique permet de contextualiser les plateformes numériques organisées par des femmes antiféministes pour comprendre leur culture et leur identité. Ensuite, l'analyse de discours permet d'étudier les thèmes et les rhétoriques qui s'y produisent.

5.3.1 Délimitation du terrain et sélection des cas

En débutant cette thèse en 2017, les nouveaux médias sociaux du web social (Twitter, Youtube, Facebook et Instagram) étaient déjà bien implantés et étaient populaires au regard de leur utilisation à la fois par les féministes et les antiféministes dans le contexte occidental. De fait, plusieurs campagnes avaient cours, comme les campagnes féministes #HeforShe (2014-), #AgressionNonDenoncee (2014-) au Québec, #MeToo (2017-), #BalancetonPorc (2017) en France. En réaction à ces mobilisations féministes, plusieurs campagnes antiféministes ont riposté, comme #WomenAgainstFeminism (2014-); #MenToo / #HimToo (2017-) #TradWives (2018-) ou #MakeWomenGreatAgain (2020) dans le contexte de la candidature de Trump à la présidence aux États-Unis. Certaines de ces campagnes, comme #MeToo et #TimesUp (2017) ont été déclenchées par des actes misogynes, comme en témoigne l'affaire Weinstein⁶³ en 2017 (Sorin, 2022).

Mon questionnement initial était centré autour de la problématique de l'antiféminisme. Je me suis donc intéressée aux cas antiféministes apparus au cours de mon doctorat, que ce soit en France (d'où je suis originaire), au Québec (où j'ai immigré en 2016) ou aux États-Unis (où j'ai vécu fin 2009)⁶⁴, et qui étaient saillants dans l'actualité. Ainsi vers 2015, la campagne #WomenAgainstFeminism, qui est née en 2013, est la première campagne à avoir attiré mon attention. Celle-ci est arrivée dans un contexte de controverses sur les définitions du féminisme et du genre et révèle l'appropriation des espaces en ligne par les militantes antiféministes. J'ai décidé d'analyser ce Tumblr pour comprendre les dynamiques antiféministes qui en émergeaient.

⁶³ L'affaire Weinstein fait référence à un scandale majeur d'agressions sexuelles commises par le puissant producteur de cinéma Harvey Weinstein. Elle a déclenché une onde de choc mondiale et déclenché le mouvement #MeToo (Sorin, 2022).

⁶⁴ Par ailleurs, le contexte étatsunien a une certaine portée et influence sur le Québec : les événements qui se passent de l'autre côté de la frontière y sont très observés, notamment en ce qui concerne le domaine de l'économie, car celui-ci a un impact sur l'économie canadienne, ou en termes politiques (les élections présidentielles de fin de mandat ou de mi-mandat sont toujours très suivies et commentées au Québec sur les chaînes d'information publiques et dans les discussions de la vie quotidienne).

Ainsi dans le premier article, j'aborde les discours antiféministes autour de l'écriture inclusive en France, dans un contexte où le mouvement anti-genre a connu une grande portée et une forte résonance en France et en Europe. J'ai réalisé cette étude en 2018 car j'étais frappée par la façon par laquelle les médias dominants en France avaient non seulement retransmis l'antiféminisme mais l'avaient amplifié : les discours antiféministes contre l'écriture inclusive étaient partout, sur toutes les chaînes, bénéficiant d'une quasi-absence d'opposition. Mon étude a fait l'objet d'une communication orale aux Journées d'étude « Rhétoriques antiféministes: entre recherche et pratiques » à Toulouse (France) en 2016, d'un travail de session dans le cours de maîtrise « Féminisme et science politique » que je suivais pour la propédeutique pour le doctorat à l'UQÀM en 2017, d'une communication lors du colloque international « Les antiféminismes et masculinismes d'hier à aujourd'hui » à Angers en France la même année, et d'un chapitre dans l'ouvrage collectif « Antiféminisme et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui » (Presses universitaires de France, 2019).

Quelques années plus tard, le mouvement #MeToo en ligne a bénéficié d'un retentissement international, ce qui a confirmé la pertinence de mon choix d'étudier les mouvements antiféministes sur les réseaux sociaux. C'est à ce moment qu'est apparue la controverse sur l'écriture inclusive en France (2017). Ces cas antiféministes se sont produits dans un contexte de contextes de mobilisations antiféministes anti-genre dans les médias traditionnels en France, ce qui révèle leur potentiel de transmission et d'amplification de ce genre de discours. Ce cas m'a permis de nourrir mes questionnements sur les antiféminismes. Mes recherches sur le sujet ont été présentées lors du 86e Congrès de l'Association canadienne francophone pour le savoir (ACFAS) à l'Université du Québec à Chicoutimi, Saguenay et lors du 89e Congrès de l'Association canadienne francophone pour le savoir (ACFAS) (en ligne en 2022). J'ai alors décidé d'inclure l'article qui a résulté de cette étude dans cette thèse, même s'il ne porte pas exclusivement sur les femmes antiféministes, car il met en lumière les rhétoriques réactionnaires qui sous-tendent les discours antiféministes, ce qui comporte une valeur heuristique pour cette thèse. Cela dit, l'article est tout de même suivi par une section de discussion où j'aborde plus spécifiquement le cas des femmes françaises qui se sont opposées à l'écriture inclusive vers 2017.

Enfin, la pandémie de la Covid-19 a éclaté au début de l'année 2020, et les espaces en ligne ont connu un regain d'intérêt, ce qui a permis aux mouvements sociaux en ligne d'attirer un plus large public. C'est le cas de la campagne #Tradwife, qui a connu une forte popularité au cours de la pandémie et après (2020-2024), tout en étant fortement présente dans l'actualité médiatique en 2024 et 2025. Les *tradwives* (diminutif de *traditional wives*) sont des femmes qui valorisent les rôles traditionnels genrés en se soumettant à leur époux sans exercer de travail rémunéré pour rester au foyer et effectuer les tâches ménagères et familiales (voir le chapitre 8 de cette thèse). J'ai commencé l'analyse de ce cas antiféministe en 2021, tout en présentant mes recherches lors du colloque du Collectif de recherche action politique et démocratie (CAPED) à l'Université de Montréal en 2022 et dans un cours de science politique à l'Université de Lille en France, en 2023.

Les trois articles n'ont pas été agencés selon un ordre chronologique : l'étude du premier article porte sur un corpus datant de 2017; le deuxième article sur un corpus de 2014 à 2017 et le troisième sur des données de 2018. Il a plutôt été agencé en fonction de la zone géographique, car les données révélées sont contextuellement liées au *backlash* en cours dans le pays dans lequel elles s'inscrivent.

5.3.2 Choix des langues et des territoires

Les articles sont rédigés dans deux langues différentes, le français pour les articles traitant de l'écriture inclusive en France et des *Tradwives*, et l'anglais pour l'article au sujet des *Women against Feminism*. Ce dernier avait d'abord été soumis comme chapitre en français dans l'ouvrage *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui* (2019). Or, le règlement des thèses par articles de l'UQÀM n'autorisait pas l'inclusion d'un chapitre dans une thèse par article, c'est la raison pour laquelle en 2022 j'ai transformé ce chapitre en article en version anglaise, tout en effectuant des mises à jour de l'article pour en faire une nouvelle version. Ce choix a été pertinent

d'une part car ce cas d'étude est basé aux États-Unis, et d'autre part parce qu'en tant que jeunes chercheur·e·s, nous sommes encouragé·e·s à publier en anglais dans des revues internationales dont le facteur d'impact est plus élevé.

Le choix d'étudier des cas en France et aux États-Unis est intéressant car ce sont deux pays importants sur la scène internationale, membres du G7, les États-Unis étant le pays du G7 le plus puissant à l'heure actuelle. De plus, comme je l'ai mentionné, j'y ai vécu en 2009 et j'ai donc une sensibilité pour les événements qui s'y produisent, tout comme pour ceux qui se passent en France, mon pays natal. Enfin, dans les espaces en ligne, l'importance du contexte étatsunien est prédominante en termes de constitution de mouvements sociaux dans le web 2.0 ou de références intertextuelles à ceux-ci.

Ces deux territoires, la France et les États-Unis, se ressemblent sur certains aspects et diffèrent sur d'autres. En effet, en termes de similarités, si l'on se concentre sur la période 2016-2026, on observe des trajectoires assez comparables sur certains plans : polarisation, défiance envers les élites, montée des droites radicales, poids de l'immigration et des questions identitaires dans le débat public et médiatique. Ainsi, la forte progression de l'extrême-droite est l'une des formes de convergence les plus importantes entre les deux pays. En France, le parti d'extrême-droite le Rassemblement national (RN) est passé d'une force longtemps marginalisée ou contenue à l'une des principales forces électorales du pays : aux élections législatives de 2012, le Front national avait obtenu 2 sièges; en 2017 il en obtient 8, alors qu'en 2022, il compte 89 député·e·s, pour finalement gagner 142 sièges en 2024. Aux États-Unis, à la suite de sa première élection en 2016, Donald J. Trump a progressivement transformé le Parti républicain autour du nationalisme économique, de l'immigration restrictive, du rejet de certaines élites institutionnelles et d'un discours très critique envers le « système », des questions qui étaient auparavant réservées à une frange de la droite plus radicale. Cela dit, le RN est un parti politique français autonome, tandis que le mouvement MAGA (*Make America Great Again*), créé par Donald Trump et qui a

profondément transformé le Parti républicain, est avant tout un mouvement politique construit autour de sa propre figure, autour d'un certain culte de sa personnalité.

La question de l'immigration est également devenue beaucoup plus centrale dans les deux pays. Aux États-Unis, l'immigration est davantage articulée autour de la frontière, de la citoyenneté et de l'identité nationale dans un pays historiquement construit par l'immigration. En France, la question de la laïcité est davantage soulevée : les débats récents sur « l'islamogauchisme » témoignent de la façon dont les questions autour de la laïcité et de l'intégration des communautés musulmanes sont intimement liées à celles sur l'identité progressiste et renvoient à la dénonciation des « wokes » (Smyrnaio et Ratinaud, 2023). Enfin, les deux pays connaissent des conflits importants (et virulents) autour du genre, de la sexualité et des droits LGBTQIA+, même s'ils ne s'expriment pas de la même manière. Aux États-Unis, l'organisation *Human Rights Watch* décrit notamment un recul de plusieurs politiques fédérales de lutte contre les discriminations depuis le retour de Donald J. Trump à la présidence en 2024⁶⁵. Les conflits concernant les politiques de diversité, d'équité et d'inclusion, les droits des minorités et les politiques de genre y sont beaucoup plus directement intégrées à l'affrontement partisan américain. L'annulation de *Roe v. Wade* par la Cour suprême en 2022 a par exemple fait de l'avortement une question institutionnelle et électorale majeure (Mutz et Mansfield, 2024). Il y existe une polarisation gauche/droite beaucoup plus forte, où les démocrates sont généralement plus favorables aux droits des femmes et des minorités et à l'accès à l'avortement, alors que les Républicains/MAGA sont très conservateurs sur l'avortement, le genre et les politiques LGBTQIA+ (*Idem*). En France, ces questions sont généralement moins centrales dans le débat électoral au niveau national mais existent plutôt dans des débats sur l'école, la médecine, la filiation, les associations, la laïcité ou la protection contre les discriminations et s'arriment à une vision universaliste de la citoyenneté des individus (Gilbert et Keane, 2016).

⁶⁵ World Report 2026: United States | Human Rights Watch

5.3.2.1 Limites de ces choix

Les limites de ces choix empiriques tiennent principalement du fait que cette thèse se base sur deux terrains différents (France et États-Unis), sans pour autant être animée par une visée comparative. En effet, il s'agit de deux terrains d'enquête ou deux configurations empiriques différentes au sein d'une recherche consacrée à un phénomène plus général, les antiféminismes et non d'une comparaison transnationale des antiféminismes. Il aurait été riche de s'atteler à une comparaison entre les deux pays, comme je le mentionne en conclusion de cette thèse. Toutefois, j'ai jugé qu'il n'était pas strictement nécessaire de comparer les deux pays puisque même avec ces cas pris de façon isolée, j'avais obtenu suffisamment de matériel pour être en mesure de répondre ma question de recherche et de développer une nouvelle conceptualisation des femmes antiféministes, celle de « l'agentivité réactionnaire ». Le fait d'étudier des exemples antiféministes provenant à la fois de la France et des États-Unis permet d'enrichir la compréhension globale du phénomène, tout en montrant que l'agentivité réactionnaire des femmes antiféministes peut s'exercer dans diverses configurations géographiques et sociopolitiques en Occident.

5.3.3 Choix des espaces socio-numériques

Enfin, j'ai choisi d'étudier les campagnes et les influenceuses antiféministes « là où elles se trouvaient » dans les espaces en ligne et dans les médias traditionnels, qui se sont imposés d'eux-mêmes (je n'ai pas choisi mes cas d'étude en fonction de la plateforme où elles s'exprimaient). Ainsi, la plateforme Tumblr était celle qui était privilégiée par les participantes de la campagne *Who needs feminism*, lancée par les étudiantes de l'université de Duke, et c'est donc naturellement celle-ci qui a été également choisie par ses détractrices antiféministes en retour. De même, les *Tradwives* étaient surtout présentes sur Instagram et Youtube au moment où j'ai effectué ma recherche en 2021 (elles se sont déplacées vers TikTok ensuite, vers 2021-2022).

Le web social est donc apparu comme le lieu par excellence des affrontements et des rapports de pouvoir entre féministes et antiféministes et un terreau fertile pour la recherche et c'est la raison pour laquelle j'ai envisagé étudier ce terrain. De plus, les médias sociaux étaient utilisés par un large public. Cela dit, les médias sociaux n'ont pas remplacé les médias traditionnels comme médias privilégiés pour la diffusion des idées antiféministes. Jenkins et *al.* (2013) évoquent la « convergence culturelle » pour décrire la façon dont les médias traditionnels et les nouveaux médias interagissent de manière complémentaire plutôt que substitutive. Selon lui les anciens médias ne disparaissent pas. Ce sont les usages des médias qui changent à mesure qu'apparaissent les nouvelles technologies. Ainsi, pour ce qui est de ma recherche sur les discours antiféministes contre l'écriture inclusive en France, j'ai analysé les discours publics dans les médias traditionnels (la presse ou la radio).

Les nouveaux médias sociaux quant à eux permettent une forte participation et la constitution de collectifs par des membres qui ne se connaissaient pas nécessairement auparavant, dans une logique d'action collective non centralisée et non-hiérarchique (Millette et *al.*, 2012, p. 4). Ainsi les médias sociaux revêtent un intérêt pour cette thèse car ils permettent d'observer l'action collective de femmes qui se rassemblent autour d'un intérêt et d'un objectif commun : contrer les féminismes.

Cela dit, les plateformes comportent des éléments structurants qui leur sont propres et qui peuvent guider, voire conditionner la façon dont ces discours s'expriment. La plateforme Tumblr est une plateforme de rebloggage, c'est-à-dire qu'elle permet à des utilisateur·rices de republier du contenu déjà publié par soi-même ou quelqu'un d'autre, éventuellement en ajoutant un commentaire, une image ou un GIF. Les *tags* de Tumblr servent à organiser ses propres contenus, rendre un contenu découvrable, suivre une thématique, rejoindre une communauté ou catégoriser un contenu. Ainsi les *tags* servent à connecter les contenus aux communautés intéressées et permettent de créer des pages consacrées à un *tag*. Les utilisateur·trices peuvent suivre ces *tags*, qui alimentent ensuite leur tableau de bord. Les catégories identitaires, comme

#trans #nonbinary #queer ou dans le cas des antiféministes, #antifeminist ou #antifeminism, peuvent devenir des catégories de recherche et de rassemblement communautaire. En somme, Tumblr est une plateforme hybride combinant des caractéristiques du blog traditionnel, du réseau social et du microblogging (Chang, Tang, Inagaki et Liu, 2014). Cette plateforme était intéressante pour ma recherche car elle montre comment les pratiques de *tagging* et de communautés qui la constituent participent à la construction des identités de genre, d'orientation sexuelle, comme le montre l'étude d'Abigail Oakley (2016), mais aussi des identités politiques féministes et antiféministes (Michaud, 2019), comme c'est le cas de la communauté *Women against Feminism*.

De même, Instagram fonctionne comme une plateforme sociale. Le profil permet l'identité individuelle, tandis que les publications, les *stories* et les *reels* permettent de produire du contenu. Instagram facilite le réseautage en ce qu'il est possible de suivre les comptes d'autres abonnés et d'être suivi·e par d'autres. Le *feed* (l'espace composé des publications et de la biographie), les commentaires, les partages de publications et les messages personnels permettent l'interaction entre utilisateur·trices tandis que les algorithmes de recommandation et les *hashtags* favorisent la circulation et l'exploration de nouveaux contenu dans la plateforme (Leaver, Highfield et Abidin, 2020). Cette plateforme présente un intérêt car elle permet d'observer non seulement la façon dont des communautés s'y constituent et interagissent en fonction d'intérêts similaires, mais également d'observer les contenus similaires qui sont suggérés grâce aux algorithmes, qui facilitent les convergences avec d'autres mouvements sociaux en ligne. C'est notamment le cas des convergences entre l'antiféminisme et le suprémacisme blanc, comme l'observe Leidig (2023) : à partir de comptes antiféministes, et en cliquant sur les comptes suggérés par l'algorithme, la chercheuse déclare qu'elle a fini par se retrouver en immersion dans la culture non seulement de « l'alt right », mais aussi de l'extrême-droite, de la suprématie blanche, des néonazis, de l'islamophobie, de l'antisémitisme et du contenu liés à des théories conspirationnistes.

Les mots-clics et les algorithmes, qui suggèrent d'autres comptes reliés à des intérêts similaires, favorisent la normalisation des idées réactionnaires et le recrutement. Cela dit, Leidig explique que c'est davantage l'appropriation des pratiques préexistantes des cultures numériques, comme le développement personnel, le vlogging culinaire et ménager, qui permet de conserver de fidèles abonné·e·s et d'atteindre un large public. Contrairement aux anciens salons de discussion et aux réseaux privés numériques qui exigeaient un code de connexion, les médias sociaux offrent désormais un accès rapide et facile, requérant simplement de suivre le compte d'un·e influenceur·euse. De ce fait, les idéologies réactionnaires sont désormais plus accessibles que jamais.

Ainsi, la structure de Tumblr et Instagram est plateformisée : les utilisateurs produisent eux-mêmes les contenus et les fonctionnalités de la plateforme — *feed*, abonnements, *hashtags*, reblog, recommandations, etc. — organisent leur circulation et leur visibilité. En revanche, le mode de fonctionnement des médias traditionnels est plutôt différent. Ces médias sont structurés par une organisation éditoriale et matérielle plutôt fixe au départ: la rédaction sélectionne et hiérarchise les informations avant leur diffusion. En d'autres termes, ce sont les éditeur·trices qui décident du contenu à diffuser. Cela revêt une importance car ce sont ces organisations éditoriales qui décident du contenu intéressant pour le public et qui valorisent un type de contenu susceptible d'augmenter l'auditoire ou le lectorat et d'augmenter le chiffre d'affaires de l'entreprise (Rieffel, 2015). Or, les médias traditionnels ont généralement tendance à donner une visibilité particulière aux discours antiféministes, aux controverses autour du féminisme ou aux représentations négatives des féministes, comme le montre notamment l'étude de Lind et Salo (2002) en contexte étatsunien et c'est également ce que cette thèse cherche à investiguer.

5.3.4 Méthode d'analyse

La méthode d'analyse que j'ai choisie est basée sur les outils de l'analyse critique du discours (*Critical Discourse Analysis*), qui combine les outils de l'analyse de discours et les théories féministes afin d'examiner comment les rapports de pouvoir genrés sont produits, reproduits, négociés ou contestés dans les discours (Lazar, 2005;2007). Ainsi la linguiste féministe Michelle Lazar, qui théorise les principes de cette méthode, s'appuie sur les conceptions existantes de l'analyse du discours, mais estime qu'une perspective explicitement féministe est nécessaire pour rendre visibles les rapports de pouvoir genrés qui peuvent être négligés dans une analyse critique plus générale (Lazar, 2005). Cette méthode est pertinente pour analyser mon objet de recherche. En effet, l'analyse critique de discours féministe permet d'analyser les structures de pouvoir (patriarcat, conservatisme, rapports de genre), les mécanismes discursifs par lesquels les femmes antiféministes construisent leur légitimité, et l'action des actrices qui participent à ces structures. Ainsi, elle permet de révéler comment l'agentivité des femmes antiféministes qui émane de leurs discours contribue à la légitimation ou au renforcement de rapports de pouvoir inégalitaires. L'étude de leurs discours publics est par ailleurs particulièrement intéressante pour conceptualiser leur agentivité car ils traduisent la façon dont elles cherchent publiquement à influencer la vision des relations de genre et des relations de pouvoir dans la société. Ils permettent d'examiner les rapports de domination qui sont rendus invisibles par et dans ces discours : la notion de « choix » par exemple peut effacer les contraintes structurelles du patriarcat auxquelles les femmes font face et qui contraignent leurs choix.

Le processus d'analyse de discours critique peut se décliner en plusieurs étapes, conformément à la méthode de Lazar (2007). En premier lieu, l'analyse commence par une compréhension du contexte historique, culturel et politique dans lequel le discours est produit. Dans le cas de cette thèse, il s'agit principalement de la montée des mobilisations anti-genre et des mouvements conservateurs de droite et d'extrême-droite, des controverses en ligne autour du féminisme et des relations de genre ainsi que des transformations du militantisme numérique. Ensuite, le corpus est constitué en lien avec la question de recherche. Dans cette recherche, les articles de presse, les extraits de radio et les publications sur les médias sociaux ont été retenus pour conceptualiser la façon dont les femmes antiféministes expriment publiquement leur agentivité

réactionnaire. Une fois le corpus constitué, une analyse des représentations sur le genre et le féminisme est effectuée, tout en portant une attention aux stratégies discursives qui sont mobilisées pour défendre un point de vue ou dissimuler un rapport de pouvoir inégalitaire. Finalement, l'analyse se concentre sur les idéologies révélées par ces représentations et ces stratégies. Dans cette thèse, je mobilise des grilles de lecture et des outils théoriques et conceptuels élaborés en études féministes afin d'analyser les données de façon critique et non purement descriptive. Ces outils incluent des concepts comme le *backlash*, l'antiféminisme conservateur, l'antiféminisme ordinaire, etc. De plus, je croise certaines de ces approches, comme notamment l'approche du *backlash* et l'approche des « rhétoriques réactionnaires » dans le premier article. Cette analyse m'a enfin permis d'élaborer des indicateurs de « l'agentivité réactionnaire », qui constitue le cœur théorique de cette thèse.

5.3.5 Nature des sources mobilisées

Lors de l'analyse de mes données, j'ai mobilisé autant des écrits scientifiques produits par des sociologues, politistes et historiennes féministes et des essais rédigés par des journalistes féministes. Ces essais n'ont certes pas subi de processus d'évaluation par les pairs, mais ils fournissent des analyses théoriques et conceptuels pertinents pour comprendre l'agentivité des femmes antiféministes. Notamment, les ouvrages *Right-Wing Women* (1983), et *Backlash* (1991) ont été rédigés par des journalistes féministes (respectivement, Andrea Dworkin et Susan Faludi), qui se sont basées sur leurs observations de terrain pour élaborer leurs analyses théoriques et conceptuelles sur le sujet. Ce sont des ouvrages majeurs dans les études féministes des antiféminismes, et en particulier dans l'explication de la posture des femmes antiféministes aux États-Unis. De la même manière, plus récemment, l'ouvrage de Léane Alestra, *Les vigilantes. Surveillées et surveillantes. Ces femmes au cœur de l'extrême-droite* (2025), a subi un processus éditorial et non un processus de révision par les pairs en recherche, mais il fournit des outils théoriques et analytiques importants pour saisir l'agentivité des femmes antiféministes dans le monde contemporain.

Enfin, les études sur les antiféminismes ont connu un véritable essor dans les toutes dernières années (à partir de 2022-2023), en particulier les études au sujet des antiféminismes sur le web et celles au sujet des croisements entre les antiféminismes et l'extrême-droite. Ainsi lorsque j'ai publié mon chapitre au sujet des *Women against feminism* en 2019, peu d'articles et d'ouvrages avaient été publiés sur le sujet. De même, lorsque j'ai rédigé la première version de mon article sur les *Tradwives* en 2022, très peu d'articles scientifiques en anglais avaient été publiés à ce moment-là. Étant donné ce manque dans la littérature existante, je n'ai pas fait de distinction entre les études existantes sur les antiféminismes qui avaient subi un processus d'évaluation par les pairs et celles qui avaient subi un processus éditorial.

5.3.6 Limites de la méthode

L'utilisation de l'analyse de discours critique comporte certaines limites. Premièrement, cette méthode ne prend pas en compte l'analyse de la réception des discours antiféministes par les utilisateur·trices des réseaux socionumériques ou l'auditoire des médias traditionnels. L'analyse critique de discours féministe permet d'identifier les discours et de comprendre comment leur visibilité est construite, mais elle ne permet pas de prouver leur influence sur les publics qui les reçoivent. De plus, le contexte médiatique est variable en ce que les plateformes ont chacune leurs dispositifs spécifiques et leurs éléments structurants. L'analyse de discours nécessiterait alors d'être combinée avec une prise en compte des spécificités de chaque plateforme, afin d'être en mesure de comprendre comment le message est construit afin de maximiser la visibilité et l'impact sur les utilisateur·trices.

Deuxièmement, la méthode de Lazar se concentre sur le discours et le langage. Or Instagram et Tumblr sont très visuels. Cette méthode peut alors représenter un défi en ce qui concerne les contenus multimodaux : un contenu antiféministe peut être transmis par une image, une vidéo,

un même, des emojis ou une combinaison d'image, de texte et de mots clics (*hashtags*). Une analyse de discours qui est seulement basée sur le texte risque alors de manquer une partie du sens. Pour cette thèse, j'ai cherché à pallier cette difficulté en décrivant le contenu des images sur Tumblr ou Instagram.

Enfin, l'analyse des discours publics ne permet pas de prendre en compte les trajectoires, les motivations et les expériences subjectives des participantes. Il n'est également pas possible de confronter les données obtenues avec les participantes sans effectuer d'entretiens complémentaires avec ces sujets. Cependant, j'ai estimé que les entretiens n'étaient pas nécessaires pour atteindre l'objectif spécifique de la recherche, qui était d'analyser des formes discursives par lesquelles se manifestait une agentivité réactionnaire chez les femmes antiféministes. De plus, afin d'avoir un aperçu des activités des antiféministes dans le monde « hors ligne » et d'obtenir des indices sur leurs trajectoires individuelles, j'ai consulté les études d'autres autrices ou journalistes qui avaient enquêté sur les phénomènes (*Women against Feminism* et *les Tradwives* en particulier) et les trajectoires individuelles de ces femmes, notamment en réalisant des entrevues (Darby, 2020; Leidig, 2023), ce qui m'a permis de mieux contextualiser les discours.

5.3.7 Traitement des données

Une méthode inductive a été employée pour analyser les données du premier et du deuxième articles, au sujet du Tumblr *Women against Feminism* et des discours antiféministes contre l'écriture inclusive dans les médias français. Les données ont été traitées dans un premier temps en rassemblant les principales représentations qui émanaient des discours, puis en formant de larges catégories manuellement. À partir de ces catégories formées, j'ai réalisé des catégorisations thématiques plus précises, également manuellement. J'ai inclus les données qui révélaient des représentations sur le genre ou les féminismes à travers les discours. Les deux articles susmentionnés ont été analysés en premier au cours de mon doctorat et ont permis, à

partir d'un dialogue entre les données empiriques et les théories féministes de l'agentivité, de faire émerger des élaborations préliminaires du concept « d'agentivité réactionnaire ».

Le troisième article au sujet des *Tradwives* a été analysé en dernier au cours de mon doctorat. Ainsi pour cet article, j'ai plutôt utilisé une méthode hybride (abductive) car je cherchais à la fois à examiner les catégorisations (thématiques) qui émergeaient des discours exprimés, dans une visée inductive, et à raffiner le concept d'agentivité réactionnaire que j'avais préalablement élaboré, dans une perspective déductive. J'ai d'abord cherché à examiner les données qui émergeaient des discours et à les rassembler en catégories. Contrairement aux participantes du Tumblr *Women against Feminism*, qui expriment principalement un désaccord avec les féminismes, les *Tradwives* produisent un contenu destiné à influencer des publics et à normaliser des visions du monde réactionnaires. C'est la raison pour laquelle je me suis davantage intéressée aux stratégies rhétoriques et aux tactiques que les *Tradwives* employaient pour influencer et normaliser des idéaux réactionnaires. Pour ce faire, j'ai mobilisé les études réalisées sur le sujet pour y confronter mes données. La chercheuse Éviâne Leidig (2023) avaient par exemple relevé quatre tactiques qui étaient utilisées par les femmes pour légitimer et normaliser l'extrémisme de droite étatsunien. Avec cette recherche à l'esprit, j'ai cherché à analyser de quelle façon ces tactiques s'appliquaient également aux influenceuses *tradwives* sur Instagram.

5.3.8 Considérations éthiques

Les considérations éthiques demeurent un enjeu crucial de la recherche en ligne, que ce soit dans la récolte ou la diffusion des résultats, en ce qui a trait à la protection de la vie privée des personnes et leur consentement à la recherche (Waldispuehl, 2022).

Cela dit, les nouveaux médias sociaux comme Youtube, Instagram, Twitter ou Tiktok ont une culture numérique ouverte et *mainstream* que les plateformes de l'internet précédentes comme

les forums de discussion 4chan ou 8chat ou Reddit, utilisés par la manosphère, qui constituaient des espaces privés où l'accès était restreint et requérait un code d'identification. A contrario, les femmes antiféministes utilisent les nouveaux médias sociaux de façon consciente, c'est-à-dire précisément pour obtenir une certaine visibilité, pour recruter des adhérent·e·s et créer des audiences pour leur cause (Leidig, 2023).

Étant donné ces considérations, je n'ai pas jugé nécessaire de demander le consentement des participantes pour la réalisation de ma recherche ni pour sa diffusion. Cela a été confirmé par le comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants (CERPÉ), qui prévoit que la recherche faisant appel à l'observation de personnes dans des lieux publics ne nécessite pas d'évaluation par un CER si les conditions suivantes sont réunies :

- la recherche ne prévoit pas d'intervention planifiée par le chercheur ou d'interaction directe avec les personnes ou les groupes;
- les personnes ou les groupes visés par la recherche n'ont pas d'attente raisonnable en matière de respect de la vie privée;
- la diffusion des résultats de la recherche ne permet pas d'identifier des personnes en particulier.

En effet, pour cette thèse, j'ai exploré et analysé uniquement des données publiques (relayées par les médias, sur la plateforme Tumblr, qui ne nécessite pas d'inscription, et sur des comptes Instagram dont les données étaient ouvertes au public (il n'était pas nécessaire de s'abonner au compte). De plus, j'ai réalisé une observation passive des groupes, en ne m'impliquant pas moi-même en tant que chercheuse, ni en interagissant avec les membres des groupes. Le comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants de l'UQAM a conclu que cette recherche respectait les trois conditions énoncées par l'article 2.3 de l'ÉPTC2 et ne nécessitait donc pas de certificat éthique.

Les prochains chapitres présentent les articles qui constituent cette thèse.

CHAPITRE 6

RHÉTORIQUES RÉACTIONNAIRES ET ANTIFÉMINISME EN FRANCE: LA CONTROVERSE DE L'ÉCRITURE INCLUSIVE

Résumé

En France, en mars 2017, l'éditeur Hatier publiait un manuel scolaire qui utilisait l'écriture inclusive, dont l'objectif était d'éradiquer le sexisme dans la langue et donc dans les mentalités. Les résistances à son application furent nombreuses : l'Académie française, le groupe parlementaire Les Républicains dont était issu le premier ministre français Édouard Philippe, des militant·e·s de la Manif pour tous et des intellectuel·le·s se sont prononcés publiquement contre cette tentative d'inclusivité dans la langue française. Dans cette étude, nous proposons d'évaluer en quoi les arguments invoqués lors de la controverse de l'écriture inclusive en France s'arriment à des rhétoriques réactionnaires antiféministes.

Cette recherche, qui relève les déclarations portées à la fois par des hommes et des femmes, révèle la présence de deux types d'antiféminisme : le premier antiféminisme est plutôt d'ordre « ordinaire », c'est-à-dire qu'il s'oppose à l'égalité mais de façon subtile : dans ces discours, ses adeptes argumentent que le féminisme va nuire à la cause des femmes. Cette rhétorique s'arrime à la thèse de « l'effet pervers » définie par Albert Hirschman dans sa typologie des rhétoriques réactionnaires (1991). L'article met aussi en exergue un type d'antiféminisme plus conservateur et militant, arrimé aux logiques de « mise en péril » de la civilisation, de la nation ou de l'ordre genré.

L'article est suivi d'une étude des discours antiféministes portés par des femmes plus spécifiquement dans cette controverse et révèle des aspects de l'aspect « réactionnaire » de l'agentivité des femmes antiféministes. Premièrement, les arguments sur « la censure » et « la

liberté d'expression » trahissent certains privilèges que détiennent ces femmes antiféministes, qui disposent d'un grand capital culturel et économique et d'une grande visibilité dans les médias *mainstream*, en tant que journalistes, directrices ou autrices. Ces femmes y font régulièrement la promotion de leurs livres et de leurs idées antiféministes, bénéficiant ainsi non seulement d'une complaisance, mais d'une tribune de la part des médias français. Dans ce contexte, le débat sur l'écriture inclusive leur fournit une fenêtre d'opportunité dont elles se saisissent pour gagner en visibilité et en légitimité en exprimant leurs idées antiféministes.

Ainsi le *backlash* antiféministe révélé par ces arguments ne participe pas exactement d'une volonté de conserver certains privilèges patriarcaux, comme l'entend le concept dans sa définition. Il est plutôt lié à l'agentivité réactionnaire de ces femmes. Premièrement, il participe d'une volonté de conserver des privilèges de classe liés à leur statut de femmes bourgeoises blanches dont le discours est mis de l'avant et valorisé par les médias dominants. Deuxièmement, en s'opposant à l'écriture inclusive ou au point médian, ces femmes s'opposent aussi à la visibilité et la reconnaissance des personnes non binaires ou queer. Ainsi le fait de ne pas reconnaître leur marginalisation dans la société et même de la promouvoir en s'opposant au point médian, témoigne de leurs privilèges liés au genre (en tant que femmes cisgenres) et à l'hétéronormativité (en tant que femmes dont l'identité de genre est intimement liée à l'hétérosexualité, par essentialisme de genre). Enfin, ces femmes dénoncent l'écriture inclusive au motif qu'elle représenterait une imposition coercitive à la « majorité silencieuse », un « terrorisme intellectuel » et une « censure » de la pensée. Dans cette opération de « renversement victimaire » (Garbagnoli, 2019), les adeptes de l'écriture inclusive seraient maintenant des oppresseur·e·s, et les antiféministes, des victimes. Cette rhétorique met en lumière la position ambiguë des femmes antiféministes au regard de l'appropriation du statut de « victime », lequel est tantôt rejeté pour asseoir son agentivité en tant que femme, tantôt mobilisé de façon stratégique pour dénoncer les initiatives progressistes et conforter des privilèges.

Cet article s'inscrit en contexte français en 2017. Comme pour le troisième article sur les *tradwives*, cette temporalité représente un intérêt dans la mesure où le débat surgit dans le contexte du *backlash* antiféministe qui a surgi à la suite de la campagne féministe #MeToo sur les réseaux sociaux. Contrairement aux deux prochains articles qui abordent les femmes antiféministes étatsuniennes, cet article traite du contexte français, qui méritait d'être étudié en raison de la présence accrue des mouvements anti-genre dans le pays depuis les débats sur le Mariage Pour Tous de 2013.

6.1 Introduction

Les débats et les controverses qu'ont suscités les tentatives de féminisation de la langue française à partir des années 1980 attestent des résistances, souvent passionnées, sur la question. Si pour certain·e·s cet enjeu ne vaut pas la peine d'être traité tant il serait futile, d'autres s'insurgent au contraire contre cette tentative progressiste. En témoignent les vives oppositions à l'écriture dite « inclusive » à la fin de 2017 en France.

L'écriture inclusive existe pourtant depuis près de quarante ans : son utilisation a été promue par des groupes progressistes, des universités, et le Québec l'a déjà officialisée par l'entremise de l'Office québécois de la langue française (Lessard et Zaccour, 2017). Également appelée écriture épiciène, égalitaire, non sexiste, dégenrée, non genrée, etc., l'écriture inclusive vise à utiliser un langage non discriminant envers les personnes de genre féminin ou les personnes non binaires (Abbou et al, 2018). En France, la controverse sur l'écriture inclusive est déclenchée en octobre 2017, après la parution en mars 2017 du manuel des éditions Hatier « Magellan et Galilée – Questionner le monde », qui utilise l'écriture inclusive, c'est-à-dire qu'il ne donne plus préséance au masculin dit « générique » et accorde au féminin les fonctions, les titres et les métiers. Ce faisant, il suit les recommandations préconisées par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le guide prône « l'usage du masculin et du féminin dans les messages adressés à tous et toutes », le justifiant ainsi : « pour que les femmes comme les hommes soient inclus·e·s,

se sentent représenté·e·s et s'identifient ». À l'écrit, le guide préconise l'usage du point ou du « point médian » pour inclure le féminin, en composant le mot selon la règle : racine du mot+suffixe masculin+point+suffixe féminin. C'est cette dernière règle qui occasionnera le plus d'attaques.

Les études sur l'antiféminisme ont démontré que les progrès et les avancées féministes sont régulièrement suivies d'un *backlash* antiféministe, opérant dans une logique de mouvement/contre-mouvement souvent qualifiée de « couple » ou de « tango conflictuel » (Sommier, 2009). Ainsi, à la suite de la parution du manuel, des enseignant·e·s, puis des intellectuel·le·s dénoncent cette pratique qu'il·elle·s jugent trop compliquée ou absurde, voire dénoncent un complot féministe. Le débat sur l'écriture inclusive prend alors les allures d'un duel où les coups seront échangés par pétition et déclarations interposées. Toutefois, les échanges ne se font pas dans les mêmes termes : si les partisan·e·s de la féminisation se concentrent sur la règle grammaticale du « masculin qui l'emporte sur le féminin » (Tribune de 314 enseignant·e·s, 2017), le combat des opposant·e·s visera davantage l'écriture inclusive et le point médian. Ainsi, dans une circulaire datant du 21 novembre 2017, le premier ministre Édouard Philippe déclare : « Dans les textes réglementaires, le masculin est une forme neutre qu'il convient d'utiliser pour les termes susceptibles de s'adresser aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Je vous invite, en particulier pour les textes destinés à être publiés au Journal officiel de la République française, à ne pas faire usage de l'écriture dite inclusive » (Le Monde, 2017). Cette déclaration fait toutefois abstraction des pratiques, étant donné que des déclarations officielles faisaient déjà usage du doublet, à l'instar du « Françaises, Français » du général Charles de Gaulle, tandis que de nombreux textes de loi comme les annonces d'emplois avaient déjà été déjà rédigés en écriture inclusive.

Dans cette étude, nous proposons une analyse des rhétoriques antiféministes des opposant·e·s à l'écriture inclusive. Après avoir retracé les contours de l'antiféminisme dans son aspect conservateur, nous examinerons les arguments invoqués par les principaux adversaires de

l'écriture dite « inclusive », soit : l'Académie française, des politicien-ne-s, des enseignant-e-s et intellectuel-le-s et l'organisation conservatrice « La Manif pour Tous ». Nous situerons ces arguments antiféministes dans le cadre des thèses sur les rhétoriques réactionnaires d'Albert Hirschman (1991) pour en dégager la logique argumentative conservatrice.

6.2 Antiféminisme et conservatisme

6.2.1 Le *backlash* antiféministe

Jane Mansbridge et Shauna L. Shames (2012) ont analysé la notion de *backlash* ; selon elles, celui-ci se définit comme une « réaction conservatrice à un mouvement social et politique progressiste » et se décline en trois éléments : c'est une réaction (1), il comporte un élément de coercition (2) et il est exercé par des groupes qui voient leur pouvoir et leurs privilèges menacés (3).

Lorsque les groupes sont désavantagés par le *statu quo* et se mobilisent pour modifier leur situation, il y a réaction de la part de ceux en position de pouvoir, ce qui produit le *backlash*, soit « la réaction d'un groupe conscient d'être en train de perdre le pouvoir » (*Ibid.*, p. 153). Le *backlash* est ainsi défini comme la « réaction à une redistribution du pouvoir (capacité) » (*Idem*). Il est dynamique puisqu'il se réactualise dans le temps en fonction des rapports sociaux existants. Le *backlash* peut prendre des formes coercitives : la ridiculisation, la réduction au silence ou la stigmatisation ; ou des formes violentes : assassinats, viols, coups. La forme prise est conditionnée aux rapports entre le groupe dominant et le groupe dominé et au contexte de la controverse. Dans le cas de l'écriture inclusive, la controverse porte sur un enjeu symbolique, la langue ; il sera alors plus probable que le *backlash* s'exprime par des formes coercitives, plus subtiles que les formes violentes qui s'avèreraient peu efficaces dans ce cas de figure.

À la suite de ces définitions du *backlash*, l'antiféminisme peut être qualifié de « mouvement d'opposition au féminisme, qui s'en prend à ce dernier en tant que mouvement social et aux féministes comme porteuses de ce mouvement » (Lamoureux, 2019, p. 54). L'antiféminisme peut également être vu comme une « réaction par anticipation », par laquelle les antiféministes réagissent par crainte des changements qui pourraient avoir lieu plutôt qu'aux événements qui se sont déjà produits, comme l'a démontré l'historienne Christine Bard (1999 ; 2019).

6.2.2 Le biais androcentré de la langue française

Suivant cette dimension de « réaction par anticipation » de l'antiféminisme, il est possible de retracer la motivation des hommes à inscrire leurs privilèges dans la langue à partir de leur peur de perdre ces privilèges et le pouvoir qui sont associés à leur sexe. Dans cette perspective, il est intéressant de retracer le processus de masculinisation de la langue française à partir du 17^e siècle.

À partir des 17^e et 18^e siècles, des hommes ont délibérément assigné au genre masculin une fonction plus noble que le genre féminin, en lui attribuant une connotation de globalité, d'universalité, ce que traduit le masculin dit « générique ». Les suffixes en *-esse* des termes désignant des professions comme *peintresse*, *poétesse*, *philosophesse* ont été supprimés, effaçant du même mouvement la visibilité des femmes dans ces milieux (Lessard et Zaccour, 2017). De plus, la règle de l'accord de proximité a été pratiquée jusqu'au XVII^e siècle, où l'ordre des mots dans la phrase (et non la « primauté » du masculin) (Bureau de la traduction, 2019) déterminait l'accord de l'adjectif ou du nom.

En France, le biais androcentré dans la langue a été institutionnalisé par l'Académie française, qui a toujours fait usage de son prestige et de son autorité pour légitimer l'infériorisation linguistique (et sociale) du sexe féminin. Ainsi le problème du sexisme dans la langue n'émanerait pas tant de la langue elle-même que des intellectuels et des institutions qui, dans un « long effort pour

masculiniser la langue, [se sont évertués à] maintenir ou accentuer des rapports de force » (Viennot, 2014, p. 9). Les résistances à la féminisation de la langue sont alors idéologiques et politiques plus que linguistiques :

Si l'on dénonce fréquemment la dimension politique de la féminisation, qui « dénaturerait » la langue au nom de l'émancipation des femmes, il faut savoir que sa masculinisation a été – et demeure – tout autant un projet politique. On peut ainsi remercier une poignée d'antiféministes qui se sont donnés corps et âme non seulement pour dépouiller le français de sa « féminité », mais aussi pour présenter ce carnage comme une évidence naturelle (Lessard et Zaccour, 2017, p. 9).

Les spécialistes précisent que plutôt que de parler de « féminiser » la langue, il s'agit de la « démasculiniser » (Rouch, 2018). Ainsi, apprendre à « féminiser » la langue revient à « désapprendre la langue androcentrique » (Lessard et Zaccour 2017, p. 16).

6.2.3 Le socle conservateur de l'antiféminisme

Les études sur l'antiféminisme ont mis au jour le socle conservateur ou réactionnaire sur lequel repose l'antiféminisme (Lamoureux et Dupuis-Déri, 2015). Pour la politiste Diane Lamoureux (2015), il est possible de situer l'analyse des « nouveaux visages de l'antiféminisme » dans le cadre de la pensée conservatrice/réactionnaire. Le conservatisme s'exprime dans la réticence à la remise en question du *statu quo*, défini comme « les structures particulières du pouvoir existant à un moment et dans un lieu donnés » (Mansbridge et Shames 2012, p. 152), et à un changement brusque des choses, cette vision étant inspirée par le traditionalisme et une vision pessimiste de la perfectibilité humaine (Lamoureux, 2019, p. 57). Cette vision conservatrice expliquerait la réticence face au féminisme, dont les changements apportés depuis les années 1970 se sont voulus radicaux dans une optique révolutionnaire.

Dans l'ouvrage *Deux siècles de rhétoriques réactionnaires* (1991), Hirschman analyse les discours d'opposition aux réformes progressistes liés à la Révolution française, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le suffrage universel et la création de l'État-providence au XX^e siècle. À partir de ces analyses, il élabore trois thèses sur les « rhétoriques réactionnaires » : la mise en péril, l'inanité et l'effet pervers (*jeopardy, futility, perversity*). Ces thèses se prêtent bien à l'analyse de la pensée conservatrice qui sous-tend la logique argumentative de l'antiféminisme (Lamoureux, 2015 ; Lamoureux et Dupuis-Déri, 2015) et du mouvement anti-genre, très actif en France dans la dernière décennie.

6.2.4 La mise en péril

La thèse de la mise en péril fait écho à la notion de *backlash* de Mansbridge et Shames puisqu'elle met en jeu la perte de privilèges acquis dans un système qui vise à préserver le *statu quo*. Hirschman souligne que « le progrès dans les sociétés humaines est si problématique que tout nouveau “pas en avant” porte gravement atteinte à une ou plusieurs conquêtes (droits, libertés, garanties) antérieures » (1991, p. 141). Il cite comme exemple les penseurs du néolibéralisme comme Friedrich Hayek, pour qui la démocratie et la liberté seraient menacées par l'État-providence, l'intervention de l'État et le projet du « socialisme ».

De même, cette thèse soutient l'idée que le projet progressiste du féminisme sape les fondements de la société, menace l'ordre divin, l'ordre naturel, la nation, la famille, les hommes ou les jeunes (Lamoureux et Dupuis-Déri, 2015, p. 15). À ces divers éléments, nous proposons d'ajouter la langue. En effet, l'Académie française, qui se veut « défenseur de la langue française », a été créée dans le dessein de protéger l'unification du royaume à travers la langue. La langue française est ainsi vue comme une institution nationale dont la remise en cause porterait atteinte aux fondements de la société.

6.2.5 L'inanité

Également à teneur conservatrice, la thèse de l'inanité soutient que les changements apportés par les progressistes ne pourront en rien changer l'ordre des choses ou le *statu quo*. La thèse de l'inanité fait écho à l'argumentaire classique de l'antiféminisme qui valorise une conception naturaliste de la différence sexuée pour justifier les inégalités sociales. Bard (2019) souligne que « l'antiféminisme s'appuie toujours sur une vision normative des identités et des rôles sexuels : il défend le respect de cette norme sur un plan concret – législatif par exemple, mais aussi symbolique – contre l'écriture inclusive, par exemple. C'est l'ordre genré du monde qui est en jeu ».

6.2.6 Le mouvement anti-genre en France

Les thèses de la mise en péril et de l'inanité se retrouvent dans les discours des militant·e·s du mouvement anti-genre et en particulier de l'organisation catholique conservatrice La Manif pour Tous, qui s'est constituée en 2012 en réponse à la proposition de loi dite du « mariage pour tous » par le gouvernement de François Hollande, soit le mariage pour les couples de même sexe.

La Manif pour Tous regroupe des mouvements catholiques traditionalistes, dont certains, comme Civitas, sont proches de mouvements d'extrême-droite : Front national, Alliance royaliste, Bloc identitaire. Elle bénéficie du soutien du groupe masculiniste les Hommen et du collectif de parents d'élèves Vigi Gender, créé en 2013 pour contester « l'ABCD de l'égalité » et « promouvoir une École respectueuse de l'identité et de l'intimité des enfants, donc sans idéologie du genre ». Entre 2012 et 2014, les manifestations de La Manif pour Tous rassemblent des milliers de personnes, mobilisées pour défendre « la famille traditionnelle » et militer à l'encontre des droits des personnes homosexuelles au mariage et à l'adoption. Les mobilisations s'étendent ensuite à la procréation médicalement assistée (PMA), à la gestation pour autrui (GPA), et à « la théorie du genre » ou « l'idéologie du genre », qu'ils imaginent enseignées à l'école.

L'opposition au genre est inspirée par le Vatican qui y voit un rejet des normes binaires et une indifférenciation sexuelle. Le mouvement anti-genre témoigne ainsi d'une offensive réactionnaire, antiféministe (Garbagnoli, 2019) ; le concept de genre s'est vu détourné par ses adversaires, construit discursivement comme le « *gender* » (le maintien du terme en anglais étant délibéré), « la théorie du genre » ou encore « l'idéologie du genre » (Garbagnoli, 2019, p. 260). En effet, le *gender* est vu comme le symptôme de l'individualisme néolibéral né en « Amérique », qui « dans l'imaginaire incarne l'avant-garde de la décadence de l'Occident » (Carnac, 2014, p. 135), tout en étant une « arme de manipulation des consciences des plus faibles et de destruction du monde social » (Garbagnoli 2019, p. 259). Ces déformations du concept de genre auraient plusieurs visées, dont celles de « créer un ennemi unique et épouvantable, de fédérer un front de mobilisation qui n'existait pas auparavant et d'alimenter une vague de panique morale » (*Ibid.*). Cette « vague de panique morale » qui s'est effectivement manifestée dans les mobilisations récurrentes depuis 2013 contre le « Mariage pour tous », puis contre « l'imposition de la théorie du genre », a créé un contexte propice à la diffusion des idées antiféministes en France.

6.2.7 L'effet pervers et l'antiféminisme ordinaire

Plus subtile que l'antiféminisme conservateur militant de La Manif pour Tous, la thèse de l'effet pervers (*perversity*) consiste en une stratégie rhétorique qui permet aux conservateurs d'approuver, voire de louer les vertus des réformes progressistes tout en dénonçant leurs effets nocifs. « L'effet pervers » avance que tout changement révolutionnaire produit l'effet inverse des progrès escomptés, ici l'idée que le féminisme se retournerait contre les femmes elles-mêmes (Lamoureux et Dupuis-Déri, 2015, p. 15) : si les avancées féministes ont permis aux femmes de s'extraire du foyer, celles-ci vivraient désormais des inégalités économiques et auraient de la difficulté à concilier le travail et la vie de famille. C'est le féminisme qui est mis en cause, et non le manque d'investissement des hommes dans la sphère privée ou les structures de l'emploi qui valorisent le temps plein et le manque de structures de garde d'enfants (Cardoso, 2014).

Ainsi, le discours sur l'effet pervers s'imbrique avec ce que la sociologue Francine Descarries (2005, p. 142) nommait « l'antiféminisme ordinaire », soit :

les discours et les pratiques qui, sans nécessairement recourir à des interprétations fallacieuses, extrémistes ou moralisantes, s'opposent, implicitement ou explicitement, aux projets portés par le féminisme et font obstacle aux avancées des femmes dans les différents domaines de la vie sociale, ces avancées vers l'égalité étant perçues comme menaçantes pour un ordre social dont l'équilibre est fondé sur la hiérarchie sexuelle et la domination masculine.

Par « ordinaire », Descarries entendait ainsi démontrer que les discours antiféministes qui se font plus discrets ou subtils que les attaques frontales aux féministes sont potentiellement plus efficaces, les injures frontales envers les féministes étant désormais moins recevables et audibles que par le passé. L'antiféminisme se fait « plus discret et se déguise en discours égalitariste ou en rectitude politique » (*ibid.*, 141) et peut ainsi avancer masqué en revêtant les habits du progressisme, voire, et c'est plus paradoxal, du féminisme, pour mieux en saper les fondements.

Dès lors, Descarries (2005) soulignait l'émergence d'un « féminisme de façade » : en dépit de l'autoproclamation féministe des politiciens, les revendications féministes apparaissent comme secondaires ou comme de moindre importance dans l'élaboration des programmes publics, les stratégies des féministes étant trop souvent présentées comme contraires aux intérêts « supérieurs » de la nation. Ainsi les antiféministes encouragent les oppositions binaires en les situant dans un rapport asymétrique, valorisant le premier terme par rapport au deuxième : « la liberté à la censure, la cohésion familiale à l'individualisme, la beauté de la langue française à la féminisation du langage, le jeu de la concurrence au programme d'accès à l'égalité, l'importance de la fonction maternelle au désir d'autonomie, de réalisation des femmes, la rectitude politique à l'action positive » (Bard, 1999, p. 301).

Les thèses des « rhétoriques réactionnaires » de la mise en péril et de l'inanité se prêtent bien à l'analyse de la logique conservatrice qui sous-tend l'antiféminisme, tandis que la thèse de l'effet pervers met au jour la version « ordinaire » de l'antiféminisme qui veut dissimuler son fond conservateur par un discours égalitaire, avançant ainsi « masqué ». Dans la section suivante, après avoir exposé la méthode de collecte de données adoptée, nous analyserons les arguments des opposant·e·s à l'écriture inclusive à la lumière de ces thèses.

6.3 Méthode de collecte des données

Pour réaliser cette étude, j'ai effectué une collecte de données des arguments invoqués par les adversaires de l'écriture inclusive, susceptibles d'éclairer leur dimension antiféministe et conservatrice. Pour ce faire, j'ai parcouru une cinquantaine d'articles de presse traitant de l'écriture inclusive parus au mois de novembre 2017 en France, date à laquelle les débats et controverses ont été les plus saillants dans la presse. Les sujets que j'ai retenus pour l'analyse sont les auteur·e·s des déclarations et des pétitions contre l'écriture inclusive, visibles dans la presse et audibles dans les médias français dominants. Après une observation préliminaire, j'ai retenu les médias qui relayaient le plus ces discours antiféministes: *Le Monde*, *Le Figaro*, *France Inter*, *Europe 1*, *Les Échos*, ainsi que le site web de l'Académie française et le site web de la « Manif pour Tous ».

J'ai opté pour l'analyse de quatre acteurs principaux pour deux raisons. D'une part parce qu'ils représentent les archétypes des « gardien·ne·s de la civilisation », porteur·euse·s d'une autorité symbolique perçue comme légitime et incontestable en ce qui concerne la formation des lois, des normes et des règles à respecter en société. Ces acteur·rice·s et instances sont : l'Académie française, des gens de lettres (enseignant·e·s de français et philosophes), des politicien·ne·s et le journal traditionnellement associé à la droite française, le Figaro. À ces entités, j'ai ajouté l'organisation la Manif pour Tous, parce que la vision du genre qu'elle a transmis pendant la controverse sur l'écriture inclusive reflète une vision traditionnaliste conservatrice désormais

répandue en France depuis les débats sur « le Mariage pour tous » de 2012. D'autre part, ces figures ont produit des discours publics, ce qui les rend plus accessibles et plus aisés à étudier de manière systématique dans le cadre d'une analyse de contenu. J'ai donc sélectionné les déclarations et pétitions en fonction de leur traitement dans les médias. Outre l'Académie française, la Manif pour Tous et le Figaro, j'ai analysé les auteur·e·s individuel·le·s suivant·e·s : le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, les professeures de français Cécile Philippe et Emmanuelle Fontenit et les philosophes Gaspard Koenig et Raphaël Enthoven. J'ai également analysé les déclarations des « Républicains », groupe parlementaire de la droite française qui a proposé une résolution à l'Assemblée nationale contre l'écriture inclusive⁶⁶. Je précise d'emblée que ma démarche ne vise pas à prouver que les auteur·e·s étudié·e·s sont conservateur·rices ou réactionnaires mais à analyser et élucider les mécanismes du *backlash* antiféministe conservateur (Mansbridge et Shames, 2012 ; Lamoureux, 2015, 2019; Garbagnoli, 2019) et ordinaire (Descarries, 2015).

6.4 Discussion

Le *backlash* coercitif qui répond à la remise en cause du statu quo incarnée par l'écriture inclusive trouve écho dans les thèses de la mise en péril, de l'inanité, et de façon plus subtile, dans l'effet pervers. Voyons ce que ces thèses révèlent au regard de l'antiféminisme conservateur.

6.4.1 L'antiféminisme conservateur et la mise en péril

⁶⁶ Je précise toutefois que bien que l'antiféminisme ait trouvé un fort écho à droite dans ses dimensions anti-égalitaire, contre-révolutionnaire et anti-démocratique, il n'en est toutefois pas l'exclusivité puisqu'il peut également s'étendre à la gauche. C'est notamment ce que montre Francis Dupuis-Déri dans son analyse des rhétoriques antiféministes de l'anarchiste influent au 19^e siècle Pierre-Joseph Proudhon (Dupuis-Déri, 2019).

Premièrement, la « mise en péril » s'incarne dans l'idée que l'écriture inclusive pourrait ébranler les bases de la société ou de la civilisation. Ainsi, le philosophe et chroniqueur radio Raphaël Enthoven (2017) ironise : « L'écriture inclusive est une agression de la syntaxe par l'égalitarisme, un peu comme une lacération de la Joconde mais avec un couteau issu du commerce équitable [...] ça donne des mots illisibles : uni·e·s, motivé·e·s, vigilant·e·s⁶⁷ [...] ce pauvre "e", qui se mêle au mot sans s'y mélanger [...] c'est le contraire d'une victoire, on dirait Ève congelée dans la côte d'Adam ». Dans cette citation profondément politique, qui combine références iconographiques (la Joconde) ; références bibliques (Ève, Adam) et actes de violence (agression, lacération, couteau), Enthoven compare l'écriture inclusive à une guerre contre la civilisation. L'auteur discrédite le féminisme en le ridiculisant : c'est un « couteau issu du commerce équitable », c'est « Ève congelée dans la côte d'Adam », en le réduisant à de « l'égalitarisme », et en le mettant en cause car il s'attaquerait au patrimoine culturel (représenté ici par la Joconde) et religieux (références à la Bible) de la nation. Le champ sémantique de la violence fait écho au discrédit des féministes et aux injures dont elles sont la cible (harpies, mégères, furies, hystériques, etc.). Ces arguments illustrent le *backlash* coercitif décrit en première partie de cet article.

Les Républicains de l'Assemblée nationale, qui citent le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer comme pour augmenter leur légitimité par une figure qui ferait autorité en la matière, assènent quant à eux que l'école ne doit pas se départir de son unique objectif, qui est de « lire, écrire, compter et respecter autrui », et qu'il « ne s'agit en aucun cas d'inculquer un discours politique sous couvert d'égalitarisme » (Les Républicains, 2017). On peut ici s'interroger sur ce que représente « respecter autrui » si cette éthique est coupée de sa dimension politique, au sens de conception d'une société juste et égalitaire dont se revendiquent les promoteur·e·s de l'écriture inclusive. L'organisation La Manif pour Tous, quant à elle, craint que l'écriture inclusive engendre l'indifférenciation sexuelle, dans « un monde où hommes et femmes seraient à la fois différenciés et indifférenciés », tandis que [le féminisme] exagère et « se perd dans les détails à force de voir de l'inégalité partout, y compris quand un homme fait preuve d'attentions en société

⁶⁷ La graphie retranscrit la mise en exergue du point médian par l'auteur à l'oral.

envers une femme » (La Manif pour Tous, 2017)⁶⁸. En revanche, en rompant avec l'exigence de binarité et de complémentarité sexuelle incarnée dans la famille traditionnelle, La Manif pour Tous considère que les féministes mettent en œuvre la « guerre des sexes » : « C'est faire fi de la spécificité des relations hommes-femmes, moins violentes et plus harmonieuses en France qu'outre-Atlantique. N'est-ce pas d'abord cela qu'il convient de préserver et de faire évoluer comme il se doit, sans diktat, tout en continuant d'éduquer les hommes ? » (La Manif pour Tous, 2017). Le féminisme fait figure de tyran, qui impose des règles avec diktat. Il est intéressant de constater que la Manif pour Tous qualifie les relations de couple hétérosexuelles et les rapports de séduction d'« harmonieux » et de « non violents » dans un contexte où, en France, une femme sur trois est victime de violences physiques ou sexuelles par son partenaire ou ex-partenaire et où une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint (Secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les hommes et les femmes, 2019). Dans cette idylle, on peut alors légitimement se demander ce que signifie, pour la Manif pour Tous, « continuer d'éduquer les hommes ».

Pour cette organisation, les réformes issues du féminisme mettent également en péril la nation française : l'opposition à l'écriture inclusive se révèle être l'opposition à une influence néfaste venue de l'Amérique, rhétorique classique du mouvement anti-genre en France : « En provenance des États-Unis, ce mouvement est le reflet d'une société nord-américaine qui n'est pas la nôtre » (La Manif pour Tous, 2017). L'effort de féminisation est discrédité au prétexte que « la mode » vient d'Amérique, et que tout ce qui vient de « l'Amérique » est nécessairement néfaste. Cet anti-américanisme sert de construction rhétorique à but nationaliste, où le genre est mobilisé pour protéger le « Nous » du « Eux » qui menacent la nation⁶⁹. De pareilles craintes avaient déjà été exprimées par un des membres de l'Académie française, Maurice Druon, en 1998 : « Où a commencé cette mode de féminiser le langage ? Aux États-Unis » (Druon dans Viennot, 2016, p. 60). Éliane Viennot (2016, p. 97) ajoute que cet anti-américanisme a comme effet du même

⁶⁸ Le site web de La Manif pour Tous n'existe plus en date de 2025, mais il a été remplacé par celui du lobby anti-LGBTQ+ Le syndicat de la famille. Voir [Agenda des actions - Le Syndicat de la Famille](#).

⁶⁹ Les arguments de La Manif pour Tous cités ici font écho à ceux qu'il·elle·s avaient exprimés lors de leurs manifestations à partir de 2013.

coup de nier aux femmes Françaises la possibilité de penser par elles-mêmes : « L'idée leur est forcément venue d'ailleurs ».

Corrélativement, Le Figaro suggère que l'unité de la nation est mise en danger : « Comment être une nation "une" si la langue nous divise jusqu'au cœur de sa graphie ? » (Pech, 2017b). Raphaël Enthoven (2017) croit que l'héritage historique de la France est menacé : « L'écriture inclusive est un attentat contre la mémoire elle-même » ; « L'écriture inclusive est un négationnisme vertueux, un lifting du langage qui croit abolir les injustices du passé en supprimant leur trace ». Par l'usage de l'oxymore « négationnisme vertueux », l'auteur renverse le schéma oppresseur/opprimé, en faisant apparaître sous un jour sombre les féministes, qu'il décrit comme étant « vertueuses » dans la société (en raison de la diffusion des idées féministes et en présentant les féministes comme négationnistes, associées avec la négation des violences de l'Holocauste).

Enfin, la postérité de la nation souffrirait de ce changement, crainte qu'exprime l'Académie française : « devant cette aberration "inclusive", la langue française se trouve désormais en péril mortel, ce dont notre nation est dès aujourd'hui comptable devant les générations futures » (Pech, 2017c). Au-delà de la nation, c'est la pensée qui serait détériorée : Raphaël Enthoven et les Républicains assimilent l'écriture inclusive à une tentative de « restreindre la pensée » (Les Républicains, 2017), d'« appauvrir le langage, exactement comme le novlangue » (Enthoven, 2017) imaginé par Orwell dans *1984*, et de « façonner les consciences » (Les Républicains, 2017). Dans une opération de renversement victimaire, les oppresseurs deviennent des opprimés, victimes d'une « pensée unique, totalitaire et colonisatrice » (Garbagnoli, 2019, p. 259). Le 15 novembre 2017, une cinquantaine d'élus Les Républicains déposent une proposition de résolution s'opposant à l'écriture inclusive, la qualifiant d'« endoctrinement ». Il·elle·s citent également un extrait de *1984* d'Orwell : « Ne voyez-vous pas que le véritable but du Novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. C'est ainsi que George Orwell avait prédit dans *1984* que l'altération de la langue constitue une étape fondamentale dans tout processus

d'endoctrinement » (Les Républicains, 2017).

En somme, le changement progressiste linguistique et politique incarné par l'écriture inclusive risquerait de corrompre la langue française comme composante de la civilisation, de menacer les relations homme/femme, de mettre en danger l'unité de la Nation et de porter atteinte à la liberté d'expression et de pensée : c'est ainsi que l'Académie française évoque le « péril mortel » de la langue française que représente l'écriture inclusive.

6.4.2 L'antiféminisme conservateur : l'inanité

Suivant la thèse de l'inanité, les réfractaires à l'écriture inclusive arguent en effet que la langue évolue « toute seule », avec les évolutions historiques, et qu'à cet égard il n'appartient à personne de la « contrôler ». La dimension politique de l'inclusion dans la langue est peu ou pas prise en compte. Ainsi pour la Manif pour Tous (2017), « [réformer la langue] c'est faire fi de [...] la richesse de notre langue, de sa subtilité, de ses évolutions continues (jadis le mot chance était du genre masculin...) ». Dans le même ordre d'idées, le ministre de l'éducation Blanquer s'interroge : « Est-ce que la langue est un outil à notre disposition, qu'on peut bouger comme on le veut ? » Pour lui, la réponse est non, car « la langue, c'est une histoire, c'est une charge, c'est nous-mêmes, c'est notre vie » (Entrevue avec la rédaction de TF1 Info, 2017). La question de l'aspect genré de la langue française est ici dépouillée de tout contenu politique et le « nous » qui semble inclusif ne semble inclure dans les propos de Blanquer que la gent masculine.

La dépolitisation se retrouve particulièrement dans l'argument esthétique, qui avance que la féminisation porte atteinte à la « clarté » et à la « musicalité » de la langue : la Manif pour Tous, par exemple, fait remarquer que l'on n'a « pas besoin d'être poète pour observer que cette "novlangue" heurte l'œil et qu'elle est une injure à la clarté et à la musicalité indissociables de la langue française » (La Manif pour Tous, 2017).

De la même manière, dans une chronique, Gaspard Koenig (2017) met en garde contre la volonté de « mettre du politique » là où il n'aurait pas lieu d'être : « Quand le pouvoir politique se mêle du langage, il faut se tenir sur ses gardes ». Le philosophe perçoit en effet le masculin générique comme une marque de neutralité et non de suprématie masculine, ce dernier argument dénotant une exagération de la part des féministes : « Le masculin renvoie à tout sauf au mâle » (*Ibid.*). Et à lui de poursuivre et de justifier « l'abstraction » en invoquant le temps où la langue était précisément féminisée : « Le meilleur exemple de cette faculté d'abstraction grammaticale, c'est que, en des siècles patriarcaux, les hommes de pouvoir se déclinaient... au féminin ! » (*Ibid.*). L'effort des féministes en vue de changer la langue représenterait alors une tentative « moraliste » de la part des féministes : « La langue devrait [préserver la neutralité des mots] naturellement, si nous avons le courage de résister à une pression morale déplacée dans sa méthode et erronée dans ses principes » (*Ibid.*). Ainsi, les opposant-e-s à l'écriture inclusive la tournent en dérision pour la discréditer : c'est notamment le cas du *Figaro*, pour qui « L'écriture inclusive est (...) le nouveau cheval (nouvelle jument ? On ne sait plus) de bataille de militants ? » (Pech, 2017a).

Enfin, une autre facette de la thèse de l'inanité met en avant l'idée que le changement de la langue serait trop difficile, incommode et irréalisable : « Cela rend l'écriture plus complexe, la lecture plus difficile. » (Philippe, 2017). Cet argument est récurrent à travers l'histoire des controverses sur la langue (voir notamment Blaubergs, 1980). Or, plusieurs enseignant-e-s contredisent cet argument de complexité et utilisent déjà l'écriture inclusive dans leur enseignement : « J'utilise la méthode du point milieu pour les mots aux parents et j'accorde les noms de fonctions (exemple : directeur et directrice) à l'oral, avec les enfants. Ma première observation est que cette démarche est simple, c'est une question d'habitude » (Cabat-Houssais dans Condomines, 2017) ».

De surcroît, les auteur-e-s de la *Grammaire non sexiste de la langue française*, Michaël Lessard et Suzanne Zaccour (2017, p. 20), font remarquer que « la rédaction épïcène permet de produire un

texte sans que cela paraisse ». Ceux-ci replacent le débat en mettant l'accent sur le sexisme : « On peut choisir de ne pas se préoccuper d'«alourdir» le texte, parce que ce qui pèse le plus lourd, c'est bien le sexisme ordinaire d'une langue qui écrase les femmes ».

6.4.3 L'antiféminisme ordinaire : l'effet pervers

La thèse de l'effet pervers prend son sens ici dans la dénonciation de l'écriture inclusive au motif qu'elle se retourne contre l'enseignement de la langue française et qu'elle compromet les idéaux de diversité qu'elle tente pourtant de promouvoir. Selon cette thèse, il faudrait remettre de l'avant des combats plus importants à mener pour les droits des femmes et les droits des minorités que celui du changement linguistique.

Des professeur·e·s de français objectent ainsi que l'enseignement de l'écriture inclusive se ferait au détriment de celui des « fondamentaux », comme l'orthographe et la grammaire, considérés comme prioritaires dans l'enseignement du français. Philippe (2017) s'inquiète par exemple de ce que la réforme « rende l'écriture plus complexe, la lecture plus difficile ». L'écriture inclusive rendrait l'enseignement du français encore plus compliqué qu'il ne l'est déjà, comme l'exprime Blanquer : « On doit revenir aux fondamentaux sur le vocabulaire et la grammaire, je trouve que ça ajoute une complexité qui n'est pas nécessaire » [...] « Quand je vois toutes les difficultés qu'on a à consolider la lecture de façon simple et explicite... Ce n'est pas grotesque, mais c'est questionnable » (Entrevue sur le site de TF1, 2017). De manière similaire, dans la pétition adressée au même ministre de l'Éducation, Fontenit (2017) estime que la réforme va à l'encontre de « notre » langue « déjà bien mise à mal par des pratiques pédagogiques débiles qui ont abîmé des générations d'écoliers, collégiens, lycéens. Ceux-ci ne savent plus écrire sans faire de fautes grossières ».

Plus subtil, l'antiféminisme dissimulé par la façade féministe est plus difficile à démasquer. Arguant qu'il y a des « combats bien réels à mener pour défendre les femmes » (La Manif pour Tous, 2017), il se pare du costume féministe pour mieux le rejeter, à l'instar de Blanquer, qui semble très préoccupé par les droits des femmes : « L'égalité homme-femme est un sujet beaucoup trop important pour qu'il soit abîmé par des polémiques totalement inutiles sur le langage » (Blanquer, cité dans France Info, 2017). Dans cette facette « ordinaire » de l'antiféminisme, les politicien-ne-s ne sont pas contre le féminisme, il-elle-s l'invoquent tout en considérant qu'il est secondaire, s'arrogeant même le droit de hiérarchiser les luttes à l'intérieur du féminisme. Ainsi, le ministre se dit sceptique quant à la réforme, ce qu'il justifie au nom du féminisme : « La cause des femmes est très importante, je suis très engagé là-dedans et je me considère comme un homme féministe. Il y a beaucoup à faire pour la cause des femmes mais il ne faut pas se tromper sur les outils [...] Y'a vraiment beaucoup à faire pour la cause des femmes et je ne suis pas sûr que cela commence par le fait de créer des polémiques sur la langue » (Entrevue sur le site de TF1, 2017). Ici, on s'empresse de dénoncer les « excès » du féminisme, qui se retourneraient contre les femmes : « Ce combat va trop loin. Loin d'inclure, il divise sur des bases extrêmement floues et il est à craindre qu'il constitue une régression pour la cause des femmes » (Philippe, 2017). Dans la même perspective, la Manif pour Tous (2017) considère que cette réforme n'est pas prioritaire, qu'il y a d'autres luttes plus urgentes à mener pour les droits des femmes : « [Ce combat est] à côté de la plaque, il ne voit plus les combats bien réels à mener pour défendre les femmes, comme celui de la lutte nécessaire et urgente contre la pratique des mères porteuses ». Ce féminisme/antiféminisme est très sélectif dans sa conception de la lutte, puisque l'urgence concerne uniquement « la pratique des mères porteuses » (et non les violences, les agressions, le harcèlement, pour ne nommer que quelques exemples).

La réforme est également assimilée à une tentative de censure de la part des féministes, ce qui révèle une dépolitisation des inégalités : « Depuis plusieurs années, il y a une tendance à prohiber, à contrôler tout ce qui pourrait être le rappel d'un traumatisme ou d'une injustice. » (Philippe, 2017) De la même manière, l'écriture inclusive est aujourd'hui discréditée au nom de son « militantisme » : une journaliste du *Figaro*, par exemple, met en garde contre « une nouvelle

concession à un féminisme militant » (Pech, 2017c). L'accusation de militantisme adressée aux féministes, les faisant passer pour les « vraies activistes » de la langue, sert alors un double objectif politique : dissimuler la dimension d'activisme des promoteur·rice·s de l'androcentrisme dans la langue et discréditer les tentatives des féministes de rendre visibles dans la langue les femmes et les personnes aux identités de genre multiples.

Ces rhétoriques sont fort anciennes : en 1980, aux États-Unis, Maija Blauberg mettait en évidence l'accusation de censure exprimée à l'encontre des promoteur·rice·s de la féminisation de la langue dans les années 1960. Les féministes étaient déjà perçues comme des « despotes » qui voulaient forcer les locuteurs à modifier leur usage de la langue, portant ainsi atteinte à leur liberté d'expression :

Les extrémistes du mouvement de la “libération” des femmes ont encore frappé [...] sous un faux prétexte de traduction, un groupe de féministes en croisade réécrivent la Bible pour lui faire dire ce qu'elles veulent. Les gens sont manipulés sans vergogne et l'objectivité, la vérité, et la justice sont cyniquement sacrifiées (Brown, 1976, dans Blaubergs, 1980, p. 138-139, ma traduction).

En résumé, les arguments des opposant·e·s à l'écriture inclusive mettent en cause un supposé paradoxe de celle-ci, qui compromettrait la diversité qu'elle tente pourtant de promouvoir. Koenig (2017) soutient ainsi que les promoteur·rice·s de l'écriture inclusive « prennent le risque d'exclure de la langue les trans, asexuels et pansexuels, et que, pour accueillir la diversité, il est plus important que jamais de préserver la neutralité des mots ». Il avance que le neutre n'induit pas d'associations avec le genre masculin et qu'en ce sens, il est le mieux à même de représenter les groupes opprimés, dont il se prétend le défenseur. Ce n'est toutefois pas sans invisibiliser le fait que le « neutre », en tant qu'il est perçu comme générique, dissimule un point de vue androcentré, donc spécifique, mais qui s'octroie le statut d'universel.

6.5 Conclusion

Cette étude a mis en lumière les discours des militant·e·s anti-écriture inclusive au prisme de l'antiféminisme conservateur et de l'antiféminisme ordinaire, en particulier à travers les thèses sur les rhétoriques réactionnaires d'Albert Hirschman : mise en péril, inanité, effet pervers. Nous avons choisi d'analyser les discours des gens de lettres – philosophes, écrivain·e·s, professeur·e·s de français et l'Académie française – parce que ces acteur·rice·s sont producteur·rice·s d'un pouvoir symbolique ; ainsi que ceux des acteur·rice·s en position de pouvoir institutionnel – le ministre de l'Éducation et le groupe Les Républicains. Ces acteur·rice·s représentent un intérêt pour l'étude dans la mesure où il·elle·s sont les détenteur·rice·s d'une autorité perçue comme légitime et incontestable. Nous avons également inclus l'organisation La Manif pour Tous, dont les discours anti-genre – ainsi que ceux des groupes réactionnaires catholiques traditionalistes – ont été audibles dans les médias dominants en France. De la même façon, en 2017, les réfractaires de l'écriture inclusive ont trouvé la voix libre dans les médias suivants : *Le Monde*, *Le Figaro*, *France Inter*, TF1, *Europe 1*, *Les Échos*. La controverse sur l'écriture inclusive de 2017 s'inscrit en effet dans un contexte de *backlash* conservateur qui a marqué la France depuis la proposition de loi dite du « Mariage pour tous » en 2012, symbolisé par les mobilisations récurrentes de « La Manif pour Tous ».

L'étude a fait émerger une distinction entre deux types d'antiféminisme, qui mettent en scène des acteurs différents : antiféminisme conservateur, plus « militant », et antiféminisme « ordinaire ». L'antiféminisme conservateur s'exprime dans la réticence à la remise en question du *statu quo* et à un changement brusque des choses. Comme nous l'avons analysé, cet antiféminisme conservateur vise le « *gender* » ou la « théorie du genre », sorte de spectre qui viendrait perturber l'ordre social et l'unité de la nation. Les arguments sur « la mise en péril » et « l'inanité » réaffirment en effet la nécessité de la binarité et de la complémentarité des sexes, mettant en garde contre « la guerre des sexes » et « l'indifférenciation sexuelle » qu'amèneraient les combats féministes. Les instances perçues comme légitimes pour former les normes sociales se disent

désormais victimes d'un féminisme totalitaire dont l'objectif serait de « censurer » et de « façonner les consciences » à la manière d'Orwell. En assimilant le masculin au neutre et en présentant le processus de masculinisation de la langue comme un fait naturel, les réfractaires de l'inclusion tentent de faire passer le point de vue masculin spécifique dans le domaine de « l'universel », de « la neutralité » et de « l'objectivité ». Ainsi, les féministes sont dépeint·e·s comme les vrai·e·s militant·e·s de la langue, commettant des exagérations et des excès. Ces discours sur la radicalité servent alors le double objectif politique de dissimuler la dimension d'activisme des promoteur·rice·s du biais androcentré dans la langue (1) et de délégitimer le mouvement féministe comme mouvement social (2). En outre, les arguments prétendant que le point médian « sonne faux » ou « n'est pas joli » démontrent une forte dépolitisation de l'enjeu de l'écriture inclusive qui participe également à la volonté de préservation du *statu quo*. Ce type d'antiféminisme semble ici davantage porté par l'Académie française, La Manif pour Tous et par les enseignant·e·s de français et les philosophes.

L'antiféminisme « ordinaire », en revanche, ne s'exprime désormais plus dans un dénigrement ostentatoire des femmes, il avance masqué en se parant des habits du féminisme, tout en considérant que celui-ci devrait être secondaire et de moindre importance dans les politiques publiques (Descarries, 2005). Cette version de l'antiféminisme semble concerner davantage les politicien·ne·s (dans cette étude le ministre de l'Éducation en particulier) qui martèlent qu'il y a des combats féministes plus importants à mener que celui de l'écriture inclusive. En effet, s'auto-proclamer « féministes » leur permet de mieux remettre en cause les avancées : en hiérarchisant les luttes à l'intérieur du féminisme, ils distinguent et définissent ce qui est digne d'attention et ce qui ne l'est pas, portant ainsi hors d'atteinte les initiatives qui sont les plus à même de remettre en cause le *statu quo* qui garantit leurs privilèges patriarcaux.

En ce sens, le changement en faveur de l'inclusion des femmes et des personnes aux identités de genre multiples dans la langue et dans la société ne peut se faire « tout seul », « avec l'histoire », puisque les groupes en position de pouvoir auront toujours intérêt à faire perdurer les inégalités

pour sécuriser leur position de dominants. Il ne peut donc que se réaliser grâce aux luttes féministes et aux politiques linguistiques progressistes, dans une optique de justice sociale.

6.6 Des femmes antiféministes opposées à l'écriture inclusive en France⁷⁰

Dans le dernier article, j'ai discuté des rhétoriques antiféministes et anti-genre présentes dans les déclarations antiféministes au sujet de l'utilisation de l'écriture inclusive dans le manuel scolaire Hatier en France en 2017. Ces déclarations étaient exprimées par plusieurs groupes et individus : La Manif Pour Tous, des politicien·ne·s, l'Académie française et des philosophes. Or, les déclarations exprimées à l'encontre de la féminisation de la langue et de l'utilisation de l'écriture inclusive ne sont pas uniquement le fait d'hommes : plusieurs femmes journalistes, auteures, directrices d'institut ou professeures, dans plusieurs contextes, s'y sont opposées, dans une optique antiféministe.

En France, des femmes ont avancé que la féminisation des fonctions mettrait en avant la caractéristique du sexe (féminin), ce qui « nuirait à l'universalité et à l'objectivité » de la profession (Heinich, 2000). C'est notamment le cas de la sociologue française et directrice du CNRS Nathalie Heinich qui, en 2000, préférait se faire appeler « chercheur », « directeur » et « auteur » et affirmait son « combat féministe » pour que « ce ne soit pas la femme qu'on juge mais le chercheur » (*Ibid.*, p. 18). La sociologue avançait que « le genre ce n'est pas le sexe » (*Ibid.*, p. 25), c'est-à-dire que le mot ne doit pas nécessairement refléter la nature sexuée de son référent, de même que, selon elle, « la fonction n'est pas la personne » (*Ibid.*, p. 28), revendiquant alors « le droit au neutre » (*Ibid.*, p. 29).

Or, cette conception révèle toutefois une dépolitisation de l'enjeu de la langue française. En effet, elle découle d'une ignorance des efforts des antiféministes pour masculiniser la langue française, mais elle procède aussi d'une volonté d'effacer les femmes de la vie publique, au profit du « neutre ». Celui-ci représenterait « l'objectivité » et l'universalité » et en ce sens ne serait pas

⁷⁰ Cette section est un ajout à l'article initial (Michaud, 2021), au sujet des femmes antiféministes françaises qui se sont opposées à l'écriture inclusive vers 2017.

« politique ». Or, comme je l'ai mentionné dans l'article précédent, le « neutre » et « l'objectivité » sont associés au masculin générique, et donc à la suprématie masculine, ce qui est donc au contraire tout à fait politique.

Lors de la controverse sur l'écriture inclusive en France en 2017, Cécile Philippe, alors directrice de l'Institut économique Molinari, prétend que l'usage de l'écriture inclusive rend l'écriture et la lecture plus complexe, voire qu'il « constitue une régression pour la cause des femmes ». Ces arguments s'inscrivent dans la thèse de l'effet pervers, selon laquelle cette nouvelle initiative va engendrer d'autres problèmes, et desservir la cause des femmes au lieu de la promouvoir. Elle utilise ainsi le discours de la « cause des femmes » pour mieux discréditer les féminismes. Cela s'arrime également avec la rhétorique « postféministe », selon laquelle l'égalité a été atteinte, et que tous les efforts en vue de l'égalité aujourd'hui sont non seulement vains, mais contribuent de surcroît à faire régresser l'égalité. La journaliste du *Figaro*, Marie-Estelle Pech, argumente elle aussi dans le sens de l'effet pervers : « de tels artifices ne risquent-ils pas d'introduire des confusions de déchiffrement et de compréhension? Surtout auprès d'enfants si jeunes? ». Elle se porte à la défense de « si jeunes » enfants, instrumentalisant ainsi les enfants pour légitimer l'opposition aux initiatives féministes. De plus, les arguments sur « l'effet pervers » portés par ces femmes révèlent une forme « d'antiféminisme ordinaire » selon lequel la « cause des femmes » est considérée comme importante, mais mal menée par les féministes qui ne s'y prennent pas bien, ou qu'il y a des luttes plus importantes à mener que celle de l'écriture inclusive, considérée comme secondaire.

Emmanuelle Fontenit, une professeure de lettres au lycée Saint-Louis-de-Gonzague à Paris (un établissement d'enseignement privé catholique situé dans le très bourgeois 16^e arrondissement de Paris), opte quant à elle pour une démarche très militante en adressant au ministre de l'éducation une pétition explicitement antiféministe intitulée « Contre ces combats féministes qui abîment la langue française ». Dans cette pétition, elle argumente que l'initiative pour l'écriture inclusive se fait au détriment de l'apprentissage de l'écriture et les signataires disent représenter

la « majorité silencieuse » : « Il est temps d'arrêter le massacre. Que la voix de la majorité silencieuse s'élève enfin pour soutenir un combat vraiment légitime : permettre à tout enfant de France d'acquérir les bases élémentaires de l'orthographe et de la grammaire. Et non pas leur bourrer le crâne d'insanités sous prétexte de "féminisme" ». Le choix du terme « majorité silencieuse » est intéressant car il révèle un renversement selon lequel les tenant·e·s de la norme dominante sont maintenant victimes à cause des mouvements sociaux progressistes. Comme le soulignait Sara Garbagnoli, dans cette opération de renversement victimaire, les oppresseurs sont maintenant « victimes d'une « pensée unique, totalitaire et colonisatrice » (Garbagnoli, 2019, p. 259). C'est aussi exactement ce qui est dit par Cécile Philippe, qui avance que l'écriture inclusive aura pour conséquence de « diviser les gens entre victimes et opprimés (sic) sur la base de leurs intentions et ressentis et conduit à instaurer une police de la pensée » ; ou par la journaliste Peggy Sastre, autrice de « La domination masculine n'existe pas » (2015), qui qualifie la volonté de mettre en œuvre l'écriture inclusive de « terrorisme intellectuel ». Elle précise : « lorsque vous pensez que "tout est politique", c'est tout simplement que vous avez un mode de penser totalitaire » (dans Bastié, 2018). Pour elle, les défenseur·euses de l'écriture inclusive optent « pour une argumentation morale : le camp du bien contre celui du mal, les progressistes contre les réactionnaires, les féministes contre les phalocrates, la bonne marche de l'histoire contre la mauvaise, etc. » (*Idem*). Ces arguments mènent à la logique de la mise en péril, selon laquelle l'écriture inclusive met à mal non seulement les fondements de la société et de la civilisation, mais aussi ceux de la liberté d'expression. Dès lors, il faudrait s'inquiéter pour la liberté d'expression de celles et ceux qui se sentent « censurés » par les mouvements sociaux progressistes et leurs initiatives, à l'instar de Cécile Philippe : « cette tendance est de plus en plus marquée au sein de nos sociétés et je crois qu'il faut la prendre pour ce qu'elle est, à savoir une réelle menace pour la liberté d'expression ». La « liberté d'expression » est ainsi instrumentalisée pour promouvoir une rhétorique antiféministe. De plus, la rhétorique de la mise en péril de la liberté d'expression s'articule avec l'idée que l'initiative pourrait mettre en danger la nation française car elle pourrait imiter d'autres initiatives progressistes qui ont été mises en œuvre dans le contexte étatsunien. Cécile Philippe (2017) nous alerte sur ce « danger » :

Les risques associés à l'écriture inclusive ne s'arrêtent pas là. Celle-ci nous rapproche des formes d'exclusion et de censure identiques à celles qu'on voit se développer aux États-Unis autour des notions de microagressions, d'espaces protégés et d'avertissements. Depuis plusieurs années, il y a une tendance à prohiber, contrôler tout ce qui pourrait être le rappel d'un traumatisme ou d'une injustice.

Dans ces discours, il est intéressant d'observer que les notions « d'exclusion » et de « censure » sont mobilisés dans une perspective antiféministe. Or, les dynamiques de pouvoir sont inversées : comme je l'ai évoqué dans l'article, la langue a subi un processus de masculinisation à cause des antiféministes, comme en témoigne aujourd'hui la règle de grammaire selon laquelle « le masculin l'emporte sur le féminin ». Or, dans ce schéma inversé, les défenseur·e·s d'une initiative progressiste seraient les oppresseur·e·s et ses pourfendeur·e·s, des victimes.

Ainsi, les arguments sur la « mise en péril » révèlent aussi un antiféminisme conservateur qui met en garde sur le fait que l'écriture inclusive pourrait saper les fondements de la liberté d'expression ou imiter d'autres initiatives progressistes sur le modèle étatsunien, ce qui menacerait la Nation française caractérisée, en creux, par le conservatisme. Ainsi, en visant la préservation d'une langue qui est fondée sur un biais androcentré, ces arguments conservateurs révèlent une forme d'agentivité qui est reproductrice des structures ou du statu quo. De plus, l'invocation de « la cause des femmes » met en scène une logique « postféministe », selon laquelle le changement progressiste n'est plus nécessaire, voire qu'il pourrait désormais faire régresser la cause des femmes. Ce discours conservateur suggère une alliance de classe pour justifier un ordre inégalitaire fondé sur la suprématie masculine. En effet, les arguments sur « la censure » et « la liberté d'expression » semblent pointer vers les privilèges que détiennent ces femmes, qui disposent d'un capital culturel et économique certain et d'une grande visibilité médiatique en tant que journalistes, directrices ou auteures. De fait, ces arguments conservateurs pour le maintien d'ordre traditionnel fondé sur l'inégalité des genres justifie leur participation dans les médias : certaines de ces femmes comme les journalistes Eugénie Bastié et Peggy Sastre, y remettent en cause les avancées féministes depuis une dizaine d'années et en ont fait leur fonds de commerce, notamment en faisant la promotion de leurs livres antiféministes. Par contraste,

en remettant en cause le statu quo inégalitaire, les féminismes sont dépeints dans les médias comme privant ces femmes de leur agentivité antiféministe, mettant en œuvre une « censure » et portant atteinte à la « liberté d'expression ».

Ces femmes antiféministes françaises qui tiennent un discours public semblent se mobiliser par peur de perdre des privilèges de classe. Elles ne plaident pas simplement pour leur auto-effacement dans la langue (et donc dans les représentations mentales et sociales), dans une logique paradoxale. Elles plaident pour un auto-effacement *parce qu'*elles ont accès à une tribune dans les médias dominants qui leur permet d'être audibles dans l'espace public et leur confère un statut privilégié. Les intérêts ne sont pas niés mais au contraire, recherchés. C'est là que réside le paradoxe : celui-ci ne réside pas tant dans la négation des intérêts (les femmes antiféministes lutteraient contre leurs propres intérêts), que dans la valorisation des logiques de l'oppression parce qu'elle leur permet individuellement de jouir d'un pouvoir et d'un prestige certains.

Finalement, les oppositions de femmes contre l'écriture inclusive révèlent une dépolitisation de l'enjeu, ce qui procède de « l'antiféminisme ordinaire ». Ces femmes préfèrent donc s'associer aux structures oppressives, de façon (illusoire) à être épargnées du sexisme. Or, les études féministes ont montré que « l'objectivité » et « l'universalisme » sont souvent invoqués pour dissimuler un point de vue androcentré, donc pour invisibiliser les femmes. En ce sens, ces arguments, qui reposent sur un *backlash* antiféministe et réactionnaire « fonctionnent » dans la mesure où elle amène certaines femmes à plaider pour leur auto-effacement, et ce alors même que ces femmes ont accès à une tribune dans les médias dominants qui leur permet d'être visibles et audibles dans l'espace public.

CHAPITRE 7
“BECAUSE MY BOYFRIEND TREATS ME WELL”:
A STUDY OF TUMBLR “WOMEN AGAINST FEMINISM”⁷¹

Résumé

Le Tumblr « Women against Feminism » (« Les femmes contre le féminisme ») surprend au premier abord : des Américaines posent en autoportraits, affirmant qu'elles n'ont pas besoin du féminisme, parce que « leurs maris sont gentils avec elles » ou parce qu'elles « ne sont pas des victimes ». Dans cette étude, des centaines d'arguments provenant de soixante participantes du Tumblr ont été recueillis et classés par thèmes afin de mieux comprendre la rhétorique antiféministe des participantes. En se concentrant sur les études féministes du discours « postféministe » et du discours masculiniste dans les sociétés occidentales, l'étude montre que ces représentations découlent d'idéologies distinctes, mais s'imbriquant pour discréditer les féminismes, à savoir le néolibéralisme, le « postféminisme », le masculinisme et l'hétéronormativité.

Dans le dernier article, j'ai traité des discours antiféministes dans la presse et dans les médias dominants en France. À partir des années 2010, l'antiféminisme s'est aussi déplacé dans le web social, qui a facilité sa diffusion. Cette étude met en lumière l'appropriation des espaces en ligne par des jeunes femmes antiféministes étatsuniennes à partir de 2013 pour exercer une agentivité réactionnaire. Je montre que cette agentivité s'arrime à une subjectivité postféministe néolibérale et une rhétorique masculiniste. Premièrement, parmi leurs arguments figurait le fait que ces femmes s'estimaient libres de leurs propres choix et n'étaient « pas des victimes », ce qui laissait sous-entendre que le féminisme les victimisait et, par conséquent, les privait de leur

⁷¹ This article was published in French as a chapter in the following book: Bard, C., Blais, M., & Dupuis-Déri, F. (2019). Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui, Paris, Presses universitaires de France (note added in 2025).

agentivité individuelle (au sens de libre choix individualiste). En effet, au lieu de reconnaître que les féminismes ont cherché à permettre l'*empowerment* des femmes à partir de la reconnaissance de leur subordination, elles simplifient de façon abusive et prétendent que les féminismes ont cherché à les dépeindre comme des victimes impuissantes et dénuées d'agentivité. Par ailleurs, leur conception de l'agentivité est néolibérale en ce qu'elles rejettent les féminismes comme mouvement politique au profit de leur capacité à faire des choix et à surmonter les épreuves de façon très individuelle. Or, comme je l'ai évoqué, la possibilité même de faire des choix et de surmonter les épreuves de façon individuelle est soit illusoire, soit l'expression de multiples privilèges. En effet, les féministes ont montré que la notion de choix est fallacieuse en ce que les choix sont toujours socialement situés, tandis que certains choix sont réservés à une catégorie de population socialement privilégiée. L'idée d'être une femme au foyer, ou le fait de n'avoir jamais subi de discriminations, par exemple, révèle des privilèges de classe, d'hétérosexualité et de race, dont ne jouissent pas toutes les femmes : certaines femmes sont précaires, d'autres subissent régulièrement des discriminations en raison de leur nom, de leur origine ou de leur couleur de peau. Deuxièmement, comme dans le dernier article, l'appropriation du statut de victime par ces femmes est ambiguë. Ces femmes refusent d'être vues comme des victimes, mais se plaignent de ne pas être représentées, donc se victimisent, alors qu'elles sont historiquement les plus représentées dans le mouvement féministe en tant que femmes blanches hétérosexuelles, au détriment des femmes noires, immigrantes, racisées, lesbiennes, pauvres, précaires, etc., qui ont souvent été effacées et invisibilisées de ces luttes. Troisièmement, l'agentivité réactionnaire de ces femmes se manifeste également par un antiféminisme conservateur (en particulier par une revalorisation de la binarité et de la complémentarité des sexes), une subjectivité hétéronormative et une adoption de la rhétorique masculiniste : puisque l'égalité est présumée atteinte, dans une perspective postféministe, les femmes bénéficieraient des privilèges indus tandis que les hommes se trouveraient discriminés par le féminisme.

Ce deuxième article s'inscrit en contexte étatsunien. Ainsi comme dans le dernier article, j'analyse les discours publics tenus par des femmes antiféministes. En revanche, j'analyse ces discours dans le contexte en ligne, où la popularité grandissante de la manosphère et de ses figures influentes

se fait sentir vers 2013. De plus en plus de femmes antiféministes s'organisent en ligne pour discréditer les féminismes, mais aussi pour dissuader d'autres femmes d'adhérer au mouvement : leur agentivité est également réactionnaire en ce qu'elles cherchent à mobiliser d'autres femmes dans la cause antiféministe. En posant en autoportrait avec une pancarte qui caricature les féministes comme indésirables et nuisibles et met de l'avant des descriptions peu flatteuses, elles mettent en gardent les autres femmes, comme pour dire « voulez-vous vraiment prendre le risque d'être dépeintes de cette façon »? (Sorin, 2022).

7.1 Introduction

In 2017, the gender wage gap in the United States stood at 18% and only 8% of women held high-paying jobs, compared to 44% of men (US Bureau of Labour Statistics, 2018). Approximately 4.8 million women there were physically assaulted or raped each year, and more than a thousand women were victims of domestic homicide, which averaged almost three women killed per day (National Organization for Women, 2009).

Yet, despite these indicators of gender discrimination in the United States, many American women see the feminist movement as no longer relevant, and some even openly declare themselves as "antifeminists." A 2016 Washington Post national poll (Cai and Clement, 2016) revealed that six in ten Americans identified as feminists, four in ten Americans felt the adjective that best described feminism was "vindictive", while for three in ten Americans the movement was considered "outdated". Nearly half of the respondents stated that feminism unfairly held men responsible for "women's problems".

Antifeminism as expressed by women has been an object of study since the 1980s and was mostly concentrated in the United States in the earlier days. One of the most influential works was « *Right-Wing Women* » (1983), in which radical feminist Andrea Dworkin questioned women's

motivations for adhering to right-wing values. A few years later, in 1991, journalist Susan Faludi questioned the backlash against feminism in the 1980s that followed the success of women's movements in the 1970s in the United States. Several sociologists like Susan Marshall have then tackled women's antifeminism almost exclusively in the light of conservatism as they examined the success of the countermovement against the *Equal Rights Amendment* in the 1980s, which aimed to deny the possibility of new rights for women. From the 2000s onwards, masculine and political oppositions to feminism were brought to light in Canada (Quebec), France and the United States, among others. They were for instance embodied by masculinism, a movement that claims that there is now a 'crisis of masculinity' because of feminism (Dragiewicz, 2010; Blais et Dupuis-Déri, 2015; Jordan, 2016). These studies have also examined conservative influences of antifeminism (Lamoureux, 2019), such as the pro-life movement (Rose, 2011; Schreiber, 2017, 2018; Avanza, 2020) and the "gender theory" or "gender ideology" (Garbagnoli, 2015, 2019; Huar and Paternotte, 2019) as well as nationalist expressions of antifeminism with regard to its links with the far right (Keskinen, 2013; Walton, 2012).

In recent years, new social media platforms have facilitated the formation and dissemination of antifeminist, conservative and far-right ideas, as evidenced by analyses of the manosphere (Waldispuehl, 2018; Jarvis and Eddington, 2020), "a fragmented group of digital communities promoting misogynist discourses" (Han and Yin 2022, p. 1). From the 2010s onwards, more and more antifeminist women have organized online to oppose feminism, thus raising questions about the dynamics and the evolution of contemporary antifeminism and its appropriation by women. Yet, few studies have tackled antifeminism expressed by women in online spaces. This research proposes to fill this gap by addressing antifeminist discourses expressed by women on social media. Its primary aim is to understand and explain what representations are mobilized by the participants of the Tumblr campaign "*Women against Feminism*" in their efforts to oppose feminism.

In this study, I first present the literature on women's opposition to feminism in the recent years with a focus on its expression on social media, thus providing a theoretical and conceptual background for my discussion in the next sections. I then discuss my qualitative approach to explain how I collected the data from the Tumblr and classified it into themes. Thematic content analysis was chosen because of its effectiveness in studying more concretely the main themes of the participants' discourse, in order to better grasp their negative representations of feminism. I examine these representations in the last section. I show that these are telltale of distinct but intersecting ideologies, namely neoliberalism, "postfeminism", masculinism and heteronormativity, which interact to discredit feminism in its promotion of an ideal of gender equality.

7.2 Women's antifeminism in online spaces

Women use social media to engage in new debates about feminism, criticize the movement's orientations, or offer new interpretations. Women are more active than men on major platforms such as Twitter, Facebook, Youtube, except for LinkedIn where men outnumber women. It is also noteworthy that references to the word "feminism" on Twitter have increased by 300% in the last few years (Bennett, 2014).

The *Women Against Feminism* campaign first made itself known on Tumblr, a blogging platform created in 2007 that allows users to post text, images, videos, or audio files on their "blog". It brings together hundreds of stories of women posing in selfies, holding up posters on which they write their reasons for opposing feminism. Their arguments always begin with the catchphrase "I don't need feminism because..." Since its inception in 2013, the campaign has grown and, as of May 2017, the Tumblr's Facebook page had garnered over 44,000 "likes". Meanwhile, the X (formerly Twitter) hashtag #Womenagainstfeminism reached over 177,000 users (Sorin, 2022).

The Tumblr reportedly emerged in response to the *Who Needs Feminism* movement, a Tumblr created by Duke University students in 2012 that aimed to put an end to clichés and misconceptions about the feminist movement. Other accounts (Elderkin, 2021) claim that the site was not created by women, but rather by "Men's Rights Activists" (MRA) who used the site to promote masculinist ideology; For her part, antifeminist blogger Janet Bloomfield argues that the Tumblr was created by a woman who preferred to remain anonymous because she reportedly feared for her safety⁷².

The *Women Against Feminism* website, the #WomenAgainstFeminism Twitter page, the Tumblr and the Facebook page of the same name appeared in 2014 and gained popularity in a few years. The Tumblr ceased to exist, but the #WomenAgainstFeminism campaign is continuing on Youtube⁷³ and on X as @WomAgainstFem⁷⁴. In September 2025, a private group of 10,300 members on Facebook is still active with new posts being published regularly. Its "About" section states that "pay inequality is a lie and feminists are idiots. These are facts. Many women post or republish memes or articles from other media—often progressive media—which they then discredit".

7.2.1 Links with the manosphere

The manosphere is "a fragmented group of digital communities promoting misogynist discourse. The focus of these communities is the construction of man's identity with reactionary gender traits and roles based on the critique of feminism and its transformative influence on society, and

⁷² Janet Bloomfield was the author of the Judgy Bitch website and YouTube channel, whose slogan is "the radical notion that women are adults", a reworking of feminist slogan "Feminism is the radical notion that women are part of humanity". She claimed on the Patreon site that "feminism is the most destructive force of nature". Her websites and Youtube channels have been removed since then.

⁷³ See: [Share Women Against Feminism!](#).

⁷⁴ [WomenAgainstFeminism \(@WomAgainstFem\) / X](#).

a victimization storytelling" (Han and Yin, 2022, p. 1). It brings together various men's rights groups, such as Men's rights advocates (MRAs) (dating back to the 1970s) and other more recent groups such as Pick up artists (PUAs)⁷⁵, Incels (involuntary celibates)⁷⁶, and Men Going Their Own Way (MGTOWs)⁷⁷.

Some women's communities organize within the manosphere, such as the Red Pill Women, which is a sub-community of women created in 2013 within the masculinist forum *The Red Pill*. This forum, which counts 47,000 subscribers (Jarvis and Eddington, 2020), enables discussions between women around romantic and sexual relationships, home maintenance, or education (Ferrari, 2021). According to a 2020 study, these women promote antifeminism within the manosphere in a paradoxical way, that is, by mobilizing postfeminist logic. This logic embraces certain principles that they categorize as belonging to "classical" or "traditional" feminism, notably the notion of choice, but rejects what they consider belonging to "modern feminism" as ideological and therefore corrupt. In doing so, women's ability to choose — a feminist principle — is said to be corrupted by "modern feminists" who have demonized women who opt for traditional gender roles, such as staying at home instead of being an employee (as seen in the #Tradwife campaign online around 2018). Some of these conservative women even consider their participation in the Red Pill Women as "the ultimate feminist act" (Jarvis and Eddington, 2020, p. 10), as they exercise their right to choose what and who they want to be. However, many feminists have criticized the notion of choice, arguing that it is often privileged women who have enough options at their disposal to be able to make choices (often white, middle-class or upper-class, heterosexual women) (Marshall, 1991; Jarvis & Eddington, 2020; Sorin, 2022).

⁷⁵ A group that seeks to reinforce the seduction towards women in an aggressive way, thus exacerbating dominant masculinity.

⁷⁶ Short for involuntary celibates, Incels gather out of frustration at not getting a sexual partner. They blame women for their personal failures and lonely lives.

⁷⁷ This group is based on the "fundamental belief that society is gynocentric, that is, it is constructed for the benefit of women" (Han and Yin, 2022, p. 9), therefore it aims to disengage from all relationships with women.

A foray into the platforms connected to the *Women Against Feminism* campaign allows us to trace back their links to the manosphere. For example, the *Women Against Feminism* Twitter account @WomAgainstFem is subscribed to 17 other accounts of figures known for their antifeminist positions in the American media: among others, Lauren Southern, a Canadian blogger who has made a name for herself in the American "alt-right" networks, Christina Sommers, author of *War Against Boys* and *Who Stole Feminism?* Cathy Young, an American journalist who has taken a stand for the *Women Against Feminism* campaign (Young, 2014), Elizabeth Hobson, an American antifeminist activist who helped organize the International Men's Issues Conferences and is a columnist on the site Patreon where she claimed, amongst other things, that she is “for justice for men and boys”. The Twitter account also suggests masculinist accounts to follow, namely Honey Badger Radio (Kohn, 2020), Male Positive Media, Mens Rights.com, Cassie Jaye, author of the antifeminist documentary *The Red Pill* and several antifeminist *Ted Talks*. The term *Honey Badger* refers to women allied with the men's rights movement. Two women bloggers have become famous in this way: Janet Bloomfield, author of the blog Judgybitch (who reportedly founded the site and the Tumblr Women against Feminism) and Karen Straughan, co-founder of the blog Honey Badger brigade, a group of women who support the masculinist movement online. In December 2022, on the masculinist site *A Voice for Men*, Bloomfield published attacks on feminists, including in the articles "13 reasons women lie about rape" (2014)⁷⁸, "I love my female privileges" (2016)⁷⁹ or "No, MGTOW's don't hate women" (2015)⁸⁰. She claims that “feminism is cancer” and that “women should not have the right to vote” (Sorin, 2022)⁸¹. For their antifeminist rhetoric, these women are rewarded by male masculinists who find validation and legitimization in these women's voices, for example, Dean Esmay of the Men's Rights movement, who stated in 2014, "people think we are pathetic old losers. The presence of these women in the movement

⁷⁸ See: [13 reasons women lie about rape – A Voice for Men](#)

⁷⁹ [I love my female privilege – A Voice for Men](#)

⁸⁰ [No, MGTOWs don't hate women – A Voice for Men](#)

⁸¹ See the interview of Bloomfield in 2018 on [VICE TV on X : https://t.co/EKDzeFZAp8](https://t.co/EKDzeFZAp8) / X.

creates cognitive dissonance...and often that dissonance makes people more receptive than they otherwise would be" (Esmay in Blake, 2014).

However, in a recent study of the website *Women Against Feminism*, Claire Sorin (2022) observes that the success of the site and of the campaign derives mainly from the fact that it does not explicitly identify itself as conservative: "aiming to mobilize as many women as possible, it is broad and deliberately vague in its political spectrum". The researcher quotes one of the participants who declared: "we are conservative. we are liberal and everything in between" (Sorin, 2022, p. 58).

7.3 The media *backlash* and the rhetoric of "postfeminism"

7.3.1 The media backlash

Journalist Susan Faludi was among the first researchers to identify an antifeminist media *backlash* during the conservative *backlash* of the Reagan presidency in the United States in the 1980s. She describes it this way: "in the 1970s, the media itself, brandishing the glorious image of the successful woman, did not hesitate to say that she was happy because she was liberated. [In the 80's], in retaliation, they disfigure the image with raging strokes and explain that she is unhappy because she is too liberated" (Faludi, 1991, p. 110). The freedom backfires and causes the "double day", overwork and difficulty in combining family and professional life (Cardoso, 2014). For Faludi, "they not only see the existence of real change but want to trigger it" (1991, p. 110). In doing so, by staging a regression supposedly caused by feminists, the media and the press make it exist in people's minds. Thus, in the American context of the 1980s, the media and the press contributed

to portraying feminism as an outdated movement, even harmful for women, which echoes the perversity thesis⁸², which maintains that feminism would backfire against women themselves.

For Australian researchers Flood, Dragiewicz and Pease (2021), this definition of *backlash* is too broad, however, as it potentially includes all media messages that contradict feminism. Conversely, some conceptions prove to be too restrictive by focusing solely on resistance to gender equality by certain organized groups that are more visible in the public sphere (such as fathers' groups), or on the use of coercive power (Mansbridge and Shames, 2012). These scholars argue for the recognition of the specific historical and cultural context in which *backlash* occurs. In this regard, historically, in Western countries, *backlash* has focused on key sites of patriarchal power, such as electoral politics, family, labor, violence against women, reproductive rights, and school (Flood and *al.*, 2021, p. 399). In this sense, *backlash* would certainly be an expression of privilege by dominant groups (often men) but it would also be driven by popular discourses and dominant myths about sex roles and gender equality in a given culture. This would certainly include the discourse or ideology of "postfeminism", that puts forward a depoliticized view of gender roles and equality.

7.3.2 The discourse of "postfeminism"

Following the conservative backlash of the 1980s in the United States, British *cultural studies* scholar Angela Mac Robbie notes that in the 1990s, postfeminist discourse predominates. This analysis is corroborated by Sirma Bilge, who argues that postfeminist discourse "differs from the antifeminist backlash of the 1980s by its skilful incorporation of certain elements of feminism in order to better dismiss it" (Bilge, 2015, p. 20). Mac Robbie (2009) evokes the ambivalence of these

⁸² Defined by Albert Hirschman (1991) in his explanation of reactionary rhetoric.

women towards the feminist movement, rather than its complete rejection. She highlights the "complexification of the backlash" taking place from the 1990s onwards and mentions women who generally support the value of equality, internalize feminist tenets and take them for granted, while at the same time rejecting feminism as outdated or corrupt. In *Les Nouvelles femmes de droite* (2022), Della Sudda concurs: even though women's antifeminism is indeed a countermovement, it cannot be reduced to reactionary antifeminism in that these women claim the heritage of feminist struggles (i.e., the possibility of studying, having a career, a fulfilling sex life, participate in activism, etc.) (Della Sudda, 2022, p. 32).

Postfeminism is predominant in all cultural forms, from television and film to music and Internet culture, and according to Emma Rich, in the "women's press" in particular, discourses on gender inequality are either absent or "stigmatized as antifeminist and obscured by a neoliberal stance that is paradoxically experienced as empowering by many young women" (Rich, 2005, p. 242). In this perspective, *empowerment*, that used to be at the level of the collective is now tied to individual responsibility (Hache, 2007), revolving around the idea of taking charge of oneself, managing one's life, and is articulated around consumption by becoming a consumer good oneself (Gill, 2016). In this sense, postfeminism ties in with neoliberal ideology and heteronormativity.

Studies that report on the posture of women who identify as antifeminists have highlighted the main reasons why women do not join the movement, which include:

- An abdication to the transformative potential of feminism (Dworkin, 1983).
- The social stigma associated with feminism and ethical or moral criteria (often religious in origin) (Schreiber, 2008; Swirsky & Angelone, 2014).
- An opportunism or investment in existing class privilege and gender norms and family roles (Marshall, 1985, 1997; Flood and *al.*, 2021).

-The belief that feminism is no longer necessary today in the West because women are empowered (McRobbie, 2009; Scharff, 2012) as opposed to other areas in the world perceived as "less advanced" on the scale of modernity and gender equality (Butler, 2009; Farris, 2017; Della Sudda, 2022).

-The failure to consider the intersection of various systems of oppression (feminism favors Northern women and does not take into account the intersection of various axes of oppression such as gender, class, race, sexual orientation, age, or disability) (Swirsky and Angelone, 2014).

With these various explanations in mind, we will analyze the antifeminist posture of American women on the Tumblr *Women Against Feminism* through the lens of privilege, gender role design, and gender equality in the United States.

7.4 Method and data collection

In this research, I conducted a qualitative thematic content analysis of the Tumblr, carried out on a corpus of posts that I compiled from the Tumblr. This enabled me to identify major themes that shed light on the meaning of the arguments presented by the Tumblr participants regarding their representations of feminism.

In this study, I have defined an "argument" as a sentence that contains a critique of feminism or connotes it negatively, such as the idea that feminism is unnecessary or too radical, and at the same time provides a justification. For example, "today's feminism is a hate movement that infantilizes women and demonizes men" is considered an "argument" because this assertion presents a negative critique of feminism and explains why the person opposes feminism. In contrast, "today's feminism is a joke" is not considered an "argument" for analysis because the phrase does not explain why feminism is disqualified.

The selected corpus consists of one hundred and thirty-one arguments (often multiple arguments are included in the same post, presented by a single participant), which represents sixty photos of women posing with a sign, and corresponds to posts included during the period between August 2015 and February 2017, when posts on the Tumblr ceased. The Tumblr's homepage displays the most recent posts, from February 2017. I scrolled through the pages from that date, noting enough arguments to reach saturation. I then categorized these arguments into twelve themes and then turned the number of arguments in each theme into a percentage, to get an idea of the relative importance of each theme. Some posts had to be discarded, such as photomontages and posts without photos that did not originate from the participants, as well as duplicates: some posts repeated a message already seen in another post.

There are however some limitations to the analysis. First, the Tumblr format mandates concision to facilitate reblogging, which explains why the publications consist solely of short and often shocking statements. As a result, the discursive analysis is necessarily restricted, stemming any in-depth understanding of the argumentative logic. Secondly, the posts are selected by a moderator who sorts out received publications. This moderation may result in a potential bias insofar as the moderator may have retained only the publications she liked, based on arbitrary criteria⁸³. Finally, the Tumblr is meant to guarantee anonymity, which may explain why there is no socio-ethnographic data on the participants regarding their age, social class, ethnicity, etc. Nevertheless, based on their self-portraits, the corpus appears to be predominantly composed of white women that are approximately between approximately 20 and 30 years old.

7.4.1 Detailing the object of study

⁸³ Although I attempted several times to contact the Tumblr moderator, my message went unanswered.

The themes are presented below in descending order, from the most frequent arguments to the least frequent.

Tableau 7.1 Thèmes des arguments des participantes

Theme	Number	Percentage
1. The importance of individual responsibility.	40	30,5
2. Feminism discriminates against men.	20	15,3
3. Equality is achieved: feminism is fighting the wrong battle.	15	11,4
4. Feminism is not inclusive of all women.	12	10,7
5. Feminists hate men.	12	10,7
6. The importance of revaluing marriage and motherhood.	8	6,1
7. The opposition to "modern" or "radical" feminism.	7	5,3
8. Feminists lie about rape culture and the wage gap.	6	4,6
9. Feminists are not respectable.	3	2,3
10. Femininity needs to be revalued.	3	2,3
11. The feminist movement presents women as victims.	3	2,3
12. The duality and complementarity of the sexes must be revalorized.	2	1,5
TOTAL	131	100

In the next section, I review these themes and illustrate them with some examples.

7.5 Discussion

7.5.1 Individual responsibility and the meritocratic ideology

Postfeminist ideology is found in three of the identified themes and constitutes a major part of the corpus as it gathers more than half of the arguments in total (51.1%), including the first theme (one third of the arguments); theme 2: Equality has been achieved, so feminism is fighting the wrong battle; and theme 7: Against today's feminism. The theme of individual responsibility is the most important theme, with 40 arguments, which represents one third of the corpus.

In the first theme, the arguments are telltale of the neoliberal ideology that prioritize individual freedom over collective struggles: "I am not oppressed, I am not a victim, I don't need a movement's help"; "I don't need others to fight my own battles for me". These women feel that feminism infantilizes them, and that they do not need it as a movement to succeed individually in society and in their private lives. Inequalities are privatized and antifeminism is articulated here with meritocratic ideology: some of them believe that they can overcome hardships by their individual work: "*Wherever I want to do or be in life (sic) I will become through my hard work*", or, more paradoxically, by reclaiming their submission: "*My submissiveness is not a product of brainwashing. It is a means of empowerment*". The most recurrent argument (appearing ten times in the corpus) is: "*I'm not a victim*", which also reflects the neoliberal vision that emphasizes the individual over the system. Inequalities are perceived as resulting from individual problems: these women perceive feminism as victimizing them, because they do not consider the structural aspect of inequalities and the systemic dimension of oppression. In this perspective, feminism is described as unnecessary when, according to Jill Swirsky and Dominick Angelone, "they report not needing to self-identify as feminists because it is unnecessary when in reality, they simply may not have been trained to notice sexist situations through a societal lens" (Swirsky Angelone, 2014, p. 242).

Indeed, the idea of the collective is banished from their view of equality, and American women in the "postfeminist" and neoliberal era feel able to face adversity by sheer force of will, because they have repeatedly been told that they are free to choose. Thus, the emphasis is on competition between individuals. This conception implies consequences such as a disassociation: if women's

subordination and inequalities are the result of individual problems and not socio-political or collective ones, women will individualize the oppression suffered by other women by holding them personally responsible, especially in the case of aggressions. Moreover, this use of the vocabulary of "rights" and "freedoms" is part of an antifeminist tradition which consists of symmetrizing the oppressions experienced by women with those of men, particularly carried out by masculinist groups (Blais and Dupuis-Déri, 2012).

7.5.2 Postfeminism and "equality already there"

Gender equality is considered achieved in the 21st century in the United States by 11.4% of the women in the corpus, who argue that there is no patriarchy, which makes feminism a futile struggle: "*Women are already equal !!! Feminism is fighting a war that's already been won !*"; "I live in the Western world where I have the same opportunities as men". Current feminists are accused of fighting the wrong battle by focusing their energy on women in the West and focusing on trivial issues: "Let's focus on the truly oppressed women in the world instead of crying about mean tweets, video games, and the wage gap that doesn't exist"; "*Modern Feminists care more about... Slut shame than the beating, rape and murder of countless Muslim women every day.*" In fact, these women perceive themselves as not oppressed or empowered, as opposed to the archetypal woman who is truly a victim of patriarchy, often embodied in the West by the image of the Muslim woman. This rhetoric is part of a femonationalist logic. Sarah Farris, who first coined this notion, defines it as an instrumentalization of feminism for nationalist, racist or Islamophobic purposes (Farris, 2017). She shows that from the 2000s onwards, in the West, a collusion occurred between three very different political agendas: right-wing nationalism, neoliberal politics and a certain fringe of feminism, all converging in an anti-Islam campaign. Sexism, homophobia, and patriarchy are said to be the preserve of Muslims in the West and outside of it, as Islam has not reached the stage of modernity, symbolized by the acceptance of gender equality and gay rights (Butler, 2009).

This denial of sexism and discrimination in Western countries allows at the same time to deny the oppression suffered oneself, and thus to delegitimize the efforts made by feminists: "*Sexism only exists in the Western world today because of modern day feminists*". In addition, seven statements (5.3% of the corpus) denounce "modern" or "radical" feminism: "I am an anti-modern feminist because I realize that society is changing, as are our needs for certain groups and movements"; "Today's feminism is a hate movement that infantilizes women and demonizes men"; "*2015 American feminism is lie-driven, entitled whining*".

In an article in *Le Monde Diplomatique*, "Rediscovering the momentum of feminism", French sociologist Christine Delphy (2004) corroborates Susan Faludi's analysis. She denounces the patriarchal counter-offensive of the media and governments, which, by relaying the discourse of acquired equality, convey a fallacious discourse that denies the existence of structural gender inequalities:

The media have made the choice of anti-feminism, with campaigns including a negative presentation of feminists as "ugly and frustrated", "anti-men", "all lesbians"... But the most effective weapon is the bludgeoning idea that "everything is won, there is nothing more to do"... except to roll up one's sleeves and prove that one is worthy of this equality. And if women can't do it, it's their fault - not society's. They feel guilty (*Ibid.*).

For Delphy, the "myth of already-achieved-equality" is insidious because it individualizes the inequalities, which results in women feeling guilty: "The affirmation of an 'equality-already there' is not only a lie, it is a poison that enters the soul of women and destroys their self-esteem, their often- fragile belief that they are individuals in their own right - and not halves (*Ibid.*)".

As a result, it comes as no surprise that some women claim to be antifeminist - while at the same time advocating values such as equality, which they paradoxically inherited from feminists. In fact, as mentioned, according to the "postfeminist" logic, antifeminist women have internalized the

principles of feminism and express feminist ideas without identifying them as such (Aronson, 2003), thus taking feminists gains for granted. And yet, the very possibility of expressing themselves in the public sphere, as they do in cyberspace, is a privilege they now own and is a direct result of feminist struggles for the advancement of women's rights.

7.5.3 The defense of men and masculinism

Twenty statements (15.3% of the corpus) take up the theses of the masculinist movement such as the idea that feminism discriminates against men. In a context where equality between men and women is taken for granted, feminism is said to create undue privileges for women and therefore discriminate against men, who would now be the victims of reverse sexism: "*Misandry DOES exist*"; "*I refuse to ignore men's issues in the name of 'feminism'.*"; "*Women don't deserve more rights than men*"; "*Over 40 % of domestic abuse victims are men, although there are 0 shelters available in our supposed patriarchy*". Quebec sociologist Francine Descarries analyzes this position in the light of negativism, which is a process of "ordinary antifeminism":

[Negativism] presupposes a refusal to acknowledge the predominance given to male values and practices; it also presupposes the symmetry of the problems experienced by women and men today, as if the problems of the latter were the result of the same systemic discrimination (Descarries, 2005, p. 144).

For example, participants report what they see as feminist exaggerations: "Men who manspread in public places are not oppressing women". Similarly, almost 10% of the corpus, or twelve arguments, advance the idea that feminists are misandrists, that their fight against patriarchy amounts to a hatred of men, and in this sense the movement is seen as extremist: "*I don't need modern, extreme feminism because its blind hatred of men is an insult to the men who worked*

hard to secure the rights women have now"; " I don't want my happy nephew to grow up being taught he is inherently bad for being born male"; "#killallmen"⁸⁴ is HORRIBLY SEXIST"⁸⁵.

These arguments reveal misinformation and distortion of the facts: the idea that feminists are all misandrists is a stereotype, while the idea that it is men who have worked hard to provide women with rights renders the work done by feminist social movements over the decades invisible and even attributes it to men.

7.5.4 Heteronormativity

The widespread idea that feminists hate men is rooted in a heteronormative framework, which is based on obligatory heterosexuality and the demand for reproduction that follows. Judith Butler underlines to this effect that "the institution of an obligatory and naturalized heterosexuality has gender as a necessary condition and regulates it as a binary relation in which the masculine term differentiates itself from a feminine term, and in which this differentiation is realized through heterosexual desire" (Butler, 1990, p. 93). Two arguments from our corpus are telltale of this conception: "*Both sexes play equally important roles in our society. I appreciate the differences between the sexes*" and one participant legitimizes her position in the name of religion, which is a form of conservative antifeminism (Lamoureux, 2019): "*God gave us different skills, this is NOT male oppression!*"

The tenants of this conception emphasize the duality and complementarity of the sexes and praise the virtues of "femininity" so as not to scare men away, even if it means participating in one's own objectification: "*I like when men say compliments about my body*"; "*I do like being*

⁸⁴ Hashtag used on Twitter.

⁸⁵ *#killallmen is SEXIST AS FUCK* [capital letters are rendered as they are].

feminine"; " *I love being called sexy bitch*". The feminist corresponds to the archetype of the "rival woman", defined by Francine Descarries (2005), because she deviates from the norm of the feminine ideal. Advocating femininity is then used as a rhetorical strategy to discredit feminists, who are portrayed as "false women". In other words, the real "antis" are feminists, who are "anti-woman" and "anti-femininity" and therefore against the "real interests" of women. This rhetoric allows them to position themselves as the true advocates for women's interests (Schreiber, 2018).

Besides, three statements accuse feminists of not having respectable moral values, of behaving like depraved women, that is to say, of opposing the femininity associated with respectability: "*I don't want my daughters growing up around slutty feminists*"; "*I need an excuse for when I act like a drunk, empty-headed slut and cheat on my boyfriend*." This type of argument has been described by feminists as "slut-shaming", the act of criticizing and demeaning a woman as a "slut" because of her sexual behavior. Similarly, eight arguments criticize feminists for judging these women for their choice to be mothers and wives. These women claim their place in the home: "*I love to be sexy for my man and cook for him... In the KITCHEN!!* [capitals in original]. "; "*I WILLING (sic) quit my job and put my dream of becoming a mechanic (sic) to be a housewife/ stay at home mom. *gasp* my husband respects me and I serve him* [capitals in original]"; "*My children are not a punishment*". Here, the traditional roles associated with women and the notion of complementarity between the sexes are once again valued.

7.5.5 The critique of the "women category"

In the theme "feminism is not inclusive," which makes up nearly 10% of the corpus, women on the Tumblr criticize feminism for its lack of inclusivity. These criticisms have been made from within the feminist movement, particularly by Black feminists who criticized Western feminist movements for being focused on the experiences of white women (Crenshaw, 1991; Hill Collins, 1990). The argument being made here is different. These women, often white, speak of personal experiences that seem to have generated a great deal of anger and resentment: "*I get insulted by*

feminist women more than any other group of people"; "I didn't deserve to be BULLIED by a female teacher because I told her that I wanted to be a wife and mother, not a BUSINESSPERSON [capital letters are rendered as intentional]." As such, they feel that feminists cannot speak for them: "I don't want these women to be my voice". In addition, three arguments criticize the feminist movement for creating a dichotomy of men as oppressors and women as oppressed victims: "I don't believe women are inherently victims or that men are inherently oppressors".

These antifeminist women say they are not well represented by the feminist movement. These remarks echo debates that have taken place among feminists. Queer feminism and decolonial feminism object that one cannot envisage a homogeneous category that would be placed under the aegis of "We women" because of the diversity of experiences and forms of lived oppressions:

Given the hasty insistence on a stable subject of feminism, understood as a seamless category of women inevitably generates multiple refusals to accept the category (...) Indeed, the fragmentation within feminism and the paradoxical opposition to feminism from "women" whom feminism claims to represent suggest the necessary limits of identity politics (Butler, 1990, p. 7-8).

Black feminists in particular (Crenshaw, 1991; Hill Collins, 1991), have pinpointed the fact that mostly white, privileged women have talked in the name of "all women", and have referred to the "woman category" based on a "women identity" that would be universal, and which does not represent black, poor, gay, immigrant women, etc. Likewise, these antifeminist women claim that they are antifeminist because they do not feel represented by the feminist movement. Ironically however, they are the dominant women in society (i.e. white, privileged women) who have historically been the most represented women by the feminist movement. Their impression of being alienated by the movement may thus stem from the fact that their privileges are questioned by other women, i.e. the women who have historically been underrepresented (black, immigrant,

poor women, etc.), who, in contrast, emphasize diversity and claim for a better representation of all women in the movement.

7.5.6 Negativism and misinformation

Finally, six arguments from the corpus raise the idea that feminists lie about rape culture and the wage gap. Feminists are said to distort statistics, particularly regarding rape culture and gendered wage inequality: *"I am against Modern Western Feminism because the Pay Gap is a myth, the war on rape culture is moot because good men don't rape and bad men don't care and disarming women doesn't help"; "The 'wage gap' is feminists cherry picking at the fact that women tend to pick careers that pay less than those that men pick"*. This type of argument is misinformation, which involves "manipulating statistics to convey the message that the situation of women 'is not that bad'" (Descarries, 2005, p. 144).

7.6 Conclusion

This study found many representations of feminism. These representations reveal distinct but intertwining ideologies, namely neoliberalism, "postfeminism", masculinism and heteronormativity. Many negative representations of feminism have been shaped by the media, which, since the conservative backlash of the 1980s in the United States, have been portraying feminism and feminists as a demeaning influence. Thus, elements of "postfeminism" emphasized the idea that women had achieved equality, that feminism had now been pointless, that it would backfire against them and that it would create undue privilege for women, or even that men would be discriminated against.

What is more, the revalorization of femininity, motherhood and the defense of men, who are said to be victims of the feminist movement, are underpinned by heteronormativity, where the binary and complementary nature of the sexes are viewed as beneficial. This discourse is perfectly in line with the men's rights movements of the manosphere, which seek to conceal the hierarchical nature of the sexes and the structural inequalities that result from it, in an effort to preserve the domination and appropriation of women by men.

In this view, women's agency (in the neoliberal sense of individual responsibility) would be sufficient to counter any form of oppression, and this is reflected in the valuing of individual characteristics, underpinned by neoliberal ideology, which privatizes inequalities and refutes the notion of systemic oppression. As a result, young women are discouraged from joining a collective movement: why should they, if they are now free to make their own choices and take charge of their lives? Moreover, the emphasis on the notion of individual choice underlies certain privileges. The study reveals that while these women speak out on behalf of their gender, the interests they seek to protect appear to be more related to sexual orientation (by seeking the benefits of heterosexuality), to class (notably by the possibility of not participating in the workforce), or race (by never having been discriminated against on this basis).

If the first reaction of feminists could be to disqualify antifeminist women, it seems rather essential to take them into account in order to deconstruct them, as journalist Emma Teitel (2014) points out:

It's easy to dismiss Women Against Feminism in the same fashion sexists often dismiss Sarah Palin: as a stupid, irrational, destructive force, blindly and proudly acting against its own interests. But to do so is shortsighted. After all, the most telling thing about the campaign isn't its blasé attitude toward patriarchy, but its cluelessness about the thing it means to reject.

Thus, for feminists, the task is twofold: to fight the patriarchy and to refute the antifeminist discourse transmitted by the media, in popular culture and in online spaces. Women who are already very active on social media could take advantage of these platforms to educate about feminism and share the goals of the movement. In this respect, several feminist responses have been made to the *Women Against Feminism* campaign, such as the satirical Twitter account @NoToFeminism. This account, which is managed by Rebecca Shaw, a journalist at the Guardian in Sydney, turns the arguments of antifeminist women against them to mock them: "I don't need feminiism I'm SICK of men being SILENCED and I KNOW they are because I hear them SAY IT on TV and RADIO and in their COLUMNS" or "I don't need femmsm⁸⁶ I LOVE that my husband is TALL with a HARD body and is STRONG and SILENT and COVERED in squirrels oh no I married a tree"⁸⁷. This account echoes the Tumblr *Confused Cats Against Feminism*⁸⁸ (whose introduction states: "because they have no idea what feminism is. They're cats") and which was also intended to ridicule the Tumblr's arguments, as well as two satirical Facebook pages of the movement called *Women Against Women Against Feminism*. With these blogs and Tumblrs, the feminists use their agency as a tool to counter the attempts by antifeminist women to redefine feminism in a conservative or reactionary light.

⁸⁶ The misspelling is purposeful here.

⁸⁷ The spelling errors and capitalization are intended, presumably to ridicule the statements of *Women against Feminism* participants.

⁸⁸ See here: <https://confusedcatsagainstfeminism.tumblr.com/>

CHAPITRE 8

LA CAMPAGNE NUMÉRIQUE #TRADWIFE: FABRIQUER UN ORDRE SOCIAL ALTERNATIF

Étude de cas de deux influenceuses étatsuniennes

Résumé

La campagne #Tradwife est une communauté en ligne de femmes américaines qui vantent les mérites d'un mode de vie dit traditionnel (*trad*), où l'épouse d'un couple hétérosexuel encense le fait de vivre au foyer « comme dans les années 1950 », c'est-à-dire soumise à son mari et occupée à sa mission d'enfantement (*wife*). Actives sur Youtube, Instagram et TikTok, ces femmes disqualifient le féminisme qui les aurait « forcées » à s'extraire du foyer.

Dans cet article, je cherche à explorer la façon dont l'agentivité des *Tradwives* se déploie au fil de leurs publications. M'inspirant des analyses de Gusfield sur les croisades morales (1986) et de la conceptualisation par Ebin du « traditionalisme préfiguratif » (2024), j'argue que les influenceuses *Tradwives* mettent en œuvre, dans l'ici et le maintenant et au fil de leurs publications, leur projet politique réactionnaire et antiféministe. Ainsi je m'intéresse aux publications Instagram de trois influenceuses de la campagne, mettant en lumière les stratégies rhétoriques qu'elles mobilisent pour mettre en avant et normaliser un mode de vie et un projet politique réactionnaires.

Ainsi, à l'instar des précédents articles, ce troisième article analyse également les discours publics tenus par des femmes antiféministes. Comme pour le précédent article sur le Tumblr *Women against Feminism*, il s'inscrit à nouveau en contexte étatsunien. Cela dit, cet article montre le déplacement des discours antiféministes vers d'autres plateformes, comme Instagram, qui offrent des outils plus sophistiqués et favorisent le recrutement d'autres femmes dans la cause.

8.1 Introduction

L'engagement de femmes dans les mouvements réactionnaires a toujours été perçu comme un « paradoxe » en soi. Pourtant, historiquement, les femmes ont toujours été engagées dans ces mouvements. En 2016, puis en 2024, une majorité de femmes blanches électrices ont appuyé le candidat Donald Trump qui était ouvertement misogyne et homophobe (Rogers, 2016; Granderson, 2024). Depuis les années 1980, la plupart des groupes antiféministes et racistes aux États-Unis auraient cherché à recruter des femmes dans leur mouvement, dans le but de normaliser des idées radicales et de modérer leur image. La communauté en ligne des *Tradwife* s'inscrit dans ce contexte. Cette campagne serait née aux États-Unis et en Grande-Bretagne vers 2015 et a connu une forte popularité à partir de 2018⁸⁹. Elle rassemble des femmes américaines qui vantent les mérites d'un mode de vie dit traditionnel (trad), où l'épouse d'un couple hétérosexuel encense le fait de vivre au foyer « comme dans les années 1950 », c'est-à-dire soumise à son mari et occupée à sa mission d'enfantement (wife). Actives sur des médias sociaux comme Youtube, Instagram, X (anciennement Twitter) et TikTok, ces femmes contestent le féminisme qui les aurait « forcées » à s'extraire du foyer. Dans cette étude, j'argumente que, bien que les femmes du mouvement *Tradwife* prétendent se mobiliser au nom de leur genre, dans une logique plus explicitement antiféministe, elles le font aussi au nom de la « race » blanche.

8.2 Le *backlash* antiféministe et nationaliste blanc aux États-Unis

La campagne #Tradwife s'inscrit dans la dynamique du *backlash* antiféministe, défini dans la littérature comme une « réaction à un mouvement social et politique progressiste » (Mansbridge

⁸⁹ Cela dit, les *tradwives* font l'objet d'une « amplification médiatique » (Alestra, 2025, p. 235). Comme le fait remarquer la chercheuse Alestra, l'audience des *tradwives* sur les médias sociaux est limitée, en décalage avec la grande visibilité dont elles ont bénéficié dans les médias traditionnels en 2024 et 2025 : en 2025, le mot-clic sur TikTok était associé à 49 000 publications, alors que les mot-clics #feminism en comptait 1,2 million et #lgbt 95,6 millions.

et Shames, 2012, p. 151). Ainsi, les contre-mouvements antiféministes ont cherché à faire régresser les droits des femmes aux États-Unis, comme le mouvement anti-choix, qui a manœuvré pour la suppression de l'arrêt *Roe v Wade* en 2022, criminalisant ainsi l'avortement dans plusieurs États. Dans cette étude, les femmes du contre-mouvement #Tradwife s'opposent aux avancées des féminismes, en particulier celles de la Deuxième Vague, qui visait notamment l'épanouissement des femmes dans la sphère publique ou la possibilité d'exercer un emploi bien rémunéré à temps plein, en-dehors — mais finalement souvent en plus — des obligations de la famille hétérosexuelle.

De fait, cette étude est ancrée dans le contexte des populismes de droite aux États-Unis. Elle surgit dans le cadre de la montée fulgurante du nationalisme de « l'alt-right » sur les réseaux sociaux et juste après la manifestation *Unite the Right* à Charlottesville, qui survient un an après la première élection de Donald Trump à la présidence du pays. La campagne #Tradwife est l'illustration des mouvements de *backlash* simultanés : le contrecoup qui succède au mouvement #MeToo en ligne et la recrudescence du nationalisme blanc étatsunien. Ainsi cet article met en lumière la « complexification du *backlash* » (Mac Robbie, 2008), par laquelle plusieurs rhétoriques réactionnaires interagissent dans une « l'intersectionnalité des haines » (Browne, 2016; Bard, 2019).

Le nationalisme blanc a connu un regain sur Internet à partir des années 1990, puis dans les médias sociaux à partir des années 2010, où il cherche à se renouveler et à paraître plus modéré, notamment en adoptant le qualificatif « d'alt-right »⁹⁰. « L'alt-right » avance la théorie selon laquelle l'Amérique serait en déclin avec toutes ses formes de domination sociale et culturelle, soit « le christianisme, le capitalisme, l'autorité, la famille, le patriarcat, la hiérarchie, la morale, la tradition, (...) le patriotisme, le nationalisme (...) et le conservatisme » (Mirlees, 2018). Comme idéologie au fondement du nationalisme blanc, le suprématisme blanc avance que tant que des

⁹⁰ J'utilise les guillemets étant donné qu'il s'agit d'une stratégie discursive des nationalistes blancs pour gagner en légitimité.

mesures immédiates ne sont pas prises, la race blanche est vouée à l'extinction par une prétendue « marée montante de couleur » — et même un « génocide blanc » — qui serait contrôlée et manipulée par les Juifs (Darby, 2017). Les femmes, dans ce contexte, sont enjointes de remplir leur rôle d'épouse et de mère pour reproduire la « race blanche ». D'ailleurs, la sociologue Kathleen Blee, qui a étudié le rôle joué par les femmes dans les mouvements de haine aux États-Unis (2003, 2018), observe que depuis les années 1980, l'une des stratégies du nationalisme blanc consistait à recruter des femmes pour offrir une image plus modérée des mouvements, en manipulant les stéréotypes de genre et la féminité pour convaincre de leur inoffensivité (Blee, 2018). Ces éléments sont utilisés comme véhicules de normalisation à l'intérieur des cultures *mainstream* : la chercheuse Ashley Mattheis (2018) analyse que les femmes nationalistes mobilisent trois éléments discursifs principaux pour convaincre les populations non radicalisées d'adhérer à la cause extrémiste : la complémentarité des sexes, l'« alt-maternalisme », c'est-à-dire la maternité cadrée par « l'alt-right » (racialisée autour de l'identité blanche), et « la civilisation occidentale comme geste romantique ultime des hommes blancs envers les femmes blanches ».

8.3 La campagne *Tradwife*

La campagne #Tradwife (mot-valise pour *Traditional Wife*) a connu une plus forte popularité à partir de 2018 aux États-Unis, puis pendant la pandémie de la Covid-19. Les *tradwives* réfutent les concepts féministes, comme le patriarcat, l'oppression ou la misogynie, qui ne sont, selon elles, que « des exagérations féministes et culturelles des SWJ [Social Justice Warriors]⁹¹ pour faire avancer un programme marxiste culturel qui cherche à perturber la famille nucléaire et, par extension, la société dans son ensemble » (Leidig, 2023, ma traduction).

⁹¹ Social Justice Warriors (SJW) : un qualificatif visant à discréditer les promoteurs de la justice sociale et de l'égalité. Le qualificatif est populaire dans les communautés en ligne à partir des années 2010, et fait désormais place à celui de « woke », qui disqualifie les progressistes de façon générale.

Ces femmes sont tantôt explicitement antiféministes, tantôt « en apparence apolitiques » (Stotzer et Nelson, 2025; Alestra, 2025) : les plus radicales d'entre elles échangent au sujet des conséquences désastreuses du féminisme dans la société (Leidig, 2023), comme la *tradwife* étatsunienne Ashley Michelle, dont le discours sur sa plateforme Instagram @the tradwivesclub est ouvertement homo-lesbophobe, affirmant que « le mariage sera toujours entre un homme et une femme, quoi qu'en dise le gouvernement » (Michelle dans Cazzanigga, 2023). La *tradwife* Cynthia Loewen, quant à elle, suggère à ses abonné-e-s un livre de la traditionaliste Carrie Gress, *The Anti-Mary Exposed: Rescuing the Culture from Toxic Femininity* (2019), pour souligner la Journée internationale des droits des femmes. Cet ouvrage assimile à l'antéchrist les féministes, qu'elle surnomme l'*Anti-Marie* et qui représente selon elle « la féminité toxique et [qui] a détruit la vie d'un nombre incalculable d'hommes, de femmes et d'enfants » (Loewen dans Cazzanigga, 2023). D'autres, comme Nara Smith, épouse d'un mannequin mormon et suivie par onze millions de personnes sur les réseaux sociaux, affiche une esthétique douce et non « radicale » et de ce fait paraît plus accessible. Selon Alestra, ce genre de *tradwives* met en œuvre un « "soft power" d'autant plus efficace au regard de son audience » (2025, p. 234).

Les *tradwives* sont animées par plusieurs privilèges. Elles disposent d'un capital culturel et sont éduquées: plusieurs d'entre elles sont des entrepreneures sur les médias sociaux qu'elles savent très bien manier, elles réalisent des vidéos sur leurs chaînes Youtube, diffusent des balados et parfois publient même des livres. Elles disposent par ailleurs de ressources en mobilisation et sont des militantes de la cause raciale. Deux d'entre elles sont membres de l'organisation suprématiste *Identity Evropa* et ont participé à la manifestation suprématiste blanche *Unite the Right* à Charlottesville. La militante Ayla Stewart devait réaliser un discours sur la place de la maternité dans le mouvement suprématiste, ce qui démontre ses compétences éducationnelles. Enfin, elles disposent d'un capital économique, bénéficiant de revenus publicitaires et de sponsors, s'inscrivant dans la logique économique des médias sociaux, et vendant des objets ou des formations sur leurs sites en ligne. Ayla Stewart a par exemple ouvert des comptes PayPal, Patreon et Etsy pour y vendre des objets avec le logo « tradlife ».

Les *tradwives* se servent par ailleurs des codes des médias du numérique pour gagner en influence. Les *tradwives* les plus connues sont des influenceuses qui ont un certain nombre d'abonné·e·s sur leurs médias, comme la *tradwife* Estee Williams qui en avait plus de 130 000 sur Tiktok en 2023, 198 000 en octobre 2025 et 113 000 sur Instagram en octobre 2025. Éviâne Leidig définit les influenceuses comme « des utilisatrices ordinaires de la vie quotidienne qui accumulent une audience relativement importante sur les blogs et les médias sociaux grâce à la narration textuelle et visuelle de leur vie personnelle et de leur mode de vie » (ma traduction, Leidig, 2023, p. 4). En l'occurrence, les *Tradwives* utilisent cette culture pour atteindre un large public, lequel peut aisément s'identifier à elles et à leur mode de vie : « elles peuvent être énergiques, charmantes et sûres d'elles, mais elles sont aussi (...) terre-à-terre et empathiques. Elles discutent des difficultés à trouver l'amour, du désir de sécurité financière et de la nécessité de se faire des amis dans la solitude (...) Elles mettent en valeur leur vie et leur style de vie » (*Idem*, p. 4, ma traduction)⁹². En ce sens, Leidig argumente que ce sont les perceptions d'authenticité et d'accessibilité qu'elles incarnent qui sont utilisées comme « outils les plus puissants de l'extrême-droite contemporaine » (2023, p. 5, ma traduction)⁹³.

Ainsi, sur leurs plateformes, les influenceuses *Tradwives* mélangent subtilement l'intime ou l'ordinaire avec des idées politiques nuisibles et dangereuses, à l'instar de l'idéologie raciste :

⁹² Depuis la pandémie de la Covid-19, ces idéologies se sont davantage répandues en ligne dans des sites de rencontre, des sites de vente de marchandise ou des blogs de cuisine (Miller-Idriss, 2020; Sykes et Hopner, 2024) et dans la « momosphère » (Alestra, 2025), un « univers en ligne dédié à la parentalité, aux relations conjugales, à la cuisine et aux tâches domestiques » (Alestra, 2025, p. 233), soit des lieux de rencontre prisés par les femmes pour contrer l'isolement et se donner un sentiment de confort lié au foyer.

⁹³ La chercheuse Nancy Love (2020) corrobore cette analyse : elle remarque que les femmes antiféministes et nationalistes se présentent comme des « jeunes femmes guerrières » (ma traduction de « shield maidens »), ou des « flashy femmes »⁹³ en ligne, ce qui servirait à « normaliser le suprématisme blanc, souvent de façon ironique et insidieuse » (2020, p. 2). En effet, certaines légendes et mots-clés illustrent leur mise en valeur féminine de valeurs antiféministes et/ou nationalistes, comme #lipsticknationalism » (« nationalisme de rouge à lèvres »), #motd (make up of the day, maquillage du jour) ou #ootd (outfit of the day, tenue du jour).

Elles abordent des questions telles que les rencontres et les relations amoureuses en même temps que la liberté d'expression, "l'invasion" des migrant·e·s en Europe et les guerres culturelles sur les campus universitaires (...) Ces femmes font des émissions depuis leur chambre sur les dangers de l'Islam pour l'Occident ou préconisent qu'il y ait plus de femmes qui deviennent des ménagères afin d'enrayer l'effondrement de la société provoqué par le "marxisme culturel" (Leidig, 2023, p. 45, ma traduction).

8.4 Des « croisades morales » au « traditionalisme préfiguratif »

La notion de style de vie des *tradwives* évoquée par Éviane Leidig (2023) peut être approfondie par la réflexion, certes ancienne mais toujours d'actualité, du sociologue étatsunien Joseph Gusfield (1986), au sujet des croisades morales et des ligues de tempérance aux États-Unis. Gusfield argumente que le mouvement de tempérance ne peut pas être compris uniquement comme une campagne visant à réduire les méfaits de l'alcool. Il constitue avant tout une « croisade symbolique » (*symbolic crusade*) menée par un groupe social cherchant à défendre son statut culturel et à faire reconnaître ses propres valeurs comme normes légitimes d'une société qui est en proie à de profondes transformations sociales. Les questions de l'autorité morale, de la « bonne » Amérique et du mode de vie considéré comme respectable sont centrales. Les croisades morales sont exercées par les membres de la classe dominante, qui s'emploient à moraliser les membres des classes considérées comme inférieures dans le but de préserver leur position dans la hiérarchie sociale.

Le sociologue allemand Klaus Eder (1985) ajoute une dimension de classe aux croisades morales, lesquelles seraient menées par la petite bourgeoisie, dont les membres seraient prédestinés à être les gardiens des « vertus morales de la modernité ». L'idée de « croisade » évoque l'idée de conversion, d'imposition de valeurs jugées supérieures. C'est aussi l'argument que portait Susan Marshall au sujet des femmes antiféministes opposées au suffrage des femmes (1985) : ces femmes étaient issues de milieux sociaux privilégiés et étaient actives politiquement en réalisant des actions philanthropiques : elles cherchaient à aider les jeunes femmes travailleuses à avoir

des bonnes habitudes de travail et des notions distinguées de la féminité respectable (et non à améliorer leur position dans une visée collective). Ainsi, il s'agissait de reproduire la classe sociale par la féminité. Marshall souligne que la division sexuelle du travail et la subordination liée au genre ont alors historiquement joué un rôle dans la domination de classe. Ainsi même si les *Tradwives* ne prônent pas explicitement une domination de classe, leur mise en scène de la division sexuelle du travail et des rôles féminins subordonnés sur les réseaux sociaux invite les femmes des classes moyennes et populaires à « bien se tenir », à respecter leur place prescrite et ne pas trop ambitionner en dehors des rôles qui lui incombent.

Les travaux récents de la politiste étatsunienne Chelsea Ebin (2024) sur la « politique préfigurative » de la nouvelle droite chrétienne (*New Christian Right*) aux États-Unis vont encore plus loin. Ebin remarque qu'aux États-Unis, la *New Right* et la *Christian Right* ont convergé au cours du 20^è siècle pour former un mouvement conservateur uni. Le but de ce mouvement n'était pas uniquement conservateur ou réactionnaire, c'est-à-dire cherchant à restaurer un passé idéalisé ou à préserver un ordre existant, mais bien de créer un nouvel ordre politique inspiré d'une vision religieuse du monde, dans une optique révolutionnaire. Ainsi Ebin forge le concept de « prefigurative traditionalism », le traditionalisme préfiguratif, pour rendre compte de la façon dont la *New Christian Right* a cherché à préfigurer le passé : elle élabore un passé idéalisé et mystifié, puis transforme cette image en vision de l'avenir. Deux dimensions constituent la politique préfigurative : le traditionalisme et la victimisation. Cette société future est d'une part présentée comme naturelle, éternelle, voulue par Dieu et fidèle aux origines américaines. Or la tradition est largement reconstruite car fabriquée à partir d'une mémoire sélective, d'une histoire simplifiée et d'un récit national idéalisé. Elle devient une fiction politique mobilisatrice. D'autre part, les leaders de la *New Christian Right* affirment que les mouvements religieux sont victimes du libéralisme, des élites, des tribunaux, des universités, des mouvements féministes. Cette identité commune construite autour de la victimisation produit une coalition durable et permet, selon Ebin, de camoufler la radicalité de sa politique en cadrant ses objectifs comme étant purement défensifs et conservateurs, plutôt que proactifs et offensifs (Ebin, 2024).

Or, la campagne des *tradwives* a de fait été qualifiée par plusieurs observateurs et observatrices comme participant du nationalisme blanc étatsunien (Kelly, 2018; Stern, 2019; Darby, 2020; Di Sabato et Hugues, 2021; Leidig, 2023). En 2020, la *tradwife* britannique Alena Kate Petitt, qui a grandement contribué à la popularité de la communauté, déclarait à la BBC qu'il fallait retourner à un âge d'or de la Grande-Bretagne, « au temps où on pouvait laisser la porte d'entrée ouverte et savoir que l'on était en sécurité, quand on connaissait les voisins dans la rue » (Petitt dans BBC Stories, 2020). Elle y déplorait que « les temps changent tellement rapidement et [que] nous ne connaissons plus l'identité de notre pays » (*Idem*, ma traduction). Or, la vie qui est désirée (et romantisée) par Petitt appartient à une couche sociale blanche, chrétienne, de classe plutôt aisée, privilégiée et homogène (Darby, 2020; Alestra, 2025). Le passé qui est évoqué est au mieux idéalisé, au pire mystifié, comme le fait remarquer la chercheuse Alestra : « ce qui se joue ici dépasse de loin la simple nostalgie des années 1950, c'est un fantasme, une fiction, où l'on idéalise un modèle binaire et une hétérosexualité rigide. Une vision qui érige les standards blancs et occidentaux de la féminité en vérités prétendument intemporelles » (2025, p. 235). Pour la chercheuse, cette vision comporte des « logiques fascisantes », soit « celles qui prospèrent sur la nostalgie d'un passé glorieux et imaginaire, et qui utilisent ce récit rassurant comme outil politique pour rétablir un ordre social figé » (*Idem*)⁹⁴. Or, ici il ne s'agirait pas tout à fait de rétablir un ordre social, mais de conforter une nouvelle vision du monde basée sur un ordre social passé mystifié.

De la même manière, j'avance que les *tradwives* participent à mettre de l'avant une politique qui est « préfigurative » en ce qu'elle repose sur la construction d'un passé mystifié et sur la victimisation de ses partisans, qui seraient menacé·e·s par les mouvements féministes et progressistes. M'inspirant des analyses de Gusfield sur les croisades morales (1986) ainsi que de la conceptualisation par Ebin du « traditionalisme préfiguratif » (2024), j'argue que les

⁹⁴ Le président Trump qui est partisan du nationalisme blanc avait d'ailleurs repéré le potentiel des *tradwives*. Lors des élections présidentielles américaines de 2020, il déclarait dans un tweet : « la ménagère de banlieue va voter pour moi » (dans Lemon, 2020), faisant référence au fait que les femmes blanches recherchent la sécurité face à une prétendue invasion des banlieues américaines par les Américain·e·s non Blanc·he·s.

influenceuses *tradwives* mettent en œuvre, au gré de leurs publications, leur projet politique réactionnaire et antiféministe. De fait, leurs publications Instagram sont performatives : elles fabriquent un ordre social alternatif en le vivant déjà au quotidien, par exemple en pratiquant l'école à la maison, en valorisant la maternité comme facteur déterminant de la vie des femmes, en organisant la vie autour de l'église ou en défendant publiquement des normes de genre conservatrices. Les choix qu'elles mettent en valeur ne relèvent pas uniquement de la sphère privée⁹⁵, mais mettent en scène le modèle de société qu'elles voudraient généraliser à la population entière. En ce sens, les *tradwives* mettent en œuvre une agentivité qui est réactionnaire : elle s'appuie sur les valeurs traditionnelles et s'exerce par la promotion d'un ordre nouveau antiféministe, antiprogressiste et antilibéral.

8.5 Méthodologie

Dans cette étude, j'ai choisi d'étudier la présence des *Tradwives* sur la plateforme Instagram. Cette plateforme est particulièrement prisée par la communauté (Sykes et Hopner, 2024) car elle permet de réaliser une mise en scène de la vie quotidienne, de faire une autopromotion de son mode de vie (Leidig, 2023). J'ai également effectué quelques recherches complémentaires sur le compte X des influenceuses, afin d'être en mesure de repérer des éléments de leur autoprésentation, et consulté les travaux des chercheuses pour obtenir des indices complémentaires sur leur trajectoire personnelle. En effectuant une recherche dans la barre de recherche d'Instagram, il est possible d'observer les comptes de la communauté #Tradwife. J'ai remarqué que les comptes étaient reliés entre eux de façon organique, puisque leurs détentrices étaient abonnées les unes aux autres. J'ai exclu le compte @tradwifeoriginal, qui était pourtant très révélateur de certains idéaux conservateurs qui façonnent le mouvement, à cause de l'anonymat de ses abonné-e-s, qui ne permettait pas de vérifier si ses membres étaient bien des

⁹⁵ Contrairement à ce qu'elles prétendent.

femmes qui s'identifiaient au mouvement. J'ai également retracé des publications (publiques) qui utilisaient le mot-clic #Tradwife sur Instagram (35 781 au total), provenant de comptes d'utilisatrices (visibles et accessibles, ce qui indique que celles-ci n'ont pas réglé leurs paramètres Instagram pour les établir en mode privé). Cela dit, j'ai considéré qu'une recherche par mot-clic n'était pas fiable puisque certaines utilisatrices auraient pu utiliser le #Tradwife pour contester le mouvement ou pour récupérer le terme à des fins stratégiques (pour gagner en visibilité sur les médias sociaux). La communauté des *tradwives* compte désormais plusieurs influenceuses célèbres, dont la popularité a été renforcée par la couverture de leurs activités dans les médias traditionnels. Je me suis concentrée sur des personnalités étatsuniennes (ce qui excluait une des fondatrices du mouvement, Alena Kate Petitt, qui est britannique) parce que la majorité des *tradwives* sont étatsuniennes (Sykes et Hopner, 2024), et aussi dans le but de réaliser un portrait des discours des *tradwives* qui soit ancré dans la réalité sociohistorique du suprématisme blanc étatsunien.

Les comptes des influenceuses Ayla Stewart (@wifewithapurpose) et Lacey Lynn (@laceylaurenlynn) ont été retenus. Ce choix est pertinent car ces deux personnalités font le lien entre la communauté des *tradwife* et celle de « l'alt-right », étant actives dans les deux, y compris hors ligne. De fait, les deux influenceuses étaient membres de l'organisation suprématiste *Identity Evropa* (devenue l'*American identity movement*) (Tebaldi, 2023) et Ayla Stewart était impliquée dans la manifestation suprémaciste blanche « Unite the Right » à Charlottesville en 2017 (Leidig, 2023). Les deux femmes sont proches : elles ont publié et commenté mutuellement sur leurs chaînes des médias sociaux et collaboré dans des vidéos (*Idem*)⁹⁶.

⁹⁶ Le fait de choisir des personnalités connues limite aussi les risques d'*astroturfing*, un phénomène qui renvoie à l'usurpation de l'identité par des commanditaires ou des organisations qui cherchent à influencer l'opinion publique en faisant croire que le message provient de citoyen-ne-s ordinaires, voir Boulay (S.), *Usurpation de l'identité citoyenne dans l'espace public. Astroturfing, communication et démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, *Communication*, 34 (2), 2017.

Ma démarche d'analyse était inductive et déductive (hybride). J'ai réalisé une observation de comptes Instagram, puis j'ai procédé à une collecte des données en réalisant des captures d'écran des publications des influenceuses. J'ai colligé un certain nombre de publications, débutant en janvier 2018, jusqu'à atteindre une certaine récurrence dans les thèmes des publications, et ainsi parvenir à une saturation des données. Cela correspondait aux cinquante premières publications pour chaque compte. La date de janvier 2018 a été choisie car elle correspondait au moment où les deux influenceuses ont commencé à être actives sur Instagram. En effet, la popularité croissante de la campagne #Tradwife en 2018 s'inscrit dans un contexte de montée de l'extrême-droite aux États-Unis, renforcée par l'élection de Trump à la présidence du pays.

La collecte de données a été réalisée au mois d'avril 2022 et a duré deux semaines. J'ai retenu les publications qui évoquaient une forme d'antiféminisme ou de nationalisme blanc. J'ai exclu les publications comportant seulement une image de nourriture ou concernant la météo (sans légende ni mot-clic), excluant le tiers des données originellement colligées. J'ai choisi d'analyser trois éléments de la publication : l'autoprésentation des influenceuses, l'image et la légende/les mots-clics. Ces derniers sont intéressants car outre leur fonction de description du contenu de l'image ou de communication d'une idée ou d'une émotion, les mots-clics remplissent une fonction idéologique d'expression d'une identité ou d'une appartenance au groupe (Kreis, 2017) et permettent en ce sens d'attirer l'attention d'une communauté thématique ou d'un réseau en ligne (Bonneau, 2020).

Leidig (2023) relève quatre tactiques qui sont utilisées par les femmes pour légitimer et normaliser l'extrémisme de droite étatsunien : 1) rendre public le contenu privé d'une personne afin de promouvoir un style de vie, (2) mobiliser des preuves « scientifiques » pour que les spectatrices ne remettent pas en question ces déclarations qui semblent crédibles, (3) faire appel à la religion pour défendre les normes traditionnelles en matière de genre et utiliser le christianisme pour élargir son public, (4) valoriser la sororité pour créer des espaces intimes entre femmes (reprenant ainsi le concept féministe de *safe space*) pour reconditionner l'identité raciale

et politique et ainsi recruter des femmes sensibles à la cause. Dans cette étude, nous verrons si ces tactiques sont utilisées par les *tradwives*.

À l'issue de la collecte, j'ai réalisé une analyse thématique des données pour chaque influenceuse : j'ai regroupé les éléments les plus saillants, comme les mots-clics et les termes récurrents. J'ai dégagé des stratégies rhétoriques des influenceuses. Ces stratégies sont : l'autoprésentation sur les médias sociaux, les fausses équivalences avec le discours féministes et antiraciste, l'utilisation de mots-clics pour se rallier à d'autres communautés réactionnaires, la mise en valeur de la maternité et de la famille et l'invocation de la « tradition ».

8.6 Discussion

8.6.1 La trajectoire personnelle et l'autoprésentation

Premièrement, les éléments d'auto-présentation que j'ai colligés, ainsi que les recherches complémentaires sur les trajectoires des deux influenceuses, ont été révélateurs du positionnement conservateur et antiféministe des intéressées.

Lacey Lynn

Lacey Lynn était une des pionnières du mouvement *Tradwife*, avant son incursion dans l'idéologie extrémiste de droite. Sur Instagram, elle incarne la ménagère des années 1950, où elle publie des photos de repas américains et des egoportraits arborant un collier de perles et une robe; ou des extraits de sitcoms américains *Leave it to Beaver* ou *The Donna Reed Show* (Leidig, p. 102). Elle s'y décrit comme « femme au foyer traditionnelle et maman d'école à la maison de deux mignons

petits garçons. Comme Arwen, l'épouse d'Aragorn⁹⁷, June avec Ward⁹⁸, et Donna avec Alex ❤️⁹⁹». Elle a été active sur ce compte, qui recensait 1050 publications et qui était suivi par 1168 abonné·e·s en décembre 2022. Sur son compte X ou Twitter, elle s'identifie comme « wife, mother, #Christian #reformed #nationalist #traditionalistconservative #Tradlife #tradwife #traditionalist ». Ses deux comptes Instagram et X ou Twitter renvoient à sa chaîne Youtube, qui compte 6340 abonné·e·s¹⁰⁰. Sur cette chaîne, le contenu est plus explicitement antiféministe : elle raconte son voyage *Red Pill* ou ses idées racistes en promouvant l'eugénisme (Leidig, 2023).

Elle y recommande entre autres des vidéos de leaders de « l'*alt-right* » comme Bre Fauchaux, dont l'une s'intitule « Alt-right 101: Why Identity matters ». Elle dénonce le féminisme et promeut le mode de vie *tradlife*, le nationalisme, le « conservatisme traditionnel », rend hommage à la figure de Phillis Schlafly. Lynn cite (dans l'un de ses vlogs en 2017) Phillis Schlafly comme sa plus grande source d'inspiration : « j'étais fascinée par cette femme. Je voulais ce sourire, cette confiance, la capacité de repousser les insultes avec humilité. L'humilité de débiter des faits avec confiance. Je voulais lui ressembler » (notre traduction, dans Leidig, 2023, p. 102), affirme-t-elle. Elle aurait visionné tous ses discours et ses débats sur Youtube, avant de se mettre à lire tous ses livres. Certaines personnes lui auraient même dit qu'elle serait la prochaine Phillis Schlafly. Selon Leidig, « Lynn n'admire pas seulement Schlafly, elle l'idolâtre, littéralement » (ma traduction, p. 104). Elle a ensuite adhéré à l'*Eagle Forum*, organisation créée par Phillis Schlafly en 1975 lors de la lutte contre la ratification de l'*Equal Rights Amendment* et qui agit comme groupe d'intérêt en faveur de la famille et des politiques traditionalistes. Dans une vidéo, Lynn s'adresse à ses abonné·e·s depuis sa voiture pour les inviter à une rencontre de *Eagle Forum*. En septembre 2017, elle participe à la conférence annuelle de l'organisation, le *Eagle Council*. Elle aurait déclaré que

⁹⁷ Personnages de l'appendice de *The Lord of the Rings* de l'écrivain britannique J.R.R. Tolkien.

⁹⁸ Personnages de la série télévisée américaine *Leave It to Beaver*. Ward et June représentent les archétypes des parents des années 1950 résidant en banlieue américaine.

⁹⁹ Figurants de *Black Ink Crew*, une émission de télé-réalité basée à Harlem, New York.

¹⁰⁰ En date de juin 2025, la chaîne semble avoir été supprimée. On retrouve d'autres entretiens réalisés par d'autres membres de « l'*alt-right* ».

la rencontre avec d'autres femmes impliquées dans la politique conservatrice était « la chose la plus extraordinaire qu'elle ait faite de toute sa vie ». En 2020, quand la série *Mrs America*, au sujet de Schlafly, est sortie, elle l'aurait fermement critiquée en raison de son « biais gauchiste » (Ibid., p. 103)¹⁰¹.

Ayla Stewart

Comme Lacey Lynn, Ayla Stewart fait le lien entre la communauté trad et la communauté nationaliste blanche. Les deux *tradwives* sont amies¹⁰². Vers 2015, elle crée un blog, « A Wise and Glorious Purpose », rebaptisé « Nordic Sunrise » en 2015 avant de porter le nom actuel de « Wife with a Purpose », qui est devenu son pseudonyme sur les médias sociaux. Sur son compte Twitter @apurposefulwife, Stewart se définit comme « chrétienne, épouse, mère de six enfants, supportrice nationaliste de l'héritage blanc occidental et [déclarant] mon amour pour les gens blancs » (ma traduction).

En avril 2022, son compte comportait 2355 publications et était suivi par 3493 abonné·e·s. Elle s'identifiait comme « Épouse. Mère de plusieurs enfants. Cible des Fake News et survivante du harcèlement ». Désormais, elle s'y présente comme « Mère - Croyante – Traditionnelle, #PsalmCore #HolyNourishment #VintageDiet- Aspergée d'hysope- À la recherche d'un cœur brisé et humble » (ma traduction). L'enquête de Darby (2020) révèle que la trajectoire personnelle de Stewart a évolué de féministe dans un premier temps, à membre de la communauté mormone ensuite, puis à *tradwife*, avant de finalement devenir une figure importante de la communauté en ligne de « l'alt-right ». Les croyances de Stewart auraient évolué avec son parcours de vie et se seraient radicalisées sur le web, après la naissance de son premier enfant. Elle s'est d'abord

¹⁰¹ Elle s'est probablement aussi inspirée du dernier livre de Schlafly, *The Conservative Case for Trump*, publié en 2017, car elle réagit positivement au vlog réalisé par Ayla Stewart à ce sujet quand Trump a été élu (voir ci-dessous).

¹⁰² Stewart a rencontré Lacey Lynn sur sa chaîne Youtube le 11 janvier 2018 pour parler de « traditionalisme » et de « red pill ».

convertie au mormonisme, a eu d'autres enfants et a commencé à publier des messages enjoignant aux hommes d'être les principaux soutiens de la famille et aux femmes de se concentrer sur la vie de famille. Lorsque les féministes ont remis en question sa façon de voir les choses, elle en a conclu que les mères au foyer n'étaient pas les bienvenues dans le mouvement et que celui-ci diabolisait les hommes blancs, comme son mari. Elle a fini par graviter dans les réseaux de « l'alt-right » en ligne qui soutenaient son style de vie devenu de plus en plus traditionnel (Darby, 2020).

En 2017, dans son blog et sa chaîne YouTube, des recettes de biscuits à l'épeautre et des vidéos de ses enfants dans le jardin sont entremêlés à des articles racistes sur la « crise des réfugiés » et à des réflexions sur la façon dont les bonnes mères devraient s'habiller (modestement) et parler (doucement et éviter les « accents urbains »). Angelina Chapin avance qu'elle ne voulait pas être étiquetée comme suprématiste blanche, et qu'elle aurait donc « utilisé la maternité pour masquer ses convictions racistes » (Chapin, 2020, ma traduction). En 2017 et 2018, Stewart a vu ses comptes être fermés par Twitter et Facebook pour propos haineux (*Idem*). En 2017, elle avait fait les gros titres de journaux grand public avec son « white baby challenge » : en mars de cette année-là, elle répondait à un tweet du député de droite Steve King, qui prétendait qu'il était « impossible de restaurer "notre civilisation" avec "les bébés d'autres gens" » (dans Parry, 2017, ma traduction). Stewart aurait saisi l'occasion pour lancer un défi aux femmes sur ses plateformes des médias sociaux: « J'en ai fait six! Faites-en de même ou battez-moi! », en affichant des photos de ses enfants qui s'amusaient ensemble. Dans l'un de ses vlogs, elle ajoutait : « les Américains de souche ne font pas assez de bébés. On nous a dit de faire appel à l'immigration massive du tiers monde pour compenser la baisse de la natalité. Mais si l'on fait venir des immigrants d'autres pays pour repeupler le nôtre, on ne fera que recréer leur pays. On aura perdu le nôtre » (dans Kelly, 2018, ma traduction). Lorsque Trump a été élu en 2016, elle réalise un autre vlog, dans lequel elle s'enthousiasme : « je vais accoucher sous la présidence de Trump! (...) mes enfants vont avoir plus d'opportunités maintenant. C'est pour la postérité, nous essayons de préserver la grandeur de notre pays, afin de pouvoir la transmettre aux générations suivantes » (ma

traduction)¹⁰³. Ses remarques mettent en lumière la façon dont la féminité et la maternité sont encensées par « l'alt-right » et rendent explicite son adhésion à la théorie du « Grand Remplacement ». Elle a par ailleurs déclaré à l'issue du scrutin : « je suis tellement reconnaissante de mes concitoyens blancs d'être allés voter. Merci de ne pas avoir honte d'être traditionnel, d'être chrétien, d'être conservateur, d'être blanc » (dans Leidig, 2023, p. 104)¹⁰⁴.

8.6.2 Les fausses équivalences avec les discours féministes et antiracistes

Par ailleurs, certains aspects des publications des influenceuses témoignent d'une récupération d'éléments discursifs du féminisme. Les antiféministes, comme les nationalistes, ont dû adapter leur registre et leur rhétorique pour convaincre, car le sexisme et le racisme explicites peinent à convaincre, dans la société actuelle. Cette stratégie est documentée dans la littérature sociologique sur les contre-mouvements : les acteurs d'un contre-mouvement ont tendance à capitaliser sur les gains du mouvement initial dans le but de récupérer son capital symbolique (Meyer et Staggenborg, 1996; Blais et Dupuis-Déri, 2012). Ainsi Darby (2020) fait remarquer que les nationalistes utilisent désormais le langage de « l'héritage, pas la haine » pour se déprendre des accusations de racisme, évoquant un « génocide blanc », scandant « White Lives Matter » (par reprise du mouvement antiraciste *Black Lives Matter*) ou revendiquant « l'égalité pour les hommes ». Ainsi, ses acteurs prétendent « parler pour soi », se rallier autour de la suprématie masculine ou la suprématie blanche, en (fausse) équivalence avec le mouvement des droits civiques ou les mouvements féministes (*Idem*). Voyons si les deux influenceuses utilisent cette stratégie discursive.

¹⁰³ Voir ici: Trump Won! It's morning in America again! (« Trump a gagné! L'Amérique s'éveille à nouveau! »).

¹⁰⁴ Ayla Stewart a publié sur son compte Instagram @wifewithapurpose jusqu'en décembre 2020, puis s'est retirée de la vie publique, invoquant une inquiétude pour la sécurité de sa famille (Leidig, 2023). Elle est réapparue en 2022, expliquant dans une *story* sur Instagram la raison de son départ : « la raison principale qui m'a poussée à partir est que je ne pense pas que les femmes devraient parler de politique » (ma traduction), justifiant ce choix par un verset de la Bible sur le silence et la soumission des femmes (*Idem*, p. 120).

8.6.2.1 La sororité : les clubs des mamans et les groupes d'études bibliques

Premièrement, l'idée de sororité entre femmes conservatrices, calquée sur le modèle de la sororité féministe, est exprimée à quelques reprises dans les publications des deux figures. Lynn participe à des groupes en non-mixité conservateurs et invite à cette sororité. Elle fait notamment partie de l'organisation conservatrice et antiféministe *Eagle Forum* : elle publie des autoportraits d'elle lors de ces rassemblements et se vante d'avoir vu Suzanne Venker (la nièce de Schlafly) en chair et en os lors du conseil d'*Eagle forum* en 2017, qu'elle a trouvé inspirant. Le livre donné à lire pour son groupe de lecture était d'ailleurs celui de Venker et Schlafly, *The Flipside of Feminism: What Conservative Women Know and Men Can't Say* (2011). Une autre photo montre seulement la partie basse de son corps (taille, jupe et pieds), et l'on devine qu'elle se trouve devant un four, dans une cuisine. Elle annonce qu'elle s'en va au petit-déjeuner du club des mamans. Elle en profite pour fustiger le féminisme, affirmant que celui-ci a essayé de détruire la communauté des femmes au foyer, mais que celle-ci demeure bien vivante. Elle exhorte à se battre, et invite à rallier des femmes partageant les valeurs conservatrices : « les femmes ont besoin des femmes. Et les communautés ont besoin de femmes au foyer. La famille passe avant tout, j'ai préparé leur petit-déjeuner avant de partir » (ma traduction). L'organisation de groupes d'études bibliques ou de groupes d'entraide fait écho aux groupes de parole et d'entraide des féminismes des années 1970-1980. Cependant, plutôt que de viser l'obtention d'une conscience politique féministe, comme c'était le cas pour les dernières, il s'agit ici, à l'inverse, de viser une conscience politique conservatrice.

8.6.2.2 Le « backlash féministe »

Deuxièmement, il est intéressant d'observer que, dans une autre publication, Lynn parle de « feminist backlash », c'est-à-dire de retour de bâton contre les antiféministes par les féministes, renvoyant à des vlogs sur *Eagle Forum* et à un entretien auquel elle a participé sur le site du média suprémaciste blanc RedIce avec son amie Bre Fauchaux. Ce faisant, Lynn détourne le concept

féministe du « backlash », initialement défini comme ressac orchestré par les antiféministes (Faludi, 1991; Mansbridge et Shames, 2012), pour se l'approprier en tant qu'antiféministe, sous prétexte que ce seraient les féministes qui lancent des contre-attaques (backlash) contre les femmes traditionnelles.

8.6.2.3 Les hommes : des victimes du féminisme

Lynn se porte également à la défense des hommes, prônant ainsi l'égalité, mais pour les hommes, renversant la dynamique oppresseur et opprimé dans notre société patriarcale (Garbagnoli, 2019). Dans une publication, elle présente une photo d'un extrait de manuel scolaire d'enseignement à domicile, lequel est très prisé par les femmes conservatrices et de « l'alt-right ». On y explique que certains hommes sous l'Allemagne nazie ne faisaient qu'obéir aux ordres. Elle écrit : « J'inspecte le programme de #sonlight¹⁰⁵ #homeschooling, peut-être qu'ils ne veulent pas vraiment endoctriner les enfants (...). Combinez un programme non communiste avec des conseils parentaux et du bon sens de *red pill* et vos enfants seront ok » (ma traduction). Son commentaire mélange l'extrême-droite (minimisant les actions des Nazis), tout en dénonçant un ennemi, le « communisme », et valorisant l'antiféminisme (par l'usage du terme *red pill*). *Red Pill* est un terme à teneur masculiniste (Blais et Dupuis-Déri, 2015; Blais, 2018; Dupuis-Déri, 2018) couramment utilisé dans la manosphère. Selon cette rhétorique, les féministes feraient des exagérations. En conséquence, les femmes obtiendraient des privilèges indus et les hommes s'en trouveraient discriminés (ce qui sous-entend l'idée que leurs privilèges leur sont dus). Dans cette perspective, les partisans du masculinisme et du nationalisme blanc cherchent à revaloriser la place des hommes et des Blancs dans la société (Blais et Dupuis-Déri, 2012; Stendhal, 2020).

¹⁰⁵ Le mot-clic #Sonlight fait référence au Sonlight Curriculum, une entreprise américaine spécialisée dans les programmes d'enseignement à domicile (homeschooling) à orientation chrétienne.

On retrouve par ailleurs la rhétorique de « l'héritage, pas la haine » avec Ayla Stewart, qui met de l'avant de façon récurrente l'héritage chrétien blanc occidental. Sa reconnaissance de la « différence » avec les autres cultures s'arrime à la préservation de l'identité blanche et chrétienne. Par exemple, sous une photo de sa fille qui lit un livre, elle écrit « (...) Dieu nous a tous faits (...) Dieu nous a tous fait et il a fait les différentes personnes, pays, capacités et cultures et vous devriez préserver et vous battre pour protéger les vôtres ❤️ ❤️ » (ma traduction). On voit dans ce commentaire que le conservatisme traditionnel basé sur la rhétorique religieuse s'imbrique aisément avec la valorisation de l'héritage blanc occidental, soit le nationalisme blanc.

8.6.3 Les mots-clics : un subterfuge pour rallier d'autres communautés réactionnaires

En parcourant les publications, j'ai remarqué que les mots-clics utilisés par les deux *tradwives* révélaient une dimension plus explicite de nationalisme blanc. Lynn semble d'ailleurs avoir inventé un nouveau mot-clic : #pearlnationalism, qui évoque une image romantisée du nationalisme basée sur la féminité, elle-même associée à une classe plutôt bourgeoise. Dans une publication, elle fait le lien entre la nourriture et l'anti-mondialisation, révélant une dimension nationaliste et des sous-entendus xénophobes. Elle exhibe ainsi une photo de bœuf bourguignon, et déplore que la France n'est plus ce qu'elle est à cause des « mondialistes », ajoutant les mots-clics #tradlife #homemaker #traditional #homemaking #nationalism #housewife #frenchculture.

Dans le même esprit, les mots-clics accolés à la légende des publications suggèrent souvent bien plus que les images au sujet de l'apparence physique (habillement, beauté, etc.) et de l'organisation de la maison. À titre d'exemple, Lynn pose en autoportrait, elle paraît bien habillée et titre : « Je suis comme Jackie et June aujourd'hui ! » puis accole les mots-clics associés au traditionalisme, à l'hétéronormativité, au nationalisme blanc et à l'identité chrétienne : #60s #vintage #60sstyle #60sfashion #60sflip #tradlife #traditional #southerncharm #whenwomenwerewomen #ladylike #feminine #weddinginthesouth #spring #springwedding

#whiteculture #Christian. À côté d'une photo de ses deux fils en costume, elle précise que c'est un beau jour pour célébrer un mariage, puis ajoute : #tradlife #traditional #traditionalism #boysinsuits #sharpdressedmen #southerncharm #gentlemen #weddinginthesouth #spring #springwedding #whiteculture #Christian.

Comme c'était le cas pour Lacey Lynn, un coup d'œil rapide à ses photos n'indique rien d'extrémiste ou de radical. Cependant, ses mot-clics suggèrent le contraire. Par exemple, une publication exhibe le plat de légumes qu'elle a préparé. Elle déclare que ce sont des « légumes pleins de vitalité pour un foyer plein de vitalité ! », puis elle ajoute des mots-clics tantôt anodins, qui expriment son état d'esprit comme #happy et #bestoftheday, ou qui invitent les spectateurs à suivre son compte : #follow, #followme, tantôt extrémistes car à teneur nationaliste blanche, #Monarchist #WhiteCulture #SaveEurope #MAGA #TradLife #Homeschool #ItsOkToBeWhite #Folkish. Son affiliation au suprématisme blanc est ainsi claire à cause des mots-clics qu'elle utilise fréquemment : #itsokaytobewhite, #WhiteCulture #SaveEurope ou encore #MAGA, souvent sans lien avec le contenu de la publication, ce qui suggère une volonté d'attirer l'attention des membres la communauté du suprémacisme blanc en ligne. De plus, j'ai fait le constat que ces mots-clics étaient souvent apposés à côté de photos de ses enfants, comme si elle cherchait à mettre en évidence son rôle de mère dans le maintien de l'héritage blanc.

8.6.4 La mise en scène de la famille et de la maternité

Les deux *tradwives* mettent en scène leur famille et leur maternité, notamment avec des photos d'enfants ou de leurs enfants (bien que leur visage n'apparaisse pas). Lynn, en particulier, promeut une conception conservatrice et antiféministe de la famille, qui repose sur la binarité des genres, l'hétérosexualité et la maternité. Sur une publication, on peut lire : « Voici ce que la gauche essaie de détruire ». L'image est composée d'un couple hétérosexuel avec deux enfants assis dans une église, le drapeau américain en arrière-plan (ce qui révèle aussi une dimension de nationalisme). Elle précise en légende : « Ne les laissez pas faire. Allez à l'église. Ayez des familles

fortes. Restez traditionnels et rendez-les fous/folles » [ma traduction]. On comprend ici que « eux » renvoie probablement aux féministes qui chercheraient à détruire la famille conventionnelle basée sur l'hétéronormativité, telle que théorisée par le dogme chrétien.

Elle valorise la féminité et la binarité sexuelle, car celles-ci seraient associées au destin et à la volonté de Dieu. Une publication exhorte les femmes à « embrasser leur nature féminine et à être la femme que Dieu a conçue pour elles ». Celle-ci est notamment suivie de mots-clés antiféministe (et validiste) : #FeminismIsCancer et suprématiste blanc : #ItsOkToBeWhite.

L'historienne Sonya Michael ajoute qu'aux États-Unis, le maternalisme a historiquement constitué l'un des éléments centraux du privilège blanc :

Le maternalisme en pratique était une idéologie ou une stratégie politique le plus souvent déployée par des femmes de la classe moyenne (des femmes blanches) (...) pour justifier leur propre participation politique ainsi que la mise en place d'institutions, de politiques ou de législations destinées aux femmes et aux enfants pauvres ou de la classe ouvrière. Les maternalistes ont effacé la culture des "autres" raciaux, ethniques et/ou socio-économiques, les réduisant au silence alors qu'elles définissaient les besoins [des autres] à travers le prisme des valeurs de la classe moyenne (blanche) et des visions romantiques de la vie familiale (2012, p. 24, ma traduction).

Ainsi, par le biais de l'argument sur la maternité, des femmes de la classe moyenne blanche se sont mobilisées pour leurs propres privilèges, au détriment des classes sociales et races moins aisées et plus discriminées.

8.6.5 La « tradition » : une parade pour la préservation de l'identité blanche

Dans le même ordre d'idées, la « tradition » et « l'héritage » sont évoqués de façon récurrente, en particulier dans les publications de Stewart concernant l'héritage chrétien blanc occidental.

Elle semble s'efforcer de raconter l'histoire européenne, par le biais de celle des rois et de villes européennes et l'histoire de ses ancêtres, qui auraient « fait » le monde occidental. Elle fait peu référence à des personnalités connues dans le monde contemporain, mais à des figures de l'histoire médiévale, des rois de Scandinavie ou Jeanne D'Arc.

Notamment, elle relate les exploits du roi Ethelred en 871, « connu sous le nom de tueur de Vikings, qui a été vaincu à la bataille de Reading par l'armée d'invasion danoise » ou de Mohammed XII de Grenade, le dernier souverain nasride de Grenade, qui cède officiellement ses territoires à la Castille le 2 janvier 1492. Elle s'enthousiasme : « Une victoire pour le Christ et la patrie! ». Celui-ci est représenté victorieux sur un cheval. À ses pieds, on aperçoit des esclaves noirs enchaînés. La légende est suivie de plusieurs mots-clés, dont certains très inappropriés considérant la violence de l'image, comme #monday et #mondaymotivation.

À cet égard, la chercheuse Mattheis explique que dans la rhétorique du nationalisme blanc, « les hommes blancs ont "développé" les sociétés européennes, leur architecture, leur culture et leurs avancées technologiques spécifiquement pour les femmes blanches et pour leur famille » (Mattheis, 2018, p. 47, ma traduction). Dès lors, le multiculturalisme constitue un problème, car il porte atteinte à la cohésion (blanche) des pays occidentaux/européens : il engendre non seulement le métissage de la « race » mais aussi potentiellement le viol des femmes blanches par les hommes non blancs (Mattheis, 2018). Cette rhétorique de la civilisation comme « cadeau envers les femmes blanches » s'imbrique avec les « cadres historiques qui situent l'État-nation dans un modèle de famille nucléaire où la nation est la mère, le gouvernement est le père et le peuple est l'enfant » (Mattheis, 2018, p. 148, ma traduction).

8.6.6 La sécurité face à l'ennemi intérieur et extérieur

Enfin, plusieurs publications de Lynn mêlent l'antiféminisme avec la thématique de la sécurité (et la nécessité de se protéger, notamment en possédant une arme à feu). À titre d'exemple, pour la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2018, elle montre une photo d'elle en robe lisant le livre antiféministe de Suzanne Venker et Phyllis Schlafly. Elle déclare qu'elle « célèbre #internationalwomensday #internationalwomensday2018 de la bonne façon », c'est-à-dire avec « du Phyllis Schlafly et en faisant un pain » et mentionne le fait qu'elle possède une arme à feu¹⁰⁶, « eh oui je vais trouver un nouvel endroit pour ce revolver qui est sur mon frigo, bien essayé les antifas! » (ma traduction). Ses mots-clés sont un mélange d'antiféminisme : #endfeminism; de conservatisme : #tradlife #homemaker #traditionalism #homemaking #traditional #phyllischlafly #suzannevenker et de militantisme pro armes à feu : #2a #gunrightsarewomensrights. Cette dimension sécuritaire est revendiquée par les libertariennes étatsuniennes, qui revendiquent le droit d'être armées, ou qui participent à des cours d'auto-défense pour se défendre de l'agresseur (souvent présumé comme étant l'homme noir ou immigré) (Della Sudda, 2022). De fait, dans une autre publication, on retrouve le thème de la sécurité intérieure, récurrent chez les libertariens américains en contexte post-attentats du 11 septembre 2001 : elle menace « les antifascistes » en tenant une arme, lors d'une convention de la National Rifle Association (NRA)¹⁰⁷. Toutefois, cette fois-ci, la menace ne vient plus de l'extérieur, comme c'est le cas pour les agresseurs « terroristes » amalgamés avec les hommes immigrés, mais bien intérieure, puisqu'elle concerne les « antifascistes », qui représentent l'ennemi, car ses acteurs proposent un projet politique inclusif et égalitaire considéré comme menaçant pour l'identité chrétienne blanche européenne. Sous une autre publication concernant un livre, elle prétend que « la gauche tente de réduire au silence, de censurer et d'interdire tout ce qui est normal, sain et biologique, et nous devons conserver des archives qui racontent notre histoire telle qu'elle était réellement. Pas de bêtises communistes et révisionnistes » (ma traduction). Ici l'antiféminisme s'arrime à nouveau avec

¹⁰⁶ On peut ici supposer qu'elle fait référence à une autre publication dans laquelle elle montrait son arme à feu. Elle aurait reçu des remarques négatives sur cette publication, ce qui l'amènerait à répliquer dans cette publication.

¹⁰⁷ La National Rifle Association (NRA) est une association à but non lucratif qui promeut le port d'armes à feu (ce qui est autorisé par le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis). Au fil du temps, la NRA est devenu un puissant groupe d'intérêt aux États-Unis.

l'anti-communisme, les deux étant considérés comme « ennemis ». Les forces progressistes sont disqualifiées et invalidées. En raison de l'histoire des États-Unis et de la période de la guerre froide, elles sont associées au communisme, qui est associé au mal. On retrouve également cette rhétorique aujourd'hui dans la théorie conspirationniste étatsunienne sur le « marxisme culturel », avancée par le nationalisme blanc, qui associe les mouvements progressistes au déclin de l'Amérique blanche (Mirlees, 2018).

8.7 Conclusion

En somme, alors que les influenceuses *Tradwives* affirment chercher à mettre en valeur un ordre traditionnel fondé sur la sphère privée, cette étude montre qu'il ne s'agit pas simplement de défendre un ordre passé ni de revaloriser le foyer, mais d'actualiser, dans l'ici et maintenant, un certain monde qu'elles voudraient voir se généraliser dans la population entière, sous couvert de promotion du traditionalisme. Celles-ci cherchent en effet à faire reconnaître leurs notions de femmes blanches respectables dans une « bonne » Amérique comme normes incontournables et incontestables, dans une société qui est en proie à de profondes transformations. Ce faisant, elles cherchent à défendre leur statut social et culturel (Gusfield, 1986).

Le concept de « traditionalisme préfiguratif » d'Ebin (2024) permet ainsi de saisir l'agentivité réactionnaire de ces influenceuses *tradwives*. De fait, cette agentivité réactionnaire s'exprime ici en mobilisant des stratégies rhétoriques autour du « traditionalisme » et de la victimisation afin de parvenir à influencer (endoctriner) largement. Premièrement, l'usage de fausses équivalences avec le discours féministe et l'appel à la sororité, qui consiste à créer des espaces intimes entre femmes conservatrices, servent à recruter des femmes vulnérables à la cause raciale et à développer une conscience politique conservatrice. La reprise du « backlash féministe » renverse le sens initial du concept de *backlash* pour inciter à croire que les antiféministes et les hommes sont désormais victimes des féminismes. Deuxièmement, les mots-clics participent d'une valorisation de « l'héritage blanc » par le nationalisme blanc mais ils sont plus discrets, apposés à

côté de photos d'enfants, de plats ou de jardin, et donc potentiellement plus efficaces. Enfin, les discours sur la maternité permettent de se montrer défensives et non offensives ou proactives, car la maternité est liée à la douceur, ce qui induit l'idée que les femmes nationalistes sont douces et non dangereuses politiquement.

À l'instar des deux articles précédents, l'article met au jour les privilèges qui sous-tendent l'agentivité réactionnaire des femmes antiféministes et nationalistes blanches. D'une part, l'étude éclaire le privilège hétéronormatif que ces femmes cherchent à conforter. Toute remise en question de cette binarité (personnes non-binaires, familles queer ou LGBTQIA+) est perçue comme une menace à "l'ordre naturel" ou divin. D'autre part, l'idée d'un « Grand Remplacement » et d'une « invasion » de la population blanche par une population immigrée et racisée s'adosse au privilège blanc, chrétien et occidental que ces femmes incarnent¹⁰⁸, faisant l'éloge de la "femme européenne", par opposition à l'immigration ou à la mixité raciale. Enfin, le mode de vie valorisé par les *Tradwives* (l'esthétisme de la maison de banlieue avec jardin, le mari qui subvient aux besoins de la famille) soulève une forme de privilège économique qui est inaccessible pour beaucoup de femmes. À l'instar des participantes au Tumblr *Women against Feminism*, les *Tradwives* présentent le choix de rester au foyer comme « libre », mais en occultant les contraintes sociales et structurelles qui façonnent les choix des femmes, comme si l'agentivité était complètement dégagée des contraintes. En effet, de nombreux foyers ne peuvent se passer de l'un des deux revenus, beaucoup de femmes vivent dans la précarité et/ou subissent des discriminations ou de la violence au sein du foyer. Ces discours contribuent ainsi à invisibiliser les réalités de vie des classes sociales populaires et des communautés racisées et renforcent leur marginalisation.

En somme, cette étude montre que la campagne #Tradwife s'inscrit dans la double logique de *backlash* antiféministe et nationaliste blanc. Les influenceuses font le lien entre le conservatisme,

¹⁰⁸ Faisant écho à l'identité White Anglo-Saxon Protestant du Ku Klux Klan, bien que certaines de ces femmes se définissent comme catholiques ou mormones.

« socle de l'antiféminisme » (Lamoureux, 2019) et le suprématisme blanc et ce faisant, elles aident activement à promouvoir un programme politique et une vision de l'Amérique blanche, chrétienne et hétérosexuelle.

CONCLUSION

Cette thèse portait sur l'expression de discours antiféministes par des femmes dans les médias et les médias socionumériques en Occident, avec un accent sur la France (le premier article) et les États-Unis (les deuxième et troisième articles). Son objectif était de problématiser les discours de ces femmes et d'élaborer la notion de « d'agentivité réactionnaire », en réponse à la question de recherche : *Dans quelle mesure les discours antiféministes de femmes dans les médias traditionnels et les médias sociaux traduisent-ils une forme d'agentivité réactionnaire ?*

La revue de la littérature a montré que l'engagement des femmes dans des mouvements réactionnaires, comme les mouvements antiféministes, n'était paradoxale qu'en apparence: une analyse plus approfondie met en lumière les motivations ainsi que le rôle central des femmes pour normaliser les idées et les mouvements réactionnaires. Elles négocient une place dans les rapports de pouvoir qui les avantagerait de façon individuelle, au détriment de la solidarité intercommunautaire. En se plaçant du côté de la norme, elles se montrent respectables en soutenant l'ordre établi pour obtenir quelques bénéfices individuels et de court terme, au détriment d'une lutte collective et de long terme. En ce sens, cette thèse interrogeait le concept « d'agentivité » comme concept opératoire pour décrire la position des femmes antiféministes. Si cette position peut en effet être considérée comme « agentive », car les femmes sont volontairement et activement impliquées dans des campagnes ou des contre-mouvements, elle ne témoigne pas pour autant d'une agentivité de changement des structures ou du *statu quo* : au contraire, elle contribue à les consolider et les renforcer. Par conséquent, cette thèse a proposé de mobiliser les outils d'analyse de la sociologie politique et des études féministes et de genre pour conceptualiser une notion plus adéquate pour saisir les discours et les actions des femmes antiféministes : celle de « l'agentivité réactionnaire ».

L'agentivité réactionnaire est activée lorsque les femmes agissent publiquement de façon antiféministe par intérêt ou par alliance, dans le but de conserver certains privilèges liés à plusieurs dimensions de leur identité, que ce soit la classe, la race, la religion ou l'hétérocisnormativité. Cette volonté de préservation de certains privilèges est en accord avec la définition du *backlash* : un *backlash* survient lorsqu'un groupe réagit à la perte, réelle ou à la peur de perdre, certains privilèges garantis par des ordres inégalitaires et hiérarchiques dans la société (Mansbridge et Shames, 2012). Cependant, cette définition fonctionne seulement en partie dans le cas des femmes : le *backlash* par des femmes ne vise pas toujours un retour en arrière ou un « âge d'or » mythique, en raison du fait que les femmes ont désormais intégré les principes de l'égalité de genre, en vertu de la rhétorique du « postféminisme ». Il n'est pas non plus systématiquement sous-tendu uniquement par le sexisme et la misogynie : le regain du nationalisme blanc aux États-Unis depuis les trente dernières années, le « white backlash » (Tesler, Michael et Sears, 2010) témoigne de la forte présence de l'aspect racial dans les dynamiques de *backlash* qui informent les discours des femmes antiféministes, notamment aux États-Unis. De plus, la montée du néolibéralisme en Occident depuis les années 1980 s'accompagne d'un avancement des dynamiques inégalitaires dans la société, notamment en ce qui a trait à l'appropriation des ressources informationnelles par les classes sociales moyenne et supérieure. La revue de littérature a montré qu'une classe bourgeoise s'appropriait les outils des médias et des médias socionumériques (eux-mêmes détenus par des milliardaires), pour y diffuser des idées et des valeurs réactionnaires antiféministes, identitaires, racistes, xénophobes, anti-LGBTQ+, anti-immigrant·e·s etc., et ainsi renforcer le creuset des inégalités et des discriminations. Enfin, le *backlash* antiféministe des femmes ne s'exprime pas toujours par des propos ou des actes explicitement violents. En ce sens, il ne repose pas exactement sur une « coercition » (Mansbridge et Shames, 2012). Le rôle des femmes dans les mouvements réactionnaires consiste la plupart du temps à normaliser le mouvement et adoucir son image, à présenter des idées extrêmes et violentes sous l'apparence de la douceur, de la docilité et de la féminité maternelle, ainsi qu'à créer des liens et du réseautage entre les membres du mouvement. Ces activités peuvent difficilement être caractérisées de « coercitives » car elles ne reposent pas sur l'usage de la force.

Ainsi les trois articles présentés dans cette thèse mettent en lumière le *backlash* antiféministe au féminin. L'agentivité réactionnaire des femmes antiféministes n'est ni paradoxale, ni extérieure aux structures de pouvoir : elles ne luttent pas « contre leurs propres intérêts », n'ont pas subi une manipulation par leur conjoint ou un « lavage de cerveau » par la propagande de l'extrême-droite. Au contraire, elles cherchent à conforter et reproduire les structures dont elles bénéficient individuellement et collectivement, en tant que personne blanche de classe bourgeoise, au détriment des autres femmes moins bien loties qu'elles et d'autres communautés marginalisées. Ainsi les concepts d'« alliance d'hétérosexualité », d'« alliance de classe » et d'« alliance de race », incluant l'adhésion au nationalisme blanc ou identitaire, sont utiles pour comprendre la dimension « réactionnaire » qui informe la position et les discours des femmes antiféministes.

L'agentivité réactionnaire des femmes antiféministes

À la lumière des articles présentés, plusieurs dimensions caractérisent la dimension réactionnaire de l'agentivité des femmes antiféministes, ces dimensions étant présentes à des degrés variables dans les articles :

- La recherche de la visibilité, de la reconnaissance et de l'influence et l'utilisation des médias traditionnels et des médias sociaux pour accroître ces dimensions.
- La valorisation de la norme hétéronormative et de l'hétérosexisme et souvent un appui à la rhétorique masculiniste.
- Une subjectivité « postféministe » néolibérale, qui convoque notamment l'idée du « choix » individuel, ce « choix » favorisant les femmes des classes moyennes et parfois aisées.
- Une appropriation ambiguë du statut de « victime ».
- L'adoption de stéréotypes sur la féminité (douceur, passivité...) et de l'idéologie maternaliste pour légitimer et normaliser des discours et des actions réactionnaires.

En premier lieu, ces femmes tiennent des discours antiféministes pour rechercher une forme de visibilité, de légitimité et de reconnaissance dans les espaces publics ou dans les mouvements réactionnaires, à l'instar des femmes françaises qui s'opposent à l'écriture inclusive en criant à la « censure » de la « liberté d'expression » ou à la « tyrannie idéologique ». Être audible et visibles dans les médias traditionnels et dans les médias sociaux leur permet de gagner en pouvoir et d'exercer une forme d'influence, qui viendrait compenser la marginalisation des femmes dans l'espace public. Or, ces femmes sont privilégiées : souvent blanches et bourgeoises, elles ont plus facilement accès à des réseaux de soutien et de promotion de leurs idées, comme de leurs livres antiféministes, de leurs chroniques et tribunes dans les médias. Plus récemment, les femmes antiféministes savent s'approprier les nouveaux outils du numérique pour y exercer une agentivité réactionnaire : elles cherchent à adoucir un message extrémiste et à le normaliser auprès du grand public, par exemple en publiant des photos de leur foyer ou de leurs enfants sur Instagram à côté de messages haineux sur les dangers de l'immigration.

Ensuite, l'agentivité de ces femmes, à l'instar des *Women against Feminism* et les *tradwives* est néolibérale en ce qu'elles s'affirment désormais comme des agentes « empowerées », responsables d'elles-mêmes et égales aux hommes (blancs) en vertu de la rhétorique sur le « postféminisme ». Elles simplifient la théorie féministe, laquelle vise à dépasser l'état de subordination des femmes pour parvenir à l'*empowerment*, prétendant que cette théorie les considère comme des victimes impuissantes (ou en puissance). Or, cette position est ambiguë car même si elles réfutent l'étiquette de « victime », elles se disent tout de même « censurées » par les féministes qui les empêcheraient d'exprimer publiquement des opinions antiféministes : elles seraient donc en quelque sorte les victimes du mouvement féministe, alors même qu'ironiquement, ces femmes blanches ont été historiquement les plus visibles et représentées dans le mouvement féministe. Pour contrer cette perception, elles disent rechercher une agentivité de libre-choix, invoquant même quelquefois un « féminisme de choix » où les femmes seraient libres de toute contrainte structurelle. Or, la notion de « choix » est fallacieuse : les personnes les plus favorisées dans la société (et donc les moins contraintes par des structures

limitantes) sont les plus à même d'exercer un choix libre. Invoquer le simple choix revient donc à tirer un avantage des hiérarchies sociale, classiste et genrée de la société.

Par ailleurs, l'agentivité des femmes antiféministes est sous-tendue par un conservatisme social qui encense la binarité des genres, dans une perspective essentialiste et hétéronormative. Mettre en avant les structures hétérosexistes et transphobes leur procure une légitimité indéniable, en ce qu'elles les font paraître respectables dans une société qui valorise l'hétéronormativité. De plus, en adhérant à la rhétorique masculiniste, selon laquelle les hommes seraient désormais « en crise » et victimes des mouvements féministes, elles se positionnent du côté des puissants (les hommes blancs), dans l'espoir d'obtenir de la protection et de la sécurité dans un système qui les opprime. Ce faisant, elles invisibilisent, discriminent les minorités sexuelles et de genre ou s'opposent carrément à leurs droits, comme dans l'exemple des femmes antiféministes françaises qui s'opposaient à une redéfinition des rapports genrés lors de la Manif pour Tous. De la même manière, les femmes antiféministes qui sont aussi des nationalistes blanches, comme les *tradwives*, soutiennent un ordre racial inégalitaire et des idéologies fascisantes qui réécrivent l'histoire en inventant un passé glorieux mystifié pour rétablir un ordre social et racial figé. Dans ce cadre, la famille nucléaire et le maternalisme sont mobilisés comme outils politiques pour normaliser cet ordre.

Les contributions de la thèse

Cette thèse comporte à la fois une pertinence scientifique et une pertinence sociale. Elle s'attarde sur un sujet moins exploré à la fois en science politique, en études féministes et dans le sous-champ des études sur les antiféminismes : les discours antiféministes exprimés par des femmes dans le contexte des médias et des médias sociaux. Elle ajoute une pierre à l'édifice des études théoriques sur les antiféminismes en contribuant aux études féministes sur le concept de « backlash » antiféministe; en abordant les femmes antiféministes, un objet qui demeure relativement peu exploré dans la littérature, et en œuvrant à l'élaboration d'une nouvelle théorie

sur les femmes antiféministes, encapsulée dans le concept « d’agentivité réactionnaire », qui permet de répondre à une zone grise à la fois en études féministes et dans les études sur les antiféminismes. De plus, étudier les discours antiféministes relayés par les médias et diffusés dans les espaces numériques, comme le web social, s’avère pertinent socialement car ces discours mènent à des conséquences concrètes et tragiques sur la vie des femmes et des minorités, qui subissent les cyberattaques, les violences sexistes et sexuelles en ligne et hors ligne, ou des attentats perpétrés par de plus en plus d’hommes *incels* ou suprématistes blancs qui s’organisent en ligne.

Cette thèse a montré une évolution dans les discours haineux, qui sont devenus de plus en plus extrêmes: si les discours de 2015 à 2017 relevaient plutôt d’un arrimage entre le conservatisme et le néolibéralisme, comme le montre l’étude du Tumblr *Women against Feminism*, en 2018 ces idéologies se renouvellent en s’articulant désormais avec l’extrême-droite ou avec le nationalisme blanc (en contexte étatsunien). De plus, le passage de plateformes sociales comme Tumblr à des réseaux sociaux plus sophistiqués comme Instagram met en relief les transformations du militantisme numérique par les antiféministes. Du fait de leur fonctionnement algorithmique, les nouveaux réseaux sociaux permettent de faciliter grandement la normalisation des mouvements réactionnaires et le recrutement d’individus ordinaires dans des mouvements de haine. Les développements technologiques actuels et futurs autour de l’intelligence artificielle laissent suggérer un renforcement de ces dynamiques.

Cette thèse a aussi permis de montrer que l’antiféminisme exprimé par des femmes n’était pas moins « réactionnaire » et politique que celui des hommes, mais qu’il s’exprimait et s’organisait différemment. Les femmes œuvrent plutôt en occupant le terrain du symbolique et des représentations, un domaine non moins intéressant et important que les actions concrètes menées par les hommes antiféministes. En effet, la normalité et la solidarité entre femmes antiféministes sont des menaces tout aussi importantes, voire plus importantes que les parades visibles ou les manifestations dominées par les hommes. Elles opèrent de façon plus insidieuse (Blee, 2002; Descarries, 2015) et sont ainsi plus difficiles à contrer que l’antiféminisme ou le

racisme « explicites ». Ces femmes usant de stratégies de diabolisation des féministes, ou/et en dédiabolisant et en normalisant les valeurs conservatrices et réactionnaires. C'est le cas des « Women against Feminism », qui accusaient les féministes de misandrie, ou qui manipulaient les statistiques sur les violences conjugales pour faire paraître les féministes comme excessives et invalider leurs propos. C'est également ce que font les femmes contre l'écriture inclusive, qui mobilisent la rhétorique de l'effet pervers pour discréditer l'écriture inclusive, instrumentalisant les enfants pour qui la lecture serait ainsi rendue plus difficile, ou la « liberté d'expression » pour montrer que les défenseur·e·s d'une initiative progressiste sont des oppresseur·e·s et ses pourfendeur·e·s, des victimes, renversant ainsi le schéma oppresseur·e/opprimé·e. Les *tradwives*, quant à elles, se montrent accessibles et authentiques dans leurs publications sur Instagram, ce qui leur permet de mettre des questions comme l'entretien du foyer et les relations amoureuses sur le même plan que la supposée "'invasion" des migrant·e·s en Europe ou aux États-Unis. En mettant en avant leur féminité et leur maternité, elles se montrent défensives et conservatrices, plutôt que proactives et offensives (Ebin, 2024), et donc non dangereuses politiquement. Enfin, la victimisation joue un rôle central dans ce processus : les hommes seraient ne seraient que des pauvres victimes des féminismes et les Blancs, des victimes des mouvements progressistes et antiracistes. Ce faisant, ces femmes sont politisées et œuvrent activement pour l'avancement d'un projet politique et d'une vision du monde inégalitaire, antipluraliste, illibérale.

Cette thèse permet également l'avancement des connaissances par ses contributions théoriques. Dans sa dimension analytique, le concept « d'agentivité réactionnaire » permet de pallier les difficultés associées à la qualification des femmes antiféministes, qui sont parfois conservatrices, parfois d'extrême-droite ou nationalistes, ou parfois les deux ou les trois en même temps. Devoir faire le choix de l'un de ces termes peut avoir pour effet d'occulter ou de tronquer les autres dimensions de leur engagement, qui s'informent pourtant entre elles. Évoquer la dimension « réactionnaire » de leur engagement me paraissait plus englobant et plus fidèle à la réalité de leurs engagements multiples, tout en prenant en compte leur agentivité comme moteur de leur politisation.

Le concept renferme ainsi une fonction critique, utile pour les études féministes et de genre. La revalorisation de leur agentivité permet de prendre au sérieux les femmes antiféministes comme sujets politiques et non comme des « phénomènes hors de l'ordinaire » ou des « anomalies ». En outre, il remet en question la tendance des féministes à associer l'agentivité et l'émancipation du patriarcat. Cette thèse a en effet montré que l'agentivité n'était pas intrinsèquement émancipatrice. Le concept « d'agentivité réactionnaire » permet ainsi de déplacer la question « *Les femmes antiféministes ont-elles de l'agentivité?* » vers « *au nom de quoi les femmes antiféministes se mobilisent-elles / vers quels projets politiques cette agentivité est-elle orientée?* ». En d'autres termes, « l'agentivité réactionnaire » permet plutôt d'interroger quels sont les objectifs des femmes antiféministes, quelles ressources elles mobilisent, comment elles construisent leur légitimité, et quelles transformations sociales elles cherchent à produire.

Ce nouveau concept permet d'éviter les écueils associés à l'essentialisme de genre et de mettre en valeur la nécessité d'adopter une approche intersectionnelle pour étudier les dominant-e-s. En effet, le genre n'est pas le seul ou le principal déterminant de la politisation des femmes. Centrer l'analyse autour du genre amène à des écueils importants comme la possibilité de récupération des idéaux et valeurs féministes par les mouvements conservateurs et réactionnaires. D'ailleurs, cet essentialisme de genre révèle les failles de certaines approches féministes libérales, qui mettent l'accent sur la capacité des femmes (blanches et éduquées) à accéder à la représentation et au pouvoir. Selon cette perspective, n'importe quelle femme au pouvoir, qu'elle soit antiféministe ou féministe, pourrait être qualifiée de féministe simplement parce qu'elle a réussi à gravir les échelons du pouvoir, ce qui est associé à l'émancipation des femmes. Ainsi, étudier les femmes antiféministes remet également en question la « catégorie femmes », qui avait été élaboré dans les études féministes pour signifier leur action politique émancipatrice. Les femmes antiféministes ne sont pas que des femmes. Elles sont aussi (souvent) blanches, éduquées, hétérosexuelles, religieuses, etc. Certaines font le choix conscient de s'aligner sur des idéologies antiféministes, que ce soit pour des raisons religieuses, économiques, identitaires ou stratégiques. Ainsi il n'existe pas un sujet politique unique pour l'action politique des femmes, mais une variété de sujets.

Finalement, ce concept permet d'aborder des sujets de science politique traditionnelle sous un angle nouveau. Le concept est pertinent pour mieux saisir les coalitions conservatrices qui se sont formées dans le contexte de l'Union des droites depuis les années 2010, que ce soient les coalitions antiféministes en ligne, la « Manif pour Tous » en France ou encore les coalitions anti-LGBTQ+ et anti-avortement aux États-Unis. Le concept permet aussi de comprendre l'instrumentalisation de la maternité par les femmes antiféministes pour normaliser l'antiféminisme, qui fonctionnent dans une grande variété de contextes. Enfin, il éclaire la mobilisation politique de personnes qui sont désavantagées de par un aspect de leur identité, mais qui sont avantagées par un autre. Par exemple, le concept « d'agentivité réactionnaire » pourrait tout à fait être repris et mobilisé pour étudier le positionnement d'hommes gays qui s'engagent dans des mouvements ou des partis d'extrême-droite, comme c'est le cas du parti d'extrême-droite le Rassemblement national en France, qui compte plusieurs hommes députés homosexuels dans ses rangs.

Vers de nouvelles recherches

Le backlash envers les femmes antiféministes

Cette recherche s'est concentrée sur les discours antiféministes produits par des femmes et l'agentivité réactionnaire qui en résulte. Toutefois, il serait intéressant et pertinent d'approfondir la question des limites de l'agentivité réactionnaire des femmes qui émane de leurs alliances. Ainsi, l'alliance autour de l'hétérosexualité chez les *tradwives* leur procure peut-être un sentiment de confort et de sécurité, mais elle s'accompagne de coûts importants. Les féministes ont souligné que la dépendance économique vis-à-vis du mari ou du conjoint était la principale cause de la violence envers les femmes et des féminicides, en particulier pour les femmes qui ne disposent pas d'une autonomie financière qui leur permette de quitter le foyer. De surcroît, plusieurs femmes antiféministes affirment qu'elles ont fait le « choix » de rester au foyer. Toutefois, pour les femmes moins aisées, ce choix est souvent dicté par des contraintes socioéconomiques, telles

que la pénurie de places en garderie, ou par le manque d'investissement du conjoint dans la sphère privée, plutôt que par une « préférence personnelle ».

De plus, les alliances de race qui se tissent au sein des mouvements nationalistes ont un prix, compte tenu de l'antiféminisme, du sexisme et de la misogynie qui caractérisent ces mouvements. *Les Proud Boys' girls*, par exemple, existaient comme organisation autonome de femmes sympathisantes ou partenaires des membres *Proud boys* mais elles ont été progressivement marginalisées, puis éjectées par les hommes du mouvement entre 2018 et 2020, parce qu'elles devenaient trop visibles et influentes. Cela met en lumière la façon dont les femmes sont utilisées par les hommes. Elles peuvent « servir » le mouvement (comme compagnes, mères, ou comme aide logistique), mais elles ne doivent jamais en être des actrices visibles ou organisées. La membre canadienne de « l'alt-right » Lauren Southern, qui était devenue une experte en diffusion de propagande raciste pro blanche, en a payé les frais, étant publiquement attaquée et exclue du mouvement par son chef, Andrew Anglin, en 2017, après qu'il a découvert qu'elle entretenait une relation amoureuse avec un homme noir, l'accusant ainsi d'être une « traîtresse à sa race » (Lombroso, 2020). Cette exclusion met en relief un paradoxe récurrent dans les mouvements réactionnaires : même les femmes les plus alignées idéologiquement avec les hommes de l'organisation sont rejetées dès lors qu'elles gagnent en pouvoir ou en visibilité. Ces exclusions mettent en lumière la précarité du marché racial auquel ces femmes adhèrent : appuyer une cause raciale blanche signifie sacrifier leur sécurité face à la misogynie et aux violences fondées sur le genre. Cela signifie aussi que l'alliance fondée sur l'hétérosexualité (ou l'alliance des femmes blanches avec les hommes blancs racistes) est, au mieux, inutile sur le long terme, au pire, toxique.

La circulation des idéologies de haine

Cette thèse propose des études ancrées dans les contextes de la France et des États-Unis, mais n'a pas été réalisée dans une optique comparative entre ces deux pays. Il serait pertinent de

développer plus en profondeur la circulation des idées antiféministes ou réactionnaires entre l'Europe et les États-Unis. Donald Trump est le premier dirigeant occidental accusé d'avoir tenté un coup d'État (l'assaut du Capitole à Washington en janvier 2021) et à être réélu à une élection présidentielle (en 2024). Cette réélection marque un recul des fondements de la démocratie libérale, de même que les actions violentes menées par le président : suivant son élection, Trump s'en prend violemment aux immigré·e·s, aux pauvres, aux femmes, aux personnes LGBTQ+, etc, en signant de multiples décrets visant à restreindre ou à anéantir leurs libertés fondamentales. De la même manière, l'influence croissante des idées populistes et réactionnaires en France depuis plusieurs années est préoccupante. On observe des tendances inquiétantes, telles que la remise en question des résultats des élections législatives de juin 2024 au profit de la droite et de l'extrême droite, la dédramatisation de l'extrême droite et la diabolisation de la gauche dans les médias dominants, le non-respect des droits de la personne des réfugiés et la criminalisation des initiatives environnementales. Ces tendances laissent croire que le modèle français s'éloigne de plus en plus de la démocratie libérale pour s'orienter vers l'illibéralisme et le fascisme, à l'instar du modèle étatsunien.

La convergence des idéologies de haine

Cette thèse soulève également plusieurs interrogations et amène à de nouvelles pistes de réflexion. Les haines (antiféministe, misogyne, raciste, xénophobe, etc.) sont de plus en plus imbriquées, si bien qu'il devient difficile de les démêler. De fait, comme je l'ai soulevé, plusieurs organisations réactionnaires, comme les *tradwives*, les *incels*, les suprématistes blancs, les masculinistes ou les anti-migrants peuvent converger car elles partagent les mêmes valeurs réactionnaires racistes, misogyne, xénophobes, anti-LGBTQ, etc. Dans cette thèse, j'ai choisi de privilégier le terme « réactionnaire » pour décrire les discours qui combinent plusieurs idéologies, comme l'antiféminisme et le nationalisme blanc, car ce terme me semblait le plus englobant et le plus adapté pour décrire les idéologies anti-progressistes. De plus, le concept « d'intersectionnalité des haines » pourrait servir à décrire et problématiser les articulations

entre plusieurs formes de haines comme le sexisme, la LGBTQphobie, le racisme ou l'islamophobie et être utilisé comme concept opératoire dans des études ultérieures sur la radicalisation en contexte occidental, car il aborde les extrémismes de façon plus intégrée et non en silo, ce qui permet de dépasser les approches monofactorielles de la radicalisation. En outre, « l'intersectionnalité des haines » pourrait servir à mieux comprendre comment se forment les *pipelines* de radicalisation à travers les communautés en ligne comme la manosphère, les forums de « l'alt-right », etc., dont les rhétoriques sont entrecroisées et s'amplifient mutuellement. Il est en effet intéressant et pertinent d'examiner comment la misogynie peut influencer l'adhésion à des valeurs racistes ou encore comment la LGBTQphobie peut amener à l'islamophobie en vertu de logiques fémonationalistes. L'examen de ces dynamiques croisées permettrait une meilleure compréhension des phénomènes sociopolitiques, offrant ainsi de meilleurs outils aux chercheur·e·s, aux décideur·euses politiques et aux organisations qui œuvrent à contrer la radicalisation et les attentats terroristes.

Finalement, compte-tenu du caractère pluriel des antiféminismes, il serait judicieux de les explorer davantage en relation avec l'illibéralisme, une tendance qui s'accroît actuellement dans les sociétés occidentales. En effet, les anti-progressismes donnent lieu à des mouvements fascistes et à un fascisme d'État de plus en plus visibles et légitimés dans les espaces publics. Ces mouvements œuvrent contre les principes de la démocratie libérale, comme l'égalité, le multiculturalisme, la diversité et le respect des droits humains et il est plus que jamais nécessaire de les combattre.

BIBLIOGRAPHIE

- Abbou, J., Arnold, A., Candea, M. et Marignier, N. (2018). Qui a peur de l'écriture inclusive ? Entre délire eschatologique et peur d'émascation Entretien. *Semen*, 44.
<https://doi.org/10.4000/semn.10800>
- Abrajano, M. A. et Hajnal, Z. (2017). *White backlash: immigration, race, and American politics*. Princeton University Press.
- Académie française. (2025). *Les missions* / Académie française. <https://www.academie-francaise.fr/linstitution/les-missions>
- Achin, C. et Bereni, L. (2013). Comment le genre vint à la science politique. Dans *Dictionnaire. Genre et science politique* (p. 13-42). Presses de Sciences Po.
<https://doi.org/10.3917/scpo.achi.2013.01.0013>
- Agence France Presse. (2021). La France interdit l'utilisation de l'écriture inclusive dans les écoles. *La Presse*, Europe. <https://www.lapresse.ca/international/europe/2021-05-07/la-france-interdit-l-utilisation-de-l-ecriture-inclusive-dans-les-ecoles.php>
- Agence France Presse. (2022). *France : le candidat Eric Zemmour condamné pour incitation à la haine* / Radio-Canada. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1854898/zemmour-france-incitation-haine-condamnation>
- Agence France-Presse et La Presse canadienne. (2021). *Attaque au camion-bélier à Toronto : Alek Minassian est reconnu coupable du meurtre de 10 personnes*.
<https://www.ledevoir.com/actualites/societe/596221/attaque-au-camion-belier-a-toronto-alek-minassian-est-reconnu-coupable-du-meurtre-de-10-personnes>
- Ahearn, L. M. (1999). Agency. *Journal of Linguistic Anthropology*, 9(1/2), 12-15.
- Touraine, A. (1973). *Production de la société*. Editions Du Seuil.
- Alestra, L. (2025). *Les vigilantes: surveillées et surveillantes, ces femmes au coeur de l'extrême droite*. JC Lattès.
- Anti Defamation League. (2018a). *Proud Boys* / ADL.
<https://www.adl.org/resources/backgrounder/proud-boys>
- Anti Defamation League. (2018b). *When Women are the Enemy: The Intersection of Misogyny and White Supremacy*.
<https://notoleranceforantisemitism.adl.org/resources/report/when-women-are-enemy-intersection-misogyny-and-white-supremacy>

- Argentino, M.-A. (2021). Pastel QAnon. *Global Network on Extremism and Technology*.
<https://gnet-research.org/2021/03/17/pastel-qanon/>
- Aronson, P. (2003). Feminists Or “Postfeminists”? : Young Women’s Attitudes toward Feminism and Gender Relations. *Gender & Society*, 17(6), 903-922.
<https://doi.org/10.1177/0891243203257145>
- Assemblée nationale. (2024). *Proposition de loi visant à protéger la langue française des dérives de l’écriture dite inclusive*. Assemblée nationale. <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/dossiers/DLR5L15N44968>
- Avanza, M. (2020). Using a Feminist Paradigm (Intersectionality) to Study Conservative Women: The Case of Pro-life Activists in Italy. *Politics & Gender*, 16(2), 552-580.
<https://doi.org/10.1017/S1743923X18001034>
- Ayla Olga Stewart. (2016, 9 novembre). *Trump Won! It’s morning in America again!*
<https://www.youtube.com/watch?v=Ashd6x-neNQ>
- Bachiochi, É. (2020). *Opinion | Amy Coney Barrett: A New Feminist Icon*. POLITICO.
<https://www.politico.com/news/magazine/2020/09/27/amy-coney-barrett-supreme-court-nominee-feminist-icon-422059>
- Bacqué, R. et Chemin, A. (2021). *Comment Vincent Bolloré mobilise son empire médiatique pour peser sur la présidentielle*. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2021/11/16/l-opa-de-vincent-bolloré-sur-la-presidentielle_6102316_4500055.html
- Banet-Weiser, S., Gill, R. et Rottenberg, C. (2020). Postfeminism, popular feminism and neoliberal feminism? Sarah Banet-Weiser, Rosalind Gill and Catherine Rottenberg in conversation. *Feminist Theory*, 21(1), 3-24. <https://doi.org/10.1177/1464700119842555>
- Barbezat. (2025). « Les anti-woke défendent d’abord des intérêts de classe » - *L’Humanité*.
<https://www.humanite.fr/societe/woke/les-anti-woke-defendent-dabord-des-interets-de-classe-749606>
- Bard, C. (dir.). (1999). *Un siècle d’antiféminisme*. Fayard.
- Bard, C. (2016). « Toutes des lesbiennes! » Antiféminisme et lesbophobie, une complicité à l’épreuve du temps. Dans *Féminismes et luttes contre l’homophobie: de l’apprentissage à la subversion des codes : actes du colloque tenu à l’Acfas en mai 2014*. Institut de recherches et d’études féministes, Université du Québec à Montréal.
- Bard, C. (2019a). À contre-vagues: introduction. *Antiféminismes et masculinismes d’hier et d’aujourd’hui*, 7-49.

- Bard, C. (2019b). Christine Bard : « L'antiféminisme fait converger des haines multiples ». *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/20/christine-bard-l-antifeminisme-fait-converger-des-haines-multiples_5438523_3232.html
- Bard, C., Blais, M. et Dupuis-Déri, F. (dir.). (2019). *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui* (1re édition). PUF.
- Barker, M. (2013). New femininities: postfeminism, neoliberalism and subjectivity. *Psychology and Sexuality*, 4(3), 323-325. <https://doi.org/10.1080/19419899.2011.639147>
- Barnes, M. J. et Karim, S. M. (2026). The Manosphere and Politics. *Comparative Political Studies*, 59(1), 3-43. <https://doi.org/10.1177/00104140241312095>
- Bastié, E. (2016). *Adieu mademoiselle: la défaite des femmes*. les Éditions du Cerf.
- Bastié, E. (2017, 24 novembre). Peggy Sastre : «La notion de "culture du viol" n'est absolument pas démontrée». Le Figaro § Vox Société. <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2017/11/24/31003-20171124ARTFIG00209-peggy-sastre-la-notion-de-8220culture-du-viol8221-n-est-absolument-pas-demontree.php>
- Bax, A. (2018). "The C-Word" Meets "the N-Word": The Slur-Once-Removed and the Discursive Construction of "Reverse Racism". *Journal of Linguistic Anthropology*, 28(2), 114-136. <https://doi.org/10.1111/jola.12185>
- BBC Stories. (2020, 17 janvier). 'Submitting to my husband like it's 1959': Why I became a TradWife | BBC Stories. <https://www.youtube.com/watch?v=ZwT-zYo4-OM>
- Belew, K. (2019). *Bring the war home: the white power movement and paramilitary America*. Harvard University Press.
- Bennett, J. (2014, 10 septembre). Behold the Power of #Hashtag Feminism. TIME. <https://time.com/3319081/whyistayed-hashtag-feminism-activism/>
- Bilge, S. (2010). Beyond Subordination vs. Resistance: An Intersectional Approach to the Agency of Veiled Muslim Women. *Journal of Intercultural Studies*, 31(1), 9-28. <https://doi.org/10.1080/07256860903477662>
- Bilge, S. (2015). Le blanchiment de l'intersectionnalité. *Recherches féministes*, 28(2), 9-32. <https://doi.org/10.7202/1034173ar>
- Blais, M., Dupuis-Déri, F., Mayer, S., Morency, S.-A. et Veillette, A.-M. (2022). Bibliographie sur l'antiféminisme. <https://reqef.uqam.ca/bibliographie-sur-lantifeminisme-mise-a-jour-2022/>.

- Blais, M. (2009). *L'attentat antiféministe de Polytechnique: une mémoire collective en transformation*. Remue-ménage.
- Blais, M. (2018). *Masculinisme et violences contre les femmes : une analyse des effets du contremouvement antiféministe sur le mouvement féministe québécois* [Thèse ou essai doctoral accepté, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/11768/>
- Blais, M. et Dupuis-Déri, F. (2012). Masculinism and the Antifeminist Countermovement. *Social Movement Studies*, 11(1), 21-39. <https://doi.org/10.1080/14742837.2012.640532>
- Blake, M. (2014). *The Men's Rights Movement and the Women Who Love It – Mother Jones*. <https://www.motherjones.com/politics/2014/08/mens-rights-movement-women-who-love-it/>
- Blakely, K. (2008). *Women of the new right in Canada*. Thèse de doctorat en sociologie. Loyola University, Chicago
- Blaubergs, M. S. (1980). An analysis of classic arguments against changing sexist language. *Women's Studies International Quarterly*, 3(2-3), 135-147. [https://doi.org/10.1016/S0148-0685\(80\)92071-0](https://doi.org/10.1016/S0148-0685(80)92071-0)
- Blee, K. M. (1991). *Women of the Klan : racism and gender in the 1920s*. Berkeley : University of California Press. <http://archive.org/details/womenofklanracis0000blee>
- Blee, K. M. (2002). *Inside organized racism: women in the hate movement*. University of California Press.
- Blee, K. M. (2018). *Understanding racist activism: theory, methods and research*. Routledge, Taylor & Francis Group.
- Blee, K. et Yates, E. (2017). Women in the White Supremacist Movement. Dans H. J. McCammon, V. Taylor, J. Reger et R. L. Einwohner (dir.), *The Oxford Handbook of U.S. Women's Social Movement Activism*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190204204.001.0001>
- Bloomfield, J. (2014). *13 reasons women lie about rape – A Voice for Men*. A Voice for Men. <https://avoiceformen.com/featured/13-women-who-lied-about-being-raped-and-why-they-did-it/>
- Bloomfield, J. (2015, 27 septembre). No, MGTOWs don't hate women. *A Voice for Men*. <https://avoiceformen.com/featured/no-mgtows-dont-hate-women/>
- Bloomfield, J. (2016, 2 avril). I love my female privilege. *A Voice for Men*. <https://avoiceformen.com/featured/i-love-my-female-privilege/>

- Bonneau, C. (2020). *La collecte manuelle des traces d'usage par la découverte progressive de mots-clics*. <https://labcmo.ca/en/publications/la-collecte-manuelle-des-traces-dusage-par-la-decouverte-progressive-de-mots-clics/>
- Boudon, R. (1990). *L'Art de se persuader des idées fausses, fragiles ou douteuses*. Fayard.
- Boulay, S. (2015). *Usurpation de l'identité citoyenne dans l'espace public: astroturfing, communication et démocratie*. Presses de l'Université du Québec.
- Bourdieu, P. (1988). *Le sens pratique* (1980). Paris: Minuit.
- Bowman, E. et Stewart, I. (2017, 20 août). The Women Behind The « Alt-Right ». *NPR*, National. <https://www.npr.org/2017/08/20/544134546/the-women-behind-the-alt-right>
- Brandman, M. (2015). « Because I Shave My Armpits... »: A Content Analysis of #WomenAgainstFeminism on Twitter. *HIM 1990-2015*. <https://stars.library.ucf.edu/honorstheses1990-2015/1696>
- Browne, R. (2016). *How Trump Made Hate Intersectional*. <https://nymag.com/intelligencer/2016/11/how-trump-made-hate-intersectional.html>
- Burkett, E. (1998). *The right women: a journey through the heart of conservative America*. Scribner.
- Butler, J. (2009). *Frames of war: when is life grievable?* Verso.
- Butler, J. (2011). *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*. Routledge.
- Cabat-Houssais, I. (2017, 21 novembre). *Elle est bannie des textes officiels : pourquoi l'écriture inclusive dérange-t-elle à ce point ?* TF1 INFO § Sujets de société. <https://www.tf1info.fr/societe/edouard-philippe-vient-de-la-bannir-des-textes-officiels-pourquoi-l-ecriture-inclusive-derange-2065721.html>
- Cai, W. et Clement, S. (2016). *Poll: Feminism in the U.S.* Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/graphics/national/feminism-project/poll/>
- Calvini-Lefebvre, M. (2018). « On ne peut pas empêcher les concepts de voyager » : un entretien avec Christine Delphy. *Revue française de civilisation britannique*, 23(1). <https://doi.org/10.4000/rfcb.1817>
- Campion, K. (2020). Women in the Extreme and Radical Right: Forms of Participation and Their Implications. *Social Sciences*, 9(9), 149. <https://doi.org/10.3390/socsci9090149>

- Cardoso, A. (2014). La superwoman est-elle antiféministe?: Analyse des discours de la presse féminine sur l'articulation entre vie professionnelle et vie familiale. *Recherches féministes*, 27(1), 219-236. <https://doi.org/10.7202/1025424ar>
- Cardoso, A. et Thevenet, C. (2018). Rhétoriques antiféministes : entre recherche et pratiques. *GLAD!. Revue sur le langage, le genre, les sexualités*, (04). <https://doi.org/10.4000/glad.995>
- Carnac, R. (2014). L'Église catholique contre « la théorie du genre ». *Synergies Italie*, (10), 125-143.
- Chang, Y., Tang, L., Inagaki, Y., & Liu, Y. (2014). What is Tumblr: A statistical overview and comparison. *ACM SIGKDD Explorations Newsletter*, 16(1), 21–29.
- Chapin, A. (2020). *How White Nationalists Weaponize Motherhood*. The Cut. <https://www.thecut.com/2020/07/sisters-in-hate-how-white-nationalists-weaponize-motherhood.html>
- Christou, M. (2020). *#TradWives: sexism as gateway to white supremacy | openDemocracy*. <https://www.opendemocracy.net/en/countering-radical-right/tradwives-sexism-gateway-white-supremacy/>
- Clare Boothe Luce Center for Conservative women. (2025). *Preparing Conservative Women Leaders | The Luce Center*. <https://www.cblwomen.org/>
- Clegg, S. (2006). The problem of agency in feminism: a critical realist approach. *Gender and Education*, 18(3), 309-324. <https://doi.org/10.1080/09540250600667892>
- Clermont-Dion, L. (2022). *Discours antiféministes en ligne : une analyse impliquée et performative des matériaux textuels tirés du Web social au Québec*. Thèse de doctorat en science politique. Université Laval.
- Coenga-Oliveira, D. (2024). *Politiques antiféministes anti-genre comme nécrobiopolitique: dédémocratisation et démocratie comme projets d'exclusion au Brésil*. Thèse de doctorat en science politique. Université du Québec à Montréal.
- Combahee River Collective. (1979). *Combahee River Collective Statement*. <http://archive.org/details/Combahee1979>
- Condomines, A. (2017, 21 novembre). *Elle est bannie des textes officiels : pourquoi l'écriture inclusive dérange-t-elle à ce point ?* TF1 INFO § Sujets de société. <https://www.tf1info.fr/societe/edouard-philippe-vient-de-la-bannir-des-textes-officiels-pourquoi-l-ecriture-inclusive-derange-2065721.html>

- confusedcatsagainstfeminism. (2014). *confused cats against feminism* [Tumblr]. because they have no idea what feminism is. they're cats.
<https://confusedcatsagainstfeminism.tumblr.com/>
- Coste, F. (2010). Conservative Women and Feminism in the United States: Between Hatred and Appropriation. *Anglophonia Caliban/Sigma*, 27, 167-176.
<https://doi.org/10.4000/caliban.2111>
- Cousineau, L. (2021). A Positive Identity for Men"? Pathways to Far-Right Participation through Reddit's /r/MensRights and /r/ TheRedPill. Dans J. Bessant, M. Devries et R. Watts (dir.), *Rise of the far right: technologies of recruitment and mobilization*. Rowman & Littlefield.
<https://doi.org/10.5040/9798881810740>
- Couture, D. (2012). L'antiféminisme du « nouveau féminisme » préconisé par le Saint-Siège. *Cahiers du Genre*, 52(1), 23-49. <https://doi.org/10.3917/cdge.052.0023>
- Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics. *University of Chicago Legal Forum*, 1989(1).
- Dagenais, B. (2017). Sophie BOULAY (2015), Usurpation de l'identité citoyenne dans l'espace public. Astroturfing, communication et démocratie. *Communication. Information médias théories pratiques*, (vol. 34/2). <https://doi.org/10.4000/communication.7051>
- Daniels, J. (2018). The Algorithmic Rise of the "Alt-Right". *Contexts*, 17(1), 60-65.
<https://doi.org/10.1177/1536504218766547>
- Darby, S. (2017). The Rise of the Valkyries. *Harper's Magazine*, September 2017.
<https://harpers.org/archive/2017/09/the-rise-of-the-valkyries/>
- Darby, S. (2020). *Sisters in hate: American women and white extremism* (First Back Bay trade paperback edition). Back Bay Books, Little Brown and Company.
- Das, S. (2023). Laughing bodies and the tickle machine: understanding the YouTube pipeline through alt-right humour. *Journal for Cultural Research*, 27(4), 391-405.
<https://doi.org/10.1080/14797585.2023.2253564>
- Della Sudda, M. (2022). *Les nouvelles femmes de droite*. HDA (Hors d'atteinte).
- Delphy, C. (1977). Nos amis et nous. Les fondements cachés de quelques discours pseudo-féministes. *Questions Féministes*, (1), 20-49.
- Delphy, C. (1998). *Économie politique du patriarcat*. Éd. Syllepse.

- Delphy, C. (2001). *L'ennemi principal: 2: Penser le genre*. Ed. Syllepse.
- Descarries, F. (2015). L'antiféminisme « ordinaire ». *Recherches féministes*, 18(2), 137-151.
<https://doi.org/10.7202/012421ar>
- Descarries, F. (2015). L'antiféminisme ordinaire. Dans D. Lamoureux et F. Dupuis-Déri (dir.), *Les antiféminismes: analyse d'un discours réactionnaire*. Les Éditions du remue-ménage.
- Devreux, A.-M. et Lamoureux, D. (2012). Les antiféminismes: une nebuleuse aux manifestations tangibles. *Recherches Féministes*, 25(1), 3(12).
- DiMaggio, A., Wahlrab, A. et Ochs, H. (2024). White Supremacy and the January 6 Insurrection: Mass Opinion and the Mainstreaming of "Great Replacement" Theory. *Populism*, 7(1), 99-126. <https://doi.org/10.1163/25888072-bja10055>
- Dragiewicz, M. (2010). A left realist approach to antifeminist fathers' rights groups. *Crime, Law and Social Change*, 54(2), 197-212. <https://doi.org/10.1007/s10611-010-9253-6>
- Dupuis-Déri, F. (2013). L'antiféminisme d'État. *Lien social et Politiques*, (69), 163-180.
<https://doi.org/10.7202/1016490ar>
- Dupuis-Déri, F. (2015). Postféminisme et antiféminisme. Dans D. Lamoureux et F. Dupuis-Déri (dir.), *Les antiféminismes: analyse d'un discours réactionnaire*. Les Éditions du remue-ménage.
- Dupuis-Déri, F. (2017). *La Crise de la Masculinité: Autopsie d'un Mythe Tenace*. Editions du Remue-Menage.
<http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqam/detail.action?docID=6625678>
- Dupuis-Déri, F. (2024, 25 avril). *L'intersectionnalité des haines permet de comprendre l'idéologie de Donald Trump et de l'extrême droite*. La Conversation Canada.
<http://theconversation.com/lintersectionnalite-des-haines-permet-de-comprendre-lideologie-de-donald-trump-et-de-lextreme-droite-228578>
- Dupuis-Déri, F. (2025). Proudhon, un anarchiste misogyne et antiféministe, ou comment interpréter l'incohérence d'un auteur célèbre ? Dans *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui* (Édition revue et augmentée). PUF, [2025].
- Dupuis-Déri, F. et Blais, M. (2008). *Le mouvement masculiniste au Québec: l'antiféminisme démasqué*. Éditions du Remue-ménage.
- Dupuis-Déri, F. et Blais, M. (dir.). (2015). *Le mouvement masculiniste au Québec: l'antiféminisme démasqué* (Nouvelle édition). Les Éditions du remue-ménage.

- Dupuis-Déri, F. et Lamoureux, D. (dir.). (2015). *Les antiféminismes: analyse d'un discours réactionnaire*. Les Éditions du remue-ménage.
- Dussault, J. (2025). *L'appropriation du discours antiraciste : portrait d'une stratégie discursive mobilisée par les leaders nationalistes blancs états-uniens sur le réseau socionumérique Twitter*. Mémoire de maîtrise en science politique. Université de Sherbrooke.
- Dworkin, A. (1983). *Right-wing women*. Perigee books.
- Dworkin, A. (1991). *Pornography. Men Possessing Women*. Penguin Books.
- Ebin, C. (2024). *The radical mind: The origins of right-wing Catholic and Protestant coalition building*. University press of Kansas.
- Eder, K. (1985). The « New Social Movements »: Moral Crusades, Political Pressure Groups, or Social Movements? *Social Research*, 52(4), 869-890.
- Editions Hatier. (2017). *Magellan et Galilée - Questionner le monde CP/CE1 Éd.2020 - Manuel élève*. <https://www.editions-hatier.fr/livre/magellan-et-galilee-questionner-le-monde-cpce1-ed2020-manuel-eleve-9782401063907>
- Enthoven, R. (2017). *Le désir d'égalité n'excuse pas le façonnage des consciences*. Europe 1. <https://www.europe1.fr/emissions/le-fin-mot-de-linfo/le-desir-degalite-nexcuse-pas-le-faconnage-des-consciences-3446291>
- Eyerman, R. (1981). False Consciousness and Ideology in Marxist Theory. *Acta Sociologica*, 24(1/2), 43-56.
- Fairbairn, J., Boyd, C., Jiwani, Y. et Dawson, M. (2023). Changing Media Representations of Femicide as Primary Prevention. Dans *The Routledge International Handbook on Femicide and Feminicide*. Routledge.
- Faludi, S. (1991). *Backlash: the undeclared war against American women* (1st ed). Crown.
- Farris, S. R. (2017). *In the name of women's rights: the rise of femonationalism*. Duke University Press.
- Fassin, É. (2020). Campagnes anti-genre, populisme et néolibéralisme en Europe et en Amérique latine: *Revue internationale et stratégique*, N° 119(3), 79-87. <https://doi.org/10.3917/ris.119.0079>
- Ferrari, P. (2021). *Douces, dociles, silencieuses : les Red Pill Women ou le masculinisme rose bonbon*. <https://usbeketrica.com/fr/article/douces-dociles-silencieuses-les-red-pill-women-ou-le-masculinisme-rose-bonbon>

- Fillod-Chabaud, A. (2018). L'antiféminisme d'État. *GLAD!. Revue sur le langage, le genre, les sexualités*, (04). <https://doi.org/10.4000/glad.1005>
- Firestone, S. (1970). *The Dialectic of Sex* (Generic). Generic.
- Flood, M., Dragiewicz, M. et Pease, B. (2021). Resistance and backlash to gender equality. *Australian Journal of Social Issues*, 56(3), 393-408. <https://doi.org/10.1002/ajs4.137>
- Fontenit, E. (2017). *Pétition · Contre ces combats « féministes » qui abîment la langue française - France · Change.org*. <https://www.change.org/p/emmanuelle-fontenit-contre-ces-combats-f%C3%A9ministes-qui-ab%C3%A9ment-la-langue-fran%C3%A7aise>
- Forsyth, D. A. (2021). *Fascinating Womanhood for the Timeless Woman*. Axicon Circle, LLC.
- France Info. (2017). *Écriture inclusive : la polémique entre enseignants, académiciens et ministres en six actes*. Franceinfo. https://www.franceinfo.fr/societe/education/ecriture-inclusive/ecriture-inclusive-la-polemique-entre-enseignants-academiciens-et-ministres-en-six-actes_2459696.html
- Friedan, B. (1963). *The Feminine Mystique*. W. W. Norton and Company.
- Gagnon, F. (2012). Postface. Dans A. Dworkin (dir.), *Les femmes de droite*. Remue-ménage.
- Garbagnoli, S. (2019). De quoi « le gender » des campagnes « anti-genre » est-il le nom? Sur une contre-révolution straight et ses succès. Dans C. Bard, M. Blais et F. Dupuis-Déri (dir.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier à aujourd'hui* (p. 241-270). PUF.
- Garbagnoli, S. et Prearo, M. (2017). *La croisade anti-genre: du Vatican aux manifs pour tous*. Textuel.
- Gilbert, J., & Keane, D. (2016). Equality versus fraternity? Rethinking France and its minorities. *International Journal of Constitutional Law*, 14(4), 883–905. <https://doi.org/10.1093/icon/mow059>
- Gill, R. C. et Scharff, C. (dir.). (2011). *New femininities: postfeminism, neoliberalism and subjectivity* (First published in paperback). Palgrave Macmillan.
- Ging, D. (2019). Alphas, Betas, and Incels: Theorizing the Masculinities of the Manosphere. *Men and Masculinities*, 22(4), 638-657. <https://doi.org/10.1177/1097184X17706401>
- Ginsburg, F. (1984). The Body Politic: The Defense of Sexual Restriction by AntiAbortion Activists. Dans C. S. Vance (dir.), *Pleasure and danger: Exploring female sexuality* (Routledge&Kegan Paul, p. 173-188). <https://philpapers.org/rec/VANPAD-6>

- Ginsburg, F. D. (1989). *Contested Lives: The Abortion Debate in an American Community, Updated edition*. University of California Press.
- Glickman, L. (2020, 21 mai). How White Backlash Controls American Progress. *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/05/white-backlash-nothing-new/611914/>
- Goetz, J. et Mayer, S. (dir.). (2024). *Global Perspectives on Anti-Feminism: Far-Right and Religious Attacks on Equality and Diversity*. Edinburgh University Press.
- Granderson, Z. (2024, 7 novembre). *White women handed Trump the election*. Los Angeles Times § Opinion Voices. <https://www.latimes.com/opinion/story/2024-11-07/white-women-vote-donald-trump-kamala-harris>
- Gress, C. (2019). *Anti-Mary Exposed: Rescuing the Culture from Toxic Femininity*. TAN Books.
- Guillaumin, C. (1978). Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) L'appropriation des femmes. *Questions Féministes*, (2), 5-30.
- Guillaumin, C. (1992). *Sexe, race et pratique du pouvoir: l'idée de nature*. Coté-Femmes Ed.
- Gusfield, J. R. (1986). *Symbolic crusade : Status politics and the American temperance movement* (2. ed). Univ. of Illinois Press.
- Hache, É. (2007). La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? *Raisons politiques*, n° 28(4), 49-65.
- Han, X. et Yin, C. (2022). Mapping the manosphere. Categorization of reactionary masculinity discourses in digital environment. *Feminist Media Studies*, 1-18. <https://doi.org/10.1080/14680777.2021.1998185>
- Haraway, D. (2007). Savoirs situés : la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle. Dans D. Haraway, L. Allard et D. Gardey, *Manifeste cyborg et autres essais: sciences, fictions, féminismes* (p. 107-142). Exils.
- Harding, S. (2009). Standpoint Theories: Productively Controversial. *Hypatia*, 24(4), 192-200.
- Harding, S. G. (dir.). (2004). Rethinking Standpoint Epistemology: What Is 'Strong Objectivity'? Dans *The feminist standpoint theory reader: intellectual and political controversies* (p. 127-140). Routledge.
- Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. (2017). *Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe*. <https://pedagogie.ac-nantes.fr/dispositifs-et-enseignements-transversaux/egalite-entre-les-filles-et-les->

- Hawley, G. (2018). *The Alt-Right: What Everyone Needs to Know*. Oxford University Press.
- Hays, S. (1994). Structure and agency and the sticky problem of culture. *Sociological theory*, 57-72.
- Heinich, N. (2000). Autour du livre de Anne-Marie Houdebine La féminisation des noms de métiers: *Travail, genre et sociétés*, N° 3(1), 169-189.
<https://doi.org/10.3917/tgs.003.0169>
- Hermansson, P., Lawrence, D., Mulhall, J. et Murdoch, S. (2020). Masculinity and misogyny in the Alternative Right. Dans *The International Alt-Right: Fascism for the 21st Century?* Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429032486>
- Hewitt, R. L. (2005). *White backlash and the politics of multiculturalism*. Cambridge university press.
- Hill Collins, P. (1991). *Black Feminist Thought* (0 éd.). Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9780203900055>
- Himmelstein, J. L. (1986). The Social Basis of Antifeminism: Religious Networks and Culture. *Journal for the Scientific Study of Religion*, 25(1), 1-15. <https://doi.org/10.2307/1386059>
- Hirschman, A. O. (1991). *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*. Fayard.
- Hoebanx, P. (2025). Red Pill Women: Heterosexual Fantasies in Misogynistic Spaces. *Men and Masculinities*, 28(2), 177-196. <https://doi.org/10.1177/1097184X241286800>
- hooks, B. (1984). *Feminist theory from margin to center*. Boston, MA : South End Press.
<http://archive.org/details/feministtheoryfr00hook>
- Houdebine-Gravaud, A.-M. (2018). Éliane Viennot, Non le masculin ne l’emporte pas sur le féminin ! Petite histoire des résistances de la langue française:Éditions iXe, Donnemarie-Dontilly, 2014, 119 p. *Travail, genre et sociétés*, 39(1), 219-221.
<https://doi.org/10.3917/tgs.039.0219>
- Hughey, M. W. (2014). White backlash in the ‘post-racial’ United States. *Ethnic and Racial Studies*, 37(5), 721-730. <https://doi.org/10.1080/01419870.2014.886710>
- Human Rights Watch (2026). *World Report 2026*. <https://www.hrw.org/world-report/2026>

- Jarvis, C. M. et Eddington, S. M. (2021). Disentangling Antifeminist Paradoxes: Alternative Organizing in Antifeminist Online Spaces. *Management Communication Quarterly*, 35(1), 96-126. <https://doi.org/10.1177/0893318920972649>
- Jenkins, H., Ford, S. et Green, J. (2013). *Spreadable Media: Creating Value and Meaning in a Networked Culture*. NYU Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt9qfk6w>
- Jordan, A. (2016). Conceptualizing Backlash: (UK) Men's Rights Groups, Anti-Feminism, and Postfeminism. *Canadian Journal of Women and the Law*, 28(1), 18-44. <https://doi.org/10.3138/cjwl.28.1.18>
- Kandiyoti, D. (1988). Bargaining with Patriarchy. *Gender & Society*, 2(3), 274-290. <https://doi.org/10.1177/089124388002003004>
- Kelly, A. (2018). *Opinion | The Housewives of White Supremacy - The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2018/06/01/opinion/sunday/tradwives-women-alt-right.html>
- Keskinen, S. (2013). Antifeminism and White Identity Politics: *Political antagonisms in radical right-wing populist and anti-immigration rhetoric in Finland*. *Nordic Journal of Migration Research*, 3(4), 225-232. <https://doi.org/10.2478/njmr-2013-0015>
- Klatch, R. E. (1988). *Women of the New Right*. Philadelphia : Temple University Press. <http://archive.org/details/womenofnewright0000klat>
- Klaus, E. (2010). Antiféminisme et féminisme élitiste en Allemagne : les termes du débat: *Travail, genre et sociétés*, n° 24(2), 151-165. <https://doi.org/10.3917/tgs.024.0151>
- Klein, M. van der (dir.). (2012). *Maternalism reconsidered: motherhood, welfare and social policy in the twentieth century*. Berghahn Books.
- Koenig. (2017, 11 octobre). *N'obligeons pas le langage à changer de sexe !* Les Echos § 2017. <https://www.lesechos.fr/2017/10/nobligeons-pas-le-langage-a-changer-de-sexe-152281>
- Kohn, I. (2020). *In the Honey Badger Brigade, Female Men's Rights Activists Fight for Their Version of Equality*. <https://melmagazine.com/en-us/story/in-the-honey-badger-brigade-female-mens-rights-activists-fight-for-their-version-of-equality>
- Kreis, R. (2017). #refugeesnotwelcome: Anti-refugee discourse on Twitter. *Discourse & Communication*, 11(5), 498-514. <https://doi.org/10.1177/1750481317714121>
- Kuhar, R. et Paternotte, D. (dir.). (2018). *Anti-gender campaigns in Europe: mobilizing against equality* (First paperback edition). Rowman & Littlefield International.

- La rédaction de TF1 Info. (2017, 6 octobre). *Ecriture inclusive : le ministre de l'Education nationale se dit « très réservé »*. TF1 INFO § Politique. <https://www.tf1info.fr/politique/video-ecriture-inclusive-le-ministre-de-l-education-nationale-blancher-se-dit-tres-reserve-2066510.html>
- Labarre, J. (2024). French Fox News? Audience-level metrics for the comparative study of news audience hyperpartisanship. *Journal of Information Technology & Politics*, 21(4), 510-527. <https://doi.org/10.1080/19331681.2023.2300845>
- Labussière, M. (2017). Le féminisme comme « héritage à dépasser »: Les Antigones, un militantisme féminin à la frontière de l'espace de la cause des femmes. *Genre, sexualité et société*, 18. <https://doi.org/10.4000/gss.4087>
- L'Académie française. (2019). *La féminisation des noms de métiers et de fonctions* | Académie française. <https://www.academie-francaise.fr/actualites/la-feminisation-des-noms-de-metiers-et-de-fonctions>
- Lamoureux, D. (2015). La matrice hétérosexuelle de l'antiféminisme. *Les antiféminismes. Analyse d'une rhétorique réactionnaire.*, 91-105.
- Lamoureux, D. (2019). L'antiféminisme comme conservatisme. Dans C. Bard, M. Blais et F. Dupuis-Déri, *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*. PUF.
- Langlois, F. (2021). La résurgence de la violence et du terrorisme d'extrême droite aux États-Unis. Dans D. Morin et S. Aoun (dir.), *Le nouvel âge des extrêmes? Les démocraties occidentales, la radicalisation et l'extrémisme violent*. Presses de l'Université de Montréal. <https://doi.org/10.2307/jj.29487186>
- Lazar, M. (2005). Politicizing Gender in Discourse: Feminist Critical Discourse Analysis as Political Perspective and Praxis. In M. Lazar (Ed.), *Feminist Critical Discourse Analysis: Gender, Power and Ideology in Discourse*, (pp. 1–28). Palgrave Macmillan UK.
- Lazar, M. M. (2007). Feminist Critical Discourse Analysis: Articulating a Feminist Discourse Praxis1. *Critical Discourse Studies*, 4(2), 141–164. <https://doi.org/10.1080/17405900701464816>
- Leaver, T., Highfield, T., & Abidin, C. (2020). *Instagram: Visual social media cultures*. Polity.
- Le Monde. (2017). *Edouard Philippe décide de bannir l'écriture inclusive des textes officiels*. https://www.lemonde.fr/politique/article/2017/11/21/le-premier-ministre-edouard-philippe-decide-de-bannir-l-ecriture-inclusive-des-textes-officiels_5218122_823448.html
- Le Parisien. (2025). *La chaîne CNews paiera bien une amende de 200 000 euros après des propos d'Éric Zemmour*. [leparisien.fr § /culture-loisirs/tv/](https://www.leparisien.fr/culture-loisirs/tv/). <https://www.leparisien.fr/culture-loisirs/tv/>

loisirs/tv/la-chaine-cnews-paiera-bien-une-amende-de-200-000-euros-apres-des-propos-deric-zemmour-23-01-2025-RVDLHXPAHRFMXPYAXO2IYZDWTY.php

Le Point. (2019). *Médias : Zemmour dope CNews*. https://www.lepoint.fr/economie/medias-zemmour-dope-cnews-15-10-2019-2341347_28.php

Lebreton, C. (2017). *Adolescences lesbiennes: De l'invisible à la reconnaissance*. Remue-ménage.

Leidig, E. (2023). *The Women of the Far Right: Social Media Influencers and Online Radicalization*. Columbia University Press.

Lemon, J. (2020). *Trump Says 'Suburban Housewives' Support Him But Poll Shows Majority 'Strongly Disapprove' - Newsweek*. Newsweek. <https://www.newsweek.com/trump-says-suburban-housewives-support-him-poll-shows-majority-strongly-disapprove-1524615>

Lennon, C. (2025). *Online 'manosphere' is moving misogyny to the mainstream | The United Nations Office at Geneva*. https://www.ungeneva.org/en/news-media/news/2025/03/104113/online-manosphere-moving-misogyny-mainstream?utm_source=chatgpt.com

Les Républicains. (2017). *Proposition de résolution, n° 381*. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b0381_proposition-resolution

Lessard, A. et Zaccour, S. (2017). *Grammaire non sexiste de la langue française: le masculin ne l'emporte plus!* M Éditeur ; Éditions Syllepse.

Levet, B. (2014). *La théorie du genre ou Le monde rêvé des anges: l'identité sexuée comme malédiction*. Bernard Grasset.

Lind, R. A., & Salo, C. (2002). The Framing of Feminists and Feminism in News and Public Affairs Programs in U.S. Electronic Media. *Journal of Communication*, 52(1), 211–228.

Lippard, C. D., Carter, J. S. et Embrick, D. G. (dir.). (2020). *Protecting whiteness: whitelash and the rejection of racial equality*. University of Washington Press.

Lombroso, D. (2020, 16 octobre). Why the Alt-Right's Most Famous Woman Disappeared. *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2020/10/alt-right-star-racist-propagandist-has-no-regrets/616725/>

Love, N. S. (2020). Shield Maidens, Fashy Femmes, and TradWives: Feminism, Patriarchy, and Right-Wing Populism. *Frontiers in Sociology*, 5, 619572. <https://doi.org/10.3389/fsoc.2020.619572>

- Mackinnon, C. A. (1989). *Toward a feminist theory of the state*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press. <http://archive.org/details/towardfeministth00mack>
- Main, T. J. (2018). *The rise of the alt-right*. Brookings Institution Press.
- Mamié, R., Ribeiro, M. et West, R. (2021). Are Anti-Feminist Communities Gateways to the Far Right? Evidence from Reddit and YouTube. Dans *13th ACM Web Science Conference 2021* (p. 139-147). ACM. <https://doi.org/10.1145/3447535.3462504>
- Mansbridge, J. J. (1986). *Why we lost the ERA*. University of Chicago Press.
- Mansbridge, J. et Shames, S. L. (2012). Vers une théorie du backlash : la résistance dynamique et le rôle fondamental du pouvoir1. *Recherches féministes*, 25(1), 151-162. <https://doi.org/10.7202/1011121ar>
- Marshall, S. E. (1985). Ladies against Women: Mobilization Dilemmas of Antifeminist Movements. *Social Problems*, 32(4), 348-362. <https://doi.org/10.2307/800757>
- Marshall, S. E. (1991). Who Speaks for American Women? The Future of Antifeminism. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 515, 50-62.
- Marshall, S. E. (dir.). (1997). *Splintered sisterhood: gender and class in the campaign against woman suffrage*. University of Wisconsin Press.
- Marwick, A. E. et Caplan, R. (2018). Drinking male tears: language, the manosphere, and networked harassment. *Feminist Media Studies*, 18(4), 543-559. <https://doi.org/10.1080/14680777.2018.1450568>
- Matfess, H. et Margolin, D. (2022). *The Women of January 6th: A Gendered Analysis of the 21st Century American Far-Right | Program on Extremism | The George Washington University*. Program on Extremism. <https://extremism.gwu.edu/women-january-6th>
- Mathieu, N. C. (1991). *L' anatomie politique: catégorisations et idéologies du sexe*. Côte-femmes.
- Mattheis, A. (2018). Shieldmaidens of Whiteness: (Alt) Maternalism and Women Recruiting for the Far/Alt-Right. *Journal for Deradicalization*, (17), 128-162.
- Mayer, N. Z. et Bert, U. (1987). Movement and Countermovement Interaction: Mobilization, Tactics, and State Involvement. Dans *Social Movements in an Organizational Society*. Routledge.

- McAdam, D., McCarthy, J. D. et Zald, M. N. (1996). *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge University Press.
- McCammon, H. J., Taylor, V., Reger, J. et Einwohner, R. L. (dir.). (2017). *The Oxford Handbook of U.S. Women's Social Movement Activism* (vol. 1). Oxford University Press.
<https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190204204.001.0001>
- McRobbie, A. (2009). *The aftermath of feminism: gender, culture and social change*. SAGE.
- McRobbie, A. (2011). Beyond post-feminism. *Public Policy Research*, 18(3), 179-184.
<https://doi.org/10.1111/j.1744-540X.2011.00661.x>
- Meyer, D. S. et Staggenborg, S. (1996). Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunity. *American Journal of Sociology*, 101(6), 1628-1660.
- Meyers, D. T. (2014). *Poverty, Agency, and Human Rights*. Oxford University Press.
- Michael, S. (2012). Maternalism and Beyond. Dans M. van der Klein, R. J. Plant, N. Sanders et L. R. Weintrob (dir.), *Maternalism Reconsidered: Motherhood, Welfare and Social Policy in the Twentieth Century* (p. 22-37). Berghahn Books.
<https://www.degruyterbrill.com/document/doi/10.1515/9780857454676-002/html>
- Michaud, H. (2017). La France a besoin d'enfants, pas d'homosexuels » : la « Manif pour Tous » et le conservatisme religieux en France. *Revista Descontamina*, 4(2).
<https://www.calameo.com/read/0048130593b69830ec063>
- Michaud, H. (2018, 10 septembre). *Campagne Vangardist pour les droits LGBTQ : une lutte peut en cacher une autre*. Mediapart. <https://blogs.mediapart.fr/heloise-michaud/blog/100918/campagne-vangardist-pour-les-droits-lgbtq-une-lutte-peut-en-cacher-une-autre>
- Michaud, H. (2019). « “Parce que mon copain me traite bien” . Étude du Tumblr “Women against feminism” ». Dans C. Bard, M. Blais et F. Dupuis-Déri, *Antiféminismes et masculinismes d’hier et d’aujourd’hui*. PUF.
- Michaud, H. (2021). Rhétoriques réactionnaires et antiféminisme en France : la controverse de l’écriture inclusive. *Politique et Sociétés*, 40(1), 87-107.
<https://doi.org/10.7202/1075742ar>
- Miller-Idriss, C. (2022). *Hate in the Homeland: The New Global Far Right*. Princeton University Press.

- Mills, C. W. (1997). *The Racial Contract*. Cornell University Press.
<https://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctt5hh1wj>
- Mirrlees, T. (2018). The Alt-right's Discourse on « Cultural Marxism »: A Political Instrument of Intersectional Hate. *Atlantis: Critical Studies in Gender, Culture & Social Justice*, 39(1), 49-69.
- Morency, S.-A. (2021). *Rira bien qui rira le dernier: un backlash contre les critiques de la culture humoristique sexiste*. Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal.
- Morin, D., Aoun, S. et Al Baba Douaihy, S. (dir.). (2021). *Le nouvel âge des extrêmes? les démocraties occidentales, la radicalisation et l'extrémisme violent*. Les Presses de l'Université de Montréal.
- Mutz, D. C., & Mansfield, E. D. (2024). Inflation in 2022 did not affect congressional voting, but abortion did. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 121(21), e2319512121.
<https://doi.org/10.1073/pnas.2319512121>
- Myles, D. (2020). Les bénéfices mutuels de l'ethnographie et de l'analyse du discours en contexte numérique. Dans *Méthodes de recherche en contexte numérique Une orientation qualitative*. les Presses de l'université de Montréal, DL 2020.
- Nagle, A. (2017). *Kill all normies: Online culture wars from 4chan and Tumblr to Trump and the alt-right*. John Hunt Publishing.
- National Organization for Women. (2009, 19 février). Violence Against Women in the United States: Statistics - National Organization for Women. <https://now.org/resource/violence-against-women-in-the-united-states-statistic/>
- Navigateur linguistique, Ressources du Portail linguistique du Canada. (2025). *La règle de la supériorité*. <https://www.noslangues-ourlanguages.gc.ca/fr/navigateur-navigator>
- North, A. (2020). *#SaveTheChildren is pulling American moms into QAnon* | Vox.
<https://www.vox.com/21436671/save-our-children-hashtag-qanon-pizzagate>
- Nussbaum, M. C. (2000). *Women and human development : the capabilities approach*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
http://archive.org/details/womenhumandevelo0000nuss_m8j1
- Oakley, A. (2016). Disturbing Hegemonic Discourse: Nonbinary Gender and Sexual Orientation Labeling on Tumblr. *Social Media + Society*, 2(3).
- OECD (2025), *Gender Equality in a Changing World: Taking Stock and Moving Forward*, Gender Equality at Work, OECD Publishing. Paris

- Okin, S. M. (1989). *Justice, gender, and the family : Okin, Susan Moller : Free Download, Borrow, and Streaming : Internet Archive*. New York : Basic Books.
<https://archive.org/details/justicegender00okin>
- Ollivier, M. et Tremblay, M. (2000). *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Harmattan.
- Paglia, C. (1991). *Sexual personae: art and decadence from Nefertiti to Emily Dickinson* (1. Vintage Book ed; Reprint. Originally published: New Haven : Yale University Press, 1990). Vintage Books.
- Parry, H. (2017). *Mormon blogger turned alt right poster girl | Daily Mail Online*. Daily Mail.
<https://www.dailymail.co.uk/news/article-4364368/Mormon-mommy-blogger-turned-alt-right-poster-girl.html>
- Pateman, C. (2010). *Le contrat sexuel*. Paris : La Découverte : Institut Emile du Châtelet.
<http://archive.org/details/lecontratsexuel0000pate>
- Pauley, G. E. (2000). W.E.B. Du Bois on Woman Suffrage: A Critical Analysis of His Crisis Writings. *Journal of Black Studies*, 30(3), 383-410.
- Péault, E. (2021). « Woke », « wokisme »... comment un terme né aux Etats-Unis s'est imposé dans le débat politique français - *ladepeche.fr*.
<https://www.ladepeche.fr/2021/10/19/woke-wokisme-comment-un-terme-ne-aux-etats-unis-sest-impose-dans-le-debat-politique-francais-9862647.php>
- Pech, M.-E. (2017a). *L'appel des anti-écriture inclusive à Jean- Michel Blanquer*.
<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2017/11/10/31003-20171110ARTFIG00339-l-appel-des-anti-ecriture-inclusive-a-jean-michel-blanquer.php?msockid=015ddfb63b3d6ac92d89c9783a956be5>
- Pech, M.-E. (2017b). *Pour l'Académie, l'écriture inclusive est un « péril mortel »*.
<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/10/26/01016-20171026ARTFIG00256-l-academie-francaise-met-en-garde-contre-le-peril-mortel-de-l-ecriture-inclusive.php?msockid=015ddfb63b3d6ac92d89c9783a956be5>
- Pech, M.-E. (2017c, 22 septembre). *Un manuel scolaire écrit à la sauce féministe*. Le Figaro § Société. <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/09/22/01016-20170922ARTFIG00300-un-manuel-scolaire-ecrit-a-la-sauce-feministe.php>
- Pech, M.-Estelle. 2017c. « F. : les délires de l'écriture "inclusive" . » L. F. (2017d). *Féminisme : les délires de l'écriture « inclusive »*. <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/10/05/01016-20171005ARTFIG00337-feminisme-les-delires-de-l-ecriture-inclusive.php?msockid=015ddfb63b3d6ac92d89c9783a956be5>

- Perrenot, P. (2023). *Les médias contre la gauche*. Agone.
- Perrier, G. (2023). Haro sur le langage non sexiste : entre antiféminisme discret et anti-intellectualisme ouvert: *Pouvoirs*, N° 186(3), 111-122.
<https://doi.org/10.3917/pouv.186.0111>
- Pham, M. (2019) Women Against Feminism: An Analysis of Anti-Feminist Comments on Tumblr. Essai. Université de Washington.
- Philippe, C. (2017, 17 octobre). *L'écriture inclusive : solution ou problème*.
<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/l-ecriture-inclusive-solution-ou-probleme-754356.html?id=2576540467148914>
- Pohli, C. V. (1983). Church closets and back doors: A feminist view of Moral Majority women. *Feminist Studies*, 9(3), 529-558.
- Portella Perreiras, E. (2020). *How (Not) to Think About Anti-Feminist Women | Blog of the APA*.
<https://blog.apaonline.org/2020/10/07/how-not-to-think-about-anti-feminist-women/>
- Puar, J. K. (2012). *Homonationalisme: la politique queer après le 11 septembre 2001*. Éd. Amsterdam.
- Radio Canada. (2017). *Qui sont les Proud Boys, ce groupe qui cherche à « défendre l'Occident » ? | Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1045456/proud-boys-extreme-droite-mouvement-mcinnnes-vice-halifax>
- Rauline, N. (2022, 4 janvier). *Les mouvements d'extrême droite américains plus menaçants que jamais*. Les Echos & Monde. <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/les-mouvements-dextreme-droite-americains-plus-menacants-que-jamais-1376597>
- REAL Women of Canada. (2025). *Real Women of Canada - Women Building a Better Society*. REAL Women of Canada. <https://realwomenofcanada.ca/>
- Ribeiro, M. H., Ottoni, R., West, R., Almeida, V. A. F. et Meira, W. (2020). Auditing radicalization pathways on YouTube. Dans *Proceedings of the 2020 Conference on Fairness, Accountability, and Transparency* (p. 131-141).
<https://doi.org/10.1145/3351095.3372879>
- Rich, A. C. (1976). *Of woman born : motherhood as experience and institution*. New York : Norton.
- Rich, E. (2005). Young women, feminist identities and neo-liberalism. *Women's Studies International Forum*, 28(6), 495-508. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2005.09.006>

- Rieffel, R. (2015). *Sociologie des médias* (4e éd. actualisée et augmentée). Ellipses.
- Rogers, K. (2016, 10 novembre). White Women Helped Elect Donald Trump. *The New York Times*, U.S. <https://www.nytimes.com/2016/12/01/us/politics/white-women-helped-elect-donald-trump.html>
- Ronfaut, L. (2022). *Cinq ans après #metoo, l'antiféminisme prospère sur les réseaux sociaux*. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/10/12/cinq-ans-apres-metoo-l-antifeminisme-prospere-sur-les-reseaux-sociaux_6145406_4408996.html
- Rose, M. (2011). Pro-Life, Pro-Woman? Frame Extension in the American Antiabortion Movement. *Journal of Women, Politics & Policy*, 32(1), 1-27. <https://doi.org/10.1080/1554477X.2011.537565>
- Rottenberg, C. (2014). The Rise of Neoliberal Feminism. *Cultural Studies*, 28(3), 418-437. <https://doi.org/10.1080/09502386.2013.857361>
- Rouch, M. (2018). La langue française a-t-elle besoin d'être féminisée ? [Billet]. *Chère Simone de Beauvoir*. <https://doi.org/10.58079/qwqa>
- Sabato, B. D. et Hughes, B. (2020). *Back to the Future? The Tradwives Movement and the New Forms of Conservative Consensus Building*.
- Sadhasivam, S. (2021). *Justice Amy Coney Barrett and What it Means to Have a Feminist Judiciary – Harvard Journal of Law & Gender*. <https://journals.law.harvard.edu/jlg/2021/02/justice-amy-coney-barrett-and-what-it-means-to-have-a-feminist-judiciary/>
- Sallé, C. (2024, 3 juin). *CNews devient la première chaîne d'info de France et détrône BFMTV*. Le Figaro § Médias & Publicité. <https://www.lefigaro.fr/medias/cnews-devient-la-premiere-d-info-de-france-20240603>
- Scharff, C. (2012). *Repudiating feminism: young women in a neoliberal world*. Ashgate Pub.
- Schneider, E. M. (1993). Feminism and the false dichotomy of victimization and agency. *NYL Sch. L. Rev.*, 38, 387.
- Schreiber, R. (2008). *Righting feminism: conservative women and American politics*. Oxford University Press.
- Schreiber, R. (2017). Anti-Feminist, Pro-Life, and Anti-ERA Women. Dans H. J. McCammon, V. Taylor, J. Reger et R. L. Einwohner (dir.), *The Oxford Handbook of U.S. Women's Social Movement Activism* (p. 0). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190204204.013.17>

- Schreiber, R. (2018). Is There a Conservative Feminism? An Empirical Account. *Politics & Gender*, 14(01), 56-79. <https://doi.org/10.1017/S1743923X17000587>
- Smyrnaio, N., & Ratinaud, P. (2023). De la presse parisienne à la fachosphère: Genèse et diffusion du terme « islamo-gauchisme » dans l'espace public. *Réseaux*, N° 241(5), 163–195. <https://doi.org/10.3917/res.241.0163>
- Sommers, C. H. (2013). *Freedom feminism : its surprising history and why it matters today*. Washington, D.C. : AEI Press.
- Sommier, I. (2009). Contre-mouvement. Dans O. Fillieule et L. Mathieu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po.
- Sorin, C. (2022). L'antiféminisme des femmes aux États-Unis, symptôme d'une Amérique illibérale ? : Le cas de WomenAgainstFeminism.com. 20 & 21. *Revue d'histoire*, N° 153(1), 49-63. <https://doi.org/10.3917/vin.153.0049>
- Southern Poverty Law Center. (2024). *Year in Hate and Extremism report 2024 policy recommendations*. <https://www.splcenter.org/resources/reports/year-hate-extremism-2024-policy-recommendations/>
- Southern Poverty Law Center. (2025a). *Annual Report*. https://www.splcenter.org/resources/reports/annual-report/?utm_source=chatgpt.com
- Southern Poverty Law Center. (2025b). David Lane. *Southern Poverty Law Center*. <https://www.splcenter.org/resources/extremist-files/david-lane/>
- Spretnak, C. (1982). The Christian Right's « Holy War » against Feminism. Dans *The politics of women's spirituality: Essays on the rise of spiritual power within the feminist movement*. Anchor books. <https://ixtheo.de/Record/42483636X>
- Statistique Canada. (2023). *Gender-related homicide of women and girls in Canada*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2023001/article/00003-eng.htm>
- Stendahl, E. (2020, 4 mai). Traditionella fruar ger extremismen en stadad front. <https://expo.se/nyhet/traditionella-fruar-ger-extremismen-en-stadad-front/>
- Stern, A. M. (2019). *Proud Boys and the White Ethnostate: How the Alt-Right Is Warping the American Imagination*. Beacon Press.
- Steuter, E. (1992). Women against feminism: an examination of feminist social movements and anti-feminist countermovements. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 29(3), 288-306. <https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.1992.tb02440.x>

- Stotzer, R. L. et Nelson, A. (2025). The (Anti)Feminism of Tradwives. *Terrorism and Political Violence*, 1-14. <https://doi.org/10.1080/09546553.2025.2463588>
- Studnicki, M. (2021). Émergence des hérauts du masculinisme à la télévision. Soral, Zemmour et le discours contre la « féminisation de la société » (2000-2020): *Le Temps des médias*, n° 36(1), 156-171. <https://doi.org/10.3917/tdm.036.0156>
- Sudda, M. D. (2019). Sara Garbagnoli et Prearo Massimo, La croisade “anti-genre” : du Vatican aux manifs pour tous:Paris, Textuel, coll. Petite encyclopédie critique, 2017, 128 pages. *Travail, genre et sociétés*, 41(1), 185-188. <https://doi.org/10.3917/tgs.041.0185>
- Sunstein, C. R. (2018). *#Republic: Divided Democracy in the Age of Social Media*. Princeton University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv8xnhtd>
- Swirsky, J. M. et Angelone, D. J. (2014). Femi-Nazis and Bra Burning Crazies: A Qualitative Evaluation of Contemporary Beliefs about Feminism. *Current Psychology*, 33(3), 229-245. <https://doi.org/10.1007/s12144-014-9208-7>
- Swirsky, J. M. et Angelone, D. J. (2016). Equality, empowerment, and choice: what does feminism mean to contemporary women? *Journal of Gender Studies*, 25(4), 445-460. <https://doi.org/10.1080/09589236.2015.1008429>
- Sykes, S. et Hopner, V. (2024). Tradwives: Right-Wing Social Media Influencers. *Journal of Contemporary Ethnography*, 53(4), 453-487. <https://doi.org/10.1177/08912416241246273>
- Szczepanick, G. (2013). La mobilisation de la notion de choix dans les discours et débats féministes contemporains : une analyse de blogues féministes. Thèse de doctorat en sociologie. Université du Québec à Montréal.
- Tang. (2025). *Hate groups in the US decline but their influence grows, report shows* | AP News. <https://apnews.com/article/splc-hate-extremism-report-e84bab8092fc15a0425a58f5ebb0cc23>
- Tebaldi, C. (2023). Tradwives and truth warriors. *Gender and Language*, 17(1), 14-38. <https://doi.org/10.1558/genl.18551>
- Tesler, M. et Sears, D. O. (2010). *Obama’s Race: The 2008 Election and the Dream of a Post-Racial America*. University of Chicago Press. <https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/chicago/O/bo10443910.html>
- Touraine, A. (1982). *Mouvements sociaux d’aujourd’hui : acteurs et analystes*. Éditions de l’Atelier.

- Tribune de 314 enseignant.e.s. (2017). « Nous n’enseignerons plus que “le masculin. (2017).
«*Nous n’enseignerons plus que « le masculin l’emporte sur le féminin »* » | *Slate.fr*.
<https://www.slate.fr/story/153492/manifeste-professeurs-professeures-enseignerons-plus-masculin-emporte-sur-le-feminin>
- Trinko, K. (2020). *Feminism and Amy Coney Barrett: She’s not a handmaiden of patriarchy*. USA TODAY. <https://www.usatoday.com/story/opinion/voices/2020/10/01/amy-coney-barrett-some-feminists-think-she-enemy-column/3560385001/>
- Tufekci, Z. (2018). *Opinion | YouTube, the Great Radicalizer - The New York Times*.
<https://www.nytimes.com/2018/03/10/opinion/sunday/youtube-politics-radical.html>
- UPI Archives. (1986). *Too Late for Prince Charming?*
<https://www.upi.com/Archives/1986/05/24/Too-Late-for-Prince-Charming/6816517291200/>
- US Bureau of Labor Statistics. (2017). *Highlights of women’s earnings in 2017*. Bureau of Labor Statistics. <https://www.bls.gov/opub/reports/womens-earnings/2017/>
- Valenti, J. (2014, 25 mai). Elliot Rodger’s California shooting spree: further proof that misogyny kills. *The Guardian*, Opinion.
<https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/may/24/elliott-rodgers-california-shooting-mental-health-misogyny>
- Venker, S. et Schlafly, P. (2011). *The flipside of feminism: what conservative women know--and men can’t say*. WND Books.
- Vestrheim, A. S. (2023). *La construction de l’identité incel : analyse d’une violence antiféministe en émergence* Mémoire en science politique. Université du Québec à Montréal.
- Vestrheim, A. S. (2025). *Les incels: du clic à l’attentat*. Remue-ménage.
- Viennot, E. (2016). *L’Académie contre la langue française* (Éditions iXe). <https://www.editions-ixe.fr/catalogue/lacademie-contre-la-langue-francaise/>
- Viennot, É. (2017). *Non, le masculin ne l’emporte pas sur le féminin ! petite histoire des résistances de la langue française* (Nouvelle éd. augmentée). Éditions iXe.
- Viennot, É. (2019). *La querelle des femmes ou « N’en parlons plus »*. Éditions iXe.
- Virgili, F. et Noûs, C. (2024). *Femmes contre le changement: conservatisme, réaction et extrémisme en Europe, XVIIIe-XXIe siècle*. Presses universitaires de Rennes.

- Waldispuehl, E. (2022). *Le continuum des violences à l'ère de la cyberhaine : analyse comparée des cyberviolences antiféministes en France et au Québec*.
<http://hdl.handle.net/1866/28139>
- Walton, S. J. (2012). Anti-feminism and Misogyny in Breivik's "Manifesto". *NORA - Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, 20(1), 4-11.
<https://doi.org/10.1080/08038740.2011.650707>
- Weiss, P., Koban, K. et Matthes, J. (2025). A narrow gateway from misogyny to the far right: empirical evidence for social media exposure effects. *Information, Communication & Society*, 28(13), 2377-2395. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2024.2445637>
- Wittig, M. (2001). *La Pensée straight*. Balland.
- Women against Feminism. (2014). Women Against Feminism.
<https://womenagainstfeminism.com/>
- Women against Feminism. (2025). *Non Feminist Majority*. YouTube.
<https://www.youtube.com/channel/UCqwHXC3qpRxBjAkPfVWHMMQ>
- WomenAgainstFeminism. (2025). *WomenAgainstFeminism (@WomAgainstFem) / X*. X (formerly Twitter). <https://x.com/womagainstfem>
- Young, C. (2014). *What « Women Against Feminism » Gets Right*. TIME.
<https://time.com/3028827/women-against-feminism-gets-it-right/>
- Young, C. (2017). *The Other Women's Movement – Foreign Policy*.
<https://foreignpolicy.com/2017/03/20/the-other-womens-movement-trump-le-pen-clinton-nationalism/>
- Zald, M. N. et Useem, B. (1989). Social Movements in an Organizational Society. Dans M. N. Zald et J. D. McCarthy (dir.), *Social Forces* (vol. 67, p. 799). <http://dx.doi.org/10.2307/2579545>
- Zemmour, É. (2007). *Le premier sexe*. Denoel.